



13043.

120

~~P. Nancy~~

Centre Régional d'Études  
historiques  
Université de Lille III  
9, Rue A.-Angellier - 59-Lille

VII  
295



Centre Régional d'Études  
historiques  
Université de Lille III  
9, Rue A.-Angellier - 59-Lille

*Isaac*

*[Signature]*

BIBLIOTHÈQUE

DE LA

JEUNESSE CHRÉTIENNE

APPROUVÉE

PAR M<sup>rs</sup> L'ARCHEVÊQUE DE TOURS

—  
1<sup>re</sup> SÉRIE IN-8<sup>o</sup>

BIBLIOTHÈQUE  
UNIVERSITAIRE  
PROPRIÉTÉ DES ÉDITEURS





*Academy sc.*

Bataille de Granson.

Centre Régional d'Études  
LES DUCS historiques  
Université de Lille III  
9, Rue A.-Angellier - 59-Lille

# Bourgogne

PAR  
Le *Valentin*



*Mort de la Princesse Marie de Bourgogne.*

A. Mame & C<sup>ie</sup>

ÉDITEURS

A TOURS



Centre Régional d'Études  
historiques  
Université de Lille III  
9, Rue A.-Angellier - 59 - Lille

LES DUCS

DE

# BOURGOGNE

HISTOIRE DES XIV<sup>e</sup> ET XV<sup>e</sup> SIÈCLES

PAR F. VALENTIN

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES CROISADES, DE L'HISTOIRE DE VENISE, ETC.

—  
HUITIÈME ÉDITION



TOURS

ALFRED MAME ET FILS, ÉDITEURS

—  
M DCCC LXIX



LES  
DUCS DE BOURGOGNE

---

CHAPITRE I

Établissement des Bourguignons dans la Gaule. — Gouvernement de la Bourgogne jusqu'aux ducs de la maison de Valois. — Le duché donné par le roi Jean à son fils Philippe le Hardi. — Prise de possession du duché. — Mariage du duc. — Son goût pour la dépense. — Schisme de l'Occident. — Troubles en Flandre. — Mort de Charles V. — Nouvelle insurrection en Flandre. — Philippe Arteveld. — Bataille de Bruges. — Bataille de Rosbecque. — Le duc hérite de la Flandre. — Paix avec les Gantois. — Projet d'une descente en Angleterre. — Guerre de Gueldre. — Le roi s'affranchit de la tutelle de ses oncles. — Fêtes à la cour. — Voyage du roi dans le Midi.

Suivant Pline et Tacite, les Burgundes ou Bourguignons formèrent leur premier établissement dans l'antique Vandalie, devenue depuis le duché de Mecklembourg. Ils en furent chassés par les Gépides, et vinrent planter leurs tentes au delà de l'Elbe et près des Thuringiens. Continuellement en guerre avec leurs voisins au sujet de la ligne de frontières qu'ils s'étaient tracée dans ce pays, ils résolurent de l'abandonner pour chercher une

nouvelle patrie. Vers l'an 407 de notre ère, ils s'avancèrent des bords du Rhin dans la Gaule, sous la conduite de Gundikaire, leur chef, avec leurs femmes, leurs enfants, leurs troupeaux, leurs richesses, et pénétrèrent dans le pays des Éduens, dont Bibracte (Autun) était la capitale. Ils obtinrent de l'empereur Honorius la permission de s'y établir sous condition de défendre la frontière du Rhin contre les Alamands (Allemands). Les historiens nous présentent ces barbares sous des couleurs moins défavorables que les autres peuples du Nord qui envahirent la Gaule à la même époque. Ils étaient, dit-on, très-grands, fort grossiers, et graissaient leurs cheveux avec du beurre acide ; mais leurs mœurs, tempérées par le christianisme, qu'ils avaient embrassé à cette époque, étaient si pacifiques, qu'ils vivaient avec les Romains comme avec des frères. Ils habitaient des bourgs (d'où leur vient le nom de Burgundes), et s'adonnaient surtout aux professions mécaniques de charpentiers et de forgerons.

Maîtres de la plus belle partie des Gaules, les Bourguignons fondèrent un royaume dont le premier roi fut Gundikaire. Ils étendirent bientôt tellement leurs frontières, qu'en quelques années tout le pays qu'avaient possédé les Éduens, les Langrois, le Livernais, le Lyonnais, toute la partie de l'ancienne Gaule narbonnaise comprise entre le

Rhône et la Saône, obéirent à leurs lois. La dynastie de Gundikaire n'eut qu'un siècle de durée. Attaquée par les fils de Clovis, elle fut détrônée, et vit ses possessions passer dans les mains de ses vainqueurs. Ceux-ci conservèrent la Bourgogne jusqu'à Charlemagne. Ce royaume, qui auparavant avait ses lois, son administration et sa nationalité distinctes, fit alors corps avec la France. Sous l'empereur Lothaire, il se partagea en trois régions différentes : le royaume de Provence, la Bourgogne transjurane ou Comté, et la Bourgogne proprement dite. Les deux premières de ces trois régions eurent d'abord leurs rois particuliers, puis furent quelque temps réunies sous le nom de royaume d'Arles. Quant à la troisième, elle fut gouvernée, au nom du roi de France, par des chefs qui portèrent le titre de ducs. L'autorité de ces ducs, que l'anarchie et les guerres continuelles rendaient d'ailleurs changeante et révocable, dépendit de l'autorité royale jusqu'à l'époque où Raoul, parvenu à se faire élire roi de France par les seigneurs auxquels il avait promis de les maintenir dans les terres qu'ils avaient usurpées, céda le duché de Bourgogne à son frère à titre de domaine et de succession, et sous la condition de foi et hommage. En 965, Hugues Capet, qui commença la troisième race de nos rois, déclara son frère, Henri le Grand, légitime possesseur du du-

ché. Après la mort de Henri, son fils adoptif, Othe Guillaume, fils d'Aldebert d'Ivrée, duc de Lombardie, lui succéda; mais le roi de France, Robert, se prétendant unique héritier du duché de Bourgogne en sa qualité de neveu du duc défunt, résolut de s'en emparer les armes à la main. La lutte entre lui et Othe Guillaume dura plusieurs années. Ce dernier finit par céder; il abandonna le titre de duc pour celui de comte. De grands domaines lui furent donnés en échange du duché, et le nom de Comté resta au pays qui passa sous sa loi.

Maître du duché, le roi Robert le donna à son second fils Henri, qui le céda à son tour à Robert son frère, lorsqu'il devint roi de France. La donation de Henri en faveur de Robert portait que le duché lui était abandonné pour en jouir en toute propriété et le transmettre à ses successeurs, héritiers et ayants cause. Le nouveau duc fixa sa résidence à Dijon. A partir de cette époque, les liens féodaux avec le roi de France devinrent plus étroits; le duché fut érigé en pairie du royaume, et l'intervalle de trois siècles qui s'écoula entre les ducs de la première et de la deuxième race capétienne fut rempli par des établissements de communes et des procès avec ces communes, des fondations de couvents, des agrandissements par mariages et par saisies, des voyages en Palestine,

et des querelles avec les seigneurs au sujet de la possession des territoires.

Le dernier duc de la première race capétienne fut Philippe de Rouvre, fils de Philippe de Bourgogne, tué au siège d'Aiguillon, en 1346, où il combattait dans l'armée française. Le jeune prince n'avait que cinq ans lorsqu'il succéda à Eudes V, son aïeul. La régence fut déferée à Jeanne de Boulogne, sa mère, qui transmit bientôt ses droits avec sa main à Jean, fils aîné de France et duc de Normandie. Ce prince, devenu roi de France, n'abandonna pas le titre qu'il avait reçu de sa femme. Ce ne fut qu'après la désastreuse journée de Poitiers (1356), où il fut vaincu et fait prisonnier, que la reine reprit la régence, qu'elle conserva jusqu'en 1360.

Philippe de Rouvre venait à peine d'atteindre sa majorité, lorsqu'il fit une chute dont il mourut en 1361. La race ducale n'était pas éteinte ; mais les seigneurs de Sombernon et de Montaigu, descendants en ligne directe des derniers ducs, négligèrent de faire valoir leurs droits. Le roi Jean, revenu sur parole de sa prison d'Angleterre, se porta, sur-le-champ et sans difficulté, pour héritier, comme le plus proche parent du jeune duc par sa mère, Jeanne de Bourgogne, femme de Philippe de Valois et sœur de l'avant-dernier duc. Le duché fut gouverné en son nom ; et aussitôt

son retour en France, il en prit possession et le réunit à la couronne.

Après avoir gouverné la Bourgogne pendant deux ans, Jean, qui n'avait pu achever de payer sa rançon au roi d'Angleterre, retourna vivre dans la captivité, et laissa le duché sous le gouvernement de Philippe, duc de Touraine, son quatrième fils. Philippe occupait la plus grande place dans le cœur de son père. A peine âgé de seize ans, il avait combattu vaillamment à ses côtés à la bataille de Poitiers, avec une ardeur tout à fait chevaleresque, et avait même été blessé en parant un coup destiné au roi. Cette conduite, en lui gagnant l'affection d'un père moins roi que chevalier, lui avait aussi valu le surnom de *Hardi*. Avant de quitter la France, qu'il ne devait plus revoir, Jean déposa entre les mains de Philippe Paillart, chancelier de Bourgogne, des lettres de donation du duché en faveur de son fils chéri, avec recommandation de ne les remettre qu'après sa mort. Ce triste événement ne se fit pas attendre longtemps : le royal prisonnier, qui, par son infortune, son courage et sa loyauté, excita l'admiration de ses contemporains, mourut à Londres le 8 avril 1364. Le Dauphin se fit aussitôt sacrer à Reims, sous le nom de Charles V, et quelques jours après il publia les lettres qui accordaient à son frère la possession du duché

de Bourgogne pour lui et pour ses héritiers. Il confirma ensuite cette donation dans les termes les plus formels, en y ajoutant l'abandon de l'hôtel de Bourgogne, situé sur la montagne Sainte-Geneviève, et qui servait de pied-à-terre aux ducs lorsqu'ils venaient à Paris.

Philippe, après être resté quelque temps à la cour de son frère, alla prendre possession authentique de son duché. Le 6 novembre 1364, il fit son entrée solennelle à Dijon, accompagné du duc d'Anjou, son frère, de l'évêque d'Autun, de l'abbé de Saint-Bénigne, d'autres prélats, de la noblesse, de la magistrature, et des députés des villes et des communes. Toute la milice était sous les armes. Arrivé à Saint-Bénigne, église de l'apôtre des Bourguignons, le nouveau duc se plaça devant le maître-autel, et fit lire à haute voix, par Philibert Paillart, l'acte de donation du roi Jean et la confirmation de Charles V. La lecture achevée, Jean Poissonnet, maire de Dijon, à la tête de ses échevins, rappela au duc l'engagement pris par ses prédécesseurs de maintenir dans son intégrité les franchises municipales de Dijon et de tout le duché. Philippe, après avoir pris l'avis de ses conseillers, fit répondre par son chancelier qu'il était fermement résolu à respecter ce qu'avaient respecté ceux qui avaient régné avant lui. Ensuite il le jura sur les saints Évangiles, et

lorsqu'il eut reçu le serment d'obéissance des officiers de la ville, l'abbé de Saint-Bénigne lui mit au doigt un anneau consacré, signe de l'engagement qui venait d'être pris de part et d'autre. Les Bourguignons étaient si attachés au maintien de leur gouvernement municipal, que cette cérémonie, loin d'être seulement pour eux une vaine et fastueuse fête, fut considérée comme une solennité tout à fait nationale.

Le duc appliqua tous ses soins à la défense et à la bonne administration de son duché. Les services qu'il avait rendus au roi son frère en combattant à la tête des armées françaises contre les Anglais et les *grandes compagnies*, accrurent considérablement sa faveur auprès du monarque. Celui-ci, pour lui donner une marque de son affection, le créa, en 1366, son lieutenant dans les diocèses de Reims, de Châlons, Laon, Troyes et Soissons; puis par son influence il parvint à lui ménager un mariage qui en fit un des plus puissants princes de l'Europe. Philippe se rendit avec une suite brillante à Gand, pour épouser Marguerite de Flandre, qui lui apporta en dot les comtés de Bourgogne, d'Artois, de Flandre, de Rhétel et de Nevers. Il fut si magnifique et agit si généreusement dans les fêtes qu'il donna à cette occasion, que quatre jours après son mariage il n'avait plus d'argent pour son retour :

il fut obligé de mettre en gage chez trois bourgeois de Bruges les quelques pierreries qui lui restaient (1364).

Les nouvelles reçues de France déterminèrent le duc à ne rester que peu de jours en Flandre. Les Anglais refusaient d'exécuter dans toutes ses dispositions le traité de Bretigny, qui avait arraché au roi Jean la plus grande partie de son royaume. Déjà le duc de Lancastre, fils du roi d'Angleterre, était débarqué à Calais avec une nombreuse armée, et menaçait la France. Charles V lui opposa le duc de Bourgogne, qui partit aussitôt et alla camper du côté de Montreuil, d'Hesdin et de Saint-Pol. Les deux armées se trouvèrent bientôt en présence. Les chevaliers français, plus nombreux que les Anglais, demandèrent avec instance qu'on engageât le combat; mais Philippe, malgré son extrême envie de venger l'honneur de la France, dut contenir l'ardeur de cette noblesse si bouillante et si valeureuse; il se résigna même à supporter les railleries des Anglais sur sa prudence, afin de ne pas désobéir aux ordres de son frère, qui, se souvenant des désastres de Crécy et de Poitiers, lui avait expressément recommandé d'éviter les grandes batailles. La campagne se borna à quelques escarmouches, à quelques faits d'armes sans importance que des chevaliers des deux camps

tentèrent les uns contre les autres. Par sa temporisation et ses mouvements militaires, Philippe fatigua Lancastre, qui licencia son armée. L'Artois et la Picardie furent ainsi délivrés sans effusion de sang.

Pendant que Philippe guerroyait contre les Anglais, Charles le Mauvais, roi de Navarre, profitant de son absence, avait essayé de s'emparer de la Bourgogne. Il traînait à sa suite des compagnies de gens de guerre formées d'hommes de toute nation et de tout état, qui désolaient par leur brigandage tous les pays par où elles passaient. Heureusement Philippe n'avait pas laissé son duché sans défense. Il en avait confié le gouvernement au sire de Grançay, et avait placé dans les principales places les meilleurs capitaines bourguignons. Le duc, revenu dans ses États, se disposa à entrer en campagne à la tête de ses hommes d'armes ; mais ces préparatifs furent inutiles. A son approche, les bandes de Navarrais qui ravageaient la basse Auvergne et le Bourbonnais se retirèrent sans combattre. Plus tard la Providence sembla se charger du soin de venger la France du mal que lui avait fait Charles le Mauvais. Dans sa justice, elle voulut que ce grand fauteur de troubles devînt lui-même son propre bourreau. Charles, couvert de lèpre, épuisé par la débauche, avait imaginé, pour

réchauffer ses sens glacés, de se faire revêtir d'étoffes imbibées d'eau-de-vie et de soufre. Un jour, le feu prit à cet appareil, et il périt dans des douleurs atroces. La France et la Bourgogne se trouvèrent, par cette mort, délivrées d'un danger qui les menaçait sans cesse.

Pendant plusieurs années, Philippe séjourna tantôt dans son duché, tantôt auprès du roi. La Bourgogne, à cette époque, eût été heureuse, si son duc, maîtrisé par son goût pour la magnificence, ne se fût jeté dans des embarras continuels, et si, pour fournir aux frais de guerres qui n'intéressaient que son frère, il n'eût grevé ses sujets d'impôts exorbitants. Ses nombreux voyages, ses offrandes aux églises, ses distributions d'aumônes, les récompenses accordées à tous ceux qui lui rendaient le moindre service, le réduisirent bientôt à un grand dénûment d'argent. Il fut obligé, pour tenir sa maison, dont la dépense était énorme, d'emprunter à la ville de Dijon et à plusieurs autres villes de son duché. Les demandes répétées de subsides et la facilité des états à les accorder entretenaient le mécontentement, et provoquaient des murmures.

Le duc de Bourgogne venait, au nom du roi de France, de conclure à Bruges une trêve avec les Anglais, lorsque éclata le schisme qui devait

diviser l'Église pendant plus de quarante ans. Depuis Clément V, les papes avaient fixé leur séjour à Avignon. Urbain V, pourtant, touché des supplications des Italiens, avait voulu retourner à Rome; mais, après trois ans passés dans cette ville, il était revenu en France pour y mourir presque aussitôt. Son successeur, Grégoire XI, avait, par un soulèvement en Italie, été forcé de reporter le saint-siège à Rome. La mort de ce pape, arrivée le 27 mars 1378, fut le signal du schisme. Le peuple de Rome, décidé à secouer le joug des Français, prit les armes et entoura le conclave en demandant un pape romain. Les seize cardinaux qui composaient le conclave, et dont onze étaient Français, cherchèrent à retarder l'élection; mais la foule envahit leur palais, et par ses menaces et ses imprécations les contraignit à porter leurs voix sur l'archevêque de Bari, sujet des rois de Naples, qui prit le nom d'Urbain VI; cinq mois après, treize cardinaux se réunirent à Anagni, et protestèrent contre la violence dont ils avaient été l'objet, ainsi que contre la validité de l'élection d'Urbain; puis, le 20 septembre, ils élurent le cardinal Robert de Genève, qui se fit appeler Clément VII. Aussitôt après cette élection, Charles V, qui avait refusé de reconnaître l'archevêque de Bari comme pape, assembla l'université et le clergé

de son royaume ; il fut décidé que Clément serait reconnu comme seul et légitime pontife, et qu'il établirait son siège dans Avignon : résolution fatale qui fit regarder comme une punition de Dieu les maux dont la France allait être accablée. L'Écosse et l'Espagne, alliées de la France, suivirent son exemple. L'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre et les Pays-Bas, reconnurent Urbain VI.

Vers le même temps, de graves désordres se manifestèrent dans la Flandre, qui devait être un jour l'héritage du duc de Bourgogne. Les Flamands étaient, à cette époque, le premier peuple de la chrétienté par leurs richesses et par les privilèges dont ils jouissaient. Leurs quatre grandes communes, Gand, Ypres, Bruges et la campagne de Bruges, qu'on appelait *le Franc*, étaient divisées en corps de métiers, dont chacun avait ses magistrats, sa justice, sa bannière ; mais nulle part la vie n'était plus tumultueuse que dans ces grandes cités, où le commerce était très-actif, et où les ouvriers, surtout les foulons et les tisserands, recevaient un salaire très-élevé. On les voyait sans cesse dans les tavernes, sur les places publiques, où ils se livraient à des querelles perpétuelles. Ennemis constants des rois de France, les Flamands haïssaient leur comte Louis de Male, parce qu'il était allié de Charles V et beau-père du duc de Bourgogne.

Ce prince prodigue, dont les communes avaient déjà payé les dettes, augmentait journallement leur mécontentement en leur imposant illégalement de nouvelles taxes et en attaquant sans cesse leurs privilèges. Afin d'affaiblir un peuple si redoutable, il alimentait la rivalité entre les villes de Gand et de Bruges. C'était dans ce but qu'il avait accordé aux gens de Bruges, moyennant une somme considérable, la permission de creuser un canal qui menaçait la prospérité du commerce des Gantois. Ceux-ci, après avoir fait d'inutiles représentations, s'assemblèrent en tumulte à la voix d'un nommé Jean Hyons, homme hardi et entreprenant, qui avait à se venger d'une injure personnelle reçue du comte (1379). Ce chef de la révolte rétablit une ancienne confrérie connue sous le nom de *Chaperons-Blancs*, où il enrôla tout ce qui préférait le désordre au calme, et tous les gens sans aveu qui n'avaient rien à perdre.

Les chaperons-blancs se portèrent en tumulte vers le canal en construction, et chassèrent violemment les pionniers qui y travaillaient. Le comte voulut alors recourir à la force; il envoya à Gand le sire d'Anterme avec deux cents chevaux; mais à peine les soldats du comte eurent-ils pénétré dans la ville que les chaperons-blancs, au nombre de plus de dix mille, se

ruèrent sur eux et les mirent en fuite ; leur chef fut massacré, sa bannière renversée et déchirée. Ces forcenés se dirigèrent ensuite sur le château d'Andreghier, résidence favorite du comte, qu'ils incendièrent après l'avoir pillé. La mort subite de Jean Hyons au milieu de ses succès ne les découragea pas. Ils forcèrent Bruges et Ypres à entrer dans la révolte ; et, renforcés par les milices de ces villes, ils allèrent assiéger, avec soixante mille hommes, Oudenarde, où presque toute la noblesse et les meilleurs chevaliers du comte s'étaient réunis. Le manque de provisions faisait présager que la ville ne tarderait pas d'être prise. Dans cet extrême danger, la comtesse d'Artois, mère du comte, écrivit au duc de Bourgogne pour l'engager à venir sauver son héritage d'une ruine complète. Le duc se rendit à Arras, et s'interposa entre le comte et ses sujets révoltés. Ses promesses de pardon, ses manières franches et ouvertes décidèrent Jean Pruniaux, qui avait hérité de l'autorité de Jean Hyons, à écouter ses propositions. La paix fut signée ; mais les gens sensés la regardèrent comme peu solide.

Cependant la France était livrée aux ravages d'une nouvelle invasion des Anglais (1380). Le duc de Buckingham était débarqué à Calais à la tête d'une armée, et prétendait traverser le

royaume pour aller se joindre au duc de Bretagne, allié de son souverain. Il avait déjà pénétré en Champagne, lorsque Charles V, jugeant, par l'affaiblissement toujours croissant de sa santé, qu'il n'avait pas longtemps à vivre, et voulant pourvoir à la sûreté de ses États, nomma son frère le duc de Bourgogne capitaine général des gendarmes et des arbalétriers. Le duc se trouva bientôt à la tête d'une belle armée dans laquelle servaient tous les grands seigneurs du royaume. Cette brillante chevalerie ne demandait qu'à combattre et à s'illustrer; mais le duc avait ordre de ne point livrer de grande bataille; il se contenta d'observer et de harceler les Anglais dans leur marche jusqu'à la ville du Mans. Là, il reçut l'ordre de revenir en toute hâte auprès de son frère, dont la dernière heure approchait. Ce sage roi, en effet, miné par le poison que lui avait fait donner autrefois son cousin le roi de Navarre, rendit le dernier soupir le 16 septembre 1380, après avoir donné sa bénédiction au jeune Dauphin son fils, et supprimé une grande partie des impôts qu'il avait établis. Une assemblée composée des princes du sang, des évêques, des principaux seigneurs et des gens les plus habiles du parlement de la chambre des comptes, déféra la régence au duc d'Anjou.

Une nouvelle insurrection des Gantois rappela

le duc dans ses États du Nord. Depuis la paix conclue avec Pruniaux, les gros bourgeois qui tenaient pour le comte Louis avaient peu à peu repris le dessus sur les gens de petits métiers et sur les chapeçons-blancs ; chaque jour même quelques-uns de ces derniers étaient arrêtés et avaient la tête tranchée. Lorsque le comte crut son autorité suffisamment rétablie par la soumission de la plupart des villes révoltées, il rassembla ses hommes d'armes, et entra en campagne pour aller châtier les Gantois. Ceux-ci, au lieu de l'attendre dans leurs murs, marchèrent à sa rencontre. Pendant toute l'année 1381, la guerre continua avec des chances diverses. Les rebelles, successivement vainqueurs devant Alost, Termonde et Grammont, furent complètement battus à Nivelles, où ils opposèrent une ferme résistance aux gens du comte, quatre fois plus nombreux qu'eux. Pierre Dubois, un de leurs capitaines, ramena les restes de l'armée à Gand. Au milieu du découragement qui s'était emparé des esprits, ce Pierre Dubois, audacieux et entreprenant comme tous ses collègues, réveilla tout à coup le souvenir du fameux Jacques Arteveld, ancien patron des brasseurs, qui avait gouverné la Flandre pendant sept ans avec tant d'honneur et de succès. Il rappela que cet homme avait laissé un fils, héritier de son immense fortune et de sa haine

contre les grands. Aussitôt que son nom eut été prononcé, le peuple s'écria tout d'une voix qu'il ne voulait pas d'autre chef. Le lendemain, les gens de métiers, les syndics à leur tête, se rendirent auprès de Philippe Arteveld, qui vivait dans la retraite, et lui proposèrent de devenir leur chef. Philippe hésita d'abord, en disant que l'exemple de son père, qui avait été lâchement assassiné pour prix de ses services, n'était guère propre à l'encourager. Vaincu par les instances de Pierre Dubois, il finit par céder. Le 25 janvier 1382, il fut conduit sur la place du marché, où il prêta serment, et reçut ceux du maire et des échevins.

Le premier soin d'Arteveld fut donné à la vengeance. Il fit trancher la tête à douze des principaux bourgeois connus pour être les auteurs du meurtre de son père; après quoi il s'occupa de la résistance qu'il fallait opposer au comte de Flandre, accouru sous les murs de Grand à la tête d'une nombreuse armée. Ce prince, furieux de la mort du jeune sire d'Enghien, l'honneur de la chevalerie flamande, qui avait péri dans une embuscade, avait juré de n'accorder ni paix ni trêve aux rebelles, jusqu'à ce qu'il les eût réduits à sa merci. Il s'adressa à ses cousins, le duc de Brabant et le comte de Hainaut, et obtint d'eux qu'ils interdissent à leurs sujets

d'apporter à Gand des vivres et des provisions. Cette mesure produisit l'effet désiré. Les assiégés éprouvèrent bientôt toutes les angoisses de la famine, et demandèrent la paix. Arteveld, touché des malheurs de ses concitoyens, consentit à ouvrir des conférences à Tournay, pour préparer un accommodement. Il se rendit lui-même auprès des commissaires du comte, et proposa la soumission de la ville, à la condition qu'aucun Gantois ne perdrait la vie. Le comte répondit avec fierté qu'il voulait, pour seule capitulation, que tous les Gantois vinssent, la corde au cou, se remettre à sa discrétion. Quand Arteveld rapporta ces sévères paroles aux Gantois, ils se montrèrent d'abord atterrés; mais il releva bientôt leur courage par l'énergie et la fermeté de son langage; il leur représenta qu'il ne leur restait plus d'autre alternative que de vaincre ou de mourir avec honneur. De bruyantes acclamations accueillirent sa proposition. Cinq à six mille hommes des mieux armés et des plus déterminés sortirent de la ville et se dirigèrent sur Bruges, où était le comte. Ils menaient avec eux deux cents chariots chargés de leur artillerie : c'étaient de petits canons montés sur deux roues, et qu'un homme ou deux pouvaient manœuvrer. Arrivés à Reverholt, à une lieue de Bruges, ils s'arrêtèrent et se retranchèrent derrière leurs

chariots. Arteveld, pour se préparer dignement au combat, ordonna que chacun se recommandât à Dieu, et que la messe fût célébrée. Plus des trois quarts des combattants communièrent.

Dès que le comte sut qu'ils étaient si près de lui, il rit de leur audace, et rassembla ses chevaliers et ses gendarmes pour aller les exterminer. Toute la milice de Bruges prit aussi les armes, en sorte qu'il n'y avait pas moins de quarante mille hommes pour arrêter la marche de cette poignée de braves gens. Comme il se faisait tard, le comte voulut remettre le combat au lendemain; mais les Brugeois étaient si impatients d'en venir aux mains, qu'ils attaquèrent malgré sa défense. Les Gantois démasquèrent alors leurs trois cents canons, dont le feu sema l'épouvante dans les rangs de leurs agresseurs; ceux-ci jetèrent leurs armes et s'enfuirent en désordre jusqu'à la ville, où les vainqueurs entrèrent en même temps qu'eux. La valeur des chevaliers ne leur fut d'aucun secours. Le comte lui-même n'échappa à ses ennemis qu'en se cachant dans la cabane sale et enfumée d'une pauvre femme, qu'il quitta le deuxième jour pour gagner sa bonne ville de Lille, monté sur la jument d'un paysan, et couvert de la misérable souquenille d'un de ses valets.

Arteveld, maître de Bruges, fit passer au fil

de l'épée tout ce qui refusa de le reconnaître et de se ranger sous ses drapeaux. Dans l'ivresse de leurs succès, ses soldats se livrèrent au pillage et au désordre. Cet exemple terrible amena la soumission de presque toutes les villes de la Flandre. Dès lors Arteveld changea son rôle de tribun en celui de souverain, il prit le titre de régent, et tint état de prince. Son pouvoir n'était pas moins étendu que celui d'un roi, et il savait le faire respecter; mais pendant qu'il parcourait les villes de Flandre, recevant partout de grands honneurs et des serments d'obéissance, un orage se formait sur sa tête. La France ne pouvait rester tranquille spectatrice d'une révolution qui devait encourager l'esprit d'insurrection parmi les peuples des autres pays, et qui menaçait de faire retomber la Flandre sous l'influence de l'Angleterre. Aussi, quand le comte de Male demanda secours à grands cris, le duc de Bourgogne, son gendre et son héritier, qui avait la principale part dans le gouvernement du royaume de France depuis le départ du duc d'Anjou pour son expédition de Naples, se hâta-t-il de presser le jeune roi Charles VI de s'armer pour aller punir ces orgueilleux vilains qui avaient chassé leur seigneur et sa noblesse. Le roi, qui n'avait pas encore porté les armes, et qui avait grande envie de faire ses preuves, répondit que la que-

relle du comte de Flandre était celle de tous les souverains, et qu'il n'avait rien tant à cœur que de l'aider à reconquérir son héritage. La guerre fut donc résolue. Tous les seigneurs du royaume reçurent l'ordre de se réunir en Artois avec leurs hommes d'armes, sous le commandement du connétable de Clisson; et vers la fin du mois d'octobre 1382 le roi partit de Paris avec le duc de Bourgogne, après avoir été prendre l'oriflamme à Saint-Denis. Les Français arrivèrent en Flandre, et passèrent la rivière du Lys avec une diligence incroyable. Ils marchèrent aussitôt sur Comines, où Pierre Dubois tenait ses Flamands en grand nombre et en belle position. L'attaque des Français fut si impétueuse, que les rebelles ne purent leur résister et lâchèrent pied. Dès lors la déroute commença, et le carnage fut horrible. Plus de quatre mille cadavres remplirent les rues de la ville, qui fut saccagée et livrée au pillage.

Mais ce n'était là que le prélude d'un désastre bien plus grand qui attendait les Flamands. Arteveld, plein d'espoir et de présomption, était décidé à se prendre corps à corps avec la noblesse et la féodalité liguées contre lui, et à frapper un coup décisif. Il rassembla cinquante mille hommes bien armés, et se mit à leur tête. Chaque ville avait sa bannière, chaque métier son en-

seigne; et les combattants, portant des lances, de grands coutelas et des maillets, étaient couverts de casques de fer, de hoquetons et de brassards. Le 29 novembre 1382, les deux armées se trouvèrent en présence dans la plaine de Rosbecque, entre Ypres et Courtray. Avant d'en venir aux mains, Arteveld rappela à ses gens le combat de Reverholt, dont ils étaient si fiers, et leur ordonna de marcher serrés sur l'ennemi pour l'empêcher de pénétrer dans leurs rangs. Le premier choc fut si rude, que le corps de l'armée française où se trouvait le jeune roi en fut d'abord ébranlé; mais bientôt ils furent attaqués et enveloppés sur leurs flancs par les troupes du connétable qui s'avançaient aux cris de *Montjoie* et *Saint-Denis!* Le désordre s'étant mis parmi les Flamands, on tomba sur eux de toutes parts et l'on en fit un horrible massacre. Vingt-six mille périrent, et Arteveld fut tué un des premiers. Son corps, ramassé sur le champ de bataille, fut pendu à un arbre par ordre du roi, qui avait voulu considérer les traits de ce fameux régent. Telle fut l'issue de cette mémorable bataille de Rosbecque, qui, en réintégrant le comte de Flandre dans ses domaines, sauva toute la noblesse de la chrétienté d'un grand danger, et qui terrassa du même coup l'insurrection qui avait triomphé en Flandre et

celle qui menaçait d'éclater dans les communes de France.

Après avoir mis des garnisons dans les principales villes, le roi et le duc de Bourgogne reprirent le chemin de la France, où ils avaient hâte de revenir pour compléter la victoire de la noblesse. On savait que les Parisiens, comptant sur le succès des Gantois, s'étaient pourvus d'armes et de munitions pour détruire le Louvre et tous les châteaux qui les tenaient en échec. Charles VI vint d'abord à Saint-Denis déposer l'oriflamme et rendre grâces à Dieu d'une victoire qui l'avait enivré. Là il apprit que les Parisiens lui avaient préparé une réception toute militaire, et qu'ils se disposaient à venir au-devant de lui au nombre de trente mille hommes bien armés. Charles se montra très-courroucé de cette démonstration; il exigea, pour premier acte de soumission, et que toute cette milice déposât les armes, et que chacun rentrât dans ses foyers; puis il pénétra dans la ville comme s'il l'eût conquise d'assaut, la lance à la main, le visage sévère et menaçant, après avoir fait abattre les portes et enlevé les chaînes. Quatre jours se passèrent dans une attente pleine d'anxiété; pendant ce temps, de nombreuses arrestations s'opéraient. L'exécution d'environ cent des plus notables bourgeois vint enfin épouvanter

les autres. Les deux plus illustres victimes furent l'avocat général Desmaret et Nicolas Flamand, marchand drapier, ancien ami du fameux prévôt Marcel, contre l'avis duquel les bourgeois s'étaient armés.

Cependant les Gantois, vaincus mais non domptés, s'étaient ranimés, et avaient donné pour successeur à Arteveld, François Aterman (1383). Ce nouveau capitaine, réduit aux seules forces de la Flandre, se hâta de renouveler les anciens traités avec l'Angleterre, toujours jalouse des succès des Français; et, au moyen d'une croisade prêchée dans ce pays par les urbanistes contre les clémentins, il en obtint des secours. Deux mille lances des meilleurs chevaliers d'Angleterre, avec quatre mille archers, débarquèrent à Calais sous les ordres de l'évêque de Norwich. Celui-ci, sans plus tarder, entra en Flandre, s'empara de Gravelines et de Dunkerque, et alla mettre le siège devant Ypres, où les gens de Gand, au nombre de plus de vingt mille, vinrent en grande joie se joindre à lui. Le duc de Bourgogne, averti par son beau-père, s'occupait activement de sauver de nouveau son comté. Comme l'année précédente, l'Artois fut choisi pour le rendez-vous des hommes d'armes de toutes les provinces. On convoqua le ban et l'arrière-ban, et en moins de six semaines le

roi de France se trouva à la tête de l'armée la plus nombreuse et la plus belle qui eût été vue ; elle comptait plus de vingt-six mille lances et de soixante mille fantassins. A son approche, les Anglais abandonnèrent la ville de Bergues, et se retirèrent à Bourbourg, tandis que les Gantois, sous les ordres d'Aterman, s'emparèrent d'Audenarde par surprise. Les Français entourèrent Bourbourg et la serrèrent de très-près. Ils se disposaient à donner l'assaut, lorsque, par l'entremise du duc de Bretagne, qui s'était joint à l'armée française avec deux mille lances, une trêve d'un an fut conclue. Ce traité permit aux Anglais, que les capitaines français regardaient déjà comme perdus, de repasser la mer avec leurs armes et leurs bagages. Toute cette belle armée française, devenue désormais inutile, fut congédiée. Il n'y eut que le duc qui resta pour essayer de mettre un terme au désordre et aux ravages qui régnaient dans ces cantons.

Le comte de Flandre éprouva une telle douleur de n'avoir pu, par ses instances, empêcher les Gantois d'être compris dans la trêve, qu'il tomba malade, et mourut le 20 janvier 1384. Par suite de cette mort, le duc héritait, du chef de sa femme, des comtes de Flandre, d'Artois, de Rhétel et de Nevers, et devenait le prince le plus puissant de la chrétienté. Il fit faire à son beau-père les

plus magnifiques funérailles, et ordonna que son corps fût transporté dans l'église Saint-Pierre à Lille. Ce fut au mois de mars qu'il prit possession solennelle de son héritage. Déployant toute sa magnificence accoutumée, il accorda des pensions aux principaux seigneurs de Flandre. Afin de reconnaître les bienfaits dont la Providence venait de le combler, le duc fonda la Chartreuse de Champmol près de Dijon, et la dota d'un revenu considérable. Ses tentatives pour faire rentrer les Gantois dans le devoir furent inutiles; ils ne se soumièrent pas plus à lui qu'ils n'avaient fait à son beau-père.

Tout contribuait à accroître la puissance et la prospérité du duc. En 1385, le duc de Brabant, de la maison de Luxembourg, étant mort sans postérité, son héritage échut à Marguerite de Flandre, duchesse de Bourgogne, sœur de sa veuve. La même année, Philippe maria Jean, comte de Nevers, son fils aîné, à Marguerite de Bavière, qui reçut en dot 200,000 francs, et sa fille Marguerite à Guillaume de Bavière, futur héritier du Hainaut, de la Hollande, de la Frise et de la Zélande. Les noces se célébrèrent à Cambrai, avec une magnificence inconnue jusqu'alors. Tous les grands seigneurs du royaume, de la Bourgogne, de la Flandre, du Brabant et du Hainaut, assistèrent aux fêtes, que le roi lui-même voulut honorer

de sa présence. Ces mariages furent suivis d'un autre non moins illustre : ce fut celui du jeune roi de France avec Isabelle, fille du duc Étienne de Bavière, âgée de quatorze ans seulement. La cérémonie fut célébrée dans la cathédrale d'Amiens, le 18 juillet 1385. En voyant cette jeune reine si belle, agenouillée devant l'autel nuptial, on était loin de prévoir les maux que, pendant quarante ans, elle devait causer à la France.

Au milieu des fêtes qui amusaient la cour, on s'occupait activement des préparatifs d'une guerre nouvelle contre les Anglais. Le duc de Bourgogne avait conçu le projet de les combattre à la fois en Guyenne, en Écosse et en Flandre, et le jeune roi avait saisi cette résolution avec enthousiasme. Le duc de Bourbon chassa les garnisons anglaises des forteresses de la Saintonge. L'amiral Jean de Vienne passa en Écosse avec une flotte d'avant-garde portant de grands amas d'armes qui devaient être distribuées aux habitants du pays; mais cette expédition eut peu de succès. En Flandre, la guerre se ralluma plus opiniâtre que jamais. Les Gantois ayant reçu d'Angleterre le renfort de quelques milliers de ces célèbres archers qui lançaient avec tant d'adresse leurs flèches meurtrières, François Aterman se remit en campagne et surprit Dam, une des plus fortes villes du comté. D'un autre côté, une foule de

gens que la misère et les ravages de la guerre avaient laissés sans ressource et sans asile s'étaient organisés en bandes connues sous le nom de *Pourcelets*; ils se tenaient dans les forêts, se fortifiaient dans les châteaux, et couraient le pays, qu'ils mettaient à feu et à sang. Lorsque ces nouvelles parvinrent au duc, il renonça pour le moment à tous ses projets contre les Anglais, et ne songea plus qu'à réduire ses indomptables sujets.

Charles VI entra donc en Flandre pour la troisième fois avec toute son armée, et vint mettre le siège devant Dam. Aterman, après s'être défendu vaillamment, reconnaissant qu'il ne pourrait lutter longtemps contre des forces si nombreuses, feignit une sortie, et retourna à Gand avec toute sa troupe. Les Français entrèrent aussitôt dans la ville, et ne se montrèrent pas moins cruels que dans les guerres précédentes. Dam fut saccagée et brûlée. Les femmes des chevaliers flamands, qu'Aterman avait respectées, ne furent même pas à l'abri des outrages des vainqueurs.

Les Français se répandirent ensuite dans les pays environnants, où ils ne laissèrent pas une maison debout, pas même un monastère. La guerre avait pris un tel caractère d'animosité, que les prisonniers flamands qu'on amenait devant le roi avaient immédiatement la tête tranchée. Un tel état de choses finit par lasser les

bourgeois des bonnes villes, qui voyaient tout leur commerce détruit et ne pouvaient plus envoyer au loin leurs riches vaisseaux. Deux hommes estimés de la ville de Gand, appartenant à la classe moyenne, l'armateur Everwin et le boucher Evertbourg, conçurent la généreuse pensée de mettre fin aux malheurs de leur pays. Bravant la tyrannie de Pierre Dubois, devant qui l'on ne pouvait, sans courir le risque de sa vie, parler de paix ni de traité, ils s'échappèrent de la ville, et vinrent offrir au duc la soumission de leurs concitoyens, à condition qu'il pardonnerait tout et que Gand conserverait ses anciennes franchises. Le duc les accueillit avec bonté et écouta favorablement leur proposition. Des conférences s'ouvrirent à Tournay, où le duc se rendit en grand appareil. Un traité, signé par Aterman lui-même, rétablit la paix, dont tous les habitants se montrèrent fort joyeux.

Pierre Dubois, voyant l'esprit de rébellion éteint, et ne se rapportant pas aux promesses de pardon faites par le duc, passa en Angleterre. Aterman, qui s'était soumis loyalement et qui avait désarmé tous ses gens, périt quelque temps après, assassiné par un jeune homme dont il avait fait mourir le père. Philippe, après avoir reçu le serment de fidélité des Gantois, confirma toutes leurs libertés. Dès lors, pour les maintenir

dans l'obéissance, il fut obligé de se montrer plutôt Flamand que prince de la fleur de lis, et sa politique, comme celle de ces successeurs, fut de tout sacrifier au repos et au contentement de ses sujets de Flandre.

Après avoir ainsi réduit les Flamands, le duc de Bourgogne reprit avec plus d'ardeur que jamais son projet d'une descente en Angleterre. Cette expédition, dont les préparatifs se firent avec une munificence vraiment royale, devait être commandée par le jeune roi en personne. Il ne s'agissait pas seulement d'obtenir une paix glorieuse et de forcer les Anglais d'évacuer la France; les seigneurs et les chevaliers se promettaient de faire un désert de la Grande-Bretagne et d'en réduire les habitants à la servitude. Pour transporter l'armée, on rassembla tous les vaisseaux qu'il fut possible d'acheter, de saisir ou de prendre à loyer sur toutes les côtes de la mer depuis le détroit de Gibraltar jusqu'à la mer Baltique. Il n'y avait point de pompe, de magnificence que les seigneurs de France ne voulussent étaler sur les vaisseaux qui leur étaient destinés. Mais de tous ces navires si richement ornés, aucun n'approchait de celui du duc de Bourgogne; il était entièrement peint en dehors en or et azur, et pavoisé de cinq grandes bannières, de quatre pavillons à fond d'azur, et de trois mille éten-

dards. Pour que le roi, dès son arrivée en Angleterre, pût se loger d'une manière digne de son rang, le connétable de Clisson fit construire une ville en bois qui fut embarquée sur la flotte, et dont toutes les pièces pouvaient s'assembler en un instant. Il fallut des sommes énormes pour subvenir à de telles dépenses : comme le trésor était épuisé, on emprunta tout l'argent que les prélats, les églises, les couvents purent être forcés à prêter. Le duc surtout leva sur ses sujets de Bourgogne des taxes qui dépassèrent toutes celles qui avaient été imposées depuis cent ans. Dans la supposition bien probable que les Anglais, au moment du débarquement des Français, feraient disparaître tous les vivres de la contrée, on eut la précaution, contre l'usage des guerres de cette époque; de faire d'immenses approvisionnements. Le roi sortit enfin de Paris (août 1386). Après avoir entendu une messe solennelle, célébrée à Notre-Dame pour le succès de ses armes, il alla prendre l'oriflamme à Saint-Denis, puis se rendit en Flandre, où il se réunit au duc de Bourgogne. Il était environné des seigneurs les plus puissants, et le pays était au loin couvert de troupes. Tout était prêt; douze cent quatre-vingt-sept vaisseaux étaient rassemblés au port de l'Écluse; on n'attendait plus que le duc de Berry, oncle du roi; mais ce prince, qui n'aimait point

le danger, et qui était décidé à faire avorter la tentative de descente, après en avoir obtenu tout l'effet qu'il en avait désiré, l'occasion de doubler les impôts, ne se mit en route que lorsque la saison était déjà trop avancée; quand il arriva à l'Écluse, les vents étaient contraires, l'ennemi sur ses gardes. Cette conduite mit le roi et le duc de Bourgogne en grande colère; cependant il fallut céder à la nécessité; on annonça que l'expédition serait ajournée au mois d'avril suivant. Mais les seigneurs, furieux de voir leurs espérances trompées, ne voulurent pas croire à la reprise d'un semblable projet. Tous les approvisionnements furent vendus pour le dixième à peu près de ce qu'ils avaient coûté. Le duc de Bourgogne se fit donner la belle ville de Bois, dont il fit un parc; les gens d'armes furent renvoyés sans solde, et pillèrent le pays en s'en retournant, comme ils l'avaient pillé en venant. La plupart des vaisseaux furent dispersés par la tempête, le reste pris par les Anglais. De cet immense armement, de ces immenses préparatifs et de toutes ces dépenses, il ne résulta que honte et dommage. Deux autres expéditions, préparées plus tard (1387) à Tréguier et à Harfleur, éprouvèrent le même sort que celle de l'Écluse.

Le duc de Bourgogne disposait à son gré de son faible neveu. Chaque jour il se faisait concéder le montant de quelque taxe royale imposée

sur ses États, obtenait le remboursement de quelque somme qu'il prétendait avoir dépensée dans l'intérêt du royaume, ou se faisait céder quelque territoire. C'est ainsi que le roi venait encore de lui accorder Lille, Orchies et Douay, qui devaient faire retour à la couronne de France après la mort du comte de Flandre. Le duc était puissant et redouté; et par ses bons offices il s'était assuré un grand nombre d'alliés; il se trouva cependant un prince qui osa braver sa puissance. Le duc de Gueldre était en guerre avec la duchesse de Brabant; Philippe envoya au secours de sa tante deux cents hommes d'armes commandés par Guillaume de la Trémoille. Aussitôt le duc de Gueldre, qui était l'allié de l'Angleterre, adressa au roi de France un défi conçu dans les termes les plus discourtois. Cette conduite insolente offensa vivement Charles VI, qui, du reste, n'était pas fâché de trouver une occasion d'acquérir de la renommée à la guerre. Il envoya des ordres dans tout le royaume pour rassembler des hommes d'armes; quelques mois suffirent pour mettre sur pied une armée presque aussi nombreuse et aussi bien approvisionnée que celle qu'on avait voulu embarquer à l'Écluse. Mais ces troupes n'eurent pas de combats à livrer. Le duc de Juliers, père du duc de Gueldre, qui était un homme de grande sagesse, menaça son fils de le

déshériter s'il persistait dans sa folle résolution. Celui-ci, ne voulant pas désobéir à son père, consentit à rétracter son défi, en disant que la lettre avait été écrite à son insu par des chevaliers chargés de négocier son alliance avec l'Angleterre, et qui avaient abusé de sa confiance. Le roi et ses oncles se contentèrent de cet arrangement, d'autant plus que l'armée commençait à souffrir du froid et du manque des vivres. Le duc de Gueldre se rendit au camp du roi, où il prêta serment et fit ses excuses à genoux; après quoi on reprit la route de France; mais la saison avancée rendit ce retour difficile; les chemins étaient si mauvais à travers les Ardennes, le Luxembourg et le Juliers, pays sauvages et déserts, que les bagages s'embourbaient ou se perdaient dans les rivières débordées. L'armée rentra en France à demi détruite par les pluies et la famine. Toutes ces circonstances faisaient beaucoup murmurer contre le duc de Bourgogne, dans l'intérêt duquel l'expédition avait eu lieu.

On commençait, par tout le royaume, à s'indigner du faste, de la dureté et de l'incapacité des oncles du roi, qui gouvernaient en son nom. Le duc de Touraine, son frère, secondé par quelques-uns des anciens conseillers de Charles V, se fit l'organe des plaintes du peuple; il démontra clairement au roi que ses oncles, les ducs de

Bourgogne et de Berry, au lieu d'agir pour le bien public, n'agissaient que pour leur avantage ou celui de leurs partisans, et qu'il ne pouvait sans danger pour lui-même laisser plus longtemps se perpétuer des abus auxquels il était désormais en état de mettre un terme. Charles VI, qui était alors sur le point d'entrer dans sa vingt-unième année, se laissa persuader : au commencement de novembre 1388, à la suite d'un grand conseil tenu à Reims, dans la salle de l'archevêché où il logeait, il remercia et renvoya ses oncles, déclarant qu'à l'avenir il gouvernerait par lui-même. Les deux ducs présents, étonnés de ce subit changement, prirent aussitôt congé du roi, et se retirèrent, le duc de Berry dans son gouvernement de Languedoc, le duc de Bourgogne dans ses États, où il s'occupa de l'administration de ses affaires. Leur départ et le renouvellement de l'administration répandirent la joie parmi le peuple ; mais les plus grands malheurs allaient bientôt l'assaillir de nouveau.

Le duc de Bourgogne ne resta pas un an sans revenir en France. Il y fut rappelé, non pour prendre part à l'administration du royaume, mais pour assister aux fêtes brillantes qui se donnaient à la cour. Charles VI, dans la fougue de l'âge et dans l'enivrement du pouvoir absolu, ne rêvait que cérémonies pompeuses, tournois,

et divertissements de toute espèce. En 1389, on célébra à Saint-Denis de grandes magnificences pour conférer la chevalerie au roi de Sicile et au duc du Maine, fils du duc d'Anjou, mort quelques années auparavant, lors de son entreprise contre Naples. Pendant les trois jours qui suivirent la cérémonie, il y eut de grands tournois, dans l'un desquels le roi lui-même fut tenant de la joute. Charles fit ensuite célébrer dans la même ville un service funèbre en l'honneur du brave du Guesclin, connétable de France. L'évêque d'Auxerre, qui officiait dans cette solennité, prononça l'éloge du grand capitaine, et arracha des larmes aux princes et à tous les chevaliers présents, lorsqu'il s'écria : « Pleurez, hommes d'armes ; le sire Bertrand, celui qui vous aimait tant, et qui de son vivant fit de si beaux exploits, n'est plus ; que Dieu ait pitié de son âme, car nul n'en avait une si bonne ! » Peu de temps après, Melun vit la célébration des noces du duc de Touraine, frère du roi, avec Valentine, fille de Galéas Visconti, duc de Milan.

Après toutes ces cérémonies, Charles, toujours prompt à saisir une occasion nouvelle de plaisir, se souvint tout à coup que la reine son épouse n'avait point fait d'entrée solennelle dans Paris, quoique, depuis quatre ans qu'elle était mariée, elle y fût souvent venue. Cette cérémonie fut

célébrée le 22 août 1389, avec un éclat et un luxe extraordinaires. Après avoir suivi la rue Saint-Denis et le pont Notre-Dame, couverts d'étoffes de soie magnifiques et de belles tapisseries, la reine arriva à l'église Notre-Dame, où l'évêque de Paris, avec tout son clergé, vint la recevoir ; les ducs de Bourgogne, de Berry, de Touraine et de Bourbon lui posèrent la couronne sur la tête ; lorsqu'elle eut fait à l'église de riches offrandes, elle fut ramenée au palais à la lueur de plus de cinq cents flambeaux. Charles, par une fantaisie qui donne une idée de sa légèreté, s'était déguisé de manière à n'être pas reconnu, et, monté sur un cheval derrière le sire de Savoisy, son chambellan, il se mêla à la foule pour voir défilier le cortège. Le lendemain il y eut au palais un banquet splendide sur la table de marbre, et, le soir, grand bal à l'hôtel Saint-Paul \*, résidence ordinaire de la cour. Les fêtes se terminèrent par une joute, dans laquelle le roi remporta le prix, à la tête de trente chevaliers, appelés les chevaliers du Soleil-d'Or.

\* L'hôtel Saint-Paul, cet immense palais construit près de la Cité sur tout l'espace renfermé entre l'île Louviers et la rue Saint-Antoine, se faisait remarquer par le luxe de ses décorations intérieures, par les commodités que la royauté s'y était ménagées. On admirait surtout ses cheminées immenses, que l'on chauffait en y jetant des forêts entières, et dont une seule était chargée de treize statues colossales de prophètes.

Au milieu de ces fêtes, le nouveau conseil, formé des ministres et amis de Charles V, s'occupait avec ardeur de rétablir l'ordre dans l'administration du royaume. Après avoir diminué les impôts, supprimé les pensions et officiers inutiles que les oncles du roi avaient prodigués, il traita de la paix avec l'Angleterre, et les deux puissances conclurent une trêve de trente-huit mois. Charles, qui saisissait avec empressement toutes les occasions de se distraire et de voyager, profita de ce loisir pour aller visiter le Languedoc, où il devenait urgent de faire droit aux plaintes portées contre l'administration du duc de Berry. Il se proposait en outre d'aller visiter le pape d'Avignon, qui depuis longtemps désirait avoir une entrevue avec lui pour chercher les moyens de mettre fin au schisme qui désolait la chrétienté. Le roi partit de Paris vers la fin de septembre 1389, et se dirigea sur Dijon, où il fit son entrée le 7 octobre : il était accompagné du duc de Touraine, du duc de Bourbon et du seigneur de Coucy, que Froissart nomme le modèle de toute chevalerie.

Le duc ne voulut pas laisser échapper cette occasion d'étaler son luxe et sa magnificence. Pendant le séjour de plus d'une semaine que Charles fit dans la capitale de son oncle, tous les jours furent marqués par des fêtes nouvelles : il y

eut des joutes, des tournois; on joua des mystères sur différents théâtres. Les chevaliers de tous les États de Bourgogne étaient venus prendre part à ces fêtes. Le duc fit au roi et à sa suite des présents magnifiques en armes, chevaux, bijoux, etc.; en résumé, la visite du roi fut pour son oncle l'occasion de dépenses excessives qui grevèrent encore son trésor.

Charles quitta Dijon pour se rendre à Avignon, où les ducs de Bourgogne et de Berry ne tardèrent pas à venir le joindre. Le pape l'accueillit avec amitié, comme l'unique souverain de la chrétienté qui eût embrassé sa défense. Outre les indulgences, il lui accorda, ainsi qu'aux princes et au sire de Coucy, la nomination à beaucoup de bénéfices. Même sous les yeux du pape et des cardinaux, Charles ne put maîtriser son goût pour les plaisirs: il y eut à Avignon des festins, des danses et des concerts. Avant d'entrer en Languedoc, le roi congédia ses oncles: il ne voulait pas que le duc de Berry gênât par sa présence l'enquête qui allait être faite sur ses exactions. Les deux ducs, dissimulant leur dépit, se retirèrent avec la résolution de se venger plus tard des conseillers du jeune monarque. Le duc de Berry revint dans son apanage d'Auvergne, et le duc de Bourgogne dans sa capitale, où il s'occupa de mener à fin une affaire importante

qu'il poursuivait depuis longtemps : il acheta pour 60,000 francs d'or, des fils du comte d'Armagnac, le comté de Charolais, que ces seigneurs tenaient en fief relevant du duché de Bourgogne. Cette acquisition donnait un nouvel et important accroissement à sa fortune et à son pouvoir.

Quand le roi fut en Languedoc, il s'occupait plus de ses divertissements que de la réforme des abus ; il se contenta d'ôter à son oncle le gouvernement de cette belle province, et de faire brûler vif Bétisac, le principal agent de ses concussions.

---

## CHAPITRE II

Conférences d'Amiens. — Premiers actes de démence du roi. —  
Assassinat du connétable de Clisson et guerre de Bretagne. —  
Démence de Charles. — Le duc de Bourgogne déclaré régent. —  
Procès du connétable. — Bal masqué. — Nouveaux actes de dé-  
mence. — Tentative pour terminer le schisme. — Paix avec les  
Anglais. — Croisade contre les Turcs. — Bataille de Nicopolis. —  
Rachat des captifs. — Le pape assiégé dans Avignon. — Commencement des querelles entre les maisons d'Orléans et de Bourgogne.  
— Mort de Philippe le Hardi.

Le roi, après avoir visité ses bonnes villes du Midi, revint à Paris. Mais la cour était déchirée par des divisions intestines, et les loyaux serviteurs de la monarchie ne voyaient qu'avec dégoût le spectacle scandaleux qu'elle présentait. Les ducs de Bourgogne et de Berry laissaient à chaque moment percer leur animosité contre le connétable de Clisson, qui gouvernait tout; le duc de Bourgogne surtout, regrettant de ne plus être à la tête du conseil, poursuivait de sa haine le duc

et la duchesse de Touraine, à l'influence desquels il attribuait, non sans quelque raison, sa disgrâce. Cette haine s'accrut encore lorsque le duc de Touraine, fait duc d'Orléans, eut acheté (1391) le riche comté de Blois avec les trésors de Visconti. Ce prince, jaloux d'augmenter sa puissance, faisait des acquisitions de tous côtés, et devenait pour le duc de Bourgogne un rival sérieux et redoutable.

Charles se rendit bientôt à Tours pour mettre fin à la guerre que se faisaient le connétable de Clisson et le duc de Bretagne Jean IV. Il parvint à réconcilier les deux adversaires, et un traité conclu fit cesser les hostilités. De Tours, la cour se dirigea sur Amiens, où elle avait hâte d'arriver pour une conférence avec les oncles du roi Richard II d'Angleterre : il s'agissait d'y traiter de la paix entre les deux royaumes. Le duc de Bourgogne, chargé de s'aboucher avec le duc de Lancastre, n'avait jamais paru avec plus de magnificence. Les ducs de Lancastre et d'York furent reçus avec faste et courtoisie; mais, malgré tout le désir qu'avait le roi de faire la paix, il ne put y réussir. On passa quinze jours à négocier sans s'entendre, et l'on se borna à prolonger la trêve d'un an (1392).

Ce fut à la suite de ces conférences que le roi ressentit les premières atteintes de la funeste ma-

ladie qui devait flétrir le reste de son existence. En quittant Amiens, il fut pris d'une fièvre chaude avec de grands transports. Son frère et ses oncles, qui veillèrent assidûment auprès de lui, firent répandre le bruit que cette maladie était l'effet de la fatigue et du manque de précaution; mais ils ne se dissimulèrent pas à eux-mêmes que c'était une aliénation mentale bien caractérisée. Cette prédisposition du jeune roi à la folie prenait sa source dans son naturel ardent, qui n'avait jamais été soumis à aucune discipline, ni tempéré par aucune étude, et dans son goût immodéré pour les plaisirs auxquels il se livrait sans retenue. A force de soins, on parvint à le guérir; mais il n'y eut plus pour lui de beaux jours.

Le roi était encore en convalescence, lorsque la cour fut troublée par le guet-apens dressé contre le connétable de Clisson par le sire de Craon. Ce dernier, prétendant avoir à se venger du connétable, auquel il imputait son bannissement de la cour, l'attaqua la nuit, à l'improviste, à la tête d'une troupe de gens armés, au moment où il sortait d'une grande fête que le roi avait donnée à l'hôtel Saint-Paul, et le laissa pour mort sur la place. Mais la blessure n'était pas mortelle; au bout de quinze jours, Clisson fut hors de danger. Le meurtrier avait pris la fuite, et trouva un asile auprès du duc de Bretagne, à

l'instigation duquel il avait agi. Charles VI, regardant ce crime comme une offense qui lui était personnelle, somma le duc de Bretagne de lui livrer le sire de Craon; mais il ne put obtenir cette satisfaction. Alors Charles, blessé dans ses affections et dans son orgueil, se détermina à porter la guerre en Bretagne. Les ducs de Bourgogne et de Berry s'efforcèrent vainement de combattre cette résolution; ils furent contraints d'ordonner à leurs vassaux et à leurs chevaliers de venir se joindre à l'armée royale.

Le roi partit de Paris malgré la défense de ses médecins, qui ne trouvaient pas encore sa santé suffisamment rétablie, et arriva au Mans, où avait été fixé le rendez-vous des forces militaires. Après trois semaines de séjour, pendant lesquelles les hommes d'armes arrivèrent de toutes parts, mais avec une certaine défiance, à cause des discordes qui régnaient dans les conseils du roi, l'ordre fut donné de marcher vers la Bretagne. On se mit en route par une des journées les plus chaudes qu'on eût éprouvées depuis plusieurs années. Le roi, à cheval et vêtu d'une jaque \* de velours qui l'échauffait beaucoup, resta exposé à toute l'ardeur du soleil. On le laissait marcher seul,

\* Vêtement court et étroit, qui, avec un patalon collant, composait le costume du xv<sup>e</sup> siècle, costume qu'on peut appeler une espèce de nudité habillée.

pour que la poussière, soulevée par le pas des chevaux, ne l'incommodât pas. Comme il traversait la grande forêt du Mans, un fou qui se tenait caché derrière un arbre sur le bord de la route, s'élança tout à coup à la tête de son cheval. Cet homme, la tête et les pieds nus, vêtu seulement de quelques lambeaux, saisit la bride du cheval de Charles en s'écriant : « Roi, ne chevauche pas plus avant; mais retourne, car tu es trahi! » Les hommes d'armes accoururent aussitôt, et firent lâcher prise à ce malheureux; on le laissa disparaître sans songer ni à l'arrêter ni à le poursuivre. Le roi ne dit rien; mais son imagination fut vivement frappée des paroles qu'il venait d'entendre.

En sortant de la forêt, on se trouva dans une grande plaine de sable où le soleil était encore plus ardent. Un bruit de fer causé par une lance qu'un page fatigué de la chaleur et à moitié endormi laissa tomber sur le casque de son voisin, fit tressaillir le roi : il se crut attaqué par les traîtres dont l'homme de la forêt l'avait menacé; et, devenant aussitôt furieux, il se dressa sur ses étriers, tira son épée, pressa son cheval des éperons, en s'écriant : « En avant! en avant sur ces traîtres! » Puis, fondant sur les pages et les écuyers les plus proches de lui, il en étendit plusieurs à ses pieds. Lorsqu'on le vit s'avancer

l'épée haute sur le duc d'Orléans, son frère, qui était tout près de là, et qui fut averti assez à temps par le duc de Bourgogne pour lui échapper, on ne douta plus qu'il ne fût en proie à un délire furieux. Personne n'osa se risquer à l'arrêter; on le laissa courir jusqu'à ce que, épuisé de fatigue et trempé de sueur, il s'arrêtât de lui-même. Alors son chambellan, messire de Martel, s'approchant de lui, sauta sur la croupe de son cheval et le saisit dans ses bras; le roi était tombé dans un tel affaissement, qu'il ne prononçait aucune parole et ne reconnaissait personne. On le désarma, et, après l'avoir lié, on le plaça sur une charrette à bœufs qui se trouvait sur la route; ce fut dans cet état qu'on le ramena au Mans. Cet affreux événement répandit la consternation dans l'armée et dans tout le royaume, tant ce prince courtois et vaillant avait su gagner les cœurs partout où il s'était montré.

Les oncles du roi, qui depuis quatre ans n'avaient cessé de guetter l'occasion de ressaisir la direction des affaires du royaume, ne manquèrent pas de profiter de ces circonstances. L'expédition de Bretagne étant devenue impossible, ils congédièrent l'armée; puis, après avoir ôté la garde du roi à ses conseillers et l'avoir confiée à quatre chambellans choisis par eux, ils revinrent immédiatement à Paris, afin d'organiser le gouverne-

ment de l'État et d'assurer le succès de leurs plans. Une assemblée des conseillers du roi, des principaux seigneurs, des prélats et des gens des bonnes villes leur conféra la régence, qui fut confiée particulièrement au duc de Bourgogne, à l'exclusion du duc d'Orléans, que l'on regarda comme trop jeune, quoiqu'il eût près de vingt-quatre ans; il est vrai qu'il n'avait pas encore fait preuve d'une grande maturité de caractère. Le malheureux Charles, transporté au château de Creil-sur-Oise, ne tarda pas à éprouver quelque soulagement. Lorsqu'il eut repris un peu connaissance, il s'aperçut avec horreur de son état, demanda pardon du mal qu'il avait fait, se confessa et reçut la communion. Les soins d'un savant médecin de Laon, nommé Guillaume de Harcely, lui rendirent momentanément la raison.

Le premier soin du duc de Bourgogne lorsqu'il fut investi de la régence, fut de dépouiller les conseillers du roi de leurs charges et d'agir juridiquement contre eux. Oubliant que c'était à la bravoure de Clisson qu'il devait ses États de Flandre, il devint son ennemi le plus acharné. D'abord il résolut de l'arrêter et de le garder prisonnier; mais Clisson, averti à temps, lui échappa et se retira dans sa forteresse de Josselin en Bretagne. Le duc lui ayant envoyé rede-

mander l'épée de connétable, le noble chevalier refusa de s'en dessaisir. Cité devant le parlement, il n'y parut point, et fut condamné, comme faux et mauvais traître à la couronne, à un bannissement perpétuel et à une amende de cent mille mares d'argent.

L'état de santé du roi, les craintes qu'on avait eues pour sa vie, donnèrent à ses oncles la pensée de régler la succession à la couronne. En conséquence, le duc de Bourgogne lui fit rendre, en novembre 1392, une ordonnance qui confirmait celle de Charles V, et déclarait majeurs les rois à venir au moment où ils entreraient dans leur quatorzième année. Deux autres ordonnances du mois de janvier suivant pourvurent à la tutelle de ses enfants et à la régence du royaume, pour le cas où le roi viendrait à mourir avant que son fils eût atteint sa quatorzième année. Le duc de Bourgogne n'osa point combattre une des dispositions de ces ordonnances qui attribuait sans partage et sans réserve le gouvernement de l'État au duc d'Orléans, comme au prince le plus proche du trône. Il avait à cœur de respecter la prescription du médecin, qui, pour éviter une rechute, exigeait qu'on épargnât au roi la fatigue des affaires et toute occupation sérieuse; aussi le laissa-t-il reprendre ses habitudes d'amusements et de réjouissances.

Parmi les fêtes auxquelles il se plaisait encore à prendre part, celle qui fut célébrée dans la nuit du 29 janvier 1393 faillit devenir bien funeste. La reine, à l'occasion du mariage d'une demoiselle allemande de sa maison, donnait à l'hôtel Saint-Paul un grand festin, suivi d'un bal masqué. Le roi y vint, déguisé en sauvage, conduisant cinq jeunes seigneurs déguisés comme lui, et attachés ensemble par une chaîne de fer. Leur vêtement était fait de toile enduite de poix, sur laquelle on avait appliqué des étoupes qui les faisaient paraître tout velus. Le duc d'Orléans, curieux de connaître ces masques étranges, approche de l'un d'eux un flambeau; une étincelle tombe, le feu prend, la flamme se communique. Au milieu des hurlements de ces malheureux qui s'efforçaient de rompre leur chaîne, on distingue un cri perçant : « Sauvez le roi ! » Il venait de la reine, qui était dans le secret, et qui s'évanouit de frayeur.

Dans la confusion générale, la duchesse de Berry, pensant que le sauvage qui s'était placé près d'elle, et qui cherchait à l'effrayer, ne pouvait être que le roi, le couvrit des amples plis de sa robe, et le préserva des étincelles. Ce fut ainsi que Charles fut presque miraculeusement sauvé. Des cinq compagnons de cette mascarade, quatre périrent dans d'effroyables souffrances; un seul,

le sire de Nantouillet, fut sauvé par l'heureuse idée qu'il eut de courir à la bouteillerie et de se jeter dans une cuve pleine d'eau. Ce fut un grand bonheur pour les princes, que le roi ne perdît pas la vie dans cette circonstance. Si ce malheur fût arrivé, le peuple était si indigné du peu de soin qu'on prenait des jours et de l'honneur de l'infortuné monarque, qu'il eût impitoyablement massacré ceux qui le laissaient compromettre ainsi son existence et sa dignité.

Le duc de Bourgogne, qui avait intérêt à ce que la paix fût conclue entre la France et l'Angleterre, obtint du roi que les pourparlers fussent repris. Il se rendit lui-même au village de Lelighen, en Artois, pour conférer avec les ducs de Lancastre et de Gloucester. Ce fut une nouvelle occasion de montrer sa magnificence et sa libéralité. Il combla les principaux envoyés anglais de superbes présents, parmi lesquels on remarquait ces beaux tapis dont les Flamands seuls avaient le secret. Mais ces conférences n'eurent pas un meilleur résultat que celles d'Amiens. Les deux partis ne voulurent point se départir de leurs prétentions : les Français réclamaient la démolition de Calais, et les Anglais, la restitution de tout ce qu'ils avaient perdu en Guyenne.

Au moment où le duc de Bourgogne prenait

congé des ducs de Lancastre et de Gloucester, il reçut secrètement la nouvelle que le roi était retombé dans sa folle. Ses accès étaient encore plus furieux que les premiers qu'il avait ressentis. Il ne pouvait plus voir la reine qu'avec horreur, et s'écriait lorsqu'elle paraissait devant lui : « Quelle est cette femme ? Qu'on m'en délivre ! » Ses enfants, ses serviteurs étaient l'objet de son aversion. La seule Valentine Visconti, duchesse d'Orléans, conservait quelque empire sur lui. Le pauvre insensé semblait avoir conservé une lueur d'intelligence pour reconnaître cette princesse, qui était douce et bonne. Il la demandait sans cesse ; il venait la voir ; il l'appelait sa chère sœur. C'en fut assez pour que tout le parti du duc de Bourgogne répandît le bruit qu'elle l'avait ensorcelé. Le médecin qui lui avait précédemment rendu la raison était mort. Par une inconscience remarquable, le duc, qui voulait noircir Valentine en l'accusant de magie, fit venir de Guyenne un magicien qui s'était vanté de rendre la santé au roi. Suivant les assertions de cet imposteur, toute sa puissance provenait d'un livre merveilleux, appelé *Simagorad*, au moyen duquel Adam s'était autrefois consolé de la mort de son fils Abel. La reine et les seigneurs lui firent grand accueil ; le clergé, affligé de ces actes de superstition, ne cessait d'adresser ses prières au

Ciel pour obtenir la guérison du roi. Sept mois après, Charles eut encore quelques intervalles lucides.

Dès qu'il se sentait mieux, il entreprenait des pèlerinages pour accomplir des vœux ou pour implorer la miséricorde divine. Disposé par ses propres souffrances à plus de pitié pour la misère de ses sujets, il lui arrivait souvent de réparer des abus, d'abolir des impôts onéreux. Dans une de ses tournées, se trouvant sur les frontières de Bretagne, il résolut de faire cesser la guerre acharnée que se faisaient depuis longtemps le duc Jean et le connétable de Clisson. Le duc de Bourgogne, dont la sagesse et la prévoyance dirigeaient toutes ses actions, fut choisi pour mener cette entreprise à bien. Le prince s'employa avec tant de sincérité à rapprocher les deux adversaires, qu'ils conclurent enfin la paix et se réconcilièrent de bonne foi (1394).

Cependant le schisme qui depuis plus de seize ans partageait la chrétienté, continuait d'affliger l'Église. Le clergé, l'université, le peuple, déploraient cette division, qui empêchait les princes et les chevaliers d'unir leurs efforts contre les Sarrasins, ces ennemis de la foi, dont les progrès devenaient chaque jour plus alarmants. Déjà Charles, dont le vœu le plus cher était de rendre la paix à la religion, avait fait

plusieurs démarches qui toutes étaient restées sans succès. L'université, qui avait beaucoup à souffrir de cet état de choses, joignit ses efforts à ceux de la royauté. Dans une réunion tenue aux Mathurins, et où assistèrent quinze mille personnes, elle exprima d'abord l'opinion que les deux papes devaient abdiquer une autorité qui n'était pas suffisamment consacrée. Ce vœu rencontra des deux côtés la même résistance. L'université fit alors un pas plus hardi : elle décida que la France ne devait plus obéir au pontife d'Avignon, et qu'une députation lui serait envoyée pour l'engager à résigner le pontificat.

Le siège d'Avignon était alors occupé par Pierre de Luna, Benoît XIII, Aragonais de naissance, qui portait sur le trône la ténacité et l'énergie indomptable de sa nation. Il évita de répondre aux députés de l'université. Charles VI, sur l'avis des prélats du royaume, qui, dans une assemblée solennelle, conclurent unanimement que la cession était le meilleur moyen d'arrêter le schisme, envoya de son côté, vers Avignon, les ducs d'Orléans, de Berry et de Bourgogne. Cette illustre ambassade fut reçue par le pape avec les plus grands honneurs. Le duc de Bourgogne, toujours courtois et magnifique, s'empressa d'offrir en présent au pape et à ses cardinaux les vins exquis de son duché et les

riches tapisseries de Flandre qu'il avait apportées avec lui ; mais la démarche des princes fut infructueuse. Pierre de Luna leur fit perdre un temps considérable en discours et en harangues sans rien terminer. Lorsqu'ils virent qu'il résistait à toutes leurs instances, ils quittèrent Avignon et revinrent à Paris, où ils étaient impérieusement rappelés par le besoin de suivre d'autres affaires non moins importantes.

En effet, de nouvelles négociations étaient entamées pour chercher les moyens de rétablir la paix entre la France et l'Angleterre. Richard II se montrait fort disposé à terminer les différends qui divisaient les deux pays, et, dans ce but, ce prince devenu veuf fit demander en mariage Isabelle, fille du roi de France, qui n'avait encore que sept ans. Les oncles du roi, surtout le duc de Bourgogne, qui ne craignait rien tant que la guerre à cause de son comté de Flandre, furent d'avis d'accueillir la proposition d'alliance faite par le monarque anglais. Ses ambassadeurs partirent avec une réponse favorable. Au printemps de 1396, ils revinrent à Paris munis d'une procuration de leur roi, qui portait que, pour mettre fin à une guerre cruelle et à des désordres qui affligeaient depuis longtemps les deux royaumes, il leur donnait pouvoir de conclure son mariage avec dame Isabelle de France.

Les noces furent des plus somptueuses. La cour de France montra que nulle autre ne pouvait l'égaliser pour le luxe et la magnificence. Quelques jours après le mariage, une trêve de vingt-huit ans fut également signée par les oncles du roi et les ambassadeurs anglais. Quelques mois plus tard eut lieu la cérémonie de la remise de la jeune reine. Les deux rois eurent à Guines une conférence où ils luttèrent de richesse et de magnificence. Charles remit sa fille à Richard, en le priant de la traiter toujours avec honneur et distinction. Le duc de Bourgogne aurait bien voulu profiter de cette circonstance solennelle pour cimenter la paix entre les deux puissances autrement que par une trêve ; mais il ne put venir à bout de vaincre la résistance du duc de Gloucester, l'ennemi le plus acharné de la France.

Après les fêtes du mariage de madame Isabelle, une longue paix semblait enfin promise à la France ; aussi toute la jeune noblesse tournait-elle son ardeur vers la nouvelle croisade qui se préparait contre les infidèles. Le duc Philippe, en se rendant auprès du pape à Avignon, avait reçu à Lyon des envoyés de Sigismond, roi de Hongrie, porteurs de lettres qui faisaient connaître les menaces du sultan Bajazet contre les États de la chrétienté, et imploraient le secours du roi de France. Le récit des cruautés exercées

par les Sarrasins contre les malheureux chrétiens émut tellement le cœur de tous les nobles chevaliers, qu'ils s'offrirent avec enthousiasme pour aller rabaisser l'orgueil barbare du chef des mécréants. Le duc de Bourgogne, animé d'un zèle ardent pour la foi chrétienne, réunit ses hommes d'armes à ceux du roi de France. Le comte de Nevers, son fils aîné, qui brûlait du désir de consacrer sa jeunesse et ses premières armes au service de Dieu, fut mis à la tête de l'entreprise. L'habile et vaillant duc de Coucy, toujours prêt à combattre au premier rang de cette noblesse, dont il était le gentilhomme le plus accompli, lui fut donné pour conseil. Le duc de Bourgogne forma pour son fils une brillante maison composée des principaux chevaliers de ses États, et fit recruter pour lui des corps d'archers et d'arbalétriers. Toute la magnificence de Bourgogne se manifesta encore dans les équipages du jeune comte. C'était un luxe inouï de bannières éclatantes et d'équipages fastueux; l'or, l'argent et la soie brillaient de tous côtés en armoiries et en devises; les tentes étaient en soie; les armures et les vêtements, resplendissants d'or.

Les armées française et bourguignonne se mirent en route pour la Hongrie au mois d'avril 1396; elles avaient pour avant-garde mille chevaliers à bannières et mille écuyers : réunies aux

Allemands, dont elles traversèrent le pays, elles comptèrent bientôt cent mille combattants. La conduite de tous ces chevaliers pendant la route ne fut pas toujours exempte de blâme ; les gens d'Église firent plus d'une fois de vains efforts pour leur remontrer combien ils s'écartaient du noble but qu'ils s'étaient proposé. L'exemple de la dissipation était donné par le jeune chef de l'armée, qui, habitué aux délices de la cour, savait fort peu maintenir la discipline d'un camp. Le temps se passait en réjouissances et en festins continuels.

Le comte de Nevers, n'ayant pas rencontré Bajazet en Hongrie, voulut, en dépit des sages conseils du roi Sigismond, qui connaissait bien les Turcs, continuer sa marche le long du Danube. Il entra en Bulgarie, et emporta d'assaut les forteresses d'Oriste et de Budin, défendues par des garnisons peu nombreuses. Enhardis par ce premier succès, les chrétiens allèrent mettre le siège devant Nicopolis, grande ville très-forte, où les attendait la plus opiniâtre résistance. Quand on vit que les attaques de vive force étaient sans succès, on résolut d'affamer la place. Le sire de Coucy, à la tête de cinq cents lances et d'autant d'arbalétriers, parcourut la campagne, et ayant fait tomber dans un piège une armée turque de vingt mille hommes qui s'avancait au secours

des assiégés, il la mit en déroute, et fit un grand massacre des infidèles.

Mais cette campagne, si brillante à son début, ne devait être qu'une sanglante répétition des autres croisades. Déjà la division régnait parmi les chefs, et l'indiscipline de l'armée allait toujours croissant. Il était impossible de reconnaître ces fameux chevaliers français, dont la gloire avait pénétré jusqu'à l'extrémité du monde, dans ces jeunes seigneurs si vains et si présomptueux, qui ne s'occupaient que de futilités, et qui passaient leur temps en festins continuels. Cependant Bajazet, instruit par son allié, le duc de Milan, du nombre et de la conduite des chevaliers chrétiens, apparut tout à coup avec une armée formidable. Dès que le comte de Nevers en eut reçu la nouvelle, il donna l'ordre de courir aux armes. Le comte d'Eu, connétable de France, qui commandait en son nom, sans attendre que l'armée fût en ligne, engagea étourdiment le combat. Le premier élan des Français fut irrésistible; bravant tous les obstacles et méprisant tous les dangers, ils mirent en fuite et massacrèrent les premiers corps qui leur furent opposés; mais ils eurent l'imprudence de s'abandonner à leur poursuite; Bajazet, qui avait calculé ce mouvement, fit alors avancer les ailes de son armée, et les chrétiens se virent enveloppés de toutes parts au

moment où ils se croyaient vainqueurs. Dès ce moment, et malgré toute la valeur des chevaliers, la journée fut perdue pour les chrétiens. Le roi de Hongrie, n'ayant pu rallier ses milices pour marcher au secours des chevaliers, se jeta dans une barque et s'enfuit avec le grand maître de Rhodes. Pendant plusieurs heures, les Turcs firent tomber sous leur cimeterre les Français et les Bourguignons, qui, avant de mourir, jonchaient la terre de cadavres autour d'eux. Cette fleur de la noblesse française, qui vendit si chèrement sa vie, comptait dans ses rangs l'amiral Jean de Vienne, qu'on retrouva sur le champ de bataille serrant encore la bannière de la Vierge entre ses bras, le comte de Bar et deux de la Trémoille. Le comte de Nevers, le comte d'Eu, le comte de la Marche, le sire de Coucy, le maréchal de Boucicault et environ trois cents chevaliers, faits prisonniers, furent amenés devant Bajazet, demi-nus, déchirés, sanglants, les mains liées derrière le dos, et traités par les Turcs avec une brutalité révoltante. Quand le féroce vainqueur sut qu'il avait en son pouvoir les principaux seigneurs de France et de Bourgogne, il ordonna qu'on respectât leur vie, espérant que leur salut lui vaudrait de magnifiques rançons; mais il se montra impitoyable envers tous les autres prisonniers. Conduits l'un après l'autre en pré-

sence du farouche soudan, ils furent ou égorgés ou décapités. Leur intrépidité ne brilla pas d'un moindre éclat en présence du supplice que sur le champ de bataille. Ils reçurent la mort sans le moindre signe de faiblesse, et ne faisant entendre que ces seules paroles : « Notre-Seigneur Jésus-Christ, ayez pitié de nous ! » (Septembre 1396.)

Bajazet, rassasié de sang, songea à tirer le meilleur parti possible des nobles prisonniers qui lui restaient. Un chevalier sauvé du massacre à la prière du comte de Nevers, reçut l'ordre de partir sur-le-champ et d'aller signifier sa victoire au roi de France. Ce chevalier était le sire de Helly, qui avait autrefois combattu dans l'armée de Bajazet contre d'autres infidèles. Il arriva à Paris le jour de Noël, et se rendit tout botté et en éperons à l'hôtel Saint-Paul, pour faire part au roi de son message. On ne peut se faire une idée de la désolation générale qui éclata de toutes parts lorsque cette triste nouvelle se répandit parmi la noblesse et dans le peuple. Après les premiers instants donnés à la douleur, des cérémonies funèbres furent ordonnées dans toutes les églises, afin de solenniser le trépas de tant de braves hommes d'armes morts en terre étrangère par la main des barbares. Ensuite on s'occupa de la rançon des malheureux captifs. Les

états de Bourgogne, convoqués, votèrent une taxe extraordinaire pour celle du jeune comte de Nevers. Elle fut bientôt prête, et produisit une somme de plus de 300,000 francs, à laquelle furent ajoutés 46,000 francs donnés par le roi de France pour le rachat des autres captifs. Le duc Philippe ne se borna pas à remettre aux ambassadeurs chargés d'aller traiter de la rançon de son fils l'argent que lui envoyèrent presque toutes les villes de ses vastes États, il ajouta encore pour l'Amorabaquin \* des présents considérables en faucons, chevaux, armes, argenterie, étoffes précieuses, et surtout en ces belles tapisseries d'Arras qui représentaient des scènes historiques. Mais Bajazet trouva les sommes qui lui furent offertes trop peu considérables ; il fallut alors recourir aux bons offices du roi de Chypre et du seigneur de Mitylène, qui étaient en paix avec les infidèles. Ces deux princes chrétiens d'outre-mer intercédèrent auprès de Bajazet, et un marchand génois, Bartolomeo Pellegrini, résidant dans l'île de Chio, garantit le supplément exigé pour la délivrance des prisonniers. Le duc de Nevers et les vingt-quatre chevaliers qui restaient avec lui virent alors tomber leurs fers. Ce fut pour eux un grand sujet de douleur

\* Nom donné à cette époque par les chrétiens au chef des infidèles.

de ne pas ramener en France le sire de Coucy ; ce noble et vaillant seigneur venait de mourir à Barse. Sa grande âme avait succombé aux tortures physiques qu'il avait endurées. Le comte d'Eu ne revit pas non plus sa patrie. Le comte de Nevers, le maréchal de Boucicault et leurs compagnons, embarqués sur des galères de Rhodes, se rendirent à Venise. Le comte de Nevers était attendu dans cette ville par une maison complète et par de riches équipages, que le duc et la duchesse de Bourgogne y avaient envoyés d'avance, pour éviter à leur fils l'humiliation de rentrer en France avec l'apparence d'un général vaincu. Le jeune comte arriva à Dijon en février 1398. Il se rendit aussitôt à Paris, auprès du roi, qui le reçut avec bienveillance, et de là à Gand, auprès du duc son père, pour qui c'était une grande joie de voir l'héritier de sa puissance et de son nom échappé enfin comme par miracle à tant et de si pressants dangers.

Tandis que les chevaliers français périssaient courageusement loin de leur patrie pour arrêter la marche de l'invasion asiatique vers l'Occident, Charles VI ressentait de nouvelles attaques de sa maladie. Tous les soins de la médecine étant inutiles, le maréchal de Sancerre envoya de Guienne deux sorciers auxquels on abandonna le pauvre roi. Ces misérables exercèrent sur lui des

opérations magiques, et augmentèrent sa folie. La proposition faite par eux de pratiquer des incisions à la tête du malade provoqua l'indignation générale. Ils accusèrent alors le duc d'Orléans d'avoir jeté sur le roi des *sorts* et des *charmes* plus forts que leurs conjurations. Pour arrêter leurs dangereuses pratiques et leurs calomnies, on les livra à la justice; ils furent décollés et écartelés aux halles. Néanmoins, avant leur supplice, on leur permit de se confesser. L'ordonnance qui accordait un confesseur aux condamnés avait été, en 1395, à la demande du duc de Bourgogne, rendue par Charles VI dans un de ses moments lucides. Il appartenait à la religion de tempérer par ses consolations les rigueurs de la justice humaine. Ce principe moral et si digne de la charité chrétienne reçut plus tard une sanction complète, lorsqu'il fut permis aux malheureux qui devaient marcher à l'échafaud de recevoir le sacrement de l'Eucharistie.

Le comte de Nevers, à son retour, avait encore augmenté le zèle des princes pour le rétablissement de l'unité de l'Église, en racontant comment l'existence de deux papes déconsidérait la foi chrétienne aux yeux des infidèles, et prêtait à leurs railleries. Le roi, qui jouissait d'un intervalle de santé, se décida alors à écrire à tous les souverains pour les solliciter à un concile général

qui prononcerait l'abdication des deux papes, et donnerait un chef unique à la chrétienté. L'université de Paris écrivit dans le même but à toutes les universités (1398). Cette première assemblée n'ayant pris aucune décision, il y eut un deuxième concile national qui déclara la France dégagée de l'obéissance envers les deux papes jusqu'à ce qu'ils eussent accepté une voie d'union. Cette résolution hardie fut acceptée de l'autorité du roi, par le conseil des princes et des seigneurs et par tout le clergé. On défendit, sous peine de châtiement sévère, à tout Français de quitter le royaume pour aller à Rome; on empêcha la levée de tout impôt pontifical. Benoît XIII se montra inébranlable; il déclara même que, malgré toutes les ordonnances du roi, il conserverait son nom et la papauté jusqu'à la mort. Lorsqu'on vit qu'il n'y avait pas moyen de l'amener par la persuasion à se démettre, on envoya contre lui le maréchal Boucicault à la tête des chevaliers et écuyers du Vivarais, de l'Auvergne et du Languedoc. Le maréchal fit son entrée dans Avignon aux acclamations des habitants, qui s'étaient déclarés pour le roi de France. Le pape, défendu par quelques soldats aragonais sous les ordres de son propre frère, se retira dans son palais, et fit une résistance admirable. On était au fort de l'hiver, et comme il n'avait pas de bois, il brûla les poutres

de son palais, et attendit qu'on vînt l'y prendre. Les soldats eux-mêmes avaient honte de la tâche qui leur était imposée : ils rougissaient d'avoir à combattre un pontife qui ne leur opposait d'autres armes que son courage et son invincible constance. Enfin cette guerre finit de lassitude, et fit place à une guerre de pamphlets non moins opiniâtre et non moins acerbe (1399).

La dernière année du quatorzième siècle vit deux souverains renversés du trône par leurs peuples révoltés, le roi d'Angleterre, Richard II, et l'empereur d'Allemagne Venceslas. Richard, ne songeant qu'à la mollesse et aux plaisirs, s'était rendu odieux à toute la nation. Pendant qu'il était allé apaiser une révolte en Irlande, un soulèvement général éclata contre lui ; et se hâta de revenir ; mais il fut pris, jugé et forcé d'abdiquer. Le duc de Lancastre fut reconnu roi sous le nom de Henri IV, et fit périr Richard dans sa prison. En Allemagne Venceslas, ivrogne et débauché, fut déposé par la diète pour avoir ruiné l'Empire et lui avoir fait perdre sa force nationale. Il eut pour successeur Robert, électeur palatin de Bavière.

Ces événements eurent une grande influence sur les affaires de France, et envenimèrent encore les querelles qui divisaient depuis longtemps les maisons d'Orléans et de Bourgogne. Le duc d'Orléans, qui, par l'autorité de la reine Isabelle, était

parvenu à rentrer au conseil, témoigna une grande colère de la conduite des Anglais et des Allemands. Il annonça même le dessein de rétablir les souverains détrônés, rassembla des troupes du côté de l'Allemagne et envoya défier Henri IV. Mais ses projets furent dérangés par le duc de Bourgogne, qui fit prévaloir l'avis de reconnaître les deux nouveaux souverains. C'était un bien triste spectacle de voir les chefs de deux maisons puissantes, en désaccord sur toutes les questions, se disputer la signature du fantôme royal et dilapider à l'envi les finances du royaume. Telle était l'animosité qui les excitait l'un contre l'autre, qu'ils se formèrent chacun un parti, rassemblèrent des hommes d'armes, et firent craindre une guerre civile. Le duc d'Orléans, représentant du génie français, avec ses instincts de bravoure et de générosité, ralliait à lui les classes élégantes. Le duc de Bourgogne, grave et austère, recrutait ses partisans dans les rangs de la bourgeoisie, qui ne se voyait pas sans jalousie reléguée dans une situation inférieure. Il fallut l'intervention du duc de Berry pour apaiser ces haines prêtes à éclater. Mais la lutte était désormais engagée; elle ne pouvait se terminer que par l'extermination de l'une des deux maisons.

En 1402, cette animosité devint encore plus violente et plus déclarée. Le duc d'Orléans, met-

tant à profit l'absence de son rival, qui s'était rendu en Flandre pour le mariage de son fils Antoine, comte de Réthel, avec la fille du duc de Saint-Pol, surprit la signature du roi, et obtint par ses importunités une ordonnance qui le nommait président du conseil général des aides et finances. Aidé des nobles, qui excitaient encore son ambition en vantant ses mœurs chevaleresques, sa galanterie et sa magnificence, le premier usage qu'il fit de sa puissance fut de dissiper les trésors de l'État avec une désastreuse prodigalité. De nouveaux impôts étaient devenus nécessaires ; mais le clergé refusa de les payer, et cet exemple fut suivi par la bourgeoisie. Le duc de Bourgogne, accouru en toute hâte, prit la défense des mécontents, et le roi lui attribua le gouvernement entier du royaume. Le duc d'Orléans, hors d'état de soutenir une guerre civile, se vit forcé de quitter une seconde fois les affaires ; mais il garda indirectement le pouvoir en conservant tout son ascendant sur les membres du conseil. Dans le but de faire cesser l'anarchie, le roi ordonna, en 1403, la formation d'un nouveau conseil d'État, où devaient siéger la reine, les princes du sang, le connétable, le chancelier et divers conseillers ; mais cette mesure n'arrêta pas le désordre ; les dissensions ne firent qu'augmenter. L'affaire du schisme ne servit qu'à faire éclater

davantage la division des princes. Tandis que le duc de Bourgogne s'efforçait de maintenir la soustraction d'obéissance aux deux papes, le duc d'Orléans, après avoir favorisé l'évasion de Benoît XIII de la prison où il était gardé depuis cinq ans, surprit au malheureux Charles VI une ordonnance qui rendait l'obédience au pape.

L'accord ne fut pas plus grand au sujet de la conduite à tenir à l'égard de l'Angleterre. Le duc de Bourgogne demandait qu'on continuât les trêves; mais le duc d'Orléans fut assez puissant pour faire recommencer les hostilités; cette guerre, du reste, ne consista qu'en pirateries et brigandages maritimes par lesquels les côtes d'Angleterre et de Bretagne furent tour à tour ravagées; enfin l'influence du duc d'Orléans sur le conseil était si grande, son alliance avec la reine était si intime, qu'il put, une nuit, sans la moindre opposition, s'emparer des trésors déposés dans une des tours du palais (1404).

Peut-être n'eût-il pas osé donner ce scandale si le duc de Bourgogne eût été alors à Paris; mais ce prince s'était rendu en Flandre pour faire reconnaître son fils, le comte de Réthel, comme héritier du duché de Brabant. Au milieu des cérémonies pompeuses par lesquelles on célébrait sa présence dans la ville de Bruxelles, il tomba frappé d'une de ces maladies contagieuses

qui dans ce temps-là se déclaraient souvent dans les villes, où une nombreuse population et l'absence de toute police multipliaient les causes d'insalubrité. Dès qu'il se sentit atteint par l'épidémie, il se fit porter dans l'église Notre-Dame de Hall, célèbre alors par ses miracles, et pour laquelle il avait une grande dévotion. Cet acte religieux lui donna la force et la résignation nécessaires pour se préparer à mourir chrétiennement. Quand il eut terminé ses prières, on le transporta à l'hôtel du Grand-Cerf, où il fit venir ses trois fils, le comte de Nevers, le duc de Brabant et le comte de Réthel. Ses derniers conseils aux jeunes princes furent ceux d'un bon père et d'un vrai chrétien : il les exhorta à conserver une inviolable fidélité envers leur Dieu et envers leur roi ; à ne jamais oublier l'amitié qu'ils se devaient mutuellement et le respect qu'ils devaient à leur mère ; enfin à diminuer les charges qui pesaient sur leurs sujets. Le mal fit des progrès si rapides, que le duc expira le neuvième jour de sa maladie (27 avril 1404). Il était âgé de soixante-treize ans.

Philippe emporta dans la tombe les regrets de ses sujets ; ils n'oublièrent pas que, malgré son goût pour le luxe et la prodigalité, il avait possédé toutes les vertus publiques et privées ; que son soin le plus constant avait toujours été, tout en

défendant la puissance et la dignité de la France, de maintenir les intérêts de ses États, tellement qu'en moins de quarante années il avait fondé une puissance égale à celle des plus grands souverains de la chrétienté. Les hommes sensés de France gémissaient aussi de cette mort, qui devait être l'origine de tant de maux. Philippe était le plus prudent et le plus habile des princes du sang royal; s'il avait disputé à ses frères et à son neveu le gouvernement de France pendant la démence de Charles VI, on ne pouvait lui reprocher que ce fût pour satisfaire une sordide cupidité ni pour s'emparer du trône de cet infortuné monarque : il n'avait voulu que réprimer l'ambition de ses rivaux. Maintenant que les conseils n'allaient plus être dirigés par sa prudence et sa sagesse, on n'entrevoyait que malheurs et souffrances dans l'avenir.

Le corps de Philippe, embaumé, fut enveloppé dans trente-deux aunes de toile cirée, recouvert d'une robe de chartreux, conformément à ses dernières volontés, et placé dans un cercueil de plomb; ses entrailles furent déposées à Notre-Dame de Hall, son cœur porté à Saint-Denis près de Paris, et son corps dans l'église des Chartreux de Dijon, qu'il avait fondée, et où lui fut élevé un superbe tombeau en marbre. Il laissait trois fils : Jean, qui lui succéda; Antoine,

duc de Brabant; Philippe, qui s'appela comte de Nevers; et trois filles, dont la seconde avait épousé Frédéric, archiduc d'Autriche. Philippe le Hardi, un des plus puissants princes de l'Europe, mourut sans rien laisser dans son épargne. Ses fils furent obligés de mettre son argenterie en gage pour subvenir aux dépenses de ses funérailles. Tous ses biens n'eussent pas suffi à payer ses dettes, « et pour cette cause, dit la chronique, la duchesse Marguerite, sa femme, renonça à sa succession mobilière; en conséquence, suivant la coutume de Bourgogne, elle mit sur le cercueil sa ceinture, sa bourse et ses clefs, et de ce requit acte à un notaire public qui était là présent. »

---

### CHAPITRE III

Avènement de Jean sans Peur. — Murmures contre la reine et le duc d'Orléans. — Continuation du désordre. — Préparatifs de guerre. — Assassinat du duc d'Orléans. — Le duc Jean revient à Paris. — Guerre contre les Liégeois. — Réconciliation. — Faction des Armagnacs et des Bourguignons. — Bouchers de Paris. — Siège de Bourges. — Cabochiens. — Réactions contre les Bourguignons. — Traité d'Arras.

Le duc Jean avait trente-un ans lorsqu'il succéda à son père. Son intrépidité sur les champs de bataille lui avait fait donner le surnom de *sans Peur*. Les longs revers de sa vie, sa captivité chez les Turcs, lui avaient fait contracter une âcreté d'humeur, un levain d'envie qui devaient naturellement se déverser sur le brillant antagoniste de sa maison. Les premiers actes de son administration firent concevoir aux Bourguignons l'espoir d'un avenir de justice, de paix et

de bonheur. Le lendemain même des obsèques du duc défunt, il fit son entrée souveraine dans la ville de Dijon et jura le maintien des libertés de la commune. Il s'empessa d'acquitter les dettes les plus pressantes de son père, diminua les impôts établis, et révoqua la défense d'exporter des vins et du blé. Après avoir fait encore plusieurs règlements utiles, il vint à Paris pour prêter foi et hommage au roi, qui dans ce moment jouissait d'un intervalle de santé. Le roi et la reine le reçurent avec amitié. Le duc d'Orléans, débarrassé de son terrible rival, s'était empressé de s'emparer du pouvoir. Il crut n'avoir plus aucun ménagement à garder avec un prince du même âge que lui, et pour lequel il affectait un profond mépris. L'argent qu'il avait enlevé au Louvre ayant été consacré à ses propres dépenses et aux somptueux bâtiments qu'il faisait élever dans tous ses domaines, il fallait de nouvelles sommes pour le gouvernement : le duc proposa dans le conseil de lever une taille générale sur tout le royaume (1405). Les avis se partagèrent : le nouveau duc de Bourgogne, appelé à donner le sien, combattit la mesure comme vexatoire et tyrannique, et déclara qu'il ne permettrait la perception de l'impôt dans aucune de ses terres. La taille n'en fut pas moins résolue, créée et publiée. La rigueur avec laquelle elle fut perçue ajouta

encore au mécontentement. Les malheureux qui ne pouvaient payer se voyaient enlever leurs meubles et jusqu'à la paille de leur lit : aussi entendait-on partout des imprécations contre le duc d'Orléans et la reine. Le duc de Bourgogne était, au contraire, regardé comme le protecteur du peuple, pour avoir défendu ses intérêts devant le conseil.

Jean, voyant que son opposition ne pouvait rien empêcher, retourna dans ses États, où il fut reçu comme un père. Il alla bientôt prendre possession de ses nouveaux domaines de Flandre, dont il venait d'hériter par suite de la mort de sa mère. En visitant toutes ces riches villes, il se montra aussi accessible que son père l'avait été; il leur accorda beaucoup de privilèges, et satisfit à leurs plaintes en défendant expressément de payer la dernière taxe ordonnée par le conseil du roi. Jean s'occupa ensuite de défendre la Flandre contre les Anglais; il leur reprit Gravelines, les contraignit à lever le siège de l'Écluse, et les eût chassés de Calais si les intrigues du duc d'Orléans et de la reine ne l'eussent forcé d'abandonner son entreprise.

Cependant le désordre allait toujours croissant à la cour, et, tandis qu'on s'y livrait à une dissolution de plus en plus éhontée, le roi, abandonné de tous, même de sa femme, vivait à

l'hôtel Saint-Paul dans un état d'oubli, de misère et de dénûment qui faisait pitié. On le laissait aux mains de gens de basse condition qui, pour le distraire, le faisaient assister aux jeux d'une confrérie appelée les Frères de la Trinité ou de la Passion, qui représentaient dans les rues les saints mystères de l'Évangile grossièrement mêlés à des bouffonneries \*. Les cartes à jouer étaient encore un des moyens inventés pour amuser sa folie, et Jacquemin Gringonneur, peintre et enlumineur, employait son talent à lui procurer cette récréation.

Le duc d'Orléans, malgré la clameur publique, ne s'acharnait pas avec moins d'ardeur sur le pauvre peuple. L'indignation devint si grande et si générale, qu'un prédicateur nommé Jacques Legrand eut le courage d'attaquer, en présence de la reine et des seigneurs, les mœurs de la cour et le luxe effréné des parures qu'Isabelle encourageait. Le roi, dans un de ses moments lucides, éclairé sur la triste situation du royaume et sur le mauvais gouvernement, se détermina à convoquer un conseil solennel pour aviser aux moyens de remédier au mal. Le duc de Bourgogne fut mandé. Ce prince, résolu à arrêter les exactions du duc d'Orléans et à s'emparer du gouverne-

\* Ces jeux furent l'origine du théâtre français.

ment, partit d'Arras avec environ huit cents chevaliers, et se dirigea sur Paris. Lorsque le duc d'Orléans sut que son rival était déjà arrivé au Louvre avec sa petite armée, la frayeur s'empara de lui. Sans prévenir qui que ce fût, sans même consulter les princes, il quitta Paris avec la reine et le jeune Dauphin, et prit la route du château de Pouilly-le-Fort, près de Melun. Le duc Jean, instruit de ce départ, courut après les fugitifs avec sa suite, atteignit le Dauphin à Juvisy, entre Villejuif et Corbeil, et le ramena à Paris au milieu des acclamations du peuple. Dès le lendemain (26 août 1405), profitant de la terreur générale, Jean convoqua une grande assemblée des princes, des prélats, des conseillers du roi, de l'université, des notables bourgeois. Là, il dénonça en termes énergiques la mauvaise administration du duc d'Orléans, et se fit prier de prendre le gouvernement. Le peuple embrassa sa cause avec enthousiasme. Lorsque le duc d'Orléans apprit les attaques dirigées contre lui et contre la reine, et les actes d'autorité du duc de Bourgogne, il tomba dans une grande fureur, et résolut de défendre son pouvoir les armes à la main. En conséquence il manda au nom du roi des gens d'armes de tous côtés, et marcha sur Paris, pillant les villages sur son passage, et faisant déclarer traîtres le Bourguignon et ses

partisans. De son côté, le duc de Bourgogne fit entrer dans la capitale les nombreux renforts qu'il avait fait venir de Flandre et du pays de Liège. La guerre civile était imminente; Jean ne s'en tint pas aux marches et contre-marches de ses hommes d'armes; il chercha la force là où elle était véritablement: il permit aux Parisiens d'avoir des armes pour se défendre, et mit le comble à sa popularité en rendant aux bourgeois les chaînes des rues et les portes de la ville, qu'on leur avait enlevées en 1383. En même temps il fit entrer des vivres dans la ville, et empêcha les désordres de ses soldats.

Au milieu de tous ces préparatifs, chacun pourtant hésitait à porter les premiers coups. Le conseil du roi entreprit d'éviter de plus grands malheurs; des conférences s'ouvrirent à Vincennes, sous la médiation du duc de Berry. On parvint à rapprocher les deux princes, qui s'embrassèrent en présence de la reine. L'effet immédiat de ce raccommodement apparent fut l'éloignement de cet entourage militaire, qui était pour Paris un sujet d'effroi continuel. Le duc de Bourgogne, soit qu'il craignît un revers, soit qu'il voulût attendre une occasion plus favorable, se contenta de partager la puissance avec le duc d'Orléans.

A cette époque, les Anglais avaient envahi la Guyenne, l'Artois et la Picardie (1406). Les deux

princes réconciliés réunirent leurs efforts pour combattre l'étranger; le duc d'Orléans conduisit une armée en Guyenne, et mit le siège devant Bourg; mais son incapacité et ses folles dépenses le forcèrent bientôt de se retirer honteusement. Le duc de Bourgogne marcha vers le nord, et fit de grands apprêts contre Calais, dont il ne put s'emparer faute d'argent pour payer ses soldats. L'un et l'autre revinrent à Paris avec les mêmes haines dans le cœur, et aigris encore par l'insuccès de leurs armes. Chacun accusait son rival de ses propres fautes et des malheurs de l'État. Cependant ils paraissaient vivre en bonne intelligence. Le duc d'Orléans étant tombé malade au château de Beauté, son cousin alla l'y visiter en lui donnant toutes les preuves d'une sincère affection. Après son rétablissement, le duc d'Orléans vint à Paris, et le duc de Berry, qui avait à cœur de réconcilier ses neveux, les conduisit tous les deux à la messe aux Augustins, le dimanche 20 novembre 1407. Il parvint à leur faire jurer paix et amitié, et à les faire communier ensemble, pour cimenter leur réconciliation. Deux jours après, dînant tous les deux chez leur oncle, *ils prirent les épices, burent du vin*, et s'embrassèrent avant de se séparer; le duc de Bourgogne promit même d'aller dîner le dimanche suivant chez son cousin.

Le duc d'Orléans était donc dans une entière sécurité. Le mercredi 13 novembre, il alla passer la soirée chez la reine, qui logeait alors dans une petite maison de plaisance de la vieille rue du Temple, près de la porte Barbette ; toute sa suite s'était retirée pour revenir le chercher à minuit. Mais dès neuf heures un valet de chambre du roi nommé Scas de Courteheuse, se disant chargé d'un ordre du roi, vint prier le prince de se rendre sans délai à l'hôtel Saint-Paul pour une affaire grave et urgente. Le duc monta aussitôt sur sa mule, et sortit, accompagné seulement de deux écuyers montés sur le même cheval, et de trois valets de pied portant des flambeaux. La nuit était sombre, et les rues étaient désertes. Le duc, vêtu d'une robe de soie, s'en allait joyeusement et sans défiance, et se trouvait près de la porte Barbette, lorsqu'une vingtaine d'hommes armés, cachés dans un coin obscur de la rue, se précipitèrent sur lui. Le cheval des deux écuyers, effrayé par cette apparition subite, prit le galop et emporta ceux qui le montaient. Le duc, prenant les assaillants pour des voleurs, leur cria : « Je suis le duc d'Orléans. — C'est ce que nous demandons, » répondit le chef de la bande, et d'un coup de hache d'arme il coupa la main que le prince appuyait sur le pommeau de sa selle ; l'assassin lui porta un second coup sur la

tête; le duc tomba; un troisième coup lui fit jaillir la cervelle. Un jeune page essaya de défendre son maître, et fut aussitôt renversé près de lui d'un coup mortel. Les meurtriers traînèrent le corps du duc d'Orléans auprès d'une borne, et l'un d'eux, la tête couverte d'un chaperon rouge qui lui descendait sur les yeux, après avoir allumé une torche de paille à une lanterne, s'assura que la victime avait cessé de vivre; il lui donna un dernier coup de massue, et s'enfuit en toute hâte avec ses complices. Les habitants des maisons voisines étaient accourus aux cris du page expirant; mais des chausse-trapes, qui avaient été préparées d'avance, retardèrent leur course; lorsqu'ils arrivèrent sur le théâtre du crime, la place était déserte; ils n'y trouvèrent que le malheureux prince, étendu sur le pavé, mort et mutilé; ils s'empressèrent de le transporter à l'hôtel de Rieux, vis-à-vis duquel cette scène de meurtre s'était passée.

Le roi aimait tendrement son frère le duc d'Orléans; la nouvelle d'une mort si déplorable et si imprévue l'affligea tellement, qu'on craignit qu'il ne retombât dans ses accès, qui l'avaient abandonné pour le moment. Beaucoup de seigneurs s'empressèrent de former une garde autour de lui; la reine Isabelle, épouvantée, se fit aussitôt transporter à l'hôtel Saint-Paul. Les princes se

rassemblèrent à l'hôtel d'Anjou chez le roi de Sicile. Le sire de Tignonville, prévôt de Paris, reçut ordre de faire fermer les portes de la ville, de réprimer toute tentative de désordre et de se livrer à la recherche des coupables.

Le corps du duc d'Orléans fut porté à l'église des Blancs-Manteaux, où toute la famille royale vint lui rendre les derniers devoirs. Le duc de Bourgogne vint avec les autres princes visiter le cadavre ; il avait la contenance d'un homme profondément affligé, et déplorait vivement un si triste événement. Il n'hésita même pas à porter un des coins du drap mortuaire, lorsque, le vendredi suivant, le corps fut conduit en grande et triste pompe dans la chapelle des Célestins, que le duc d'Orléans avait fait bâtir et qui devait lui servir de sépulture.

On s'occupa ensuite de découvrir les auteurs du crime. Les premiers soupçons se portèrent sur le sire de Canny, dont le duc d'Orléans avait autrefois enlevé la femme. Son innocence ayant été bientôt reconnue, le sire de Tignonville, qui avait recueilli quelques indices, demanda aux princes réunis en conseil l'autorisation de visiter tous les hôtels du roi et des princes. Le roi de Sicile, les ducs de Berry et de Bourbon firent aussitôt droit à sa demande ; mais il n'en fut pas de même du duc de Bourgogne : il pâlit, se trou-

bla, et, voyant que tout allait se découvrir, il avoua aux princes présents que c'était lui qui, séduit par l'esprit malin, avait fait commettre cette méchante action par Raoul d'Octonville, ancien général des finances, destitué par le duc d'Orléans. Après cet aveu, le duc sortit en grand désordre et laissant le conseil consterné.

Le lendemain, Jean, ayant repris toute son audace, se présenta à un nouveau conseil rassemblée à l'hôtel de Nesle. L'entrée de la salle lui fut refusée, et le comte de Saint-Pol, qui l'accompagnait, reçut l'ordre de l'arrêter. Furieux de l'affront qu'il venait de recevoir, Jean sans Peur retourna sur-le-champ à son hôtel d'Artois, s'élança sur son cheval, et, suivi d'Octonville et de ses complices, il franchit les barrières. Après une course de trente-cinq heures, il arriva dans ses États du Nord. Il avait été vivement poursuivi par l'amiral de Bribant et environ cent vingt chevaliers de la maison d'Orléans, qui l'eussent infailliblement atteint s'il n'eût arrêté leur course en rompant le pont de Saint-Maxence. Arrivé à Bapaume à une heure après midi, il ordonna que dorénavant on sonnât chaque jour les cloches à pareille heure, ce que les gens du pays appelaient *l'angelus du duc de Bourgogne*. Il assigna pour lieu de refuge à Octonville et à ses compagnons le château de Lens, défendu par une

forte garnison; il ne s'arrêta que quelques instants à Bapaume, et se dirigea sur Lille. Là, dans un conseil des principaux seigneurs de sa cour, il exposa comment il avait fait tuer le duc d'Orléans, tâchant d'excuser cet horrible meurtre par des motifs tirés des intérêts du royaume. Les seigneurs de Flandre et de Bourgogne approuvèrent sa conduite et promirent de l'aider contre tous; leur vanité était satisfaite de voir leur duc dominer le gouvernement de France.

Il serait difficile de peindre l'agitation de la capitale à la suite de tous ces événements. L'horrible assassinat dont le duc d'Orléans avait été victime semblait lui ramener les esprits, et chacun rappelait ses brillantes qualités. Il était, en effet, le plus beau et le plus adroit chevalier du royaume; il avait de la grâce dans les manières, une grande facilité d'élocution, et aimait la poésie, qu'il cultivait lui-même avec succès. Il protégeait les lettres, et honora de son amitié la célèbre Christine de Pisan, venue d'Italie pour écrire l'histoire du roi Charles V. Les agréments de son éloquence naturelle, que faisaient encore ressortir le charme et l'expression de ses traits, en avaient fait l'idole de la cour. D'ailleurs, au milieu de tous ses écarts, il avait conservé une foi vive, et s'était toujours montré le zélé défenseur de la religion.

Pourtant cette triste mort du premier prince

du sang fut bientôt oubliée, et l'indignation de la noblesse fut comprimée par la peur. La seule Valentine, qui aimait tendrement son époux malgré ses torts envers elle, quitta sa retraite de Château-Thierry, et vint à Paris avec ses enfants pour demander vengeance. Elle se jeta aux pieds du roi ; le faible Charles VI, ému par ses larmes, lui promit justice ; mais l'ascendant d'Isabeau de Bavière assura l'impunité du crime : elle eut même le crédit de faire éloigner Valentine. Cette princesse, retirée à Blois, ne cessa pendant quatorze mois de faire entendre ses réclamations. L'inutilité de ses démarches et le deuil inconsolable qu'elle nourrissait au fond de son cœur la conduisirent au tombeau. Elle mourut à la fin de 1408, en exhortant ses enfants à soutenir la gloire de leur maison, et surtout à poursuivre la vengeance du meurtre de leur père. Le noble caractère et les vertus touchantes qu'elle fit paraître au milieu d'une cour corrompue ont recommandé sa mémoire à la postérité.

Le duc Jean, après avoir obtenu des états de Flandre et de Bourgogne un prompt secours d'hommes et d'argent, se disposa à rentrer en France. Le conseil du roi, voyant que le gouvernement n'était pas assez fort pour soutenir la lutte, essaya d'entrer en arrangements en faisant proposer au duc de venir exposer ses motifs et sa

justification, et de livrer les assassins qui s'étaient réfugiés dans ses domaines; quant à lui, on lui promettait la paix et l'oubli du passé. Jean se rendit à Amiens avec environ trois mille hommes d'armes. Quand il fut en présence du duc de Berry et du roi de Sicile, qui avaient accepté la mission de traiter avec lui, il persista à soutenir qu'il avait agi pour le bien du royaume en faisant tuer le duc d'Orléans, et déclara que jamais il ne livrerait les assassins. Enfin, après dix jours de conférences, des lettres d'abolition furent accordées.

Jean marcha immédiatement sur Paris avec son armée, malgré les défenses du roi, et y fit son entrée au milieu de la foule, qui l'accueillit par de vives acclamations; il se présenta ensuite devant le conseil (8 mars 1408). Maître Jean Petit, docteur en théologie de l'université de Paris et son conseiller, qu'il avait amené avec lui, fut chargé de justifier son attentat. Le docteur, dans un discours chef-d'œuvre de la dialectique d'alors, s'efforça de prouver que le duc avait fait une action louable, utile à la France, en faisant périr un tyran, et que le roi devait le récompenser. Après cette audacieuse défense, Charles VI, à qui ses facultés affaiblies ne permettaient aucune fermeté, même dans l'intervalle de ses accès, signa des lettres de grâce; il reçut même le duc avec bien-

veillance, en lui disant de se tenir en garde contre les représailles. Dès lors le Bourguignon se trouva maître de toute l'autorité dans le gouvernement.

La reine, effrayée de la puissance que venait de s'attribuer le duc, se rendit secrètement à Melun, avec ses enfants, et même le Dauphin ; elle y fut bientôt rejointe par le roi de Sicile, le duc de Berry, le duc de Bretagne et le sire de Montaigu. Cette désertion causa de l'inquiétude au duc de Bourgogne, qui fit tous ses efforts pour rappeler la reine à Paris, sans pouvoir y réussir. L'autorité du duc était absolue dans tout le royaume, lorsqu'une affaire importante le força de retourner dans ses États. Il s'agissait de voler au secours de l'évêque de Liège, Jean de Bavière, beau-frère du duc, menacé par ses sujets révoltés. En dépit des efforts du duc de Hainault, les Liégeois assiégeaient Maëstricht, où l'évêque s'était réfugié, et cette place semblait devoir bientôt renoncer à se défendre. Le duc Jean rassembla une armée composée de presque toute la noblesse des Pays-Bas, de l'Artois et des deux Bourgognes, à laquelle il ajouta un corps d'Écossais sous les ordres du comte de Mar. Comme ses forces étaient inférieures à celles des révoltés, il voulut, avant d'en venir aux mains, employer la voie des négociations ; mais ses propositions pacifiques furent orgueilleusement rejetées. Il se

décida alors à marcher aux ennemis. Ceux-ci, réunis au nombre de plus de quarante mille sous les ordres du sire de Perweis, leur mainbourg ou principal magistrat, avaient pris position en un lieu dit le champ de Husbain : ils s'étaient formés en carré, le dos et les flancs couverts par leurs bagages et charrettes ; on voyait flotter au milieu de leurs rangs les bannières des divers métiers de la ville de Liége. Le duc de Bourgogne, après avoir rempli ses devoirs religieux, exhorta ses hommes d'armes à marcher sans crainte contre cette populace amentée, contre cette foule de rebelles, dont la multitude ne devait nullement les effrayer, car c'étaient gens peu habiles à la guerre, et bons tout au plus à travailler dans leurs manufactures. Il se précipita ensuite de front contre les Liégeois, tandis qu'un corps de quatre cents hommes d'armes et de mille hommes de pied tournait leur position et les attaquait de flanc. Tout céda à l'impétuosité des Bourguignons ; ils combattirent si vaillamment, qu'après une mêlée d'une heure et demie la victoire leur était acquise. Vingt-quatre mille ennemis restèrent sur le champ de bataille ; le duc se distingua dans cette journée par son courage, et justifia son surnom de *sans Peur*. Monté sur un coursier rapide, il courait de rang en rang pour encourager tout son monde, et payait de sa personne. Les

Liégeois, prenant sa bannière pour point de mire, dirigèrent tous leurs efforts de son côté. Pendant plus d'une demi-heure il fut exposé à une grêle de traits et de dards dont plusieurs l'atteignirent sans le blesser. Après sa victoire, il ramena dans Liège l'évêque triomphant. Les habitants de cette malheureuse ville payèrent chèrement leur révolte et leur obstination ; plusieurs eurent la tête tranchée par le bourreau ; d'autres, liés deux à deux, furent précipités dans la Meuse.

Cependant les princes et la noblesse, mettant à profit l'absence du duc de Bourgogne, avaient repris courage contre le parti des halles et des métiers, qui lui était favorable. La reine quitta Melun et rentra dans Paris avec un appareil militaire formidable. Son cortège se composait de trois mille hommes d'armes que lui avait fournis le duc de Bretagne. Elle était accompagnée du Dauphin, qui pour la première fois montait à cheval. Le roi étant plus malade que jamais, le conseil royal décida, le 5 septembre, qu'Isabeau présiderait le conseil, et aurait, avec le Dauphin, le gouvernement du royaume. A peine maîtresse du pouvoir, elle ordonna une enquête sur le meurtre du duc d'Orléans. Une sentence allait être portée contre Jean le Bourguignon, lorsque la nouvelle de sa victoire sur les Liégeois remplit tous ses rivaux de terreur. Ce n'était pas sans

raison qu'ils s'alarmaient : Jean, plus fier et plus redoutable que jamais, s'avancait à grandes journées avec son armée victorieuse, et l'espoir de son prochain retour avait relevé l'audace du peuple et des bourgeois de Paris. La reine et les princes s'enfuirent de cette ville, emmenant avec eux à Tours le roi, dont la signature pouvait leur être utile. Jean fit son entrée dans la capitale le 28 novembre 1408, au milieu des acclamations du peuple. Voyant cependant que ses adversaires avaient sur lui l'avantage de posséder la personne du roi, il résolut de recourir aux négociations. Son beau-frère, le comte de Hollande et de Hainault, seigneur estimé par ses lumières et sa probité, offrit sa médiation. On ouvrit des conférences à Chartres, où se rendirent le roi, la reine, tous les princes et les enfants du duc d'Orléans. La vénérable cathédrale de cette ville fut le lieu choisi pour cette scène mémorable, qui ne fut de part et d'autre qu'un solennel parjure. Lorsque le duc de Bourgogne s'avança sur l'échafaud dressé pour recevoir le roi, il s'agenouilla et demanda pardon pour le fait commis en la personne du duc d'Orléans. Charles déclara qu'il n'en avait aucune déplaisance. Le pardon royal obtenu, il sollicita celui des enfants d'Orléans ; les jeunes princes tout en pleurs cédèrent aux instances du roi, et répétèrent les paroles qu'on leur dicta,

affirmant qu'ils ne gardaient aucune malveillance contre leur cousin. Cette réconciliation, jurée sur la croix et les saints Évangiles, répandit beaucoup de joie parmi le peuple; mais les gens sensés ne la crurent point sérieuse, et le scandale d'un pardon si facilement accordé pour un si grand crime jeta l'épouvante dans les esprits (1409).

Le traité de Chartres donna tout pouvoir au duc de Bourgogne, qui, ne s'intéressant au gouvernement de la France que par ambition, ne songea bientôt qu'à ses vengeances particulières. Il destitua, dépouilla et persécuta les amis de la maison d'Orléans. Montaigu, un des plus habiles ministres de Charles V, qui depuis vingt ans gouvernait les finances de la France, et qui avait préparé et arrangé la scène de la cathédrale de Chartres, fut arrêté par le prévôt Desessarts, examiné par des commissaires du parlement et mis à mort comme dilapidateur des finances. Jean, maître absolu du pouvoir, borna sa politique à s'assurer la faveur des Parisiens; il leur rendit leurs privilèges, leurs milices, leurs magistratures, et devint l'idole de cette population turbulente. Dès lors il gouverna sans partage. Il acquit encore une alliance utile en mariant une de ses filles avec le fils aîné de Louis II d'Anjou, roi de Sicile.

Le duc de Berry et les princes d'Orléans, mé-

contents de ce qui se passait, s'étaient éloignés de Paris et du gouvernement. Il se forma entre eux une ligue où entrèrent les ducs de Bourbon et de Bretagne et le comte d'Armagnac. Ce dernier, Bernard VII, le plus puissant seigneur des Pyrénées, était un prince rempli de courage et d'habileté, qui venait de marier sa fille avec le nouveau duc d'Orléans, fils du duc assassiné (1410). Il devint bientôt le chef réel du parti d'Orléans, qui prit son nom, et auquel il prêta avec ses talents l'appui de ses méridionaux. Plusieurs autres princes, tels que le comte de Clermont, le comte d'Alençon et le connétable d'Albret, adhérèrent au traité conclu contre le duc de Bourgogne; celui-ci, impuissant à repousser de si nombreux adversaires, appela à son aide les Lorrains, des Brabançons et des Allemands. Tous ces soldats sans frein, marquant partout leur passage par l'incendie, le meurtre et la dévastation, vivaient aux dépens du peuple. Les environs de Paris eurent beaucoup à souffrir des excès commis par les troupes des deux partis. Les Gascons, surtout, pillaient les campagnes avec une férocité sans exemple : ils rendirent le nom d'Armagnac odieux. Ils avaient pour signe de ralliement une croix blanche à angles droits, et pour enseigne un bâton noueux; les Bourguignons se reconnaissaient à la croix rouge, oblique, appelée de Saint-André,

qu'ils portaient sur l'épaule, et au rabot qui leur servait d'enseigne.

Cependant le duc de Bourgogne, manquant d'argent malgré les lourdes taxes qu'il avait imposées aux Parisiens, fut obligé de traiter. La paix fut conclue à Bicêtre. Il fut convenu que tous les princes retourneraient dans leurs États avec leurs troupes, et que le gouvernement serait confié à un conseil de prud'hommes qui ne seraient attachés ni à l'un ni à l'autre des deux partis. Mais rien ne pouvait mettre d'accord deux maisons séparées par un meurtre, l'ambition et la vengeance. Jean sans Peur était à peine retiré dans ses domaines, qu'il apprit que les ducs d'Orléans recommençaient leurs armements. Bientôt même il en reçut des lettres de défi, qui lui demandaient réparation du meurtre commis sur la personne de leur père. Jean répondit à cette bravade par un pareil défi, obtint de l'argent de ses États, et se prépara à la guerre. Cette fois, le bon droit semblait être de son côté. Les Armagnacs avaient rompu la paix garantie par le roi, et il venait au secours de la couronne. Paris embrassa sa cause avec ardeur. Le gouverneur de cette ville, le comte de Saint-Pol, son partisan dévoué, lui chercha des alliances dans ce que la population avait de plus grossier et de plus redoutable. Les bouchers formaient alors une corpo-

ration puissante ; un petit nombre de familles enrichies par le monopole dont elles jouissaient, composaient une sorte d'aristocratie, et avaient à leur suite de nombreux valets, toujours armés de couteaux et dévoués à leurs ordres. Le comte de Saint-Pol chargea les trois fils du boucher Legoix de former parmi les leurs une compagnie de cinq cents hommes, et leur donna des armes. Ils s'associèrent au nommé Simon Caboche, écorcheur de bêtes, remarquable par sa cruelle grossièreté, et au chirurgien Jean de Troyes, qui se fit l'orateur du parti. Cette populace armée entra dans la querelle des princes avec ses passions brutales et féroces. Bientôt maîtres de Paris, elle immola sans merci tous les Armagnacs qui lui tombèrent sous la main, ou tous ceux qu'elle avait intérêt à traiter comme tels ; elle imposa même ses volontés au conseil royal. Une ordonnance déclara traîtres et rebelles les ducs d'Orléans, dont l'armée exerçait dans l'Artois et la Picardie toutes sortes de cruautés, et appela le duc Jean à la défense du roi. Celui-ci entra aussitôt en France avec toute sa noblesse, cinquante mille Flamands bien armés et un corps auxiliaire qu'il n'avait pas eu honte de demander à l'Angleterre en s'alliant avec elle. Les Armagnacs, dont l'armée, composée presque entièrement de noblesse, ne comptait pas moins de trente mille chevaux,

s'avancèrent jusqu'au près de Paris, et les environs de cette malheureuse ville devinrent le théâtre des plus cruelles atrocités. Le duc Jean marcha au secours des Parisiens, et son entrée dans la ville excita des transports de joie parmi le peuple. Une ordonnance du roi remit entre ses mains tout le gouvernement; puis, aidé des Anglais, il se jeta à la poursuite des Armagnacs; il leur reprit Saint-Cloud, dont ils s'étaient emparés, et dont la garnison fut tout entière massacrée; cet échec fit reculer le duc d'Orléans vers la Loire.

Jean, abusant de sa victoire, confisqua les apanages des princes, destitua le connétable et les maréchaux, et envoya au supplice la plupart des gentilshommes qui étaient tombés entre ses mains. A son exemple, les Parisiens coururent sus aux Armagnacs comme sur des bêtes féroces. On jeta leurs cadavres aux chiens, on supplicia les prisonniers, on tortura les suspects. Dans cette extrémité, le parti d'Orléans rechercha à son tour l'alliance de l'Angleterre (1413). Les princes firent un traité par lequel ils s'engagèrent d'abandonner l'Aquitaine aux Anglais, moyennant un secours de six mille hommes. Dès que Charles VI en fut instruit, il fut saisi d'une grande douleur et versa des larmes. Pressé par le roi de Sicile, le Dauphin et le duc de Bourgogne, il résolut de marcher lui-même contre des princes qui li-



éteintes. La paix, ainsi conclue sur les bases du traité de Chartres, fut signée à Auxerre vers la fin de 1412.

Cette nouvelle réconciliation ne fit pas cesser l'anarchie. Le duc de Bourgogne resta maître du pouvoir, et ne montra guère d'empressement à exécuter le traité d'Auxerre : les restitutions promises ne s'effectuaient point; les finances étaient ruinées; toutes les parties de l'administration en souffrance. Également rançonné par les princes des deux partis, le peuple de Paris ne pouvait plus compter que sur lui-même. Le duc de Bourgogne, annonçant la prétention de réformer l'État, convoqua les états généraux (janvier 1413). L'hiver, les chemins infestés de gens d'armes et de voleurs ne permirent qu'à un petit nombre de députés de se réunir. Ces nouveaux états ne surent que dire ou que faire. Ils furent congédiés après avoir déplu à tout le monde; la force et la violence continuaient à régner seules. Paris prit alors la parole par la voix de l'université : maître Eustache de Pavilly adressa au Dauphin de longues remontrances où tous les maux du pays étaient exposés, tous les abus signalés, et par lesquelles on demandait nominativement la punition de tous les fonctionnaires qui s'étaient rendus coupables d'exactions et de malversations ; on signalait en même temps tous les désordres de la

cour, tous les vices de l'administration des finances et de la justice.

Jean sans Peur vit avec plaisir la remontrance des universitaires, et résolut de s'appuyer sur la commune de Paris. Il crut consolider sa puissance en lâchant la bride à toutes les passions populaires. Par son ordre, tous les fonctionnaires nommés par le conseil royal furent suspendus. Le prévôt Desessarts, atteint le premier par cette mesure, pour s'être laissé gagner par le parti d'Orléans, s'empara de la bastille Saint-Antoine, en vertu des ordres du Dauphin (28 avril 1413). Ce fut alors que le duc de Bourgogne, effrayé, put apercevoir qu'il avait rencontré des maîtres dans ceux qu'il avait choisis pour lui servir d'instruments. A la nouvelle du coup de main de Desessarts, les bouchers, renforcés de la faction sanguinaire des écorcheurs, appelés *Cabochiens*, du nom de leur chef, se portèrent sur la Bastille et forcèrent le prévôt à se rendre. Ces furieux envahirent ensuite l'hôtel du Dauphin. Depuis que le jeune prince avait choisi ses amis et ses conseillers dans le parti orléanais, on lui reprochait de ne s'occuper que de plaisirs et de futilités, et de s'adonner au libertinage. Vainement se montra-t-il à une fenêtre pour essayer de calmer cette multitude irritée, en lui parlant avec douceur. Il s'entendit

reprocher tout haut ses désordres par le chirurgien Jean de Troyes. Après l'avoir couvert d'outrages, on se rua sur ses serviteurs, on en tua plusieurs et on traîna les autres au Châtelet. Bientôt on chassa de la ville les favoris et les gens de cour; on donna tous les offices aux hommes de la plus basse condition. Simon Caboche fut nommé commandant de Saint-Cloud et de Charenton; Jean de Troyes devint gouverneur du palais, et son fils gouverneur de la Bastille. On adopta le chaperon blanc des Gantois comme enseigne du parti, et on força le roi et le Dauphin de s'en couvrir. Les Cabochiens, maîtres de Paris par la terreur, parvinrent à faire périr tous ceux qui leur portaient ombrage. Le sire Jacques de la Rivière, l'un des chevaliers les plus accomplis de France, eut la tête tranchée. Pierre Desesarts, naguère l'idole de cette multitude inconstante et furieuse, fut déclaré traître au roi et mis à mort. Simon Caboche, peu content de l'autorité acquise par le carnage, voulut être législateur. Il fit sanctionner par les états et l'université, qu'il dominait, une ordonnance qui est restée dans nos monuments historiques sous le nom d'*ordonnance cabochienne*. Ce code tout nouveau, qui régularisait toutes les branches du gouvernement, est une des conceptions les moins déraisonnables de cette déplorable époque.

Tant d'excès soulevèrent enfin l'indignation de tout ce qui restait d'honnêtes bourgeois dans Paris. Fatigués de la domination brutale et cupide des bouchers, ils demandaient à grands cris le retour de l'ordre. Le Dauphin, tenu captif dans son hôtel, appela les princes d'Orléans à sa délivrance. Les Armagnacs reprirent les armes, et proposèrent un arrangement aux Bourguignons. Ces propositions firent naître la division entre la bourgeoisie et les Cabochiens. Dans une grande assemblée tenue à l'hôtel de ville, neuf quartiers sur douze opinèrent pour la paix, malgré l'opposition furibonde de Caboches et de Jean de Troyes, que soutenait secrètement le duc de Bourgogne. La paix fut préparée par les princes et publiée à son de trompe, aux acclamations universelles du peuple. Le duc de Bourgogne fut obligé de mêler à cette joie les témoignages d'une satisfaction hypocrite. Les Cabochiens furent à leur tour poursuivis et chassés par la bourgeoisie; quelques-uns furent pendus. Les prisonniers furent délivrés. Le duc de Bourgogne, épouvanté de cette réaction, quitta la ville et s'enfuit en Flandre, déchu de toute puissance et de toute considération. La révolution fut complète. Les princes d'Orléans revinrent en grande pompe à Paris. Charles VI déclara que tout ce qu'il avait ordonné contre eux lui avait été arraché par la

force. Les offices furent retirés aux Cabochiens, et donnés à des gens connus par leur haine contre le menu peuple.

Mais, par suite d'une nouvelle réaction, le Dauphin se lassa bientôt de la domination des Armagnacs, qui traitaient Paris comme une ville prise d'assaut. Il écrivit secrètement au duc de Bourgogne pour le presser de revenir. Celui-ci arriva avec une armée et se présenta devant la capitale, comptant sur le soulèvement des habitants en sa faveur. Mais le comte d'Armagnac les maintint avec tant de rigueur, que le duc, voyant qu'aucune démonstration n'éclatait dans l'intérêt de son parti, fut forcé de reprendre honteusement la route de Flandre (1414). Le lendemain de son départ, une ordonnance du roi le déclara traître, rebelle, coupable du cruel homicide commis sur le duc d'Orléans, et comme tel déchu de tous ses biens. En acceptant la solidarité des actes des Cabochiens, Jean ne s'était pas seulement rendu odieux à la bourgeoisie, il avait encore provoqué les censures du clergé et des théologiens. Pendant la domination des bouchers, le chancelier de l'université, Jean Gerson, cet homme si supérieur à son siècle, ce défenseur éclairé de la justice et de la vérité, avait osé s'élever contre les excès de l'ignoble faction qui asservissait Paris. Il prononça avec le même courage, au

nom du clergé et de l'université, l'oraison funèbre de la victime des assassins payés par le duc de Bourgogne, et condamna publiquement Jean Petit et ses maximes régicides. Cette conduite honorable faillit plus tard lui coûter la vie, et lui valut de voir sa maison au pillage \*.

\* Jean Gerson, cette grande figure du xv<sup>e</sup> siècle, était né au village de Gerson, dans le diocèse de Reims, d'une famille pauvre et nombreuse : il avait quatre frères et six sœurs. Ses parents lui firent apprendre un peu de latin et de théologie, et l'envoyèrent, à quatorze ans, au collège de Navarre, qui était la plus célèbre école de Paris. Au sortir du collège, Gerson fut bientôt comblé d'honneurs. Devenu chancelier de l'université, il fut appelé par l'évêque de Paris au canonat de Notre-Dame, et peu après à la cure de Saint-Jean-en-Grève. Pendant que son esprit était ainsi tiraillé par les exigences de ses trois places, la guerre civile commença. Le duc de Bourgogne s'étant déclaré l'ennemi de tous les abus, Gerson fut forcé d'accepter de ce prince la place de doyen de Bruges, place éminente, mais incompatible avec ses autres fonctions. Il assista tour à tour aux conciles de Pise et de Constance, où il se montra un des plus rudes adversaires de Jean Huss. Gerson rentra en France en revenant de Pise, et fut forcé par les Cabochiens, alors tout-puissants, de coopérer à la fameuse ordonnance de 1413. C'est donc à lui qu'on doit ce grand monument de réforme administrative, qui était trop au-dessus des mœurs de l'époque, et qui resta comme un modèle pour l'avenir; après quoi il fut envoyé comme ambassadeur au concile de Constance. Le duc de Bourgogne, contre lequel il s'était élevé, triomphant en France, il quitta Constance pour passer en Bavière et de là en Autriche, où il séjourna longtemps. Plus tard il voulut cependant se rapprocher de la France, et il se retira dans la ville de Lyon. C'est là qu'il composa ses œuvres mystiques; c'est là aussi qu'il a pu composer le livre qu'on a attribué à différents auteurs, entre autres à Gerson et à Thomas à Kempis. Nous voulons parler de *l'Imitation de Jésus-Christ*, de ce livre digne d'être considéré comme le premier de tous, si l'on excepte l'Évangile, dont il n'est

Le duc de Bourgogne était si généralement déconsidéré dans l'opinion publique, qu'on le chansonna dans les rues. Bientôt le roi, qui éprouvait quelque amélioration dans sa santé, résolut de marcher contre lui avec une armée formidable. Il ceignit l'écharpe des Armagnacs, alla prendre l'oriflamme à Saint-Denis, et vint mettre le siège devant Compiègne et Noyon, qui lui ouvrirent leurs portes. Soissons, défendue par le plus dévoué partisan du duc de Bourgogne, Enguerrand de Bournonville, ayant voulu opposer de la résistance, fut prise d'assaut et livrée au massacre et au pillage; les églises mêmes furent ravagées, et les saintes reliques profanées. Les Gascons du comte d'Armagnac se signalèrent par leur animosité contre les gens du Nord. Le duc, réduit au désespoir, se renferma dans Arras avec une garnison nombreuse; l'armée royale vint l'y assiéger, mais le duc de Brabant et les états de Flandre intervinrent; ils se concilièrent l'appui du Dauphin, et parvinrent à apaiser le roi et les princes; il s'ensuivit un traité qui ne termina rien. Jean sans Peur garda toute sa puissance comme prince indépendant; mais il s'engagea à ne jamais revenir auprès du roi ou du Dau-

que le commentaire. Au sujet de ce livre saint François de Sales tranchait la question en disant que son auteur ne pouvait être que le Saint-Esprit.

phin sans leur mandement exprès, et à rompre toute alliance avec les Anglais. L'armée royale, en se retirant, s'abandonna au plus grand désordre, et incendia, par forme de passe-temps, le camp qu'elle abandonnait. De retour à Paris, le Dauphin resta seul maître du gouvernement : il éloigna tous les princes du sang, même ceux de la famille d'Orléans, afin de se livrer sans contrainte à ses goûts de dissipation.

## CHAPITRE IV

Entrée des Anglais en France. — Bataille d'Azincourt. — Tyrannie du comte d'Armagnac. — Exil de la reine. — Le duc de Bourgogne la délivre. — Perrinet Leclerc. — Massacre des Armagnacs. — Rentrée du duc et de la reine à Paris. — Prise de Rouen et de Pontoise par les Anglais. — Assassinat de Jean sans Peur.

Cependant Henri V, second roi anglais de la Rose rouge, jeune, habile et ambitieux, résolut d'attaquer la France, affaiblie par ses divisions intestines. Tous ses sujets, d'ailleurs, le poussaient à cette invasion. L'Église d'Angleterre voyait avec plaisir s'offrir l'occasion de châtier un pays qui reconnaissait un autre pape qu'elle; les novateurs trouvaient une issue ouverte au besoin d'action qui les tourmentait, et le roi, heureux de détourner cette ardeur dangereuse de ses sujets pour les réformes, se flattait de l'espoir de recouvrer les conquêtes d'Édouard III. Les trêves

venaient d'expirer. Toutefois, avant de mettre ses projets à exécution, Henri fit proposer au gouvernement français de conclure une paix définitive sur les bases du traité de Bretigny, en y ajoutant la concession de la Normandie, du Maine et de l'Anjou, son mariage avec Catherine, fille de Charles VI, moyennant une dot énorme et le complément de la rançon du roi Jean. Ces prétentions exorbitantes équivalaient à une déclaration de guerre. Après quelques pourparlers, tout espoir de paix s'évanouit, et Henri V se prépara à porter la guerre sur le territoire français. Le 14 août 1415, il débarqua à l'embouchure de la Seine avec la plus forte armée qui fût jamais passée d'Angleterre sur le continent, puisqu'elle ne comptait pas moins de six mille hommes d'armes et de vingt mille archers. Il vint mettre le siège devant Harfleur, qui se défendit vaillamment. Les Anglais restèrent cinq semaines sur cette plage humide, où la dysenterie ravagea leurs rangs; mais la noblesse renfermée dans les murs d'Harfleur avait promis de se rendre si elle n'était pas secourue dans un temps donné; ce secours lui ayant manqué, force lui fut de tenir la parole qu'elle avait engagée. Les ravages de l'épidémie réduisirent bientôt l'armée anglaise à dix mille hommes, et rabaisèrent singulièrement les prétentions de Henri. Mais il savait quelles

passions se déchaîneraient contre lui s'il rentrait dans son royaume sans avoir rien fait ou rien tenté de hardi, et il se décida à retourner en Angleterre par Calais, en traversant la Normandie et la Picardie.

La France, pendant ce temps, offrait un déplorable spectacle. Le Dauphin et le duc de Berry, incapables de prendre un parti d'eux-mêmes, avaient envoyé demander à Jean sans Peur ce qu'il se proposait de faire en sa qualité de souverain de la Flandre. Le duc était l'allié des Anglais, et il les avait lui-même appelés en France autrefois. Sa position, dans ce moment, était d'ailleurs bien difficile. Il était occupé à se faire justifier au concile de Constance du meurtre du duc d'Orléans, et il craignait d'un autre côté que le fils de sa victime ne triomphât des Anglais avec les soldats qu'il aurait envoyés au secours de la France. Il défendit donc aux siens de marcher contre l'armée de Henri V. Il ne put toutefois arrêter ses frères, le duc de Brabant et le comte de Nevers, et il fallut faire violence à son fils pour l'empêcher de se joindre à ses oncles. La noblesse française montra en cette occasion un dévouement et un empressement extraordinaires. Cinquante mille cavaliers accoururent de toutes parts se ranger autour du roi, qui se trouvait alors à Rouen. Le duc d'Orléans vint le premier, les

ducs d'Anjou, d'Alençon et de Bourbon ensuite. La bourgeoisie de Paris offrit un corps de six mille hommes bien armés; mais, par une aveugle présomption, on refusa de les admettre dans l'armée royale.

Aussitôt que Henri V eut pris sa marche le long de la mer, le quartier général des Français se porta sur Abbeville. Le roi voulut suivre l'armée avec son fils; mais le duc de Berry s'y opposa, disant, en se souvenant de Poitiers, qu'il valait mieux perdre la bataille que de perdre le roi et la bataille. Tous les ponts sur la Somme avaient été coupés. Henri, côtoyant la rivière pour trouver un passage, se vit bientôt cerné de tous côtés par les milices de la Normandie, de la Picardie, de l'Artois et de la Champagne; dans cette position critique, il envoya offrir de rendre Harfleur et de renouveler la trêve, si l'on voulait le laisser effectuer librement sa retraite sur Calais. On repoussa ces propositions. Henri parvint enfin à passer la rivière à un gué que le hasard lui fit découvrir; mais il ne tarda pas à rencontrer le connétable d'Albret, qui, par une manœuvre habile, était venu, avec les différents corps de l'armée, se loger au village d'Azincourt pour arrêter sa marche. En apercevant les épaisses colonnes françaises se déployer dans la plaine qu'il devait traverser, Henri vit bien qu'il ne pourrait se

tirer de ce mauvais pas sans combattre; il déclara donc à ses généraux qu'il fallait passer sur le ventre des ennemis s'ils voulaient arriver à Calais. Au lieu de se maintenir dans la plaine, beaucoup plus favorable aux grands déploiements, la noblesse française se plaça sur un terrain marécageux et resserré entre deux bois; une autre faute encore plus grande fut de se former en trois corps de bataille, séparés l'un de l'autre de plus d'un quart de lieue. Ces trois corps, trop éloignés, ne pouvaient se prêter un mutuel appui. Les dispositions morales des Français étaient encore plus déplorables que leur ordre de bataille. Douze princes du sang, tous jeunes, orgueilleux et divisés d'opinions, auraient eu besoin, pour se tenir dans la ligne du devoir, d'être dominés par la volonté forte d'un général en chef doué d'un grand caractère; mais le connétable d'Albret, dépourvu de toute capacité militaire, ne leur inspirait aucune estime. Aussi cette nombreuse armée n'était-elle qu'une cohue bruyante où personne ne savait ni commander ni obéir. L'ordre et le sang-froid étaient du côté des Anglais.

On passa sur pied la nuit du 24 au 25 octobre. Dès la pointe du jour, Henri V entendit la messe, et ordonna à ses soldats de faire leur paix avec Dieu par la confession, en leur disant « qu'il

avait grande espérance de gagner la bataille, parce que les Français étaient tout pleins de péchés et ne craignaient point le Créateur. » Les Anglais se prosternèrent à genoux pour recevoir la bénédiction de l'évêque de Bath. Après cette cérémonie, Henri s'avança en bon ordre, au son des clairons et des trompettes ; il attaqua avec une furie inexprimable le corps du connétable, qu'il surprit dans ses bivouacs, les feux encore allumés. Les chevaliers français, couverts de cottes de mailles, montés sur de lourds chevaux, enfonçant jusqu'aux sangles dans une terre imbibée d'eau, ne purent résister aux archers ennemis, la meilleure troupe du siècle, qui les criblèrent de leurs flèches. Dès le premier choc, la moitié de ces nobles hommes d'armes furent tués ou mis hors de combat. Le connétable reçut le coup mortel au milieu des siens ; le maréchal de Boucicault, blessé au visage, tomba et resta enseveli sous un monceau de cadavres.

Lorsque le duc d'Alençon vit les derniers rangs du connétable reculer confusément sur sa position, il s'avança fièrement, enseignes déployées, pour réparer ce grand désastre. Henri V, enflammé par son premier succès, poursuivit sa marche. Les deux partis se joignirent avec fureur ; pendant une heure entière ils se poussèrent alternativement comme les vagues de la mer ; mais dans ce

moment difficile, où le moindre incident pouvait décider la victoire, quatre mille stipendiés étrangers depuis longtemps sans solde abandonnèrent lâchement le terrain. Les archers anglais se précipitèrent dans cette ouverture, et tournèrent l'aile droite française. Le duc d'Alençon crut pouvoir remédier à ce malheur par sa bravoure personnelle. A la tête de dix-huit chevaliers de la bannière du seigneur de Croy, il rompit tout ce qui le séparait de Henri V. Il arriva presque seul au lieu où combattait ce prince, lui assena un coup de hache sur la tête, et brisa la couronne qui surmontait son casque; il relevait le bras, et allait donner la mort au monarque anglais, lorsqu'il tomba lui-même frappé de toutes parts par les gardes du corps accourus au secours de leur maître. Le roi n'eut pas le temps de lui faire quartier.

Là mort du duc d'Alençon acheva la défaite du second corps. Le troisième, composé de quinze mille hommes de milice, ne jugea pas à propos de continuer la lutte. Sur l'avis qui leur fut donné par le roi d'Angleterre que tous les nobles de France étaient morts ou prisonniers, ces troupes communales opérèrent un mouvement rétrograde et se rompirent pour prendre différentes directions. La victoire étant désormais décidée, Henri, espérant tirer une bonne rançon de tant de riches

chevaliers, ordonna qu'on épargnât la vie de ceux qui étaient en son pouvoir. A mesure qu'on les lui amenait, il leur faisait ôter leurs casques pour savoir qui ils étaient. Tout à coup des fuyards accoururent lui annoncer qu'un nouveau corps de vingt mille Français prenait l'armée anglaise à revers et pillait ses bagages. Cette nouvelle irrita beaucoup Henri. Dans la conviction qu'il allait avoir un troisième combat à livrer, il ordonna que l'on fit main basse sur quatre mille prisonniers qu'il était fort embarrassé de garder. Douze cents de ces malheureux, tous barons ou chevaliers, avaient déjà été froidement égorgés par les archers gallois, lorsqu'un nouveau message vint annoncer au roi qu'on lui avait donné une fausse alerte. Il fit alors cesser le carnage, et ordonna à ses clercs de parcourir le champ de bataille pour faire le relevé des morts. Outre sept princes du sang : le duc de Brabant, et comte de Nevers, le duc de Bar, son frère le comte de Marle, et Jean son autre frère, le connétable d'Albret et le duc d'Alençon, on trouva plus de six mille barons, chevaliers ou écuyers, l'élite de la noblesse de France. On releva deux mille blessés, au nombre desquels se trouvaient les ducs d'Orléans et de Bourbon, le comte de Richemond et le maréchal de Boucicault, qui furent emmenés prisonniers. Les Anglais perdirent douze cents hommes, avec

le duc d'York et le comte d'Oxford. Henri V, épuisé par sa victoire, se hâta de regagner Calais et de retourner en Angleterre.

Ce désastre répandit la consternation dans toute la France, et rendit l'espérance à Jean sans Peur, dont les ennemis étaient anéantis. Le roi et les princes revinrent à Paris, que menaçait déjà le duc de Bourgogne avec dix mille hommes d'armes; mais le duc de Berry se hâta de fermer les portes de la ville et envoya défense au duc d'en approcher. Le comte d'Armagnac, le seul homme important qui eût survécu à la ruine du parti d'Orléans, se trouvait au fond du Languedoc; il fut mandé, et se hâta d'accourir avec six mille Gascons. A peine arrivé, il reçut l'épée de connétable, se fit nommer capitaine général du royaume et gouverneur des finances. Le duc de Bourgogne s'avança jusqu'à Lagny; mais les mesures prises par les Armagnacs firent échouer ses projets. Ces menaces, qui ne furent suivies d'aucun effet, ses négociations inutiles, l'incertitude qu'il montra pendant deux mois le rendirent ridicule aux yeux des Parisiens, qui lui donnèrent le sobriquet railleur de Jean de Lagny. Il prit enfin le parti de lever son camp et d'emmener son armée, qui, suivant l'usage, avait tout dévasté sur son passage (1416).

Pendant que Jean sans Peur se tenait à La-

goy, son gendre, le duc d'Aquitaine, Dauphin de France, était mort épuisé par ses débauches. Les désordres de sa vie, le peu d'affection qu'il inspirait, rendirent sa perte peu sensible. Jean, duc de Touraine, son deuxième frère, qui lui succéda dans ce titre, ne le porta pas longtemps. Ce jeune prince, qui avait embrassé avec chaleur le parti du Bourguignon, mourut l'année suivante, empoisonné, dit-on, par la faction des Armagnacs.

Le comte d'Armagnac, puissant à son tour, exerçait dans Paris la plus cruelle tyrannie. Secondé par le prévôt de Paris, Tanneguy Duchâtel, et par ses soldats, qui, n'ayant aucune relation de patrie, de langue, de famille, avec la France du Nord, se conduisaient avec une férocité incroyable, il poursuivit de ses rigueurs tous les partisans du duc de Bourgogne; on désarma les bouchers, on abolit leur corporation; les chaînes des rues furent enlevées, et défense fut faite à tous les corps de métiers de se réunir; il n'était pas même permis de se rassembler pour célébrer des noces, si ce n'est en présence des sergents du prévôt. Un despotisme aussi intolérable fit naître une conspiration en faveur du duc de Bourgogne; mais elle fut découverte, et les exécutions recommencèrent avec plus de fureur que jamais.

Le troisième fils du roi, Charles, enfant de

quatorze ans, tout dévoué au parti d'Orléans, et qui venait de prendre le titre de Dauphin, dirigea le premier acte de son autorité contre la reine Isabelle, sa mère, dont la cour insouciant et voluptueuse étalait dans ces temps de misère publique une pompe et un luxe qui révoltaient tout le monde. Nulle guerre, nulle calamité, ne pouvaient troubler les plaisirs ni faire cesser les dépenses et les profusions de cette femme sans pudeur. Le Dauphin fit d'abord enlever tous les trésors qu'Isabelle tenait cachés; puis, comme on devait craindre l'effet de son courroux, elle fut dépouillée de toute autorité et reléguée à Tours, où trois conseillers du roi furent chargés de veiller sur ses moindres actions. Dès lors le connétable domina sans opposition dans la capitale. Le duc de Berry étant mort, et le jeune Dauphin n'ayant autour de lui que des intrigants et des gens de petite naissance, il ne se trouvait plus personne capable d'opposer une digue à cette odieuse tyrannie. Aussi les Parisiens étaient-ils cruellement opprimés par le prévôt Tanneguy Duchâtel, gentilhomme breton et créature du comte d'Armagnac. Altération des monnaies, emprunts forcés, abolition des privilèges, supplices, bannissements, confiscation, tout était employé pour maintenir le triomphe du parti qui dominait dans la capitale.

Tandis que Paris était ainsi maintenu par la terreur, le duc de Bourgogne conçut le projet de faire appel à l'opinion publique; il lança un manifeste dans lequel il se qualifiait de chef du parti national, et déclarait aux Armagnacs une guerre à mort comme à des étrangers et à des traîtres. Aussitôt les villes de Picardie se soulevèrent en sa faveur. Le duc Jean partit alors lui-même d'Arras à la tête d'une armée, et se dirigea sur Paris. Arrivé aux portes de cette ville, il essaya d'y entrer en faisant agir ses partisans du dehors et du dedans; mais la bourgeoisie, craignant la réaction qui suivrait le retour du Bourguignon, des bouchers et de tous les autres bannis, avait juré de tout sacrifier pour défendre le roi et le Dauphin. Il n'y eut pas moyen de l'ébranler. Voyant qu'il n'avait rien à espérer des Parisiens, le duc de Bourgogne saccagea les villages environnants et se retira. Cependant la reine, outrée de l'espèce d'emprisonnement qu'elle subissait à Tours, et oubliant qu'elle avait été autrefois l'ennemie la plus acharnée du duc, s'était secrètement adressée à lui pour le prier de la tirer de sa captivité. Jean sans Peur, sentant tout l'avantage d'un pareil appui, se rendit à Tours, aida Isabelle à tromper la surveillance qui l'environnait, et vint à bout de l'enlever (novembre 1417). Il la conduisit d'abord à Chartres, où elle se dé-

clara régente et se prononça ouvertement contre le gouvernement du Dauphin ; elle abolit les impôts, donna tous les offices aux Bourguignons, cassa le parlement et en créa un autre à Poitiers. Peu de temps après elle quitta Chartres pour aller établir sa résidence à Troyes. Afin de témoigner sa reconnaissance au duc, elle lui céda toute la part d'autorité à laquelle elle pouvait prétendre, et le nomma gouverneur général du royaume. La France, ainsi partagée entre deux gouvernements, dépeuplée par la guerre et livrée au pillage, semblait menacée d'une ruine complète et prochaine.

Une autre calamité venait encore de se joindre à toutes celles qui accablaient déjà le royaume. Henri V, épuisé par sa première invasion, était resté plus d'un an en repos, négociant alternativement avec les deux partis. Lorsqu'il eut réussi à rassembler une nouvelle armée, il descendit en Normandie, et s'avança sans trouver presque aucune résistance. Les gouverneurs de plusieurs villes, ne sachant plus à qui obéir et n'espérant pas être secourus, furent obligés de se rendre. Le duc de Bretagne et la reine de Sicile, duchesse d'Anjou, signèrent avec le roi anglais un traité de neutralité pour leurs seigneuries. Le duc de Bourgogne en fit autant pour la Flandre et l'Artois. C'était le premier pas vers cet infâme traité

qui devait, quatre ans plus tard, livrer la France à ses plus anciens ennemis.

Cependant la tyrannie du comte d'Armagnac touchait à sa fin. Vingt conspirations tramées contre lui avaient été découvertes et étouffées dans le sang; une dernière réussit. Un jeune homme nommé Perrinet Leclerc, fils d'un riche marchand de fer du Petit-Pont, l'un des quartiers de la ville, avait été battu par des gens d'armes armagnacs, et n'avait pu obtenir justice du prévôt de Paris. Résolu à en tirer vengeance, il forma un complot avec quelques jeunes gens de son âge, et déroband sous le chevet du lit de son père les clefs de la porte Saint-Germain-des-Prés, dont ce vieillard avait la garde, il l'ouvrit à une troupe de huit cents Bourguignons, qui pénétra dans la ville, sous la conduite du seigneur de l'Île-Adam, avec lequel les conjurés avaient comploté ce hardi coup de main. Perrinet referma la porte et jeta les clefs par-dessus le mur. Vers deux heures du matin, la troupe bourguignonne s'achemina dans le plus grand silence vers le Châtelet, où cinq cents conjurés de la ville se joignirent à elle. Les deux troupes réunies s'encouragèrent mutuellement, et, poussant tout à coup des cris terribles : *La paix! la paix! vive Bourgogne!* se partagèrent en plusieurs bandes, dont l'une marcha droit à l'hôtel Saint-Paul, les

autres au logis des principaux Armagnacs. Les forces des conspirateurs se trouvèrent bientôt augmentées par le peuple, qui sortait des maisons avec la croix de Bourgogne et qui se joignit à eux (29 mars 1418).

Aussitôt commença la plus effroyable réaction. Les Armagnacs, surpris sans défense, furent égorgés ou entassés dans les prisons. Tanneguy Duchâtel, prévôt de Paris, enleva le Dauphin enveloppé dans les draps de son lit, et le mit en sûreté à la Bastille. Le connétable, dénoncé par un maçon chez lequel il se tenait caché, fut pris et conduit à la prison du Châtelet. Le roi, complètement dépourvu de raison, tomba au pouvoir des Bourguignons, qui le promenèrent à cheval dans les rues pour que sa présence semblât autoriser cette nouvelle révolution. Tanneguy Duchâtel réunissait les débris des Armagnacs près de la Bastille et essaya de combattre; mais les Parisiens tombèrent sur sa troupe avec une ardeur incroyable, et la dispersèrent après lui avoir tué plus de quatre cents hommes. Tanneguy Duchâtel se retira sur Melun, emmenant avec lui le Dauphin.

Les partisans du duc de Bourgogne, que l'on avait bannis en si grand nombre, ne tardèrent pas à reparaitre; les chefs de l'ancien parti des Cabochiens accoururent pour s'emparer du pouvoir et pour prendre leur part du butin que produisait

le pillage des gens riches désignés comme tenant au parti des Armagnacs. Le duc de Bourgogne était alors dans ses États; la reine, toujours à Troyes, où on lui avait envoyé des émissaires, n'osait venir dans la capitale, livrée aux plus épouvantables désordres; il ne se trouvait donc aucun chef assez puissant pour apaiser cette populace furieuse, qui résolut de se délivrer d'un seul coup de tous ceux qu'elle regardait comme ses ennemis. Les Cabochiens se portèrent en foule aux prisons, et immolèrent tout ce qui s'y trouvait, hommes, femmes et enfants. Le connétable fut une des premières victimes. Le cadavre de ce malheureux prince devint l'objet de la plus atroce barbarie : on découpa une lanière de sa peau, qui allait de l'épaule droite au côté gauche, comme pour figurer l'écharpe des Armagnacs. Le massacre dura vingt-huit heures, sans que les seigneurs bourguignons pussent ou voulussent l'arrêter. Les ministres de Dieu mêmes ne trouvèrent pas grâce devant ces cannibales. Parmi ces dernières victimes, on peut citer le vénérable abbé de Saint-Denis, qui s'était réfugié dans la chapelle du prieuré de Saint-Éloi, et qui voyait déjà la hache des bourreaux levée sur sa tête, bien qu'il fût revêtu de ses habits sacerdotaux, et qu'il tint en main la sainte hostie, lorsque le sire de l'Île-Adam parvint, non sans peine, à lui sauver

la vie. Près de trois mille personnes, parmi lesquelles on comptait six évêques, le chancelier et plusieurs magistrats, perdirent la vie dans cette horrible journée. Une affreuse épidémie se manifesta à la suite de ces massacres, et, en six semaines, enleva cinquante mille personnes dans Paris et les environs. On remarqua que, par une juste disposition de la Providence, la contagion semblait frapper de préférence tous ceux qui avaient pris part à ces exécutions de cannibales. Le remords, le désespoir et la démence en firent périr des centaines.

Au milieu de ces scènes affreuses, le duc de Bourgogne arriva enfin à Paris; il y entra accompagné de la reine, et fut regardé comme un libérateur. Le peuple accourut sur son passage, criant : « Noël au noble duc qui abolit les impôts et les gabelles ! » Des fleurs jonchaient les rues encore humides du sang des victimes. Le duc se rendit à Saint-Eustache, où fut chanté un *Te Deum* solennel. Le lendemain il s'empara de l'autorité suprême et rétablit tout sur l'ancien pied. Les impôts furent abolis, les privilèges rendus, les armes et les chaînes des rues restituées. Les serviteurs du duc de Bourgogne furent confirmés dans les hautes fonctions dont ils s'étaient emparés. La présence du duc n'empêcha pas la réaction de continuer. Les prisons se remplirent

de nouveau. Le bourreau Capeluche et les bouchers amentèrent la populace, et, malgré les efforts de Jean, il y eut encore une centaine de victimes. Dans ces nouveaux désordres, la révolution atteignit son dernier période, et le duc de Bourgogne le comble de son déshonneur : on le vit, pour ne pas faire tort à sa popularité, caresser une foule hideuse et toucher la main de Capeluche ; ces hommes de sang et de boue lui étaient alors nécessaires, mais il ne tarda pas à briser lui-même d'aussi dangereux instruments. Les assassins et les pillards se plainquirent bientôt de la modération du duc ; on lui reprochait hautement de ménager le sang et la fortune des Armagnacs. Déjà l'émeute grondait ; le duc fit entrer de nouvelles troupes qui dispersèrent les séditeux et rétablirent le calme. L'infâme Capeluche, Simon Caboche et vingt-six de leurs complices furent condamnés à mort. Capeluche fut décapité par son valet, auquel, avant l'exécution, il donna froidement une leçon détaillée sur l'art d'abattre adroitement une tête. Cette juste punition terrifia les bouchers, qui avaient joué un rôle si actif dans les horribles scènes qui viennent d'être retracées ; ils demandèrent grâce, et se hâtèrent de prêter serment au duc.

Pendant que Paris était ainsi livré à l'anarchie, le roi d'Angleterre poursuivait la conquête de la



*Moreau del.*

Meurtre de Jean sans peur.



Normandie, ne trouvant de résistance que dans le patriotisme de quelques villes. Maître de presque toute la province, il avait mis le siège devant Rouen ; cette grande et forte cité, qui contenait une population de cent mille âmes, était défendue par une milice bourgeoise de quinze mille hommes et par quatre mille hommes d'armes. Le siège fut soutenu avec héroïsme. Les Rouennais implorèrent tour à tour les secours du roi et ceux du duc de Bourgogne. Après maintes négociations qui n'amènèrent aucun résultat, le duc fit annoncer aux assiégés qu'il lui était impossible de les secourir ; ces malheureux, que cette seule espérance soutenait depuis un mois contre toutes les horreurs de la famine, se rendirent enfin à Henri V. Après avoir vu périr un tiers de leurs concitoyens, moyennant une rançon de trois cent soixante mille écus d'or ils eurent la vie sauve. Alain Blanchard, capitaine des milices, qui avait montré le plus de courage et de constance, fut seul excepté de la capitulation. Il fut livré aux Anglais, qui le firent lâchement périr sur l'échafaud.

La conquête de la Normandie effraya enfin les Armagnacs et les Bourguignons ; les dangers dont la France était menacée leur firent sentir le besoin d'une réconciliation. Tout le monde, d'ailleurs, était las de guerre et de crimes, et

soupirait après la paix. Le roi d'Angleterre, voyant sa position devenir difficile si les deux partis se rapprochaient, la désirait également. Des négociations s'ouvrirent de tous les côtés. Celles entamées à Meulan entre Henri V et le duc de Bourgogne à défaut du roi, qu'un nouvel accès de frénésie venait de saisir, n'eurent aucun résultat, à cause des prétentions exagérées des Anglais; mais celles du duc avec le Dauphin, chef du parti des Armagnacs depuis la mort du connétable, furent suivies d'un traité de paix qui fut signé au château de Pouilly près de Melun, traité qui mettait en oubli les offenses passées et garantissait l'avenir (juillet 1419). Les princes s'embrassèrent, se firent de magnifiques présents; mais les deux gouvernements, au lieu de se réunir pour arrêter les progrès des Anglais, continuèrent à rester séparés. Le roi et le duc se rendirent à Troyes; le Dauphin se laissa entraîner au delà de la Loire par les Armagnacs, qui disposaient de sa personne et qui redoutaient l'influence du duc sur le jeune prince.

Tout à coup on apprit que Pontoise avait été pris par les Anglais et traité avec la dernière rigueur. Henri V s'avançait sur Paris, où la consternation était au comble. Cette ville, dépeuplée par les guerres civiles et l'épidémie, livrée à une misère profonde, délaissée par le duc de Bour-

gogne, qui l'avait prise en haine depuis les massacres des prisons, allait devenir la proie des étrangers. L'imminence du péril rapprocha encore les deux partis. Le Dauphin sollicita une nouvelle entrevue, qui, après quelques débats, fut fixée à Montereau-sur-Yonne, pour le 10 septembre 1419.

Cette entrevue devait avoir lieu sur le pont, dont chaque extrémité était occupée par une garde différente : l'entrée du côté du château avait été remise aux hommes d'armes du duc; celle du côté de la ville était gardée par les gens du Dauphin. Les deux princes arrivèrent chacun de leur côté avec dix gentilshommes; le Dauphin était accompagné de Tanneguy Duchâtel, du sire de Barbazan, du vicomte de Narbonne et de sept autres seigneurs. Au moment où le duc de Bourgogne, qui avait déjà résisté à plusieurs avertissements secrets, se disposait à partir, ses confidants avaient encore insisté pour le retenir; mais il leur avait répondu : « Pour Dieu ! y pensez-vous ? Il faut marcher où il plaira au Ciel de nous conduire. Je ne veux pas qu'on me reproche que la paix ait été rompue par ma lâcheté. » Ses dix hommes d'armes étaient Charles de Bourbon, son gendre; Archambault de Foix, seigneur de Navailles; Guillaume de Vienne, Antoine de Vergy, Pierre de Guise, et cinq autres officiers de sa maison. Une double barrière fermait l'espace resté

libre au milieu du point, où se trouvait une espèce de loge construite en charpente. Dès que les deux princes furent en présence, le duc ôta son chaperon de velours noir, mit un genoux en terre, et dit : « Monseigneur, je suis venu à votre commandement ; vous savez la désolation de ce royaume, votre domaine à venir ; quant à moi, je suis prêt et appareillé d'y exposer les corps et les biens de moi et de mes vassaux, alliés et sujets. » Le Dauphin se découvrit, le remercia et le fit relever. Au même instant on entendit crier : « Alarme ! alarme ! tue ! tue ! » et l'on aperçut les chevaliers du Dauphin frappant le duc de leurs haches et de leurs épées. Aussitôt il tomba mort, ainsi que le duc de Navailles, qui avait essayé de le défendre. Ses autres serviteurs, surpris et troublés, furent chargés par les hommes du Dauphin, qui en tuèrent quelques-uns ; ceux-ci, revenant ensuite sur le pont, dépouillèrent le corps du duc et voulurent le jeter dans la rivière ; ils en furent empêchés par le curé de Montereau, qui le fit déposer dans un moulin. Le lendemain il fut transporté à l'hôpital, où l'on déposa dans la bière des pauvres son cadavre encore tout sanglant et couvert de ses vêtements, qui fut transporté par des mendiants à l'église paroissiale.

Les circonstances qui accompagnèrent le meurtre du duc de Bourgogne ont été racontées

de différentes manières par les historiens des deux partis. Suivant le récit des partisans du Dauphin, le duc aurait répondu au jeune prince d'un ton d'autorité et de menace, et l'un des chevaliers bourguignons, le sire de Navailles, aurait porté la main sur le Dauphin pour le contraindre à se rendre immédiatement en présence du roi son père; ce serait alors que les gens du Dauphin se seraient précipités sur le duc, et l'auraient puni par la mort de son excès d'audace. Mais l'opinion publique n'admit jamais l'exactitude de ces faits : on crut généralement que le duc avait été frappé traîtreusement, et sans qu'il eût en rien provoqué ces violences ; tout porte à croire que cet assassinat était depuis longtemps comploté, et que s'il n'avait pas été exécuté à la première entrevue des princes, c'est que Jean s'y était montré trop bien accompagné.

« Ainsi fut vengé par un crime le crime que, douze ans auparavant, avait commis le duc de Bourgogne. Depuis lors il n'avait pas eu un moment de repos : sa vie avait été livrée à de continuelles traverses ; son honneur avait reçu sans cesse de nouveaux affronts ; il n'avait connu que méfiance, crainte, irrésolution. Le meurtre qu'il avait commis avait livré le royaume à douze années de désordres et de guerres civiles ; le meurtre commis sur lui donnait la France aux

Anglais : tant les crimes des princes devaient causer de maux aux peuples ! Le duc Jean valut sans doute moins que son père ; cependant il laissa une mémoire plus honorée parmi ses sujets. Les Flamands, sous son règne, avaient été tranquilles, heureux, et rien n'avait arrêté le cours de leur commerce et de leurs richesses. Il avait toujours redouté et menagé ses bonnes et libres villes. Il leur avait, pour ainsi dire, donné son fils encore enfant, qui était devenu Flamand plutôt que Bourguignon. Les deux Bourgognes n'avaient ni les mêmes franchises ni les mêmes privilèges ; mais elles avaient été mieux gouvernées que la France. Si la noblesse bourguignonne lui avait conservé de l'affection, c'est que, nonobstant ce qu'il avait de hautain, d'impérieux et d'emporté dans le caractère, il était facile pour ses serviteurs ; il recevait leurs conseils ; quand on avait gagné sa confiance, on l'avait gagnée tout entière. Il aimait à récompenser les services qu'on lui rendait. Il avait aussi des qualités chères aux gens de guerre : il était dur à lui-même, infatigable, sachant endurer patiemment la faim, la soif, le froid, la pluie, la chaleur. Bien pris dans sa petite taille, il avait l'œil petit et d'un bleu clair, mais le regard ferme et menaçant. Ses cheveux étaient noirs ; il les portait longs, et sa barbe rasée ; son visage était

plein, et donnait l'idée de la force et de la santé \*. » Jean sans Peur laissa un fils, qui lui succéda, et sept filles.

\* Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. IV.

## CHAPITRE V

Traité de Troyes. — Guerre contre le Dauphin. — Henri V à Paris. — Continuation de la guerre entre le Dauphin, les Anglais et les Bourguignons. — Mort de Henri V. — Mort de Charles VI. — Le Dauphin proclamé roi. — Batailles de Cravant et de Verneuil. — Aventures de Jacqueline de Hainault. — Intrigues à la cour de Charles VII. — Richemont, le sire de Giac, Beaulieu et la Trémoille. — Commencement du siège d'Orléans. — Journée des Harengs.

La nouvelle du meurtre de Jean sans Peur épouvanta la France. En vain le Dauphin publia-t-il un manifeste pour excuser le crime et pour se disculper d'y avoir donné son consentement : il y eut une explosion générale d'indignation contre lui. La capitale, menacée de nouvelles dissensions et de nouveaux désordres, jura de poursuivre la vengeance et la réparation d'une mort qui la privait de son protecteur. Philippe, comte de Charolais, alors âgé de vingt-trois ans,

devenu duc de Bourgogne, quitta la ville de Gand, où il résidait, et se mit en mesure de raffermir son parti et de venger son père. Impatient de donner le signal d'une guerre d'extermination contre les Armagnacs, il convoqua à Arras une assemblée de tous les nobles de ses États, et fit inviter à cette assemblée Henri V, qui se trouvait alors à Rouen. Avant l'ouverture des conférences, il fit célébrer un service solennel pour le salut de l'âme de son père. Pierre Flour, inquisiteur de la foi au diocèse de Reims, en prononçant l'oraison funèbre du feu duc, exhorta son jeune successeur à l'oubli du passé, et lui rappela qu'à Dieu seul appartient le droit de se faire justice lui-même. Ces sages conseils, si conformes à la foi chrétienne, ne furent point entendus : les courtisans de Philippe, corrompus par l'or des Anglais, aigrissaient le ressentiment du prince ; et lui signalaient comme ennemis ceux que l'honneur et la raison lui prescrivaient de défendre. Philippe n'appelait plus le Dauphin que le *comte de Ponthieu* ; aussi se jeta-t-il dans les bras des Anglais, et signa-t-il avec Henri V un traité qui déclarait le jeune prince déchu de ses droits à la couronne de France.

Philippe eut bientôt rassemblé une armée puissante, à la tête de laquelle il marcha contre le Dauphin ; il s'empara des villes qui lui étaient

restées fidèles, et se rendit à Troyes, auprès du roi et de la reine, où la plus honteuse et la plus inique spoliation fut consommée. Le malheureux roi était privé de toute raison; Isabelle, insouciante et frivole, suivant aveuglément toutes les inspirations du parti bourguignon, livra sa fille au roi anglais, vendit le trône de son époux et les droits de son fils; et le duc de Bourgogne, délirant de fureur et de vengeance, osa signer cette violation des droits les plus sacrés (21 mars 1420). Ce traité, qui faisait tomber la France au dernier degré de l'avilissement, reçut immédiatement l'approbation du parlement et de l'université; Paris l'accueillit comme un bienfait, tant était grande la souffrance du peuple, qui, dans son désespoir, répétait que mieux valaient encore les Anglais que les Armagnacs.

Le roi d'Angleterre prit dès lors le titre d'héritier et régent du royaume de France; il s'engagea à ne jamais traiter avec le Dauphin et à le poursuivre jusqu'à destruction. Bientôt il se mit en devoir, de concert avec le duc de Bourgogne, de faire rentrer ce jeune prince sous l'obéissance paternelle. Les deux princes allèrent ensemble mettre le siège devant Sens et Montereau, occupés par les Dauphinois; Sens se rendit au bout de deux jours; Montereau fut pris d'assaut. A peine entré dans la ville, Philippe se fit conduire à

l'église où avait été enterré son père. Il récompensa noblement le pieux ecclésiastique qui avait préservé le cadavre du duc des outrages de ses ennemis, et qui lui avait donné une sépulture chrétienne. Philippe fit embaumer le corps, et ordonna qu'il fût transféré avec une grande pompe à Dijon, où on l'inhuma, dans l'église des Chartreux, à côté de Philippe le Hardi.

La ville de Melun fut aussi prise, après un siège de cinq mois, et traitée impitoyablement. Une circonstance de ce siège mérite d'être remarquée, parce qu'elle renferme un trait caractéristique des mœurs de cette époque. Pendant que la ville était attaquée avec fureur et défendue avec opiniâtreté, ses défenseurs découvrirent que les Anglais creusaient une mine sous les remparts; ils pratiquèrent aussitôt une contre-mine, creusant de leur côté et poussant devant eux une forte barrière de bois. Bientôt les deux partis se rencontrèrent dans cette galerie souterraine, et les travailleurs cédèrent leurs places aux chevaliers, qui, raccourcissant le manche de leurs haches pour combattre plus à l'aise dans cet étroit espace, s'y attaquèrent avec fureur. De très-beaux faits d'armes furent accomplis dans ces rencontres à la lueur des torches; bientôt on agrandit cette lice d'un nouveau genre, on s'y porta des défis, on y établit des luttes égales et régulières. Les

plus braves chevaliers des deux partis voulurent y rompre des lances, et le roi d'Angleterre lui-même y lutta contre le sire de Barbazan, qui commandait la place; plus tard ce dernier, ayant été obligé de rendre la ville, invoqua la fraternité d'armes qu'il avait contractée dans cette joute avec le roi Henri V, et cette circonstance lui sauva la vie.

Le roi anglais faisait la guerre avec une cruauté inouïe, même dans ce siècle barbare : à chaque prise de place, il fallait que les principaux bourgeois vissent, la corde au cou et en chemise, tête nue et pieds nus, implorer sa clémence, et quand il leur laissait la vie, il leur faisait chèrement payer cette faveur.

Après avoir décidé les Parisiens à lui livrer sans combat le Louvre et Vincennes, il fit son entrée dans la capitale avec le roi idiot, les deux reines et le duc de Bourgogne (novembre 1420). Le cortège se composait des plus grands seigneurs de France et d'Angleterre, des troupes françaises, anglaises et bourguignonnes. Les ordres religieux, toutes les corporations, se portèrent en foule au-devant du cortège, et partout on criait : « Noël à Lancastre ! » Mais ces acclamations du peuple se mêlaient aux cris de la faim, de la souffrance et du désespoir. La misère était si grande, la dépopulation si rapide, que

les loups venaient dans les cimetières et jusque dans les rues pour dévorer les corps morts que l'on voyait de toutes parts abandonnés sans sépulture. La foule des seigneurs français et anglais qui rentrèrent dans Paris à la suite des princes ne fit qu'augmenter la difficulté que l'on éprouvait à se procurer des vivres.

Henri V alla siéger royalement à l'hôtel Saint-Paul, et assembla aussitôt les états généraux, afin d'en obtenir des ressources pour la guerre. Là, le traité de Troyes fut juré sur les saints Évangiles et reconnu solennellement comme loi du royaume. Philippe fut le seul prince français qui assista à cette assemblée. On l'entendit demander à l'usurpateur vengeance de la mort du feu duc son père. Il en obtint une déclaration qui ordonnait à tous les justiciers et officiers royaux de procéder contre les auteurs du crime. Le parlement, saisi de l'affaire, instruisit une procédure, à la suite de laquelle il rendit un arrêt qui déclarait le Dauphin convaincu d'homicide sur la personne du duc de Bourgogne, et, comme tel, le bannissait à jamais du royaume. Cette sentence inique révolta tous les cœurs vraiment français; le Dauphin s'en montra peu touché, et en appela à la pointe de son épée. Retiré au delà de la Loire avec une troupe d'aventuriers, il vit bientôt accourir sous ses drapeaux tous ceux qui fuyaient

la dureté du gouvernement anglais. Henri V, en effet, n'avait aucun ménagement pour ses nouveaux sujets : il punissait de mort le moindre murmure, doublait les impôts, falsifiait les monnaies, ne donnait les offices qu'à des Anglais hautains et rapaces, et vivait en grande pompe, tandis que l'infortuné Charles VI languissait à l'hôtel Saint-Paul dans l'isolement et l'oubli.

Au commencement de l'année 1421, Henri V et Philippe se préparèrent, le premier à retourner en Angleterre avec sa nouvelle épouse, le second à reprendre le chemin de la Flandre. Pendant leur absence, les partisans du Dauphin gagnèrent chaque jour du terrain. Ils se montraient surtout en force dans l'Anjou, où le maréchal de la Fayette, à la tête d'une petite armée de Français et d'Écossais commandés par le comte de Buchan, défit complètement les Anglais à Baugé. Le duc de Clarence, frère de Henri V, fut tué dans cette journée, qui fut perdue par son imprudence, et dont l'issue releva le courage des Français. Plusieurs seigneurs qui avaient longtemps tenu pour le duc de Bourgogne se tournèrent contre lui. Trois illustres chevaliers, le sire de Harcourt, Poton de Saintrailles et Vignoles dit Lahire, firent sur les marches de Picardie une rude guerre aux Anglais. Mais ils furent attaqués et battus à

Mons-en-Vimeu, près d'Amiens, par le duc de Bourgogne, accouru de Flandre avec ses hommes d'armes pour secourir Paris. Ce prince eut tous les honneurs de la journée; bien que la plus grande partie de ses troupes eût pris la fuite, son courage ne faillit pas un instant; à force de valeur et de fermeté, il réussit à changer la fortune du combat, et finit par remporter une victoire éclatante, due surtout à ses exploits personnels (1421). Pendant ce temps le roi Henri, revenu d'Angleterre à la tête d'une nouvelle armée, avait contraint le Dauphin, qui assiégeait Chartres, à repasser la Loire, et s'établit devant Meaux à la tête de vingt mille combattants. Cette ville était défendue, entre autre chefs, par le bâtard de Vaurus, homme d'une férocité inouïe, même en ces temps de crimes. Ancien serviteur du comte d'Armagnac, il prétendait venger son maître en livrant à d'affreuses tortures tous les laboureurs et les marchands dont il s'emparait dans ses excursions; puis il pendait lui-même à un arbre connu dans tout le pays sous le nom d'*Orme de Vaurus*, ceux dont il n'espérait pas de rançon. Bien que la ville fût en proie à toutes les souffrances de la faim, de la misère et de l'épidémie, elle résista pendant sept mois entiers aux efforts de l'armée anglaise, dont la moitié périt sous ses murs. Enfin Henri V devint maître de Meaux

par surprise, et se montra à son tour impitoyable : les biens des bourgeois furent confisqués ; les soldats allèrent mourir de faim dans les prisons de Paris ; le bâtard de Vaurus fut pendu, sa bannière plantée dans la poitrine, à l'arbre où se balançaient encore les squelettes de ses victimes.

Les Anglais et les Bourguignons s'étaient réunis pour marcher contre le Dauphin, qui était venu mettre le siège devant Cosne sur la Loire, lorsque Henri V, atteint de la dysenterie, tomba dangereusement malade. Ce prince, sentant bien que sa fin approchait, se fit transporter à Vincennes, et y mourut le 31 août 1422, donnant les témoignages de l'humilité et de la piété les plus austères. Il était âgé de trente-six ans. Les Anglais lui firent des funérailles magnifiques. Son corps fut embaumé, déposé d'abord à Saint-Denis, puis placé sur un chariot qui le conduisit à Calais avec un grand appareil de deuil. Ce prince, qui laissait de si brillantes conquêtes, s'était fait remarquer par beaucoup de sagesse et d'habileté, unies à une grande fermeté de caractère ; il était juste, mais hautain et inflexible. Il laissait pour lui succéder un enfant de huit mois sous la tutelle de ses frères, le duc de Bedford pour la France, le duc de Glocester pour l'Angleterre. Cette mort ne sembla donc rien changer aux affaires.

Le Dauphin, qui avait paru vouloir, en menaçant Cosne, sortir de la langueur que lui reprochaient ses partisans, se retira devant le duc de Bourgogne. Il venait de repasser la Loire lorsqu'il apprit la mort de son père, survenue quelques semaines seulement après celle de Henri V. Charles VI, atteint, à l'hôtel Saint-Paul, d'une fièvre quarte, exhala le dernier soupir dans l'isolement où on le laissait depuis longtemps. Son corps fut exposé dans la chapelle de l'hôtel, et le peuple vint en foule le voir et prier pour lui. Ce malheureux roi, souffrant depuis si longtemps, et dont on se rappelait l'ancienne bonté, n'avait jamais cessé d'être l'objet de la sympathie des Parisiens.

Le duc de Bedford, en revenant de conduire le convoi de son frère à Calais, ordonna les funérailles du monarque français. Ce fut ce seigneur anglais qui conduisit le convoi, auquel n'assistait aucun membre de la famille royale de France. La détresse des finances était si grande, qu'on fut obligé de vendre les meubles de la couronne pour pourvoir aux frais des obsèques. Charles VI avait cinquante-quatre ans quand il mourut (21 octobre 1422), après avoir porté pendant quarante-deux ans le vain titre de roi. Aussitôt que les caveaux de Saint-Denis eurent reçu la royale dépouille, le régent anglais proclama solennellement

à Paris son neveu Henri VI roi de France et d'Angleterre; il fut reconnu comme tel par le plus grand nombre des princes du sang, l'université, le parlement, la majeure partie du clergé et de la noblesse. Le Dauphin était âgé d'environ vingt ans à la mort de son père; il était indolent, livré au plaisir, disposé à se laisser gouverner par ses favoris; mais il avait de la bienveillance dans le caractère. Exilé de sa capitale, il ne cherchait pas à la remplacer par quelque autre des grandes villes du royaume; il fixait ordinairement son séjour dans quelque château, dans quelque site champêtre, où il oubliait les affaires publiques et les troubles de la France. C'est dans une de ces retraites, au château de Mehun-sur-Yèvre en Berry, qu'il fut proclamé par le petit nombre de seigneurs qui suivaient sa destinée. La modeste chapelle de cet obscur village vit le jeune prince revêtu du deuil royal salué pour la première fois du cri de « Vive la roi! » Charles se rendit ensuite à Poitiers, où il fut couronné sans grande solennité. Reims était en ce moment au pouvoir des ennemis. Tout ce qui avait quelque sentiment de l'honneur national vint se ranger sous la bannière de Charles pour combattre l'étranger.

Charles VII convoqua à Bourges et à Carcassonne les états généraux; il en obtint une aide

d'un million pour continuer la guerre. Aussitôt ses partisans résolurent d'ouvrir une communication avec les seigneurs qui guerroyaient pour lui en Champagne et en Picardie; dans ce but, ils tentèrent de s'emparer de Cravant, place importante qui commandait le cours de l'Yonne. Jean Stuart, avec trois mille de ces sauvages Écossais qui arrivaient en foule au pillage de la France, et le maréchal de Séverac, avec huit à dix mille Français, Lombards, Aragonais et Gascons, vinrent mettre le siège devant cette ville. Mais ce fut un malheureux coup d'essai. Huit mille Anglais et Bourguignons accoururent au secours de la forteresse assiégée. L'armée du Dauphin fut complètement battue sur le pont de Coulanges; douze cents Écossais périrent, et Jean Stuart fut fait prisonnier (1423).

La perte de cette bataille isola les capitaines du Dauphin dans le Nord, et leur fit éprouver de nombreux échecs. Le Crotoy, Compiègne, Guise, Ham leur furent enlevés. Les Bourguignons cherchèrent à pénétrer dans le Maine par la Normandie, et assiégèrent Ivry. Le duc d'Alençon à la tête des Écossais, le maréchal de la Fayette à la tête des Lombards, se portèrent à la délivrance de cette place; mais Bedford se mit en campagne et s'en empara. Alors les Français se rabattirent sur Verneuil, qu'ils enlevèrent par

surprise. Cependant Bedford avait poursuivi l'armée franco-écossaise, et la fit sommer de l'attendre. Son défi fut accepté sur l'avis des chefs écossais, contrairement à l'opinion des vieux guerriers de France. Le choc fut terrible ; on se battit vigoureusement de part et d'autre, et pendant longtemps l'issue de l'affaire parut douteuse ; mais les Lombards, qui devaient attaquer les Anglais par derrière, s'étant arrêtés à piller les bagages, ce fut la cause de la déroute des Français. Deux mille archers anglais qui avaient été opposés aux Lombards vinrent renforcer le corps d'armée du duc de Bedford. Les Français ne purent soutenir le choc de ces troupes fraîches : ils furent enfoncés et mis en pleine déroute, avec perte de sept à huit mille hommes. Le comte Douglas, le comte Buchan et presque tous les Écossais périrent. Le duc d'Alençon, le maréchal de la Fayette furent faits prisonniers. Cette victoire, qui rappelait aux Français les fatales journées de Poitiers, de Crécy et d'Azincourt, coûta aux Anglais seize cents hommes d'armes et archers (17 août 1424).

Vers cette époque, le duc de Bretagne, qui jusqu'alors était resté neutre entre les deux partis, se laissa entraîner par le duc de Bourgogne et Bedford à reconnaître Henri VI roi de France et d'Angleterre. Cette alliance, qui promettait

de si grands avantages aux ennemis du Dauphin, fut conclue à Amiens, au milieu de fêtes brillantes données par le duc de Bourgogne. Le lendemain, les deux ducs français se jurèrent, séparément et à l'insu du duc de Bedford, de demeurer toujours unis, même dans le cas d'une réconciliation avec Charles VII.

Après les batailles de Cravant et de Verneuil, les hostilités se bornèrent à des surprises de places et à des faits d'armes de peu d'importance et presque individuels. Charles VII, se livrant sans réserve aux plaisirs, ne se mêlait point aux affaires, ne donnait point d'ordres à ses capitaines, et n'entretenait aucune correspondance avec les provinces. On ne se souvenait quelquefois de lui que pour l'appeler par dérision *le roi de Bourges*. Ce fut pendant ce temps d'humiliation pour la couronne de France que sa femme, Marie d'Anjou, lui donna un premier fils, qui fut plus tard Louis XI. Charles, sans armée, privé de ses meilleurs capitaines, se serait trouvé dans la position la plus critique, si l'arrogance des Anglais et les divisions qui s'élevaient entre eux et les Bourguignons n'eussent rendu à sa cause quelques chances favorables. Philippe avait un juste motif de mécontentement contre le duc de Gloucester, frère de Bedford; Jacqueline, comtesse de Hainault, de Hollande, de Zélande et de

Frise, avait épousé contre son gré Jean, duc de Brabant et cousin germain du duc de Bourgogne. Cette femme, hautaine et absolue dans ses volontés, éprouvait peu de sympathie pour un prince valétudinaire et dominé par ses favoris. Ils étaient mariés depuis peu de temps, lorsqu'elle fit tuer par son frère Guillaume le Bègue, gouverneur de son mari. Quelques mois après, elle fit arrêter et décapiter à Bruxelles presque tous les amis et familiers du duc. Celui-ci, courroucé de la mort violente d'hommes qui avaient sa confiance et son affection, bannit à son tour toutes les femmes de la duchesse. Jacqueline ne put endurer cette injure ; elle quitta son mari, et alla chercher un refuge en Angleterre. Là, ayant fait casser son mariage par l'antipape Benoît XIII sous le prétexte de parenté, elle épousa le duc de Gloucester. Une guerre s'ensuivit entre les deux maris de Jacqueline. Le duc de Bourgogne, qui ressentait vivement l'outrage fait à son parent, sollicita longtemps auprès de Bedford pour que le duc de Gloucester renonçât à ses prétentions sur les domaines de sa femme. Celui-ci, sourd aux représentations de son frère, arriva dans le Hainault avec des troupes anglaises, et se fit un parti considérable.

Philippe le Bon, qui venait de recueillir l'héritage de Jean sans Pitié, évêque de Liège, au

préjudice de Jacqueline, déshéritée par ce prélat, dont elle était la nièce, se mit en devoir de porter secours au duc de Brabant. On vit alors commencer une guerre où les Anglais n'épargnaient pas les cruautés. Des défis s'échangèrent entre le duc de Bourgogne et Gloucester. Déjà ils avaient pris jour pour un combat corps à corps, lorsque l'intervention de Bedford empêcha l'effet de ces provocations insensées. Gloucester fut bientôt forcé de retourner en Angleterre, où son oncle, le cardinal de Winchester, lui disputait la régence. Pendant son absence, Jacqueline, assiégée dans Mons par le comte de Saint-Pol, frère du duc de Brabant, fut faite prisonnière et livrée au duc de Bourgogne (1426). Elle fut conduite à Gand, où on la traita avec de grands égards; elle y était à peine depuis deux mois, lorsqu'elle s'échappa, habillée en homme, et gagna son comté de Hollande. Le duc de Bourgogne l'y poursuivit et lui fit une guerre acharnée. Jacqueline, dans cette nouvelle lutte, n'éprouva que des revers; les Hollandais ne purent tenir contre l'armée bourguignonne. Déjà presque toutes leurs villes s'étaient soumises au duc, lorsque le duc de Brabant mourut, et laissa Jacqueline libre d'épouser de nouveau Gloucester; mais celui-ci, se soumettant à la sentence qui avait déclaré nul son mariage avec Jacqueline,

en avait profité pour épouser la belle Aliénor Cobham. Le duc de Bourgogne, n'ayant plus que la seule Jacqueline à combattre, la pressa si vivement, que sa fermeté se trouva enfin vaincue; elle céda, reconnut Philippe, déjà maître du Hainault, pour son successeur, et le déclara à l'avance gouverneur de ses quatre comtés, en se réservant seulement une rente et les seigneuries d'Ostrevant, de Sud-Beverland et de la Brille (1428). Elle se remaria dans la suite au stathouder de Hollande, qu'elle fit seigneur d'Ostrevant, et mourut en 1436, à l'âge de trente-six ans, sans laisser d'enfants. Philippe le Bon s'enrichit alors sans obstacle de la possession de la Hollande, de la Frise, de la Zélande et du Hainault. A peu près vers la même époque, il réunit encore à sa domination le comté de Namur, qu'il avait acheté précédemment au dernier seigneur, moyennant 132,000 écus. Tout semblait concourir à l'augmentation de la puissance et de la richesse bourguignonnes.

Tandis que le duc de Bourgogne faisait la guerre en Hollande, la petite cour de Charles VII était agitée par de nombreuses intrigues qui reculaient chaque jour le triomphe de la cause nationale, et assuraient la supériorité des Anglais. Arthur de Richemont, frère du duc de Bretagne, marié à l'une des sœurs du duc de

Bourgogne, n'ayant pu obtenir de commandement dans l'armée anglaise, s'était retiré dans les États de son frère, et exhalait hautement son mécontentement. Les conseillers de Charles, instruits de cette disposition d'esprit, essayèrent bientôt de l'attirer dans le parti français : on lui fit offrir l'office de connétable. Richemont accepta après avoir demandé et obtenu l'assentiment du duc de Bourgogne. Mais il exigea que le roi éloignât de sa personne et de ses conseils les auteurs et complices du meurtre de Jean sans Peur, et on lui jura que cette condition lui serait accordée. Lorsque le connétable revint de Bretagne avec les hommes d'armes qu'il avait réunis, toute la noblesse du Maine, de l'Anjou, du Berry, accourut à lui ; toutes les villes le saluèrent avec enthousiasme, et le supplièrent de délivrer le roi de ses conseillers et le royaume des Anglais. Il parvint à joindre Charles, que ses favoris entraînaient de ville en ville, et exigea l'exécution de la promesse qui lui avait été faite. Tanneguy Duchâtel, sincèrement attaché au roi, donna en cette occasion une nouvelle preuve de son dévouement, en se retirant de lui-même, et en s'employant à éloigner les autres Armagnacs aussi compromis que lui. Des anciens conseillers du roi, le sire de Giac resta seul, et fut mis à la tête du conseil, avec l'assentiment

du comte de Richemont, qui reçut solennellement l'épée de connétable dans la prairie de Chinon.

Le nouveau connétable voulut d'abord employer son influence à réunir tous les Français dans un seul parti contre l'invasion étrangère; il réussit à réconcilier le duc de Bretagne avec le roi. Il s'efforça ensuite de détacher le duc de Bourgogne de son alliance avec les Anglais, en lui représentant que les auteurs du meurtre de Jean sans Peur étaient chassés, et que Charles était prêt à lui donner satisfaction sur tous les points à débattre; mais rien ne put décider le duc à rompre les serments qu'il avait prêtés à Troyes et à Amiens. En plaçant auprès du roi le sire de Giac pour dominer son conseil, Richemont s'était flatté de l'espoir que ce jeune homme agirait toujours selon ses vues; aussi fut-il saisi d'une grande fureur lorsqu'il apprit que ce nouveau favori, qui avait tant à craindre pour avoir pris part au meurtre de Montereau, avait formé un parti contre lui et contre son projet favori de rapprocher le roi et le duc de Bourgogne. De Giac paya cher son imprudence. Un matin, il fut arraché de son lit par les archers de Richemont, jeté, vêtu seulement d'une robe de nuit, sur un cheval, et conduit à Dun-le-Roi, forteresse dépendante des domaines du connétable. Les souf-

frances de la torture arrachèrent au patient l'aveu de plusieurs crimes monstrueux : il confessa que, outre la part qu'il avait prise à la mort de son ancien maître le duc de Bourgogne, il avait empoisonné sa première femme, et dilapidé à son profit les finances du royaume. En vain offrit-il cent mille écus pour se racheter. Il fut condamné à mort, renfermé dans un sac et jeté dans la rivière.

Charles se montra d'abord très-irrité de cette mort; mais bientôt il oublia ou feignit d'oublier sa colère, et un écuyer d'Auvergne nommé le Camus de Beaulieu prit la place de Giac dans sa faveur. Alors Richemont marcha au secours de la Bretagne, qui était attaquée par les Anglais; mais il n'y eut pas de succès, et le duc son frère fut obligé de reconnaître de nouveau le traité de Troyes; le connétable revint à Poitiers auprès du roi, et trouva Beaulieu aussi puissant que Giac et aussi opposé à l'alliance bourguignonne. Il résolut donc, d'accord avec les plus puissants seigneurs, de renverser ce nouveau conseiller, dont la fin fut aussi tragique que celle de son prédécesseur. Un jour qu'il faisait une promenade sur sa mule, dans les prairies qui s'étendent au bas de la ville, il fut impitoyablement massacré par les soldats du maréchal de Boussac (1427). Richemont donna au roi pour ministre et pour conseiller le sire Georges de

la Trémoille. Charles, incapable de volonté, l'accepta ; mais, en se soumettant, il adressa au connétable ces paroles prophétiques : « Beau cousin, vous me le baillez ; mais vous vous en repentirez ; je le connais mieux que vous. » En effet, la Trémoille, ambitieux et plein de résolution, sut mettre à profit la haine du roi pour le connétable. Pendant que ce dernier combattait les Anglais dans le Maine, où il éprouva quelques revers, la Trémoille s'occupait à rétablir le parti des favoris autour de Charles. Ce prince ne demandait pas mieux que de se voir débarrassé d'un homme dur et hautain, qui blâmait ses faiblesses et limitait ses dépenses. Lorsque Richemont revint du Maine, il trouva toutes les villes fermées devant lui et occupées par les partisans de la Trémoille. L'accès de la cour lui étant interdit, il fut forcé de se retirer en Bretagne.

Cependant les Anglais, profitant des discordes qui divisaient les partisans de Charles, avaient rassemblé une nouvelle armée, commandée par Thomas Montagu, comte de Salisbury. Affermis dans le Nord, ils voulaient forcer la barrière de la Loire et pénétrer dans le Midi. A leur approche toutes les villes de la Beauce se rendirent sans se défendre, et Salisbury vint mettre le siège devant Orléans, la seule place importante

qui restât au parti royal. Jamais les circonstances ne s'étaient montrées plus favorables aux ennemis de la France. Le roi n'avait ni puissance ni énergie; le seul homme qui eût à cœur la délivrance du pays, le connétable de Richemont, était disgracié, et les courtisans ligués contre lui avaient même commencé à lui faire la guerre. Les principaux seigneurs abandonnaient le roi; le duc de Bourgogne renouvelait ses alliances avec Bedford. Ce qui était plus triste encore, c'était l'état de langueur, d'épuisement et de découragement où était tombé le royaume, dépeuplé, ravagé, privé de culture, en proie à toutes les souffrances de la misère, de la famine et des épidémies.

Au milieu de ce déplorable état de choses, la nouvelle du siège d'Orléans sembla réveiller la France de son abattement. Tout le monde s'émut du danger qui menaçait le dernier boulevard de la cause française. Les états généraux, convoqués plusieurs fois inutilement, se réunirent à Chinon; ils demandèrent plusieurs réformes, accordèrent au roi quatre cent mille livres, et invitèrent tous les feudataires à se rendre sous l'étendard royal pour sauver la monarchie. Le brave d'Orléans, fils naturel du duc assassiné, si célèbre sous le nom de comte de Dunois; Lahire, Saintrailles, se jetèrent dans les murs

de la ville assiégée ; les bourgeois se montrèrent dignes de la grande tâche qui leur était imposée, par l'ardeur qu'ils mirent à se défendre ; ils prouvèrent qu'il existait dans le peuple un sentiment de patriotisme, d'honneur national, d'indépendance, qui n'attendait que l'occasion pour faire des prodiges : ils brûlèrent leurs faubourgs, rasèrent les vignes et les arbres dans un rayon de plus d'une lieue, fortifièrent le pont et ses abords, et repoussèrent vigoureusement les premières attaques. La mort de Salisbury, tué d'un coup de canon au moment où, du haut d'une des bastilles qu'il avait fait construire au nord et au midi, il examinait les défenses de la ville, déconcerta les Anglais et releva le courage des assiégés. Dunois, toujours infatigable, profita de ce moment d'effroi pour renforcer la garnison : il amena dans la place la Fayette, Boussac, Chabannes, une foule d'autres seigneurs et deux mille soldats (1428).

Le comte de Suffolk, désigné par Bedford pour remplacer Salisbury, investit la ville sur la rive septentrionale du fleuve, sans abandonner la première attaque, et prolongea le siège durant tout l'hiver. Au mois de février 1429, les Anglais manquant de vivres, Bedford leur envoya de Paris un convoi considérable de farine et de poisson, escorté par quinze cents Anglais et Parisiens.

Le comte de Clermont, qui s'avancait au secours d'Orléans avec quelques troupes, résolut d'enlever ce convoi, d'accord avec Dunois, la Fayette, Lahire et d'autres illustres chevaliers, sortis de la ville pour se joindre à cette expédition. Les deux troupes, formant cinq à six mille hommes, rencontrèrent le convoi à Rouvray. Les Anglais, disposés à soutenir l'attaque, se retranchèrent derrière leurs trois cents chariots, et fortifièrent cette position par une rangée de pieux aigus fichés en terre la pointe inclinée du côté des ennemis. Les coulevrines des Français renversaient et brisaient ces retranchements, qui n'auraient été d'aucun secours aux Anglais si l'impétuosité des assaillants eût laissé agir l'artillerie; mais, emportés par l'impatience et pousés par une fâcheuse rivalité de gloire, les Français et les Écossais mirent pied à terre, malgré la défense du comte de Clermont, et se jetèrent imprudemment sur les ennemis. Ils furent reçus par une grêle de flèches que leur lancèrent les arbalétriers anglais et parisiens, et ils tombèrent en grand nombre. Le désordre s'étant mis dans l'armée, sir John Fastolf, capitaine des Anglais, ordonna à ses gens de sortir de leur enceinte; quelques instants suffirent pour disperser les Français, dont il fut fait un grand carnage; plus de quatre cents restèrent sur la place. Le comte de

Clermont, qui n'avait pris aucune part au combat, se retira avec ses gens quand il vit qu'on n'avait pas suivi son plan d'attaque.

Cette bataille, qu'on appela la *journée des harengs* à cause des barils de poisson salé qui formaient la plus grande partie du convoi, mit le comble à la consternation de la France. Les Orléanais, découragés et réduits à leurs propres forces, députèrent au duc de Bourgogne pour lui offrir de remettre leur ville en séquestre entre ses mains, afin de la conserver à son cousin le duc d'Orléans, prisonnier des Anglais depuis la bataille d'Azincourt. Philippe accueillit la proposition; mais Bedford la rejeta, quoique par le traité de Troyes il se fût engagé à conserver aux princes du sang leur apanage. Il ne craignit même pas d'ajouter à son insolent refus ces mots injurieux pour le duc de Bourgogne : « Je serais bien courroucé, dit-il, d'avoir battu les buissons, et qu'un autre eût les oiseaux. » De vives discussions s'élevèrent entre eux; Philippe s'en alla très-irrité, et dès ce moment, si l'Anglais ne l'eut pas pour ennemi, il cessa du moins de l'avoir pour auxiliaire. Orléans semblait donc perdue et le royaume avec elle. Charles VII, languissant à Chinon dans les plaisirs et incapable de rien entreprendre pour sauver cette malheureuse ville, se disposait à s'enfuir dans le Midi.

Il ne fallait rien moins qu'un secours surhumain pour préserver la France de l'immense naufrage qui menaçait d'engloutir sa fortune. Ce secours inattendu, Dieu l'envoya sous les traits d'une jeune fille de vingt ans, modèle de foi et de patriotisme.

## CHAPITRE VI

Jeanne d'Arc. — Délivrance d'Orléans. — Sacre de Charles VII. —  
Prise de Jeanne. — Revers des Anglais et des Bourguignons. —  
Procès de Jeanne. — Son supplice. — Bataille de Bulligneville. —  
René d'Anjou, prisonnier du duc de Bourgogne. — Entrée de  
Henri VI à Paris. — Déclin de la puissance des Anglais. — Dis-  
grâce de la Trémoille. — Entrevue de Nevers. — Congrès et traité  
d'Arras. — Mort d'Isabeau de Bavière.

Dans le village de Domremy, sur les marches de la Champagne, de la Bourgogne et de la Lorraine, vivait la fille d'un honnête paysan attaché au parti de Charles VII. Jeanne d'Arc, c'était son nom, avait été élevée dans la crainte de Dieu par une mère très-pieuse, et c'était d'elle qu'elle avait appris le peu qu'elle savait. Sa jeunesse s'était passée à coudre et dans les soins les plus humbles de la famille. Jusqu'à treize ans, son unique délassement fut d'aller parfois chanter et danser avec ses compagnes autour d'un arbre appelé *l'arbre des fées*; mais

à cet âge, elle devint tout à coup rêveuse, et ne voulut plus sortir. Elle avait eu dès son enfance le spectacle de la guerre; elle avait vu souvent des garçons du village revenir meurtris et mutilés, et elle avait toujours entendu imputer ces souffrances aux victoires des Anglais ou aux guerres des Bourguignons. Lorsque le développement physique eut amené chez elle le développement de l'intelligence, elle s'émut à la vue des douleurs de sa famille et au récit des malheurs qui désolaient la France. Dès lors elle renonça à l'*arbre des fées*, et se promena seule dans le jardin de son père, méditant sur les légendes bibliques et chrétiennes qui lui étaient connues. Un jour, au milieu de la solitude où elle se plaisait à vivre, elle vit, du côté de l'église, une grande lumière, et elle entendit une voix qui lui dit : « Jeanne, sois toujours bonne, sage et pieuse. » Depuis ce moment elle fut en communication fréquente avec les saints, et ne cessa de parler de visions qu'elle avait, de voix qui se faisaient entendre à elle. C'était tantôt saint Michel, tantôt sainte Catherine, tantôt sainte Marguerite, qui lui apparaissaient pour lui recommander la vertu et lui parler de la grande pitié que faisait le royaume de France. Plus tard, les voix lui révélèrent que Dieu l'avait choisie pour rendre au Dauphin son royaume et pour le faire cou-

ronner à Reims. Longtemps elle résista, ne pouvant s'imaginer qu'une pauvre fille des champs, qui ne savait ni monter à cheval, ni conduire des hommes d'armes, fût destinée à accomplir de si grandes choses. Vaincue enfin par les avertissements réitérés de *ses voix*, comme elle disait, elle résolut d'obéir. Elle alla trouver le sire de Baudricourt, capitaine de Vaucouleurs, dévoué à Charles VII, et lui déclara sa mission. Baudricourt d'abord la crut folle, et la renvoya chez son père. Mais Jeanne ne se laissa point décourager par ce refus. Elle insista avec ardeur, parce qu'elle savait qu'elle avait peu de temps pour accomplir ses desseins. Ses instances l'emportèrent enfin; Baudricourt, persuadé par son assurance et sa sainteté, revint de son premier jugement et se décida à l'envoyer au roi.

Les habitants de Vaucouleurs, apprenant que Jeanne partait, se disputèrent à qui compléterait son équipement. Elle prit un vêtement d'homme, et on lui fournit un cheval. Baudricourt lui remit une épée, et reçut le serment de deux gentilshommes qui s'engagèrent à la conduire fidèlement au roi. Malgré les larmes de ses parents, Jeanne quitta Vaucouleurs, accompagnée de son frère, des deux gentilshommes et de leurs serviteurs, et au milieu des craintes et des

bénédictions des habitants. Le voyage fut périlleux : il fallait traverser les contrées occupées par l'ennemi, infestées de pillards, franchir des rivières grossies par des pluies d'hiver (février 1428). Rien ne rebuta Jeanne. Après des difficultés sans nombre, en s'écartant des chemins fréquentés, en prenant gîte dans les hameaux, en cherchant route à travers les forêts, en passant les rivières à gué, ils arrivèrent sains et saufs, elle et son escorte, près de Chinon, où se tenait alors Charles VII.

Jeanne obtint, non sans peine, l'honneur d'être présentée au roi, qu'elle distingua du premier coup d'œil parmi ses courtisans, quoiqu'il ne différât d'eux par aucun attribut particulier; elle le salua avec humilité, lui demandant la permission d'aller faire lever le siège d'Orléans, selon le bon plaisir de Dieu. Ni les moqueries d'une cour frivole et corrompue, ni les longues épreuves auxquelles elle fut soumise, ne purent l'intimider; elle ne s'en montra que plus ardente pour sa mission. Interrogée par des théologiens et des juristes, elle les étonna par la sagesse et la naïveté de ses réponses. « Mon fait, disait-elle, est un ministère; je dois sauver la France. » Convaincu enfin de sa bonne foi, de sa piété sincère et de son zèle pour sa cause, Charles accepta le soutien que Dieu lui envoyait.

On donna à Jeanne un vaillant gentilhomme pour écuyer, un chapelain, deux hérauts, deux pages et un nombre convenable de serviteurs. Suivant l'ordre des voix mystérieuses qu'elle ne cessait d'entendre, elle voulut avoir un étendard blanc, semé de fleurs de lis, sur lequel était figuré d'un côté le Sauveur du monde, de l'autre étaient écrits ces mots : *Jhesus Maria*. Quant à elle, elle était armée tout en blanc, une petite hache à la main, et montait un grand coursier noir. Cette transformation de la villageoise en guerrière fut encore une preuve de la haute inspiration qui l'animait : dès ses premiers pas dans cette nouvelle carrière, elle devint le parfait modèle du chevalier chrétien : intrépide, infatigable, sobre, pieuse, modeste, habile à dompter les coursiers, elle fut bientôt versée dans toutes les parties de la science des armes, comme un vieux capitaine. On lui donna une petite armée qui devait faire entrer un convoi à Orléans. Après avoir remis un peu d'ordre dans cette troupe de soldats grossiers et indisciplinés, et communiqué autour d'elle le pieux zèle qui l'animait, elle partit de Blois. Les Anglais, épouvantés à son approche, abandonnèrent la bastille du midi, et laissèrent passer le convoi. Jeanne renvoya sa troupe, et entra dans Orléans avec Lahire et deux cents lances.

Son arrivée y causa le plus vif enthousiasme. Les assiégés, la regardant comme un être inspiré, se jetaient à ses pieds, baisaient ses vêtements, son étendard ou son cheval. Dès ce moment tous ses jours furent marqués par les plus brillants faits d'armes. Objet d'amour, d'espérance, de vénération pour les Français, de terreur pour les Anglais, elle combattait près de Dunois, de Saintrailles, de Lahire, et toujours elle remportait la palme de la valeur. Son étendard était partout où était le danger ; mais, avare de sang, elle conduisait les soldats dans la mêlée, brisait devant eux l'effort de l'ennemi, et ne tuait jamais. Dix jours après son entrée dans Orléans, elle avait détruit toutes les bastilles des ennemis ; blessée, à la dernière attaque, d'une flèche qui lui avait traversé l'épaule, elle l'arracha de ses mains, retourna quelques minutes après au milieu des combattants, acheva la déroute des Anglais, et délivra ces murailles qu'elle avait promis de délivrer.

Jeanne n'avait accompli que la moitié de sa mission. C'était le sacre qui faisait la royauté ; aussi Jeanne n'appelait toujours Charles que le gentil Dauphin. Elle l'engagea donc à marcher sur Reims pour s'y faire couronner. Pour mener à fin cette entreprise si aventureuse, il fallait traverser quatre-vingts lieues de pays occupé par

les garnisons anglaises et bourguignonnes. On résolut de s'emparer des villes entre Loire et Seine. Jargeau fut pris d'assaut, Beaugency se rendit. La victoire de Patay acheva de porter le découragement parmi les Anglais, et les débris de leur armée se retirèrent sur Paris. Alors Charles, vaincu par les supplications de la jeune fille qui avait ramené la fortune sous sa bannière, s'arracha enfin de l'inaction dans laquelle le tenait la Trémoille, et se déterminà à partir. Toute sa noblesse l'accompagna; jamais son armée n'avait été ni si belle ni si nombreuse; chaque jour de nouveaux chevaliers venaient la grossir; Richemont lui-même accourut avec deux mille Bretons; mais il ne put obtenir l'honneur d'accompagner le roi à Reims.

Les Anglais, terrifiés et voyant leurs forces très-réduites, n'osèrent pas troubler la marche de l'armée royale. Toutes les villes se rendirent sans se défendre; Troyes seule, qui avait une garnison bourguignonne, voulut d'abord faire résistance; mais, à la vue de Jeanne disposant tout pour un assaut, les habitants renvoyèrent la garnison, et se soumirent sous condition d'une amnistie entière. Enfin l'on arriva devant Reims: les bourgeois forcèrent les capitaines bourguignons à se retirer, et ouvrirent leurs portes. Le roi fit son entrée en grande pompe; et deux jours

après, le 17 juillet 1429, il fut sacré dans la cathédrale, par l'archevêque Regnaut de Trie, après avoir été fait chevalier par le duc d'Alençon. Pendant la cérémonie, Jeanne se tint à côté du roi, près de l'autel, son étendard à la main; après le sacre elle se jeta à genoux devant le roi, baisa ses pieds en pleurant, et lui dit : « J'ai accompli ce que Dieu m'avait commandé, qui était de lever le siège d'Orléans et de faire sacrer le gentil roi; maintenant je le supplie qu'il me fasse reconduire auprès de mes bons parents, afin que je puisse encore garder leurs troupeaux. » Mais Charles et ses capitaines, qui mettaient la plus haute importance à conserver l'héroïne qui excitait tant d'enthousiasme parmi les soldats, firent tant d'instances, qu'ils la décidèrent à rester. Jeanne avait accompli sa mission d'héroïsme, il ne lui restait plus qu'à la couronner par le martyre.

Le courage était revenu aux Français, et les succès de Charles VII allèrent toujours croissant. Compiègne et Beauvais se soumirent à lui, ainsi que plusieurs autres villes de l'Ile-de-France, et bientôt son armée menaça Paris. Malgré l'opposition des courtisans, qui prétendaient qu'on n'avait pas des intelligences assez sûres dans la capitale, Jeanne fit décider l'attaque de la porte Saint-Honoré : elle emporta le boulevard; mais,

atteinte d'une flèche à la jambe et retenue par la profondeur du fossé, elle fut emportée malgré elle par les soldats, et l'armée opéra sa retraite devant les forces supérieures que Bedford fit sortir de la ville.

La Trémoille décida le roi à retourner sur la Loire. Il lui persuada que là il serait plus facile de continuer les négociations entamées avec le duc de Bourgogne, qui faisaient espérer une issue prochaine et favorable. Le roi laissa de fortes garnisons dans les forteresses qu'il avait conquises, dans Compiègne, Senlis, Lagny, Creil et Saint-Denis; puis, se dirigeant par Sens, il revint à Gien avec son armée. Cette retraite si intempestive alarma la bourgeoisie, arrêta le mouvement populaire et refroidit le duc de Bourgogne, qui ne voulut que conclure un armistice. De son côté, Bedford revint à Paris, et s'occupa de ramener Philippe à lui. Pour complaire aux Parisiens, il se démit, quoique à regret, de la régence, et la céda au duc, ne gardant pour lui que le gouvernement de la Normandie. Malgré cette concession, Philippe ne se montra pas plus ardent à pousser la guerre contre le roi; il prolongea même l'armistice jusqu'au printemps suivant (1430), et partit pour la Flandre, laissant sans défense et dans la dernière détresse ces Parisiens qui avaient placé toutes leurs espérances en lui.

Le 10 janvier 1430, il épousa à Bruges en troisièmes noces Isabelle, fille du roi Jean I<sup>er</sup> de Portugal. Ce fut à l'occasion des fêtes données pour célébrer cette union qu'il institua l'ordre de la Toison d'or, admirable code d'honneur et de vertus chevaleresques, par lequel il rattachait à lui toute la noblesse des divers pays soumis à son obéissance.

Cependant Jeanne continuait à tenir la campagne. Partout où elle se présentait, les populations, entraînées par son exemple héroïque et résolues à sauver la France malgré le roi, chassaient les Anglais effrayés. Après l'expiration de l'armistice, le duc Philippe et Jean de Luxembourg, son principal capitaine dans le Nord, vinrent mettre le siège devant Compiègne, occupée par les Français. Jeanne, avec plusieurs braves chevaliers, se jeta dans cette place pour la défendre, et dès le jour même de son arrivée elle fit une sortie. Les Bourguignons furent d'abord repoussés; mais le sire de Luxembourg ayant reçu des renforts de son quartier et de celui des Anglais qui se trouvaient dans le voisinage, les Français, écrasés par le nombre, ne purent résister et se décidèrent à rentrer dans la place. Jeanne, toujours intrépide, resta à l'arrière-garde pour protéger leur retraite. Arrivée la dernière au pied des murailles, elle trouva la

barrière fermée. Elle fut aussitôt environnée d'ennemis et se défendit vigoureusement; enfin un archer l'ayant saisie par sa huque d'écarlate la fit tomber de son cheval. Sa valeur devint inutile, il lui fallut se rendre. Ce fut à Lionel de Vendôme, qui se trouvait près d'elle, qu'elle remit son épée et son étendard.

Ce fut une joie sans pareille parmi les assiégeants quand ils surent que Jeanne d'Arc était prise, car ils la redoutaient plus qu'aucun autre chef de guerre. Le duc de Bedford fit chanter un *Te Deum* en grande solennité, tandis qu'une grande tristesse s'emparait du pauvre peuple, qui espérait voir tous ses maux terminés par cette pieuse héroïne. Le troisième jour de sa captivité, Jeanne fut réclamée par l'évêque de Beauvais comme ayant été prise sur son diocèse; le sire de Luxembourg résista d'abord à cette réclamation; mais il finit par se rendre aux instances de l'université, et vendit sa prisonnière aux Anglais moyennant dix mille francs. L'héroïne fut transportée à Rouen dans une cage de fer, et emprisonnée dans la grosse tour du château. Charles, engourdi dans les plaisirs au milieu de sa riante Touraine, ne fit aucune démarche pour la sauver.

Le siège de Compiègne continua. Le duc Philippe en laissa la conduite au sire de Luxem-

bourg, pour se rendre dans ses États, où une affaire importante exigeait sa présence. Son cousin, le duc de Brabant, venait de mourir sans héritiers, et les états du duché, après avoir écarté tous les autres prétendants, l'avaient appelé, comme le plus fort, à recueillir cette brillante succession. Philippe s'empressa de se rendre à Malines, où il jura de maintenir les privilèges et coutumes de sa nouvelle possession. Mais, tandis qu'il ajoutait ainsi sans cesse à sa domination en Flandre, ses armes n'éprouvaient en France que des revers. Un corps de troupes que le prince d'Orange conduisait de la Bourgogne à la conquête du Dauphiné fut défait à Authon, près du Rhône, par le sire de Gaucourt, l'un des vaillants défenseurs d'Orléans. Dans le même temps, le sire de Luxembourg, attaqué simultanément par les défenseurs de Compiègne et par un corps de quatre mille Français qui arrivaient à leur secours, se vit forcé de lever le siège de cette ville. A la nouvelle de ces échecs, Philippe quitta Bruxelles, où il célébrait par de grandes fêtes la naissance de son fils, et rassembla une nouvelle armée; mais la fortune ne lui fut pas plus favorable qu'à ses capitaines; son avant-garde fut complètement battue à Germigny, près de Péronne, par Saintrailles, et il n'osa accepter la bataille que celui-ci lui présenta.

Pendant ce temps, le sire de Barbazan battait une autre armée bourguignonne à Chappes, à deux lieues de Troyes, et s'emparait de toute la Champagne, dont le roi l'avait nommé capitaine.

Ces défaites réitérées exaspérèrent Bedford et les autres seigneurs anglais : leur vengeance se tourna tout entière contre la malheureuse jeune fille à laquelle ils attribuaient tous leurs revers. Aussi demandèrent-ils sa mort avec fureur. Son procès commença devant l'évêque de Beauvais et un chanoine de la même ville assistés de plus de cinquante docteurs et conseillers. On lui fit subir seize interrogatoires ; cette fille si simple, privée de conseil et de défenseur, ne se troubla pas un moment, et fit souvent des réponses sublimes ; elle conserva jusqu'à la fin sa piété, sa raison, sa modestie. Tant de courage redoubla l'animosité des Anglais ; ils menacèrent les juges de mort s'ils se laissaient attendrir. Enfin, après une procédure de plus d'un mois, une sentence inique fut rendue. Jeanne fut condamnée comme sorcière et hérétique, et livrée au bras séculier pour être brûlée. Aussitôt les soldats anglais se jetèrent sur elle et la traînèrent au bûcher (30 mai 1431).

« Le bûcher avait été élevé sur la place du Vieux-Marché, à Rouen, en face de deux écha-

fauds où se tenaient les juges séculiers et ecclésiastiques; Jeanne était vêtue d'un habit de femme, coiffée d'une mitre où étaient écrits ces mots : *Apostate, relapse, idolâtre, hérétique*. Deux dominicains la soutenaient; elle était garrottée.

« Jeanne prononça à genoux une courte prière, se recommanda à Dieu, à la pitié des assistants, et parla généreusement de son roi qui l'oubliait. L'évêque de Beauvais, les juges, le peuple, et jusqu'au bourreau, pleuraient. La condamnée demanda un crucifix. Un Anglais rompit un bâton, dont il fit une croix. Jeanne la prit comme elle put, la baisa, la pressa contre son sein, et monta sur l'échafaud. Comme on avait voulu la donner en spectacle au peuple, le bûcher était très-élevé, ce qui rendit le supplice plus douloureux et plus long. Lorsque Jeanne sentit que la flamme l'allait atteindre, elle invita le frère Martin, son confesseur, à se retirer avec un autre religieux, son assistant. La douleur arracha quelques cris à cette pauvre jeune et glorieuse fille. Le dernier mot qu'elle prononça au milieu des flammes fut *Jésus*, nom du consolateur des affligés et du Dieu de la patrie \* . » Ses cendres furent jetées dans la Seine.

\* Chateaubriand, *Analyse raisonnée de l'histoire de France*.

Cette lâche vengeance augmenta la haine du peuple français contre les Anglais, et accrédita la sainteté de Jeanne. Les Bourguignons eux-mêmes s'émurent d'une mort aussi atroce : les malheurs qui les accablaient leur faisaient d'ailleurs détester l'alliance anglaise, et le duc, cédant aux instances de ses conseils, se détermina à faire savoir au roi d'Angleterre son intention de ne plus continuer à faire seul les frais d'une guerre dont il ne tirait aucun avantage. Les embarras de Philippe étaient, en effet, de nature à lui faire faire de sérieuses réflexions. Ses provinces, jusqu'alors beaucoup moins exposées que le reste du royaume aux ravages de la guerre, offraient une riche proie à l'avidité des gens d'armes, qui y pénétraient de tous côtés. Les capitaines, abandonnés à eux-mêmes par l'insouciance du roi de France, sillonnaient en tous sens de leurs bandes audacieuses le duché de Bourgogne, le Charolais, le Nivernais, l'Artois et le Rethelois ; enfin chaque jour des seigneurs et des chevaliers tombaient au pouvoir des Français, et se ruinaient à payer leur rançon. L'exposé de cette situation, faite avec amertume par les ambassadeurs qui en étaient chargés, dut avertir les Anglais qu'ils ne devaient plus compter que sur leurs ressources pour se maintenir en France.

Cependant le duc de Bourgogne se trouvait

encore entraîné d'un autre côté dans de nouveaux embarras et dans de nouvelles luttes. René d'Anjou, petit-neveu des ducs de Bar, avait été appelé, après l'extinction de cette famille, à posséder le duché de Bar. Il avait épousé la fille unique de Charles, duc de Lorraine, et en 1430, à la mort de son beau-père, il hérita du duché; mais il trouva un compétiteur dans Antoine, duc de Vaudemont, neveu du feu duc, qui prétendit que le duché ne pouvait tomber en quenouille, et qu'à lui seul appartenait l'héritage en vertu de la loi salique. Le comte de Vaudemont s'étant toujours montré fidèle aux Bourguignons, la noblesse de ce pays embrassa sa cause, et les états, craignant d'avoir un prince armagnac pour voisin, lui accordèrent un subside au moyen duquel il leva une armée d'aventuriers qui fut placée sous le commandement du maréchal de Toulangeon. Le duc René, de son côté, après avoir pris possession du duché et fait hommage à l'Empereur, réunit une armée de quinze à vingt mille hommes, dont le brave sire de Barbazan fut nommé maréchal. Le 2 juillet 1431, une bataille s'engagea près du village de Bulligneville, sur la petite rivière du Vair. Les troupes du duc René furent complètement battues. Barbazan et un grand nombre de seigneurs furent tués. René, blessé au visage, fut pris et emmené captif à Dijon.

Malgré l'avantage qu'il venait d'obtenir. Philippe ne persista pas moins dans sa résolution d'entamer avec le roi des négociations pour la paix. Rendu à lui-même, à l'honneur, à la raison, il commençait à sentir que l'ardeur de la vengeance l'avait entraîné trop loin; il se rappelait sa naissance et les fleurs de lis dont sa grandeur était sortie. Jean de la Trémoille et le sire de Jeaucourt, envoyés en ambassade auprès du roi à Chinon, prévoyant bien que les conférences pour la paix entraîneraient de longues discussions et rencontreraient beaucoup d'obstacles, commencèrent, afin de soulager le pauvre peuple, par signer une trêve de deux ans. Un congrès s'ouvrit ensuite à Auxerre pour traiter de la paix générale.

Cependant la situation de Bedford devenait de plus en plus critique. Privé du puissant appui du duc de Bourgogne, il se voyait encore abandonné par le parlement anglais, qui ne lui envoyait ni argent ni hommes pour une guerre qui lui paraissait inutile. Afin de ranimer l'ardeur de ses partisans et d'écarter cette ombre funeste que les exploits de Jeanne d'Arc avaient jetée sur la gloire des armes anglaises, Bedford imagina d'amener à Paris son roi de neuf ans, pour l'y faire couronner. Henri VI fit son entrée le 2 décembre 1431. Son escorte était fort brillante, mais

presque uniquement composée d'Anglais; le duc de Bourgogne n'avait pas même jugé à propos de s'y rendre. Au moment où le cortège passa devant l'hôtel Saint-Paul pour se rendre aux Tournelles, palais du duc de Bedford, la reine Isabeau de Bavière, qui traînait une vieille délaissée et misérable au fond de cet hôtel jadis si splendide, se montra à la fenêtre. Le roi Henri, son petit-fils, s'arrêta pour la saluer. On remarqua qu'après s'être humblement inclinée devant ce roi anglais auquel elle avait ouvert le royaume, Isabeau se détourna et se mit à pleurer. La cérémonie du sacre, qui eut lieu à Notre-Dame quelques jours plus tard, fut pompeuse, mais triste. Les Parisiens étaient si mécontents, ils haïssaient tellement les Anglais, par qui ils étaient traités en peuple conquis, qu'ils s'abstinrent de prendre aucune part aux réjouissances célébrées à cette occasion. C'était, en effet, chose affligeante que le gouvernement des Anglais. Ils ne songeaient qu'à lever des impôts, et ne payaient pas même les gages du parlement, qui ne rendait plus la justice. L'université cessait ses leçons; les marchands fermaient leurs boutiques. La famine était continuelle, parce que les Français étaient maîtres de toutes les villes qui approvisionnaient Paris; il n'y avait plus de troupes régulières nulle part, parce qu'on manquait d'argent

pour les payer; mais partout des bandes de brigands appelés vulgairement *écorcheurs*, par suite de l'habitude qu'ils avaient de dépouiller jusqu'à la chemise ceux qui tombaient entre leurs mains. Il n'était sorte de barbaries que ces aventuriers n'exercassent sur les habitants des campagnes, qu'ils forçaient ainsi à abandonner la culture de la terre pour se réfugier dans les villes. Ennemis de tout le monde, ils servaient tantôt un parti, tantôt l'autre, pourvu qu'on les prit à gages. Les Parisiens, voyant qu'aucun prince ne s'occupait de faire cesser un état de choses aussi déplorable, nourrissaient contre les Anglais la même haine qu'ils avaient vouée aux Armagnacs.

Le congrès d'Auxerre n'amena aucun résultat; cependant le duc Philippe n'en continua pas moins à s'éloigner de la cause anglaise. Ce prince, animé du désir de rétablir l'ordre dans ses États, quitta son armée pour se rendre en Bourgogne. A peine arrivé à Dijon, il alla rendre visite à son prisonnier, le duc René, qui depuis six mois subissait une dure captivité. Il se montra courtois et bienveillant envers l'illustre captif. Le bon duc René, qui de tous les princes de son temps était le plus versé dans les lettres et dans les arts, s'était amusé, pour charmer les loisirs de sa prison, à peindre sur verre le portrait de Jean sans Peur et celui de Philippe lui-même. Il les offrit

au prince bourguignon, qui se montra flatté de cette attention, et lui rendit la liberté à condition qu'il se remettrait en prison à la première réquisition. Une suspension d'armes fut stipulée en même temps (1432).

C'étaient les prétentions exagérées des Anglais qui avaient fait rompre les conférences d'Auxerre. La tournure que prenaient les événements de la guerre aurait cependant dû les rendre moins exigeants. Les Français avaient échoué dans la surprise de Rouen; mais celle de Chartres leur avait réussi; Bedford avait été forcé de lever le siège de Lagny, en abandonnant ses canons et ses vivres. Dans le Maine et sur les frontières de Bretagne, la fortune ne se montrait pas plus favorable à leurs armes. Le siège de Saint-Celestin, un des plus forts châteaux qui fussent alors au pouvoir des Français, avait été abandonné par lord Willoughby; Ambroise de Loré, ayant passé l'Orne à la nage avec ses gens d'armes, avait paru subitement au milieu de la grande foire de Saint-Michel, aux portes de la ville de Caen, et il y avait fait un riche butin.

Dans cette extrémité, les Anglais n'avaient qu'une politique à suivre : ils devaient tout faire pour perpétuer la guerre civile, en resserrant leur union avec le duc de Bourgogne. Mais, au contraire, les deux oncles de Henri VI semblaient

prendre à tâche de brouiller le duc avec l'Angleterre, et de se faire un ennemi mortel de l'homme qu'ils avaient le plus grand intérêt à ménager. Gloucester avait, comme nous l'avons dit, provoqué l'inimitié de Philippe en épousant Jacqueline de Hainault. Bedford, dans une occasion à peu près semblable, s'écarta de la prudence qu'il avait montrée jusque-là. Sa femme, Anne de Bourgogne, sœur du duc Philippe, étant morte à Paris au mois de novembre 1433, il s'empressa d'épouser, à cinquante ans, la très-jeune fille du comte de Saint-Pol, nièce de messire Louis de Luxembourg, évêque de Thérouanne et chancelier de France pour les Anglais. Ce mariage, contracté sans son aveu et à son insu, avec la fille d'une de ses vassaux, offensa indignement le duc de Bourgogne. Toute alliance de famille se trouvant désormais rompue entre lui et le duc de Bourgogne, leur mésintelligence ne fut plus un mystère.

Depuis que, par une défiance qui n'était pas sans motif, la Trémoille avait fait exiler le connétable de Richemont, il avait maintenu sans partage son autorité sur la cour de Charles VII. Après avoir désorganisé le gouvernement rétabli par son adversaire, il avait désolé le petit nombre de provinces restées au monarque par une guerre civile, non de faction, mais de favoritisme. On

L'avait toujours vu s'opposer de tout son pouvoir à toutes les entreprises qui auraient pu contribuer à étendre la domination de Charles ; il l'avait empêché d'aller à Orléans ; il s'était opposé au voyage de Reims ; il s'était empressé de le ramener de Saint-Denis à Chinon , et l'avait tenu dès lors dans une langueur voluptueuse , écartant de lui tous les princes du sang , et s'étudiant à ce qu'il ne vît personne , ne sût rien , ne prévît rien , ne pensât à rien. Une pareille conduite provoquait l'indignation générale , et devait nécessairement avoir un terme. Le connétable , le comte de Clermont , le comte du Maine et tous les seigneurs animés du noble désir de rendre la paix au royaume qu'ils venaient de reconquérir au prix de leur sang , résolurent d'arracher le roi au joug de son indigne conseiller. Ils usèrent , pour le renverser , des mêmes moyens dont on s'était servi à l'égard des précédents favoris. Un complot se forma , dans lequel la reine elle-même entra. Cinquante Bretons pénétrèrent , à la faveur de la nuit , dans le château du Coudrai , près de Chinon , qu'habitait la Trémoille ; ils parvinrent jusqu'à sa chambre , et le saisirent dans son lit. L'un d'eux , le sire de Rosnieven , lui porta un coup d'épée , qui ne fit que le blesser. Les autres , qui ne voulaient point sa mort , l'envoyèrent prisonnier au château de

Montrésor. Charles se montra d'abord indigné de tant d'audace ; mais, soit crainte des conjurés, soit insouciance, il se calma, et approuva la conduite du connétable devant les états assemblés à Tours. Le jeune Charles d'Anjou, comte du Maine, hérita de l'influence qu'avait exercée à la cour le sire de la Trémoille. Richemont reprit le commandement des troupes, rassembla six mille hommes, et délivra le Maine des Anglais (1433). De là il se mit en marche pour la Picardie et le Valois, où Lahire, Saintrailles et quelques autres capitaines guerroyaient depuis deux ans sans grand résultat. Le pays, saccagé alternativement par les bandes de l'un et de l'autre parti, était dans une grande désolation. Richemont ravitailla les places, s'empara de Ham, et fit une guerre très-vive aux bandes anglaises et bourguignonnes (1434).

Dans le même temps, le comte de Clermont, devenu duc de Bourbon par la mort de son père, envahissait la Bourgogne, où plusieurs seigneurs avaient renoncé à l'hommage du duc, et où les villes conspiraient en faveur des Français. Philippe se mit aussitôt en route avec son armée, fit en peu de jours rentrer sous son obéissance les places qui s'étaient rendues aux Français, attaqua à son tour les États du duc de Bourbon, l'assiégea dans Villefranche, et s'empara de

Belleville. Une suspension d'armes fut alors conclue entre les deux partis par la médiation du duc de Savoie; puis des conférences s'ouvrirent à Nevers, où le connétable se rendit, au nom de Charles VII. Les deux ducs, qui étaient beaux-frères, y vinrent en grand appareil et se réconcilièrent. Cet événement fut célébré par des fêtes et des banquets. « On y dansa, dit Monstrelet, et y eut grande foison de momeurs et de farceurs, ce qui fit dire à un chevalier bourguignon, assez haut pour être entendu : « Nous autres, nous sommes bien mal conseillés de nous aventurer et mettre en danger de corps et d'âme pour les singulières volontés des princes, lesquels, quand il leur plaît, se réconcilient l'un avec l'autre, et alors il advient souvent que nous demeurons pauvres et détruits. » Pendant que les princes étaient réunis à Nevers, Ferry de Grancey, évêque d'Autun, vint, avec une députation des Pères du concile de Bâle, engager le duc de Bourgogne à se réconcilier avec Charles VII. Cette assemblée renouvelait sans cesse les instances les plus vives pour engager les princes à faire cesser les maux de la guerre. Le pape usait aussi de toute son influence pour amener une conciliation. Il fut convenu qu'au mois d'août suivant un congrès s'assemblerait à Arras pour traiter de la paix générale, et que le roi d'Angleterre serait invité à y prendre

part. Le duc de Bourgogne s'engageait, si Henri VI refusait les offres convenables que lui ferait le roi de France, à abandonner définitivement son alliance.

Peu de temps après, le duc retourna en Flandre ; il était accompagné de la duchesse, de toute sa cour, de ses hommes d'armes, de plus de cent chariots chargés de ses bagages et d'une nombreuse artillerie. Ce fut dans cet appareil qu'il fit son entrée à Paris, où il n'avait pas paru depuis si longtemps, et où on lui rendit les honneurs souverains. Tandis qu'il conférait avec le régent, une députation des dames et des bourgeoises parisiennes se présenta à la duchesse, pour la supplier d'engager son époux à faire tous ses efforts pour rétablir la paix dans le royaume. « Mes bonnes amies, leur répondit l'excellente princesse avec la plus vive émotion, la paix est une des choses de ce monde dont j'ai le plus de désir et dont je prie jour et nuit le Seigneur notre Dieu, à cause du très-grand besoin que je vois que nous en avons ; et je tiens pour certain que monseigneur le duc a la ferme volonté d'y exposer son corps et son bien. »

Malgré les sollicitations du régent, Philippe persista dans sa résolution de se rendre au congrès, dont l'ouverture solennelle eut lieu le 5 août 1435. Jamais il n'y avait eu en Europe une

assemblée politique aussi imposante. Deux légats, les cardinaux de Sainte-Croix et d'Arles, envoyés par le pape, la présidaient ; on y voyait le cardinal de Winchester, chef de l'ambassade anglaise ; le duc de Bourbon, chef de l'ambassade française, le duc de Bourgogne, le connétable de Richemont ; outre les ambassadeurs des parties intéressées, il y en avait encore de presque toutes les puissances de l'Europe. On vit arriver successivement ceux de l'empereur Sigismond, des rois de Castille, d'Aragon, de Navarre, de Portugal, de Naples, de Sicile, de Chypre, de Pologne, de Danemark, des ducs de Bretagne et de Milan. L'université de Paris, ainsi que plusieurs villes de France, de Flandre et de Hollande, y avaient aussi leurs représentants ; un nombre considérable d'évêques, de seigneurs, de docteurs en théologie et en droit, étaient accourus de tous les côtés. Enfin on comptait plus de dix mille étrangers à cette assemblée, où allaient se débattre les destinées de deux grands royaumes, dont la querelle intéressait toute la chrétienté.

Les commissaires anglais se firent longtemps attendre. Dès le début des conférences, leurs prétentions excitèrent autant d'indignation que d'étonnement : ils déclarèrent qu'ils se renfermeraient dans les termes du traité de Troyes, et qu'ils ne consentiraient jamais à l'abandon de la

couronne de France. Les Français ayant refusé de négocier sur de pareilles bases, l'ambassade partit. Cette retraite jeta le duc Philippe dans un grand embarras; il rougissait de l'alliance qu'il avait contractée, il sentait se réveiller en lui tous les sentiments de son origine; mais, ayant donné sa parole aux Anglais, il ne savait, dans ses préjugés chevaleresques, à quel parti s'arrêter. Il résistait aux instances des commissaires français, des légats et de son épouse, qui le pressaient de conclure une paix séparée avec Charles VII, lorsqu'une circonstance imprévue le tira de son indécision. Bedford, qui seul avait reçu ses promesses, qui avait été son beau-frère et longtemps son allié fidèle, Bedford venait de mourir à Rouen (14 septembre 1435). Philippe se regarda dès lors comme relevé de tous ses serments, et signa avec la France une paix qui lui fut d'ailleurs très-avantageuse.

Par ce traité, Charles désavouait le meurtre de Jean sans Peur, et créait plusieurs fondations pieuses en mémoire du crime et de la satisfaction. Il s'obligeait à payer au duc Philippe cinquante mille écus d'or pour les bijoux que portait son père à Montereau, et qui lui avaient été pris. Il lui cédait l'Auxerrois au midi, et au nord les villes de la Somme, Amiens, Abbeville et Péronne, qui servaient à cette époque de barrières au royaume.

Il l'exemptait de foi et d'hommage pour les fiefs qu'il tenait de la couronne de France. A ces conditions, Philippe, qui prenait le titre de duc par la grâce de Dieu, reconnaissait Charles de France pour son souverain. Aussitôt après les sceaux apposés au bas du traité, le duc de Bourgogne, le duc de Bourbon et le connétable en jurèrent l'observation sur le crucifix, entre les mains du légat du pape, dans l'église Saint-Vaast, où une messe fut célébrée avec toute la pompe convenable à une si grande et si noble cérémonie. La paix fut ensuite annoncée au peuple, au milieu des acclamations de la foule enivrée. Philippe signala ce grand événement par une promotion de chevaliers de l'ordre de la Toison d'or. Toute la France, toute la chrétienté accueillirent cette nouvelle avec une grande allégresse, et conçurent l'espoir d'un meilleur avenir. La reine Isabeau elle-même en témoigna du contentement, et mourut huit jours après. Cette femme, première cause de tous les malheurs du royaume, vivait depuis longtemps oubliée des Parisiens et méprisée par les Anglais, auxquels elle avait tout sacrifié. Aucune pompe, aucun regret n'accompagna ses obscures funérailles. Comme les Français étaient maîtres du pays jusqu'aux portes de la capitale, le cercueil fut déposé dans un petit bateau et transporté à l'île Saint-Denis. Les religieux

le transportèrent dans leur église, et célébrèrent son service sans appareil, au milieu de la désolation de leur ville, qui venait d'être reprise et pillée par les Anglais.

## CHAPITRE VII

Le duc Philippe déclare la guerre aux Anglais. — Paris se soumet au roi. — Entreprise sur Calais. — Révoltes à Bruges et à Gand. — René d'Anjou mis en liberté. — Entrée de Charles VII à Paris. — Changement de roi. — Praguerie. — Délivrance du duc d'Orléans. — Siège de Pontoise. — Assemblée et remontrances de Nevers. — Succession du Luxembourg.

Le duc Philippe crut qu'il était de la courtoisie d'envoyer son roi d'armes à Londres, pour faire part à la cour d'Angleterre de la conclusion du nouveau traité de paix. Le jeune roi, plus vain que prévoyant, s'indigna de ce que la suscription des lettres qui lui furent remises ne lui donnait plus le titre de roi de France. Son conseil accusa aussitôt le duc de Bourgogne de trahison. Toison-d'Or, le héraut de Bourgogne, fut accablé de marques de mépris. Bientôt les gens du commun peuple s'assemblèrent, et pillèrent les maisons des marchands sujets du duc établis dans

la cité. L'envoyé, craignant pour ses jours, fut obligé de repartir sans avoir pu obtenir une réponse aux lettres de son maître. Philippe, dont le trésor était obéré, s'était d'abord flatté de l'espoir de garder la neutralité; mais lorsqu'il vit l'outrage fait à son ambassadeur et les efforts tentés par les Anglais pour exciter des révoltes dans ses États, il résolut de leur déclarer la guerre. Il rassembla les états de Flandre, en obtint des subsides, et réunit six cents hommes d'armes aux troupes de Charles VII, pour que leur vue facilitât la soumission des villes (1436).

L'île-Adam et Richemont, maîtres de Meulan, de Pontoise et de Corbeil, s'occupaient alors activement d'enlever Paris à la domination des étrangers. Il n'y avait que deux mille Anglais dans cette ville; mais à force de vigilance et de cruauté, ils comprimaient les habitants, et la terreur régnait avec la misère dans la capitale de la France. Tant de tyrannie ne put cependant empêcher les complots qui se formèrent. Les honnêtes bourgeois n'ayant plus de raison de rester attachés au parti anglais depuis que les Bourguignons avaient fait la paix avec les Français, prêtèrent l'oreille aux propositions des émissaires du connétable. Ces bons citoyens, dirigés surtout par un riche marchand nommé Michel Allier, firent savoir à Richemont et au sire de

l'Ile-Adam qu'ils promettaient de leur ouvrir une des portes de la ville, pourvu qu'on leur donnât la garantie que personne ne serait recherché pour ce qui avait pu être fait contre la cause royale, et que la ville serait préservée de tout pillage. Le connétable leur en donna l'assurance, fit un choix de ses soldats les plus disciplinés, et se présenta pendant la nuit à la porte Saint-Jacques (13 avril 1436). Le détachement de la milice bourgeoise, sans se donner le temps d'ouvrir la porte, tendit aussitôt une échelle. Ce fut le maréchal de l'Ile-Adam qui monta le premier, ce même l'Ile-Adam que le complot de Perrinet le Clerc avait introduit dans Paris de la même manière, dix-huit ans auparavant. Cette fois il portait la bannière du même roi qu'il avait autrefois chassé de la capitale lorsqu'il n'était encore que Dauphin. Pendant ce temps on brisait les serrures de la porte et on abaissait le pont-levis. Aussitôt le connétable, monté sur un superbe coursier, fit son entrée en compagnie des seigneurs armagnacs et bourguignons confondus sous le même drapeau. Tous criaient : « Vive la paix ! vivent le roi et le duc de Bourgogne ! » Le connétable, d'un air satisfait et plein de courtoisie, serrait la main aux bourgeois, leur répétant : « Mes bons amis, le roi vous remercie de ce que si doucement vous lui avez rendu la maîtresse cité de son royaume ; tout

est pardonné tant aux absents qu'aux présents. » Les Anglais, partagés en trois colonnes, essayèrent vainement d'arrêter les assaillants; ils furent de toutes parts repoussés par les bourgeois, qui tendaient les chaînes des rues et leur lançaient des pierres par les fenêtres. Cernés de tous les côtés, ils se réfugièrent à la Bastille. Le connétable, le sire de l'Île-Adam, Dunois, s'avancèrent au milieu des acclamations de la foule, faisant lire dans tous les quartiers les lettres de pardon. Toutes les cloches sonnaient; chacun remerciait Dieu d'une délivrance aussi miraculeuse. Les gens des princes de France ne commirent aucun désordre, aucune violence. Le connétable se rendit à Notre-Dame, où il entendit la messe tout armé. Michel Lallier, qui avait présenté au connétable ses soumissions au nom de la bourgeoisie, fut nommé prévôt des marchands. Le parlement prit en main le gouvernement de la ville. Les Anglais, réfugiés à la Bastille, effrayés des menaces qu'ils entendaient gronder autour d'eux, la rendirent par capitulation, et se retirèrent en hâte vers Rouen, poursuivis par les huées du peuple. Cette soumission de la capitale fut le complément du traité d'Arras; le royaume était délivré de la guerre civile; il ne restait plus qu'une guerre étrangère peu redoutable.

Paris était à peine au pouvoir des Français,

que le duc de Bourgogne, secondé par la haine des Flamands contre les Anglais, entreprit d'enlever l'importante place de Calais. Il se mit en route au commencement de juin avec l'armée des communes de Flandre, forte de trente mille combattants au moins, et vint établir son camp non loin de la ville, à l'endroit même où Jacques Arteveld avait établi le sien quatre-vingt-dix ans auparavant, lorsqu'il avait aidé son allié, le roi Édouard III, à se rendre maître de Calais. Les Flamands n'avaient rien négligé pour cette expédition : leur campement offrait un coup d'œil magnifique par la richesse et le bel arrangement des différents corps de métiers ; on n'avait jamais vu une artillerie si nombreuse, ni tant de bagages et de chariots. Mais ces bourgeois de Flandre n'étaient pas accoutumés à la guerre ; ils étaient indisciplinés, orgueilleux et intraitables. Le siège traînant en longueur, parce que le duc attendait un renfort de gentilshommes bourguignons et picards pour ordonner une attaque générale, ils commencèrent à murmurer. Une sortie vigoureuse des assiégés, qu'ils eurent à soutenir seuls, fit éclater la sédition. A la vue de quelques-uns des leurs faits prisonniers et immolés sous leurs yeux par les Anglais, ils s'écrièrent qu'ils étaient trahis, et qu'ils n'entendaient pas se faire tuer sans que les nobles se donnassent la peine de les secou-

rir. Aussitôt ils résolurent d'abandonner l'entreprise et de s'en retourner chez eux. Philippe désespéré accourut au milieu d'eux, les suppliant de ne point porter un si grand préjudice à leur honneur et à celui de leur souverain. Ce fut peine perdue. Dès le soir même ils se mirent à plier leurs tentes et leurs pavillons, à charger leurs bagages, et prirent en foule et en tumulte la route de la Flandre, abandonnant beaucoup de vivres et une partie de l'artillerie. Les Bourguignons, restés fidèles à leur drapeau, n'étaient pas assez nombreux pour continuer le siège d'une ville aussi importante que Calais. Le duc, honteux et indigné, suivit les Flamands à la tête de sa gendarmerie, pour empêcher du moins que la retraite de cette foule tumultueuse ne fût inquiétée par les Anglais. A Gravelines il tenta encore de ramener ses sujets au sentiment de l'honneur et du devoir; mais ils ne tinrent aucun compte de ses paroles; il les laissa alors retourner dans leurs villes, et se rendit à Lille pour aviser aux moyens de défendre ses seigneuries, qui allaient être sans doute ravagées par les Anglais.

Le lendemain même de la levée du siège de Calais, le duc de Gloucester entra dans le port de cette ville avec une flotte portant dix mille combattants. Ces soldats se mirent à ravager la Flandre occidentale et l'Artois, tandis que les vaisseaux

qui les avaient amenés infestaient les côtes de Flandre et les îles de la Zélande. Les équipages de la flotte et quelques soldats restés à bord mettaient les villages au pillage, puis se hâtaient de reprendre la mer avec leur butin. Ces ravages augmentèrent encore le désordre et l'exaspération qui régnaient déjà parmi les populations flamandes. A Bruges, les gens de la milice, irrités du refus que le capitaine de l'Écluse avait fait de les admettre à défendre cette place contre les Anglais, s'emparèrent des canons et des clefs de la ville, massacrèrent Hassart Brixen, scoutète, c'est-à-dire magistrat de justice pour le duc, et pillèrent les maisons des riches bourgeois. La duchesse de Bourgogne, qui se trouvait à Bruges, ne parvint qu'avec la plus grande peine, et au milieu des plus grands dangers, à fuir cet effroyable désordre avec son fils, le petit comte de Charolais, qui fut depuis Charles le Téméraire.

Les Gantois firent d'abord cause commune avec les gens de Bruges. Les cinquante-deux métiers, réunis en armes sous leurs bannières, jurèrent de ne pas abandonner leurs amis de la ville de Bruges, et exigèrent le bannissement des officiers du duc dont ils croyaient avoir à se plaindre. Le duc, qui s'était d'abord retiré à Lille, parce qu'il n'était pas assez fort pour dompter cette popu-

lace, ne tarda pas à revenir avec une troupe considérable de Bourguignons et des gentilshommes de Picardie et d'Artois ; son approche suffit pour calmer l'effervescence des Gantois, qui firent aussitôt leur soumission ; mais les gens de Bruges, moins sensés, persistèrent dans leur rébellion. Ils avaient grossi leur parti des habitants de la campagne, et continuaient à emprisonner, à rançonner et à menacer les gros bourgeois qui les engageaient à se soumettre à leur seigneur. Longtemps le duc employa la douceur et la persuasion pour faire rentrer dans le devoir tout ce menu peuple révolté ; mais ils prirent sa longanimité pour de la faiblesse, et leur audace ne fit que s'en accroître. Le bourgmestre Maurice Varsenaër et son frère, qui avaient cherché à apaiser la sédition en négociant avec le duc, furent impitoyablement massacrés.

Le duc prit enfin la résolution de mettre un terme aux excès de cette populace furieuse. Il partit de Lille avec une suite de quatorze cents hommes, composée de ses plus fidèles amis et serviteurs, et se présenta devant la porte de Bruges. Après un long pourparler, il se décida à laisser dehors de la ville la plus grande partie de sa troupe, et entra suivi seulement d'une compagnie d'archers. A la vue d'un si petit nombre de gens, la fureur du peuple se ralluma ; il courut aux armes, et

quand le prince fut arrivé sur la place du Marché, il eut la douleur de voir massacrer sous ses yeux deux honnêtes bourgeois qui venaient lui présenter leurs hommages. Aussitôt les archers, faisant usage de leurs armes, tirèrent sur les mutins, en tuèrent quelques-uns et en blessèrent beaucoup d'autres. Alors s'engagea un combat furieux. Le duc se trouva dans un grand danger, car les bourgeois s'étaient emparés de la porte par où il était entré, et l'avaient ainsi séparé de son armée. Assaillis par des ennemis dont le nombre croissait à chaque instant, accablés par des projectiles de toute espèce qui pleuvaient de toutes les fenêtres, Philippe et les siens commencèrent une difficile et sanglante retraite. Le brave sire de l'Île-Adam, qui accompagnait le duc, voyant les archers qui formaient son escorte faiblir et se débander, mit pied à terre pour les soutenir, mais il fut aussitôt saisi et massacré; son corps fut dépouillé de ses armes et ornements, et traîné dans les rues. Lorsque Philippe et ses compagnons arrivèrent à la porte, ils la trouvèrent fermée. Le prince, serré de près par ces forcenés dont rien ne pouvait calmer la rage, allait être pris ou tué, lorsqu'un doyen des métiers et un serrurier unirent leurs efforts pour briser les serrures de la porte, qui fut ainsi ouverte. Le prince put se sauver avec quelques

gentilshommes, mais la plus grande partie de sa suite resta au pouvoir des séditeux. Plusieurs furent égorgés à l'instant même; d'autres périrent dans les fossés de la ville, en essayant de se sauver. Les deux bourgeois qui avaient favorisé la fuite du duc furent décapités, et leurs corps, coupés par quartiers, furent exposés aux portes de la ville (mai 1437).

Les gens de Bruges ne bornèrent pas là leurs sanglants exploits. Tout fiers du triste avantage qu'ils venaient d'obtenir, ils sortirent de la ville par troupes armées, coururent le pays pour s'approvisionner, et saccagèrent au loin tous les châteaux. Ils avaient même audacieusement mis le siège devant la forteresse de l'Écluse, défendue par une forte garnison. Tant d'excès devaient recevoir leur punition. Cependant Philippe, qui s'était retiré à Lille, ne voulut pas employer immédiatement la force contre ces méchantes gens. Il se contenta de faire barrer les canaux et les rivières, pour empêcher l'arrivage des vivres et des marchandises, espérant bien que la faim et la misère finiraient par les ramener à la raison. Ses prévisions ne le trompèrent pas. Lorsque les Brugeois se virent abandonnés de toutes les autres villes flamandes et menacés par les troupes du duc, auxquelles s'étaient même jointes les milices bourgeoises de Gand, ils commencèrent à écou-

ter la voix des bourgeois amis de l'ordre. Ceux-ci, après s'être adressés à la duchesse Isabelle, dont la bonté leur était connue, obtinrent d'envoyer une ambassade au duc. Quand ces députés furent en présence de Philippe, ils se jetèrent à genoux et demandèrent merci pour les crimes de leurs concitoyens. Le duc, touché des instances de son épouse et de l'humble attitude des députés, se laissa fléchir. Il promit de pardonner, à condition que la ville de Bruges lui paierait deux cent mille rixdales d'or, qu'elle donnerait dix mille écus au fils de son fidèle partisan, le maréchal de l'Ile-Adam, qu'elle lui ferait amende honorable, et que quarante-deux personnes, exceptées du pardon, lui seraient livrées. Les députés accordèrent tout ce qui leur était demandé. Quelque temps après, le jeune duc de Clèves alla prendre possession de la ville de Bruges au nom du duc. On le reçut avec une grande pompe, et les principaux habitants vinrent s'humilier devant le représentant du duc. Aussitôt l'expiation commença : onze des personnes que le duc avait exceptées du pardon eurent la tête tranchée. On continua les jours suivants à exécuter ceux qui étaient connus pour avoir pris une part active à la sédition.

Ainsi fut enfin apaisée cette terrible révolte de la Flandre, qui avait absorbé toute l'attention

et toutes les forces de Philippe pendant près de deux ans, et qui n'avait profité qu'aux Anglais et aux ennemis du royaume. Ce fut pendant la durée de ces troubles que le duc Philippe se laissa persuader par le duc de Bourbon de rendre la liberté au loyal René d'Anjou. Ce prince, prisonnier sur sa parole, comme nous l'avons vu, était retourné dans sa prison malgré les prières de ses sujets, et depuis trois ans il était détenu dans une des tours du vieux palais de Dijon. Philippe ne consentit à la délivrance de son prisonnier qu'à des conditions très-avantageuses pour lui : il exigea la cession des droits de René sur la seigneurie de Cassel en Flandre, une rançon de quatre cent mille écus d'or, et l'abandon de quatre forteresses du pays de Bar. Ce traité fut suivi d'une alliance entre les deux princes.

Après avoir pacifié la Flandre, le duc s'occupait de nouveau de la France. Jamais les affaires de ce royaume n'avaient été en plus mauvais état. Paris, revenu de la joie que lui avait causée sa délivrance, voyait toutes ses espérances trompées. Ce n'étaient plus les Anglais qui perpétuaient l'anarchie ; c'étaient les serviteurs du roi, devenus plus pillards, plus indisciplinés que jamais ; chacun de ces capitaines se regardait comme entièrement indépendant, et guerroyait pour son compte. De nouvelles bandes d'écor-

*cheurs* s'étaient formées; et les Anglais, ayant reçu des renforts sous les ordres du duc d'York et du duc de Gloucester, reprenaient de tous côtés l'avantage. Déjà ils avaient reconquis toute la Normandie. Partout le pauvre peuple souffrait et accusait le roi de ses souffrances, « parce qu'on n'entendait non plus parler de lui, disaient les Parisiens, que s'il eût été à Rome ou à Jérusalem. » Le duc, alarmé des symptômes de mécontentement qui se manifestaient de toutes parts, écrivit à Charles pour l'engager à prêter l'oreille aux plaintes de son peuple, et surtout de sa bonne ville de Paris. Le roi sembla vouloir sortir de son indolence : il rassembla une armée à Gien, et vint s'associer aux travaux du siège de Montereau, place forte qui donnait aux Anglais le moyen d'intercepter toute communication entre Paris et la Bourgogne. Après avoir pris part en personne à l'assaut qui détermina la prise de la ville, il se décida à venir à Paris, qu'il n'avait pas revu depuis le jour où Tanneguy-Duchâtel l'en avait arraché encore enfant, au milieu d'une sédition. Il y fit son entrée en triomphe, entouré de tous les vaillants capitaines qui l'avaient si bien servi (12 novembre 1437). Le peuple, se pressant dans les rues, l'accueillit avec des transports de joie, et cria partout « Noël! » C'était un spectacle bien doux pour les honnêtes bourgeois de revoir leur

légitime seigneur, après une aussi longue absence et tant de malheurs. Aussi plusieurs versaient-ils des larmes de joie, auxquelles Charles ne put s'empêcher de mêler les siennes. Nul désordre ne troubla cette entrée solennelle. Le roi, après avoir été harangué par l'université, se rendit à Notre-Dame, où il remercia la Providence et jura sur les saints Évangiles de se conduire en bon et loyal souverain.

Au bout de quelques jours, Charles s'empressa de retourner tenir sa cour dans les villes de la Loire qu'il affectionnait. Les malheureux Parisiens ne retirèrent de sa présence aucun adoucissement à leurs misères. La famine qui les désolait engendra une épidémie qui enleva, dit-on, cinquante mille personnes. Ces deux terribles fléaux, résultats des longues guerres dont nous venons d'esquisser le déplorable tableau, ne bornèrent pas leurs ravages à la capitale. Ils dévorèrent aussi les populations d'une grande partie de la France et des États du duc de Bourgogne. Philippe le Bon fit établir à Dijon l'hôpital du Saint-Esprit; quatre mille pauvres y furent successivement entassés; les deux tiers y périrent. De gros bourgs furent réduits à dix ou douze feux. Les registres de Saint-Martin d'Autun font foi que le menu peuple mangea du pain fait d'une espèce d'argile trouvée près de cette ab-

baye. De nouvelles compagnies se répandirent dans les campagnes, mais les milices communales parvinrent à en délivrer la Bourgogne.

Pour la première fois Charles se montra touché des maux qui accablaient la France. Un changement inexplicable s'opéra dans sa conduite. Ce roi, jusqu'alors si voluptueux, si faible, si égoïste, parut tout à coup ferme, actif, et résolu à rétablir l'ordre dans le royaume, à en chasser les ennemis, et à sacrifier son repos, ses plaisirs, à son devoir. Rien n'est plus remarquable que l'intelligence dont Charles fit preuve dans le choix des moyens qu'il employa pour arriver à son but. Malgré la détresse universelle, et contre l'attente du connétable de Richemont, il sut, à l'aide de Jacques Cœur, riche marchand de Bourges, auquel il commençait à confier le soin de ses finances, se procurer des sommes considérables. Il employa cet argent à solder et à équiper de nouvelles troupes qui allèrent grossir l'armée du connétable. Il lui envoya en même temps Jean Bureau, nouveau maître de l'artillerie, lequel doit être regardé comme le premier en Europe qui ait donné à l'artillerie sa précision et son efficacité. Avec ces secours, Richemont assiégea Meaux, ville très-forte, et s'en rendit maître malgré la résistance des Anglais.

Le roi vint ensuite à Paris, où il séjourna un

mois (1439). Il songeait aux moyens de réprimer les excès des gens de guerre, lorsqu'il se rendit aux états généraux qu'il avait convoqués à Orléans. Cette assemblée, la plus nombreuse, la plus brillante de ce règne, seconda puissamment les projets du monarque. On s'y occupa sérieusement des moyens de réparer les malheurs que la France avait soufferts. On débattit vivement la question de la paix ou de la guerre avec les Anglais; on se prononça pour la paix. Afin de ramener l'armée sous la dépendance du roi, de la soumettre à l'ordre et à la discipline, et de soustraire les gens des villes et des campagnes à ses vexations, on établit quinze compagnies d'ordonnance permanentes de cent lances chacune\*. Les barons, comme les capitaines, furent rendus responsables des délits de leurs soldats, et il leur fut défendu de lever des tailles ou de détourner les tailles générales pour l'approvisionnement de leurs forteresses. Les états, avant de se séparer, accordèrent les subsides nécessaires à l'accomplissement de ces sages et importantes mesures.

A la publication de cette ordonnance, qui blessait tant d'intérêts, il y eut de grandes rumeurs. Les capitaines refusèrent de quitter leurs compagnies; les routiers, les écorcheurs se mirent en

\* Chaque lance comprenait six personnes : l'homme d'armes et son page, trois archers et un courtillier.

pleine insurrection. Le connétable de Richemont, alors occupé au siège d'Avranches, fut obligé, par l'indiscipline de ses soldats, de renoncer à son entreprise. Les plus ardents promoteurs de ce soulèvement furent les ducs de Bourbon et d'Anjou, les comtes de Vendôme et de Dunois, Chabanne et la Trémoille. Après avoir séduit le dauphin Louis, esprit inquiet et ambitieux, qui se laissa enlever par une bande d'écorcheurs, ils se retirèrent dans le Poitou. Leur conjuration fut appelée *Praguerie*, par allusion aux troubles et aux séditions de Prague, qui, depuis Jean Huss, occupaient toute la chrétienté.

Dans ces circonstances, le roi déploya autant d'énergie que d'activité. Il avait pour soutiens, dans la lutte qu'il allait entreprendre, les bourgeois et les paysans, dans l'intérêt desquels l'ordonnance avait été rendue, Richemont et le comte du Maine, qui l'avaient sollicitée. Il lui fut donc facile de rassembler une armée, avec laquelle il arriva à Poitiers. Saint-Maixent venait d'être surpris par trahison; mais les habitants et les moines s'y défendaient encore : Charles monta à cheval et délivra la ville. Peu après, le comte de Dunois et d'autres seigneurs abandonnèrent les factieux, et vinrent solliciter le pardon, qui leur fut accordé. Le duc de Bourbon seul persista dans la sédition, et emmena le Dauphin à Moulins.

Charles se mit à leur poursuite. Partout le peuple se déclara pour lui, partout les villes se rendirent à son approche. Bourbon, ne se trouvant plus en sûreté dans son duché, pensa à se réfugier en Bourgogne; mais le duc Philippe refusa de le recevoir, et fit mettre ses frontières en défense. Il lui fallut donc revenir sur ses pas et entamer des négociations, au grand regret du Dauphin, dont l'esprit hautain se révoltait à l'idée de se soumettre à son père. Il fut cependant obligé de s'humilier, et vint, avec les autres princes conjurés, trouver le roi à Cusset; par trois fois il s'agenouilla devant lui, et la troisième fois il demanda merci. Charles le reçut avec dignité, et, après avoir prononcé quelques paroles sévères, lui pardonna ainsi qu'aux mauvais conseillers qui l'avaient séduit. Pour occuper cet esprit turbulent et avide de pouvoir, il lui accorda le gouvernement du Dauphiné, dont il n'avait jusque-là que le titre. Cette première révolte des barons contre la royauté parut ainsi terminée.

Cependant les intrigues des mécontents continuèrent. Bientôt apparut un prince qui devint l'objet de toutes leurs espérances : c'était le duc d'Orléans, le prisonnier d'Azincourt. Ce prince avait obtenu une première fois la permission de repasser en France pour faire les frais de sa rançon; mais il n'avait pu se procurer la somme

exigée, et était retourné à Londres. Il continuait, pour adoucir ses longs malheurs, à cultiver les lettres, qu'il avait toujours aimées, lorsque le duc de Bourgogne, envieux peut-être de la prospérité qu'il voyait renaître par tout le royaume, s'avisa de négocier avec l'Angleterre la délivrance de l'ancien ennemi de sa famille; il l'obtint moyennant une somme de cent vingt mille écus d'or. Le duc d'Orléans, après avoir juré sur la sainte communion de ne jamais porter les armes contre les Anglais, quitta cette terre étrangère, où il avait passé vingt-cinq ans de sa vie, et vint débarquer à Gravelines (1440). Il y trouva le duc de Bourgogne avec toute sa cour. Les deux princes s'embrassèrent à plusieurs reprises, et le duc d'Orléans témoigna vivement sa reconnaissance à son libérateur.

Des fêtes pompeuses signalèrent le retour du prisonnier. Pour mettre le sceau à l'union des deux familles dont les rivalités avaient eu de si fâcheuses conséquences, Philippe donna en mariage au duc d'Orléans Marie de Clèves, sa nièce; ce mariage fut célébré au milieu du plus brillant appareil dans l'église Saint-Omer, où le duc d'Orléans jura d'observer le traité d'Arras. Il accepta ensuite l'ordre de la Toison d'or, que le duc lui avait fait offrir, et celui-ci reçut en échange le collier de l'ordre du Porc-Épic,

fondé par le duc d'Orléans. Philippe ne s'en tint pas à ces marques d'honneur et d'amitié, il fournit au prince les moyens de se former une suite digne de son rang, et permit aux gentilshommes bourguignons d'entrer à son service. Lorsque le duc d'Orléans se mit en route pour la France, il avait déjà plus de trois cents gentilshommes qui chevauchaient autour de lui et se tenaient à ses ordres. Quand il arriva à Paris, le peuple, qui plaçait toujours son espoir dans le dernier venu, et qui croyait que le duc d'Orléans allait mettre un terme à toutes ses souffrances, l'accueillit avec enthousiasme. Le prince fit ensuite demander au roi, qui était alors en Champagne, l'honneur d'être admis à lui présenter ses hommages. Mais Charles, qui voyait avec défiance cette étroite union des ducs de Bourgogne et d'Orléans, la pompe triomphale qu'étalait le dernier, et la faveur populaire qui l'entourait, lui fit répondre qu'il recevrait avec plaisir son cousin, mais non point la nombreuse compagnie dont il était suivi. Le duc d'Orléans, blessé de cette réponse, se retira dans ses seigneuries d'Orléans et de Blois, sans avoir visité Charles VII.

Dans ces circonstances, et malgré les intrigues dont il était entouré, Charles résolut d'enlever aux Anglais l'importante place de Pontoise, qui

ouvrait le chemin de Rouen. C'était une entreprise dangereuse ; mais il montra, pour la soutenir, une fermeté, une persévérance dont on ne l'aurait pas cru capable. Il arriva devant la ville dans toute sa puissance, entouré de sa meilleure noblesse, des plus braves chefs de bandes, des milices de Paris, et bien pourvu de vivres et d'argent (1441). Les Anglais se défendirent vigoureusement. Talbot et le duc d'York pénétrèrent jusqu'à quatre fois dans la ville pour la ravitailler, et offrirent la bataille aux Français. Charles, instruit par l'expérience, ne voulut pas livrer sa fortune aux hasards d'un combat. Il aimait mieux reculer chaque fois, et venir ensuite recommencer le siège. Tant de lenteur commençait à décourager l'armée, les Parisiens murmuraient ; la Praguerie relevait la tête, s'appuyant sur les ducs d'Orléans, de Bourbon et d'Alençon. Le roi, sentant bien que, s'il échouait devant Pontoise, il était perdu, résolut d'en venir à son honneur, quoi qu'il pût lui en coûter. Il fit donc presser les attaques, dirigeant lui-même le feu des coulevrines et des bombardes, et se mêlant aux travailleurs dans la tranchée. Enfin, grâce à l'habileté de Jean Bureau, la brèche fut bientôt praticable. L'assaut fut donné le 19 septembre 1441 ; après un combat long et opiniâtre, la bannière de France fut arborée sur la muraille ;

le roi entra l'un des premiers dans la ville, et parcourut les rues à cheval, pour veiller à ce qu'on ne commît aucune violence. Une partie de la garnison parvint à s'échapper; le reste fut fait prisonnier.

L'activité de Charles ne se ralentit pas; il poursuivit ses succès, malgré les murmures du peuple, et réussit à délivrer le Limousin, le Poitou, la Saintonge, la Bretagne, des bandes d'aventuriers qui désolaient ces contrées. Pendant ce temps-là, les princes intriguaient de nouveau pour se rendre maîtres des affaires. Les ducs d'Orléans et de Bourgogne convoquèrent à Nevers une grande assemblée, à laquelle se rendirent le duc de Bourbon, le comte d'Angoulême, le duc d'Alençon, le comte d'Étampes, le comte de Dunois, le comte de Vendôme. Ils dressèrent un manifeste où ils se plaignaient du mauvais état du gouvernement, de la continuation de la guerre, de l'énormité des impôts, et finissaient par demander des places et des pensions. Charles répondit à ces doléances insidieuses avec beaucoup de force, de raison et de modération; il défendit habilement son gouvernement; il montra que, si la guerre continuait, la faute devait en être attribuée aux Anglais, qui avaient toujours apporté des prétentions exagérées dans toutes les conférences ouvertes pour la

paix; il rappela que, pour payer les troupes, garder les frontières et faire administrer la justice, il ne pouvait se dispenser de lever des impôts. Cette réponse déconcerta les princes. Lorsqu'ils virent que le peuple ne prenait point parti pour eux, ils renoncèrent à une révolte ouverte; le duc d'Orléans comprit qu'il n'y avait rien à faire dans cette misérable intrigue, et vint assurer le roi de son respect et de son obéissance; la Praguerie fut ainsi entièrement éteinte (1442).

Vers ce temps, Philippe de Bourgogne reçut à sa cour plusieurs hôtes illustres, auxquels il rendit les plus grands honneurs. Les affaires de Bourgogne étant en bon état, le duc ne pensait qu'à se réjouir; c'étaient sans cesse des festins, des fêtes nouvelles, des danses, des tournois et des chasses. Il reçut à cette époque la visite de Frédéric d'Autriche, empereur d'Allemagne, qui traversa la Bourgogne avec un noble cortège de chevaliers et de seigneurs, et s'arrêta dans la ville impériale de Besançon. Dans l'entrevue que Philippe eut avec lui, il en obtint la renonciation aux réclamations que les empereurs élevaient au sujet de la Hollande, de la Zélande et du Hainault. Vint ensuite un ambassadeur de l'empereur de Constantinople, Jean Paléologue, pour exposer les souffrances et les alarmes des

chrétiens d'Orient. On connaissait le zèle du duc pour tout ce qui touchait à la foi chrétienne, et la cour de Constantinople s'adressait à lui comme au plus généreux et au plus puissant prince d'Occident. Philippe reçut avec respect les saintes reliques apportées par l'ambassadeur grec, et répondit à cette pieuse largesse par de riches présents. Il prit ensuite l'engagement qu'il allait s'occuper sans délai de faire passer des secours à l'empereur. Un grand nombre de chevaliers bourguignons ne tardèrent pas, en effet, à s'embarquer sur des galères vénitiennes, et allèrent prendre part à la guerre qui se faisait aux infidèles (1443). Ils remplirent la Méditerranée du bruit de leurs exploits, contribuèrent puissamment à l'héroïque défense de Rhodes, qu'assiégeait le sultan d'Égypte, et allèrent jusque dans la mer Noire détruire les établissements des infidèles. Après être venus prendre terre à Venise pour se ravitailler, les guerriers bourguignons recommencèrent leur glorieuse croisade contre les ennemis de la foi, qu'ils poursuivirent sur toutes les mers, et pendant trois années entières. Inutile dévouement, puisque les rois de l'Occident ne devaient faire aucune entreprise sérieuse pour prévenir la ruine du royaume chrétien de Constantinople.

La troisième personne à qui le duc fit une

réception brillante fut Élisabeth, duchesse douairière du Luxembourg, sa proche parente, puisqu'elle était veuve d'Antoine de Brabant, oncle paternel du duc. Cette princesse conservait en usufruit le duché de Luxembourg, qui devait revenir à sa mort au duc de Bourgogne, à qui elle l'avait vendu. Mais Ladislas, roi de Bohême et duc de Saxe, se prétendant légitime héritier de l'ancien duc, venait d'envoyer des troupes pour prendre possession du Luxembourg en son nom. C'était devant cette invasion que fuyait Élisabeth, et qu'elle venait implorer le secours de son neveu. Le duc assembla son conseil pour délibérer sur cette importante affaire. On conclut avec Élisabeth un traité par lequel elle céda tous ses droits au duc de Bourgogne, le créait son mainbourg (gouverneur général) au duché du Luxembourg, se réservant seulement un revenu de dix mille francs. Il s'agissait ensuite de conquérir le duché. Philippe envoya aussitôt des lettres de défi au comte de Gleichen, commandant des troupes de Ladislas, qui s'était emparé du Luxembourg et de Thionville; puis rassemblant une armée considérable, où se faisaient remarquer les plus vaillants gentilshommes de ses États, il se mit en campagne avec son appareil et son luxe accoutumés.

Toute la province fut promptement soumise,

mais il était plus difficile de se rendre maître de Luxembourg ; cette ville très-forte était vaillamment défendue par les Allemands. Après plusieurs combats et plusieurs attaques restés sans succès , Philippe désespérait de s'en rendre maître, lorsque deux soldats de son armée vinrent le prévenir qu'ils avaient découvert un point des murailles qui était mal gardé , et que l'on pouvait escalader sans donner l'éveil à la garnison. Sur leur proposition , Philippe se détermina à tenter l'escalade. Par une nuit noire , quatre-vingts hommes des plus déterminés s'avancèrent sans bruit jusqu'au pied des murailles, dressèrent des échelles, y montèrent l'un après l'autre, surprirent et égorgèrent les hommes de garde ; puis, rompant la serrure d'une poterne, ils livrèrent l'entrée à trois cents hommes commandés par le sire de Savense ; cette troupe intrépide se rendit aussitôt sur la place du marché en poussant de grands cris. La garnison, avertie par le tumulte, prit les armes et essaya de faire résistance ; mais, les Bourguignons continuant à arriver en grand nombre, elle fut bientôt repoussée. Le comte de Gleichen, voyant qu'il n'y avait pas espoir de sauver la ville, se retira dans le château.

Philippe accourut d'Arlon pour recueillir les fruits de sa victoire. Son premier soin fut d'aller à l'église rendre grâces à Dieu ; ensuite il s'occupa

de régulariser le pillage que l'armée réclamait. Il fut arrêté que chacun rapporterait fidèlement le butin qu'il aurait fait, pour être vendu à l'encan. Des chevaliers furent chargés de veiller à l'exécution de ces règlements. Toutefois la part qui en résulta pour les combattants fut fort minime; celle de chaque soldat ne fut que d'une valeur de sept francs dix sous.

Après la répartition du produit du butin, on commença le siège de la forteresse; elle manquait de vivres. Le comte de Gleichen, voyant qu'il lui serait impossible de tenir longtemps, parvint à s'échapper et se réfugia à Thionville. La garnison, privée de chef, capitula. Ce fut ainsi qu'en moins de deux mois, sans de grands sacrifices d'hommes ni d'argent, le duc ajouta le Luxembourg à ses possessions déjà si importantes. Jamais vassal n'avait été aussi redoutable pour la couronne de France que le fut alors Philippe le Bon : duc de Bourgogne, de Brabant, de Limbourg et de Luxembourg, comte de Flandre et d'Artois, comte palatin de Hainault, de Hollande, de Zélande, de Namur, marquis d'Anvers et du Saint-Empire, seigneur de Frise, Salins et Malines, possesseur des pays de Picardie, Vermandois et Boulonnois, il se rendait chaque jour plus indépendant. Étranger à la France, il ne visitait plus le roi, et ne s'inquiétait plus du gouverne-

ment du royaume; il se bornait à protester, à l'occasion, de son respect et de son dévouement au suzerain qu'il effaçait par la grandeur de sa puissance et la splendeur de sa cour.

## CHAPITRE VIII

Les compagnies en Suisse. — Bataille de Saint-Jacques. — Joutes et tournois à la cour de Bourgogne. — Conquête de la Normandie et de la Guyenne par l'armée royale. — Grande révolte des Gantois. — Batailles d'Audenarde et de Rupelmonde. — Soumission des Gantois. — Vœux du Faisan. — Guerre pour l'évêché d'Utrecht. — Discordes entre le roi et le Dauphin. — Procès de Jacques Cœur, du comte d'Alençon et du comte d'Armagnac. — Négociations au sujet de la fuite du Dauphin. — Discorde entre le roi et le duc. — Concile de Mantoue. — Mort de Charles VII.

Après avoir réprimé les tentatives de révolte des seigneurs du Midi, et conclu une trêve avec les Anglais, Charles VII chercha à employer hors du royaume ces terribles écorcheurs et ces soldats d'aventure, dont la France ne savait plus que faire, et qui continuaient à infester les chemins et les campagnes. Une occasion s'offrit : l'empereur Frédéric III lui demanda d'envoyer tous ces hommes turbulents contre les Suisses, qu'il essayait de faire rentrer sous la domination

de l'Autriche. Les Suisses, en assiégeant la ville impériale de Zurich, avaient de nouveau conjuré contre eux toute la noblesse, qui les haïssait. On rassembla donc toutes les compagnies, qui se portèrent avec joie à la conquête d'un pays nouveau où elles croyaient trouver un riche butin à faire. Le nombre des combattants qui se mirent en route dépassa bientôt cinquante mille. Pour occuper l'activité inquiète du Dauphin, on lui donna le commandement de cette armée. Le duc de Bourgogne ne fut nullement consulté pour cette grande affaire; déjà on avait signé la trêve avec les Anglais sans sa participation. Philippe ne laissa paraître aucun mécontentement d'être ainsi mis à l'écart. Il était patient et savait attendre les occasions favorables. Il se contenta pour le moment de pourvoir à la défense de ses frontières et de mettre ses vassaux sous les armes pour garantir ses États des désordres qui accompagnaient ordinairement les grands mouvements de troupes.

Le Dauphin s'avança par Montbéliard et Altkirch; à son approche, Bâle trembla, et le concile réuni dans cette ville se dispersa. Bâle envoya un de ses conseillers au camp devant Zurich, pour demander du secours aux confédérés. Seize cents hommes d'élite se détachèrent aussitôt, et s'avancèrent avec la présomption du courage et

de l'ignorance, pour reconnaître l'ennemi. Le 26 août 1444, à huit heures du matin, ils rencontrèrent à Pratteln un corps de huit mille cavaliers français qui avaient déjà passé la rivière de Birse. Ni la fatigue ni le danger ne purent rendre les Suisses dociles à la voix de leurs chefs; ces hommes, amoureux du danger, se jetèrent sur les Français avec tant de fureur, qu'ils les forcèrent à repasser la rivière en désordre. Enivrés de leurs succès et fières de leur butin, ils se précipitèrent dans la Birse, et gravirent la rive opposée sous le feu de l'artillerie ennemie; mais ils n'eurent pas le temps d'y former leurs rangs. Vingt mille cavaliers bardés de fer les enveloppèrent et les divisèrent en deux troupes. Cinq cents, cernés entre l'étang de Saint-Alban et la rivière, se firent tous tuer après une défense héroïque; les autres cherchèrent à se frayer un chemin jusqu'à Bâle, dont les habitants étaient sortis à leur secours. Épuisés à force de vaincre, fatigués de la marche et certains de la mort, ils s'emparèrent du cimetière de Saint-Jacques. De cette position, trois fois ils repoussèrent les assaillants; deux fois ils exécutèrent de sanglantes sorties, répandant partout la terreur et la mort; les longues piques et les hallebardes des Suisses abattaient les gens d'armes par centaines; leurs sabres gigantesques et leurs pesantes massues broyaient les heaumes

et les cuirasses. Enfin l'artillerie française renversa la muraille derrière laquelle ils s'étaient retranchés et incendia la tour où ils s'étaient renfermés après en avoir détruit l'escalier. Ces hommes d'une bravoure sauvage n'en continuèrent pas moins à combattre. Sans aucun sentiment de la douleur, ils arrachaient de leurs blessures les traits dont ils étaient percés, et les renvoyaient à l'ennemi ; en vain leur sang coulait, en vain les forces les quittaient : ils se battaient toujours. L'un se défendait à genoux, l'autre d'un seul bras. Nul n'expirait qu'il ne fût entouré de cinq ou six cadavres. Après dix heures de la lutte la plus effroyable, tous les Suisses étaient couchés sur le champ de bataille. Leur défaite avait coûté aux Français huit mille hommes et onze cents chevaux.

Les vainqueurs, les prélats du concile, tout ce qu'il y avait à Bâle d'illustres étrangers, s'unirent dans une commune admiration de ces braves qui avaient de beaucoup dépassé l'action des Spartiates aux Thermopyles. Le dauphin Louis, pour qui tout était sujet d'observations, songeait au parti qu'on pourrait tirer d'une telle nation. Émerveillé de tant de valeur, il fit rendre les derniers devoirs aux morts, prit soin de ceux qui respiraient encore, et traita d'abord avec Bâle et le concile ; ensuite il força les con-

fédérés à lever les sièges de Zurich et de Farnsbourg, et déclara que sa mission était remplie. Au lieu de s'aventurer dans un pays qu'il savait pauvre, montagneux et sauvage, il négocia. Le duc de Bourgogne, qui ne se souciait de voir régner sur la Suisse ni la France ni l'Autriche, s'employa pour disposer les confédérés à la paix. Les conférences eurent lieu à Ensisheim. Le Dauphin y conclut un traité d'amitié avec les ligues suisses, qui promirent de le servir quand il le voudrait, en France ou ailleurs; puis il se jeta sur les terres de l'Empire, où ses soldats renouvelèrent les effroyables cruautés qu'ils avaient précédemment exercées en France. L'Empereur se plaignit; mais comme il ne s'était guère mis en peine de pourvoir à l'entretien de ces aventuriers, qui n'étaient venus en Suisse que dans l'intérêt de la maison d'Autriche, on ne tint aucun compte de ces plaintes, et les ravages continuèrent. Ce fut la cause d'une rupture entre la France et l'Autriche.

Charles, par cette expédition, atteignit le but qu'il s'était proposé : les aventuriers qui ne périrent pas à la bataille de Saint-Jacques revinrent en France tout autres qu'ils n'en étaient partis. Leur insolence se trouvait tellement abattue, que ces hommes, qui avaient sans cesse la menace à la bouche et la hache au poing, dis-

parurent tout à fait de la scène qu'ils avaient occupée pendant les plus tristes années de notre histoire. Il fut après cela permis au roi de réorganiser ses troupes sur le plan qu'il avait conçu depuis l'ordonnance d'Orléans. Outre l'armée permanente de quinze cents lances, précédemment créée, il institua la milice des francs archers, qui devaient rester dans leurs foyers et s'exercer aux armes le dimanche. Cette confiance que l'on témoigna au peuple en lui donnant des armes ne tarda pas à porter ses fruits.

« Le résultat immédiat de cette grande mesure, qui couronnait si noblement les efforts longtemps infructueux du connétable de Richement, fut inappréciable pour le pays; mais ses conséquences futures devaient être plus importantes encore. L'apparition des compagnies d'aventuriers mercenaires (routiers, Brabançons, etc.), à la fin du XII<sup>e</sup> siècle, avait porté le premier coup à l'organisation militaire du pouvoir féodal : l'institution des armées permanentes anéantit cette organisation, qui avait survécu à la féodalité, et qu'un siècle de guerre désastreuse avait démontrée impuissante pour défendre la patrie. La monarchie allait désormais ressaisir, par l'ordre et la discipline, l'ascendant qu'avait perdu la France depuis la chute de la féodalité et l'extinction de son esprit héroïque : l'introduction

générale des armées régulières devait coïncider avec le développement général des gouvernements monarchiques \* . »

Depuis la trêve avec l'Angleterre, de nombreux griefs avaient aigri les défiances qui existaient entre le conseil de France et le duc de Bourgogne. Le roi semblait toujours également bien disposé envers son redoutable vassal, et voulait qu'on le traitât avec les égards qu'exigeait son rang; mais le roi de Sicile, tous les princes de la maison d'Anjou et le connétable ne tenaient aucun compte de la volonté royale, et ne cessaient de fournir au duc de nouveaux sujets de plainte. Tantôt il avait à réclamer contre les officiers du roi sur la fixation des limites, ou sur le droit de lever les tailles dans certaines provinces; tantôt contre les magistrats de Lyon et de Sens, qui prétendaient avoir juridiction sur Mâcon et Auxerre, cédés au duc par le traité d'Arras. En ce moment encore, la garnison française de Montbéliard commettait de grands ravages dans le comté de Bourgogne, et les aventuriers qui revenaient d'Alsace à la suite de l'expédition du Dauphin avaient incendié des villages jusqu'en vue des remparts de Dijon. Ce fut pour exposer ses réclamations au roi qu'au mois de

\* M. Henri Martin, *Histoire de France*.

mai 1445 Philippe envoya la duchesse à Châlons-sur-Marne, où se trouvait alors la cour. C'était une femme d'un grand mérite, et le duc son mari la chargeait volontiers du soin de débattre les intérêts de sa puissance. Charles l'accueillit avec la plus grande courtoisie, et s'excusa des ravages commis par ses troupes sur l'impossibilité d'astreindre aux lois sévères de la discipline les gens de guerre qui étaient en pays étranger. Quelques concessions réciproques réglèrent les autres points de difficulté, et l'union entre la couronne et la Bourgogne se resserra au milieu des fêtes, des danses, des banquets et des tournois.

Cette vie de plaisirs continuels était, du reste, la seule occupation de la noblesse depuis la trêve conclue avec les Anglais, et depuis qu'un gouvernement régulier, qui assurait justice et protection à chacun, avait répandu le contentement parmi les peuples. La jeune noblesse, nourrie de la lecture des romans de chevalerie, alors en grande vogue, s'efforçait d'imiter les hauts faits d'armes des héros imaginaires. C'était surtout à la cour de Bourgogne que ces divertissements avaient lieu avec le plus de faste et de dépenses. Parmi les riches seigneurs flamands qui recherchaient les entreprises d'armes, se faisaient remarquer les sires de Lalaing et de Ternant. Ces

deux nobles et vaillants chevaliers soutinrent, en 1446, à Gand et à Arras, chacun un combat contre deux seigneurs italiens qui s'en allaient de pays en pays, cherchant les faits d'armes et la renommée, et en sortirent avec honneur. Le sire de Lalaing, qui avait fait serment d'avoir paru trente fois en champ clos avant d'avoir atteint sa trentième année, combattit encore à Bruges contre un chevalier anglais, puis à Châlon-sur-Saône, où eut lieu le fameux tournoi de la *Dame des pleurs*, ainsi nommé à cause d'un tableau placé dans le pavillon où se livra le combat. Toutes ces joutes se faisaient avec une extrême solennité. Le plus ordinairement, le duc, entouré de sa cour, en était le juge, et quand il était retenu par ses affaires, il envoyait son héraut, Toison-d'Or, pour le représenter.

De son côté, Charles VII, après avoir rétabli l'ordre et la paix à l'intérieur, songeait sérieusement à reconquérir les provinces encore occupées par les Anglais. Depuis que ce prince avait saisi d'une main vigoureuse la direction des affaires du royaume, il avait su prendre plusieurs mesures qui devaient porter à la puissance anglaise en France un préjudice irréparable. D'abord il avait arraché Dieppe à l'armée anglaise, qui avait fait les plus grands efforts pour s'emparer de cette place; il avait détruit une des

grandes causes de la division intérieure en brisant la puissance dangereuse de la famille des Armagnacs; puis il avait donné pour reine à l'Angleterre une princesse d'un grand courage et d'un grand esprit, d'un caractère despotique, possédant enfin toutes les qualités et les défauts propres à bouleverser un pays : nous avons nommé la célèbre Marguerite d'Anjou, la brillante épouse de Henri VI, l'héroïne des guerres de la Rose.

La surprise et le pillage de la ville de Fougères, prise par escalade en pleine paix par des aventuriers anglais, fut le prétexte que Charles invoqua pour recommencer les hostilités. Dunois fut chargé d'envahir la Normandie avec une armée (1449). Le duc de Somerset et le vieux Talbot commandaient dans cette province; mais oubliés de la métropole, sans argent, sans vivres, ils n'avaient que sept à huit mille hommes sous leurs ordres. Dunois, au contraire, s'avancait avec les meilleurs chevaliers de France et la brillante noblesse de Bourgogne, à laquelle le duc n'avait pas osé refuser l'autorisation de passer au service et à la solde du roi. Les succès de Dunois furent rapides. A la vue de la bannière de France, les Normands, que la force seule avait soumis au joug étranger, se trouvèrent heureux de rentrer sous la domination d'un roi

qui faisait régner dans ses États l'ordre et la liberté.

Charles VII lui-même, parti de Vendôme à la tête d'une seconde armée, se présenta devant Rouen. Les bourgeois se révoltèrent, chassèrent les Anglais, et ouvrirent leurs portes aux Français. Le roi fit alors son entrée triomphale dans la ville, où il fut accueilli comme un libérateur. La prise de Harfleur, qui suivit celle de Rouen, et la victoire de Tormigny, qui ouvrit la campagne suivante (1450), achevèrent de relever l'honneur des armes françaises et de prouver aux Anglais leur impuissance. Caen, Falaise, Cherbourg ouvrirent successivement leurs portes. En moins d'un an toute la Normandie fut conquise et délivrée de la domination anglaise, qu'elle subissait depuis plus de trente ans.

Ces succès en Normandie déterminèrent Charles à achever l'expulsion des Anglais de tout le royaume, et à faire la conquête de la Guyenne. L'occasion était d'ailleurs favorable, car l'Angleterre était en proie elle-même aux désordres et aux malheurs dont la France sortait à peine. Le brave Dunois prit le commandement de l'armée et se mit en marche; quatre places, Dax, Fronzac, Castillon et Libourne, furent assiégés à la fois. Les Gascons, malgré leur attachement à la domination anglaise, qui avait respecté leurs li-

bertés et favorisé leur commerce, se défendirent mollement. Toutes les villes se rendirent à Dunois, qui les traita avec beaucoup de douceur. Les remparts de Blaye ayant été ouverts par les canons de Jean Bureau, Bordeaux elle-même ne tarda pas à ouvrir ses portes. Dunois fit une entrée solennelle dans cette ville, à la tête de sa brillante armée (juin 1451). Bayonne fut la dernière à se rendre; il fallut l'assiéger pour la forcer à capituler. Quelques mois suffirent pour enlever aux Anglais cette riche province de Guyenne, qu'ils possédaient depuis trois siècles. Il ne leur restait plus en France que Calais et son territoire.

Cependant cette précieuse conquête faillit échapper aux Français l'année suivante. Les seigneurs gascons, qui avaient partagé toutes les victoires des Anglais, et qui jouissaient sous leur domination d'une complète indépendance, s'indignèrent d'être soumis à un roi absolu et obligés à payer la taille qui se percevait dans tout le royaume. Ils se soulevèrent et rappelèrent les Anglais. Marguerite d'Anjou, après avoir soutenu dans dix batailles les droits de la Rose rouge, croyant ses ennemis abattus en Angleterre, envoya sur le continent lord Talbot, qui, malgré ses quatre-vingts ans, reprit en une campagne tout ce que les Anglais avaient perdu. Le roi fit partir des troupes en toute hâte. Il y eut encore

de sanglants combats, des villes prises et reprises. Enfin les Français mirent le siège devant la forteresse de Castillon ou Châtillon en Périgord. Talbot accourut à la délivrance de cette place. Une bataille se livra, dans laquelle la redoutable artillerie de Jean Bureau assura la victoire à Dunois. Le vieux Talbot, le héros de cette guerre séculaire, trouva la mort dans cette journée, après l'avoir bravée sur tous les champs de bataille de la France et de l'Angleterre. Ceux de ses soldats qui échappèrent au carnage retournèrent dans leur pays. Charles, maître de la Guyenne pour la seconde fois, lui fit expier sa révolte en la traitant plus rigoureusement qu'il n'avait fait l'année précédente. Il imposa à Bordeaux une amende de cent mille écus, et lui retira ses privilèges.

Pendant que tout prospérait ainsi au roi de France, le duc Philippe s'occupait du gouvernement de ses États, dont la vaste étendue exigeait continuellement ses soins et sa présence. Le Luxembourg n'était pas entièrement soumis, la Hollande était sans cesse agitée par les guerres civiles, et la Flandre lui donnait souvent de grands embarras, par suite de l'orgueil et de la turbulence de ses habitants. Le duc n'avait jamais oublié l'affront que lui avaient fait subir les Gantois en l'abandonnant au siège de Calais. Il avait d'abord dissimulé son ressentiment, parce qu'il

voulait attendre une occasion favorable pour se venger. Lorsqu'il eut soumis les habitants de Bruges, il garda moins de ménagements avec les gens de Gand; pendant plusieurs années il porta des atteintes réitérées à leurs plus chers privilèges, leur imposa des taxes, gabelles et péages inusités, notamment sur le sel et la mouture. Les autres grandes communes de Flandre se conformèrent à la volonté de leur seigneur; mais Gand se refusa à un impôt levé sans le consentement des états. Le duc priva la ville rebelle du droit d'élire ses magistrats, et exila les chefs populaires qui engageaient le peuple à méconnaître son autorité. Ces mesures sévères ne firent qu'exaspérer les Gantois. Le peuple s'assembla aussitôt, confia le gouvernement de la ville à trois chefs choisis parmi le peuple, massacra les officiers du duc, et ressuscita les confréries des chaperons blancs. Les représentations des hommes sages, qui voyaient qu'une cruelle guerre allait s'ensuivre, furent impuissantes auprès de cette multitude furieuse et obstinée; elle courut la campagne, ravagea tout le plat pays, rançonna les riches paysans, et s'empara de plusieurs châteaux et forteresses. A la nouvelle de ces coupables excès, Philippe vit bien qu'il fallait recourir aux armes. Il donna des ordres pour réunir son armée; aussitôt accoururent tous les

gentilshommes du duché, de la Picardie, du Brabant, de la Flandre et de la Hollande. On ne croyait pouvoir faire de trop grands préparatifs pour aller combattre ces gens de Gand, si fiers de leur nombre et de leurs richesses, et qui semblaient déterminés à soutenir la guerre avec une obstination désespérée. Charles, comte de Charolais, qui venait d'entrer dans sa dix-huitième année et de faire sa première entreprise d'armes dans un brillant tournoi à Bruxelles, où il s'était montré digne de sa race, voulait absolument essayer sa vaillance dans des combats plus sérieux. En dépit des instances de la bonne duchesse sa mère, il jura que rien ne l'empêcherait de partager les dangers qu'allait affronter son père. Comme on connaissait son caractère ardent et sa volonté obstinée, on lui permit de prendre part à l'expédition.

La guerre commença, et se fit de part et d'autre avec un cruel acharnement (1432). C'était encore la lutte de la démocratie contre la féodalité. Les Gantois, au nombre de trente mille, avec une nombreuse artillerie, allèrent assiéger Audenarde, où s'était enfermé Simon de Lalaing. La ville allait tomber en leur pouvoir, lorsque le comte d'Étampes arriva avec son armée composée de Bourguignons et de Picards. Il y eut un rude combat sous les murs de la ville assiégée; les Gan-

tois avaient retrouvé le courage de leurs ancêtres ; leurs piques, plus longues que les lances des chevaliers, tenaient ceux-ci à distance, et leurs rangs n'eussent pu être entamés si l'on n'avait envoyé en avant les archers picards. Les Gantois, armés à la légère, ne pouvaient se garantir contre la grêle de traits dont ils étaient assaillis. Le désordre se mit parmi eux ; ils furent défaits et poursuivis jusqu'à Gand, après avoir perdu trois mille des leurs.

La cruauté des Gantois sembla redoubler après leur défaite. Renfermés dans leur ville, qui était devenue un foyer de meurtres et de pillages, ils faisaient de fréquentes sorties et n'accordaient aucun quartier à leurs prisonniers. Le duc donna l'ordre d'user de représailles à leur égard ; les gentilshommes de son armée se firent un plaisir de verser le sang de tous les vilains qui tombèrent entre leurs mains ; il n'y eut de quartier pour personne, pas même pour les paysans sans armes. La guerre continua aux portes de Gand pendant plusieurs mois avec des succès divers et toujours avec la même barbarie.

Le principal corps de l'armée des insurgés s'étant fortement retranché au village de Baersselle près de Rupelmonde, le duc vint les attaquer dans cette position. Il se mit lui-même à la tête du corps de bataille, ayant à ses côtés son fils le

comte de Charolais. L'avant-garde était commandée par le comte de Saint-Pol, l'arrière-garde par le comte de Clèves. Une attaque simulée faite par un petit nombre d'hommes d'armes réussit au duc de Bourgogne. Les Gantois se laissèrent entraîner hors de leurs fortifications à la poursuite des assaillants. Ils vinrent ainsi se mettre à la portée des traits; alors toute l'armée du duc se déploya, et les archers les accablèrent sous une pluie serrée de flèches. Cette arme, toujours funeste aux Gantois, rompit bientôt leurs rangs, et y ouvrit un passage pour les hommes d'armes. Alors commença le plus terrible massacre, qui ne cessa que lorsque les chevaliers bourguignons furent fatigués de tuer. Plusieurs milliers de rebelles restèrent sur le champ de bataille; les autres s'enfuirent en désordre. Leur commandant, Gauthier de Leenknecht, fut saisi et pendu; tous les prisonniers subirent le même traitement. Cette victoire coûta au duc son fils naturel Corneille, qu'il aimait tendrement. Le jeune prince fut tué par un paysan qui lui enfonça sa pique dans la gorge, au moment où, emporté par son ardeur, il se jetait au plus épais de la mêlée.

Quelque temps avant le combat de Rupelmonde, les Gantois s'étaient adressés à Charles VII, leur suzerain, pour lui demander sa médiation. Bien que le roi ne vît pas sans une secrète satisfaction

le châtimeut de ces arrogants bourgeois, ennemis de toute noblesse, il envoya une ambassade chargée de rétablir la paix entre le duc et ses sujets. Ses envoyés virent d'abord le duc, qui leur déclara qu'il acceptait volontiers l'intervention du roi, mais qu'il était fermement résolu à ne plus reconnaître les franchises et privilèges des gens de Gand. Ils se rendirent ensuite auprès des révoltés, qui leur firent un grand accueil et qui reproduisirent les plaintes qu'ils avaient déjà adressées au roi contre leur seigneur. Ils se montrèrent d'abord disposés à traiter; mais quand ils apprirent quelle condition le duc mettait à leur soumission, il n'y eut plus moyen de continuer les négociations. Les envoyés se retirèrent, et la guerre se ralluma avec une nouvelle fureur.

Le duc employa les premiers mois de l'année 1453 à s'emparer de plusieurs forteresses et châteaux, dont les garnisons furent impitoyablement passées par les armes, parce qu'elles aimaient mieux mourir que de demander merci. Au mois de juin, il ne lui restait plus à soumettre que la forteresse de Gavre; Philippe alla l'assiéger avec toutes ses forces. A la nouvelle du danger qui menaçait cette place, les Gantois se résolurent à un grand effort pour la secourir. Tous les hommes depuis vingt ans jusqu'à soixante reçurent de leurs capitaines l'ordre de prendre les armes.

Quarante-cinq mille combattants se trouvèrent bientôt prêts, et sortirent de la ville sous les ordres de Jean de Nivelles. Deux officiers anglais qui étaient à leur solde, et qui les trahissaient, leur avaient persuadé que le duc n'avait plus avec lui que quatre à cinq mille combattants. En arrivant devant son camp, ils trouvèrent la forteresse de Gavre emportée, et une nombreuse armée qui les attendait de pied ferme.

Lorsque le duc les vit s'avancer et se déployer dans la plaine, il jugea que le moment d'en finir avec ces vilains était arrivé. Animé, malgré ses cinquante-six ans, d'une ardeur toute juvénile, il revêtit une armure éclatante, et passa dans tous les rangs de ses trois corps d'armée, encourageant gaiement chacun à bien faire son devoir. Après quelques attaques partielles, vaillamment repoussées par les Gantois, et au moment où l'engagement allait devenir général, l'explosion d'un chariot de poudre, qui éclata au milieu des Gantois, jeta le désordre dans leurs rangs, déjà ébranlés par l'attaque des archers picards. Dès que les hommes d'armes eurent forcé le front redoutable que présentaient les longues piques des gens de Gand, la perte de l'armée communale fut décidée, et le carnage devint horrible. Un grand nombre de rebelles périrent dans l'Escaut en essayant de le traverser; les autres furent immolés par les

gens d'armes et les archers, qui ne faisaient point de prisonniers et n'accordaient aucune merci. Deux mille fugitifs s'étaient retranchés dans une prairie défendue par un fossé profond qui communiquait à la rivière. Le duc, arrivé presque seul en ce lieu, franchit le fossé, suivi de son fils et de quelques hommes d'armes seulement, en criant : « Notre-Dame de Bourgogne ! » Il se trouva ainsi en grand danger au milieu de ces hommes désespérés qui l'entouraient de tous côtés, et le menaçaient de leurs piques ; il allait infailliblement périr, lorsque, aux cris de son fils, plusieurs gens d'armes se jetèrent au travers des Gantois pour le délivrer. Les deux mille rebelles, assaillis de toutes parts, périrent jusqu'au dernier, après avoir fait des prodiges de vaillance.

La réserve des Gantois, composée des troupes les moins aguerries, prit la fuite sans avoir combattu, et ne put rentrer dans la ville, dont les portes avaient été fermées pour empêcher les vainqueurs d'y pénétrer. Ces infortunés se dispersèrent alors dans toutes les directions ; mais la plupart furent égorgés par les Bourguignons. Le désespoir le plus profond s'était emparé de tous ceux qui étaient restés dans la ville. Le bon duc lui-même, à la vue des horribles calamités qui avaient frappé la plus riche cité de ses États,

ne put retenir ses larmes. Il défendit qu'on troublât les femmes de Gand qui venaient chercher à reconnaître leurs époux et leurs fils au milieu des vingt mille cadavres qui couvraient la plaine ou que le fleuve entraînait dans ses eaux. Philippe n'abusa pas d'ailleurs de sa victoire ; car, la ville de Gand lui ayant envoyé de nouveaux députés pour implorer sa merci, il se contenta de leur imposer les conditions qu'il avait précédemment fait connaître : le paiement d'une amende considérable et la perte de tous privilèges. Cette modération répandit l'allégresse parmi ce pauvre peuple, qui s'attendait à une vengeance beaucoup plus terrible ; les portes de la ville furent ouvertes, et le 31 juillet le duc fit son entrée, suivi de son fils et des capitaines de son armée. Le clergé, les échevins et les autres magistrats, suivis des principaux citoyens, ayant tous la tête et les pieds nus, et vêtus de sarraux de toile, vinrent à sa rencontre. Dès qu'ils le virent, ils se jetèrent à genoux, et crièrent : « Miséricorde au peuple de Gand ! » Puis, après avoir demandé l'oubli du passé et promis soumission pour l'avenir, ils déposèrent entre les mains du duc les bannières de la ville et des métiers. De cette époque data la décadence de la ville de Gand.

Pendant que ces événements s'accomplissaient, l'Orient était témoin d'une catastrophe sur la-

quelle devait gémir la chrétienté tout entière. Constantinople, l'ancienne rivale de Rome, la célèbre capitale du royaume chrétien de Byzance, vit la gloire de ses murs et la puissance de ses empereurs passer sous la domination du croissant. C'était Mahomet II, qui, en 1453, commençait le cours de ses exploits par la prise de Constantinople, où régnait alors Constantin XII Paléologue, dit *Dracosès*, dont le pouvoir était depuis longtemps réduit à l'enceinte de la ville. Les dissensions des États européens et surtout la lutte acharnée de la France et de l'Angleterre n'avaient pas permis aux souverains chrétiens de prévenir la chute de cet empire.

La nouvelle de l'éclatant succès que venaient d'obtenir les Sarrasins retentit comme un désastre général dans les cours chrétiennes d'Europe ; mais aucun prince n'y fut plus sensible que le duc de Bourgogne, qui avait déjà plus d'une fois manifesté hautement le désir de soutenir les chrétiens du Levant, et qui l'eût fait plus efficacement, s'il n'eût été constamment retenu par les plus graves préoccupations. Sa cour, qui se trouvait alors à Lille, avait repris son train ordinaire de fêtes pompeuses et de luxueuses prodigalités. Le comte de Charolais était l'âme de tous ces plaisirs, et chaque jour la jeune noblesse donnait l'éclatant spectacle de nouvelles

joutes et de nouveaux tournois. Le duc, qui venait de recevoir en grande cérémonie un envoyé du pape Nicolas V, résolut de profiter de cette nombreuse réunion de seigneurs pour les engager dans une sainte entreprise en faveur de la chrétienté d'Orient.

Adolphe de Clèves s'était fait, sous le nom du chevalier du Cygne, le tenant d'une entreprise d'armes qui avait attiré tous les chevaliers des contrées voisines. Cette brillante passe d'armes fut suivie d'un somptueux banquet où la cour de Philippe déploya tout son luxe. Ce fut à la fin de ce festin qu'eut lieu la scène que le duc préparait depuis plus de trois mois. Après divers intermèdes, on vit apparaître une dame vêtue de deuil et éplorée, représentant le personnage de la sainte Église ; elle vint rappeler les souffrances infligées par les Sarrasins aux chrétiens, la profanation des lieux saints, et finit par implorer les secours du duc et de ses chevaliers. Toison-d'Or parut ensuite ; il apportait un faisan vivant, orné d'un collier d'or ; alors le duc Philippe, suivant l'ancien usage qu'avaient les seigneurs de prêter leurs serments sur quelque noble oiseau, jura qu'il irait en personne dans l'Orient combattre le chef des Sarrasins, si le roi de France y voulait aller aussi, ou même si d'autres princes chrétiens prenaient part à cette sainte entreprise.

Après avoir entendu ce serment, le personnage qui représentait la sainte Église s'en alla de table en table recevoir le serment des chevaliers, qui tous s'engagèrent à aller combattre les ennemis de la foi, et chacun d'eux ajoutait à son serment les clauses particulières que son zèle et son courage lui inspiraient. Ensuite parut une autre dame, vêtue de blanc, qui portait le nom de *Grâce de Dieu*. Elle déclara au duc que le vœu qu'il venait de faire était agréable à Dieu et à la sainte Vierge, et qu'elle ne cesserait de l'accompagner dans sa noble entreprise. Après cet intermède, dont les rôles étaient remplis par les personnes les plus distinguées de la cour, les hérauts proclamèrent le comte de Charolais vainqueur de la joute du matin.

Quelque temps après, le jeune comte épousa Isabelle, fille du duc de Bourbon. Ce mariage fut accompagné de fêtes encore plus bizarres que somptueuses.

De nouveaux embarras, les soins que réclamait le gouvernement de ses vastes États, et l'indifférence des autres princes chrétiens empêchèrent le duc d'accomplir son vœu du faisan. Cependant il avait fait les plus grands efforts pour faire réussir l'entreprise. Il se rendit lui-même en Allemagne pour décider l'Empereur à le seconder dans ses projets de croisade; mais Frédéric n'a-

vait pas l'esprit guerrier et chevaleresque ; il se montra donc peu disposé à partager les aventures d'une expédition lointaine. Après avoir été fêté et honoré par tous les princes allemands, Philippe revint dans ses États, d'où il envoya un ambassadeur au roi de France pour l'engager à s'unir à lui pour favoriser une croisade contre les infidèles. Charles VII loua fort le dessein de son cousin, mais ne se montra point disposé à y coopérer. Il fit même observer au duc combien l'absence de tant de braves chevaliers affaiblirait le royaume. Toutefois il autorisa le duc à taxer ses seigneuries de France pour cette pieuse entreprise.

Le duc fut encore distrait de son projet par une guerre qu'il eut à soutenir pour placer l'évêque de Thérouanne sur le siège d'Utrecht malgré le chapitre, qui avait choisi un autre prélat. Pendant qu'il guerroyait en Hollande pour ce sujet, il apprit que le Dauphin de France, qui fut depuis Louis XI, était tombé dans la disgrâce de son père, et venait chercher un refuge à la cour de Bourgogne.

Louis, se défiant sans cesse de la faiblesse du roi et de la malveillance de ses conseillers, s'était retiré depuis dix ans dans son apanage du Dauphiné, où il donnait asile à tous les mécontents. Il y vivait du reste en véritable souverain, instituant un parlement à Grenoble, une université à

Valence, déployant d'ailleurs de rares talents administratifs. Mais il ne montrait pas moins de goût pour l'intrigue, et du fond de sa retraite il ourdissait sans cesse des complots et des conspirations contre la cour de France. Il cherchait à se faire des amis de tous côtés ; il se liguait avec le duc de Milan, et épousait sans l'aveu de son père la fille du duc Charles. Irrité de l'indépendance qu'affectait son fils et craignant ses machinations, Charles lui ordonna de revenir auprès de lui. Le Dauphin lui demanda des sûretés ; les ministres français regardèrent comme une injure qu'il ne se fiât pas à la parole royale ; mais le Dauphin, lié d'amitié avec le duc d'Alençon et le comte d'Armagnac, n'ignorait pas que ces deux princes venaient d'être déclarés coupables de lèse-majesté ; redoutant leur sort, il persista dans son refus de se remettre sans garantie aux mains de son père, leva des subsides, acheta des armes, forma des compagnies et se prépara à la résistance. Après plusieurs années de discordes, de négociations et de promesses, la patience du roi se lassa. Décidé à procéder par la force contre son fils et contre ceux qui lui donnaient de mauvais conseils, il ordonna au comte de Dammartin d'entrer en Dauphiné avec une armée. Dès que le prince vit qu'il lui serait impossible de résister, il ne songea qu'à éviter d'être pris. Il quitta donc sa résidence

sous prétexte d'une partie de chasse, monta à cheval avec sept personnes seulement, à l'insu de toute sa maison, se jeta dans les montagnes et traversa une partie des États de Savoie. Arrivé à Saint-Claude, il écrivit au roi qu'il se rendait auprès de son oncle de Bourgogne, pour s'entendre avec ce prince au sujet de la guerre contre les Turcs, et aussi pour que le duc Philippe s'employât à lui gagner les bonnes grâces de son père. Traversant ensuite la Lorraine et le Luxembourg, il arriva à Bruxelles, où il fut reçu avec les plus grands honneurs par la duchesse de Bourgogne et par sa bru, la jeune comtesse de Charolais, fille du duc de Bourbon. Aussitôt après son départ, le roi entra en Dauphiné avec sa gendarmerie, prit possession du duché, et s'en appropriâ tous les revenus. Dès lors cette province, sans cesser d'être l'apanage des fils aînés des rois, fut entièrement réunie à la monarchie (1456).

Les défiances du Dauphin à l'égard des ministres de son père n'étaient pas tout à fait sans fondement. Chaque jour ces hommes passionnés, ces courtisans ambitieux, profitant de l'insouciance et de l'égoïsme du monarque, se livraient à de nouveaux actes de tyrannie. Une de leurs plus grandes iniquités fut le procès intenté à Jacques Cœur, argentier du roi. Ce célèbre marchand, qui n'avait pas de rival en

Europe pour l'intelligence des affaires et pour la grandeur de ses entreprises, avait acquis d'immenses richesses. Une fidélité à toute épreuve, un dévouement sans bornes, de nombreux services rendus à la monarchie, auraient dû assurer son repos et sa tranquillité; mais il était odieux aux favoris, qui enviaient ses richesses. Le comte de Dammartin, ancien chef d'écorcheurs, qui jouissait pour le moment de la confiance du roi, souleva les calomnies les plus absurdes et les plus odieuses contre le riche marchand dont il convoitait la fortune; il lui reprochait, entre autres griefs, d'avoir empoisonné Agnès Sorel. Cette accusation invraisemblable tomba d'elle-même; mais déjà le comte de Dammartin s'était fait mettre en possession des biens du prévenu. D'autres seigneurs, débiteurs de fortes sommes que Jacques Cœur leur avait prêtées, se joignirent à Dammartin contre leur créancier, espérant se dégager de leurs obligations en se débarrassant de celui envers lequel ils les avaient contractées. On produisit de nouvelles charges : on l'accusa d'avoir commis des exactions dans le Languedoc, fait sortir l'argent du royaume, envoyé une armure complète au soudan d'Égypte. Jacques Cœur réfuta avec tout le calme de la raison et de l'innocence les divers chefs de cette monstrueuse procédure; mais il était riche, et avait pour

juges ses accusateurs. Dammartin s'était fait nommer président de la commission chargée d'instruire le procès. Jacques Cœur fut condamné, comme criminel de lèse-majesté, à être privé de toutes ses charges et de tous ses biens, à payer quatre cent mille écus d'amende, à rester en prison jusqu'à l'entier acquittement de cette somme, et à être banni du royaume. Charles se montra à son égard aussi ingrat qu'envers Jeanne d'Arc : il ne fit rien pour sauver celui dont les trésors lui avaient permis de reconquérir ses États sur les Anglais. Toutefois Jacques Cœur ne fut pas abandonné de tout le monde. Un de ses facteurs le fit évader de sa prison, et lui fournit les moyens de se rendre à Rome. Le pape Nicolas V le reçut avec faveur, le nomma capitaine général de ses galères, et lui donna le commandement d'une petite expédition contre les infidèles. Jacques Cœur s'établit dans l'île de Chio (Archipel), reprit la carrière du commerce, et parvint à se créer une nouvelle et grande fortune. Il mourut, dans cette île, au mois de novembre 1456.

Les procès du comte d'Armagnac et du duc d'Alençon eurent au moins l'apparence de la justice. Ces deux grands vassaux s'étaient révoltés contre la royauté ; la royauté avait donc le droit de s'en venger. Leurs liaisons avec le

Dauphin et les Anglais ayant été découvertes, Jean, comte d'Armagnac, homme violent et débauché, fut condamné par le parlement au bannissement et à la confiscation de ses biens. Jean, duc d'Alençon, l'un des seigneurs qui avaient le mieux servi Charles VII, mais plein d'orgueil et s'indignant de voir le roi gouverné par des gens de petit état, fut jugé par la cour des pairs à Vendôme; il fut condamné à mort et à la confiscation de ses biens; mais sur les instances du connétable de Richemont, le roi commua sa peine en une détention perpétuelle dans la tour de Loches.

Le Dauphin, reçu à la cour de Bourgogne avec le plus grand respect, ne manqua pas, pour se justifier, de se plaindre vivement des conseillers du roi son père, et d'exposer avec habileté tous les griefs qu'il avait contre la cour de France; il semblait même vouloir faire la guerre à son père, au moins pour le contraindre à éloigner les ministres dont il avait à se plaindre. Mais le duc de Bourgogne était trop habile pour embrasser aussi vivement la cause du Dauphin; il lui répondit qu'il était prêt à le servir de son corps et de ses biens contre tous les princes de la terre, mais jamais contre son seigneur le roi de France. Il accepta du reste très-volontiers le rôle de médiateur entre le prince fugitif et son père; il

donna à Louis une suite nombreuse, et lui assura, pour son entretien, une pension de trois mille livres par mois, et moitié autant pour la Dauphine, quand elle eut rejoint son époux. Le Dauphin fixa sa résidence au château de Genep, à quatre lieues de Bruxelles; partageant son temps entre la chasse, la promenade et la lecture, il semblait vouloir attendre, pour rentrer en France, la mort de son père ou la retraite de ses favoris. Lorsque le duc le vit bien résolu à ne pas se soumettre, il envoya une ambassade au roi pour s'excuser d'avoir reçu son fils dans ses États, assurant qu'il ne l'avait point engagé à y venir, mais que, lorsqu'il l'avait eu pour hôte, il avait cru devoir lui faire un accueil digne du Dauphin de France; il ajoutait que le prince Louis resterait à sa cour tant que cela lui plairait, et terminait en suppliant le roi d'user d'indulgence à l'égard de son fils.

Charles se montra très-irrité. Il était convaincu que le duc de Bourgogne engageait le Dauphin à lui désobéir. Dunois, Dammartin, le comte du Maine, René d'Anjou lui répétaient sans cesse qu'il y allait de la dignité de la couronne de forcer à l'obéissance son fils et ceux qui prenaient son parti, quels qu'ils fussent et à quelque prix que ce fût. Le roi, ainsi poussé à la guerre, congédia les ambassadeurs bour-

guignons sans leur donner de réponse, et ordonna de rassembler des troupes. Il traita avec l'Empereur, le roi de Bohême, les Suisses, les Liégeois, tous ennemis de Philippe. Outre l'asile donné au Dauphin, on reprochait encore au duc ses trêves particulières avec les Anglais, qui empêchaient de reprendre Calais, et son refus de soumettre les jugements de ses officiers à l'appel par-devant le parlement de Paris. A la nouvelle des dispositions hostiles de la France, le duc se mit aussi en mesure et réunit des forces, pour ne pas être surpris. La guerre semblait sur le point d'éclater. Cependant le sire de Prie et d'autres personnes influentes ramenèrent le roi à des dispositions plus modérées; il était si heureux de la vie molle et insouciante à laquelle il était revenu dans ses châteaux du Berry, il redoutait tellement de voir son propre peuple de nouveau ruiné et misérable, qu'il renonça à une entreprise qui offrait tant de chances défavorables. Il souhaitait vivement le retour de son fils, mais il connaissait son caractère, et n'espérait pas qu'il changeât de sentiment. On rapporte qu'il s'écriait quelquefois : « Mon cousin de Bourgogne ne sait ce qu'il fait : il nourrit le renard qui quelque jour mangera ses poules. »

Les différends avec le duc et le Dauphin, des négociations avec le Saint-Siège pour former une

croisade contre les infidèles, remplirent les dernières années du règne de Charles VII. Le pape était alors le célèbre Æneas-Silvius Piccolomini, l'un des hommes les plus éclairés qui aient occupé la chaire pontificale, et qui avait consacré sa vie et ses talents à tourner l'Europe contre les Turcs. Il avait succédé au pape Calixte III, et s'était fait nommer Pie II. Dès qu'il fut monté sur le trône pontifical, il s'empessa d'écrire aux rois et princes pour les engager à se réunir contre les farouches conquérants de Constantinople et de la Grèce, qui menaçaient alors l'Italie et l'Allemagne. Une assemblée fut convoquée à Mantoue, où les princes envoyèrent leurs représentants. L'ambassade du duc de Bourgogne fut accueillie par le pape avec honneur et distinction. Æneas-Silvius, qui avait été secrétaire du concile de Bâle, avait eu occasion de s'entretenir avec Philippe, lors du voyage de ce prince en Allemagne, et d'apprécier son zèle pour la guerre sainte. Depuis ce temps il avait conçu pour lui une profonde estime, et le tenait pour le premier soutien de la chrétienté. Aussi faisait-il tous ses efforts pour obtenir de l'Empereur qu'il investît le duc Philippe de la dignité royale. L'assemblée de Mantoue ne fit que manifester la tiédeur et l'égoïsme des princes. Charles VII, loin de répondre aux espérances du pape, ne s'occupait que

de ses propres affaires; il se plaignit de la protection accordée par le Saint-Siège à Ferdinand d'Aragon contre la maison d'Anjou dans les affaires de Naples, demanda la reconnaissance de la pragmatique-sanction \* contre laquelle Pie II s'était hautement prononcé, refusa la levée d'une taxe sur le clergé pour la croisade, et promit que, lorsqu'il aurait cessé de redouter les attaques des Anglais, il s'empresserait de diriger toutes les forces de son royaume contre les infidèles. L'exemple de celui que l'Europe appelait alors le *grand roi* fut suivi par tous les princes secondaires, qui se bornèrent à faire des promesses vagues et évasives. Le duc de Bourgogne seul s'engagea à fournir et à entretenir six mille combattants; mais l'état de son trésor, obéré par ses précédentes guerres et par ses habitudes de magnificence, ne lui permettait pas de faire suivre cet engagement d'une exécution immédiate. Le concile de Mantoue ne produisit donc aucun résultat positif. Pie II, désespéré de tant de froideur, se prépara tout seul à entreprendre une croisade; mais la

\* La pragmatique-sanction était la fameuse ordonnance rendue par Charles VII pour enlever au pape la collation des évêchés et des archevêchés, et pour la remettre à l'élection des chapitres. Cette ordonnance, qui révélait la tendance du roi vers une monarchie absolue, constituait un grave empiètement sur les droits du Saint-Siège.

mort le surprit à Ancône, au moment où il allait s'embarquer pour la terre sainte.

Il y avait déjà cinq ans que le Dauphin s'était retiré en Bourgogne. Pendant tout ce temps, Charles n'avait cessé de vivre dans les alarmes, redoutant moins son puissant vassal que l'hôte dangereux que celui-ci avait recueilli à sa cour. D'autres inquiétudes toutes personnelles vinrent encore troubler ses jours. Les seigneurs qui l'entouraient lui persuadèrent que son fils, voulant à tout prix lui succéder sur le trône, avait gagné quelques-uns de ses gens, et qu'il devait mourir empoisonné. Le roi, devenu souffrant à cette époque, s'abandonna à la plus profonde mélancolie. Effrayé du danger qu'il croyait courir, il refusa pendant sept jours toute espèce de nourriture, et mourut de faim au château de Meunysur-Yèvre en Berry, le 22 juillet 1461. Il était âgé de cinquante-huit ans. L'expulsion des Anglais, la fin des guerres civiles, les premiers coups portés à la grande féodalité, les améliorations introduites dans le gouvernement, l'organisation de l'armée, firent de ce règne un des plus utiles à la France, et amenèrent une des grandes transformations de la monarchie.

---

## CHAPITRE IX

Avènement de Louis XI. — Rachat des villes de la Somme. — Ligue du *Bien public*. — Bataille de Monthéry. — Traité de Conflans. — Guerre contre les Liégeois. — Mort de Philippe le Bon. — Charles le Téméraire. — Entrevue de Péronne. — Prise de Liège. — Acquisition du comté de Ferette par le duc de Bourgogne. — Louis répare la faute de Péronne. — Troisième et quatrième guerre de Bourgogne. — Siège de Beauvais.

Louis, à la nouvelle de la mort de son père, ne sut pas modérer sa joie : il possédait enfin le trône qu'il ambitionnait depuis si longtemps ; ce vaste théâtre pour son ambition s'ouvrait enfin devant lui, et la fortune le dispensait de s'en emparer par la violence. Résolu de se faire sacrer immédiatement à Reims, il monta à cheval et partit pour la France, accompagné du duc de Bourgogne et du comte de Charolais, qui avaient réuni le ban et l'arrière-ban de leur noblesse pour lui

former un cortège digne de son rang, et sans doute aussi pour l'intimider et l'éblouir par le spectacle de leurs richesses et de leur puissance. C'est dans l'élégant et éloquent Chastellain \*, historien de la maison de Bourgogne, qu'il faut lire le récit de cette marche triomphale du duc à travers la France. On eût dit un vainqueur prenant possession de sa conquête. Mais déjà Louis eût pu se passer de l'escorte des princes bourguignons. Les seigneurs de France, ceux mêmes qui l'avaient

\* Georges Chastellain, un des écrivains qui ont le plus contribué à perfectionner la langue française, naquit à Gand en 1404. Il embrassa d'abord la profession des armes, et voyagea en Espagne, en France, en Italie et en Angleterre, où il se signala en différentes rencontres par son adresse et sa bravoure. Il se mit ensuite au service de Philippe le Bon, qui le nomma pañetier et conseiller privé. Le successeur de ce prince, Charles le Téméraire, donna à Chastellain le titre d'historiographe de sa cour, et l'arma chevalier au chapitre de la Toison d'or en 1473. Ce fut donc aux dernières lueurs du vif éclat jeté par la dernière maison de Bourgogne que Chastellain écrivit ses nombreux ouvrages, dont plusieurs ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Par un de ces accidents bizarres qui se jouent de la fortune des hommes, Chastellain, après avoir été cité au premier rang des hommes de goût dans la cour la plus polie du xv<sup>e</sup> siècle; après avoir été admis dans l'intimité de tous les hommes politiques de son temps; après avoir écrit une histoire partout vantée comme un modèle, et copiée pour la gravité de son style; après avoir enfin joui de tous les honneurs contemporains et de toute la gloire qui appartient à un écrivain du premier mérite; Chastellain, disons-nous, suivit le sort de son pays; son nom mourut avec celui de la Bourgogne, lorsque cette province passa sous la domination d'une maison étrangère. Il semble, pendant plusieurs siècles, avoir été enterré sous les ruines de la puissance de ses maîtres, et c'est seulement en 1836 qu'a été imprimée la chronique de Philippe le Bon.

persécuté du vivant de son père, s'empressèrent de venir au-devant de lui et de l'assurer de leur dévouement. Arrivé à Avesnes, Louis fit célébrer un service funèbre pour le roi défunt. Pendant ce temps, le corps de Charles VII était transporté à Paris et de là à Saint-Denis.

L'entrée à Reims fut somptueuse jusqu'au ridicule. Le duc de Bourgogne était couvert de pierres, ainsi que son fils le duc de Charolais. A cette lourde magnificence Louis n'opposait qu'une simplicité bourgeoise. Le sacre fut célébré, le 14 août 1461, avec la plus grande pompe. Pour suivre les règles d'une étiquette dont il se montrait impatient, le roi se laissa placer la couronne sur la tête, et se fit armer chevalier de la main du duc de Bourgogne, en recevant à genoux un coup de plat d'épée. Après quoi le duc fit hommage lige pour ses États relevant de la couronne, déclara au roi qu'il l'aiderait des hommes et de l'argent de ses autres seigneurs, et le pria de pardonner à ses ennemis. Louis accéda à sa demande; mais sa conduite ne tarda pas à prouver qu'il n'était pas sincère dans sa promesse.

Louis partit de Reims à la tête de douze mille hommes, et se dirigea sur Paris. Le duc de Bourgogne, qui sans doute avait déjà compris à qui il avait affaire, voulut arriver dans la capitale en même temps que lui. Il alla se fixer rue Mau-

conseil, à l'hôtel d'Artois, dans le quartier où sa popularité avait été si grande autrefois. L'entrée de Louis à Paris fut signalée par des fêtes magnifiques. Mais au milieu de ces fêtes, comme à Reims, le faste du duc contrastait avec la simplicité du roi. Louis manquait d'aisance et de dignité dans les manières. Son habit de serge, court et étroit, sa Notre-Dame de plomb attachée à sa barette firent mauvais effet sur le peuple, accoutumé à la magnificence et à la fierté de ses rois ; aussi tout son empressement fut-il pour le duc de Bourgogne, qui l'éblouissait par l'éclat de ses richesses. Philippe en peu de jours devint l'idole des Parisiens ; quiconque avait faim venait manger à son hôtel. Il donnait aux églises, aux hôpitaux, aux pauvres, à tout le monde. On venait admirer chez lui ses superbes tapisseries de Flandre, et tous les jours de grands banquets étaient offerts aux dames, demoiselles et notables bourgeois de la ville. Des joutes étaient célébrées, où combattaient le comte de Charolais et ses gens, et toute la noblesse de France et de Bourgogne. Jamais on n'avait vu de plus riches armures et de plus brillants chevaliers.

Le premier acte de Louis prouva le peu de respect qu'il portait à la mémoire de son père : il détruisit tout ce qu'avait fait Charles VII, renvoya ses ministres, changea tous les grands

officiers, dépouilla ses ennemis, récompensa ceux qui l'avaient suivi en exil, rétablit dans leurs biens le duc d'Alençon et le comte d'Armagnac, et punit par la prison Dammartin, qui s'était constamment montré hostile à sa personne. Il entama ensuite des négociations de tous côtés, et se mit à faire, lui sixième et en pèlerin, une visite rapide dans le midi de son royaume, s'arrêtant dans les moindres villes, se moquant des grands, ne craignant point de se familiariser avec les petits, et s'étudiant surtout à connaître les hommes. Il refusa à Charles, son frère unique, le duché de Normandie, qu'il s'était engagé à lui remettre, et défendit au duc de Bretagne de s'intituler duc par la grâce de Dieu, et de battre monnaie.

La reconnaissance était un sentiment inconnu à Louis. Dominé par les inspirations d'une froide politique et par les inquiétudes que lui inspirait le séjour du duc à Paris, il résolut de mettre des bornes à cette puissance toujours croissante. Dans cet état de choses, il oublia bientôt cette terre de Bourgogne qui lui avait été si hospitalière, ce bon duc qui avait épuisé pour lui sa bourse et ses conseils, ce comte de Charolais, dont il avait été pendant cinq ans l'ami et le compagnon. Il commença par brouiller le fils avec le père, et il se lia en conséquence avec un

certain Biche, favori du comte de Charolais, qui déterminâ ce lui-ci à suivre le roi en Touraine, pendant que Philippe reprenait le chemin de ses États de Flandre. Cette première tentative lui ayant réussi, Louis travailla sans relâche à l'abaissement du duc de Bourgogne, véritable représentant de cette aristocratie dont il avait juré la perte. Préoccupé de la pensée de rattacher un jour à la couronne le riche apanage de cette maison, il chercha d'abord à l'affaiblir par l'adresse, jusqu'à ce qu'il lui fût permis de s'en emparer par la force. Selon son habitude, au lieu d'aller directement au but, il agit de ruse, il procéda par des intrigues secrètes. Il entama avec les favoris du duc, les sires de Croy et de Chimay, qui étaient frères, des négociations au sujet des villes de la Somme concédées à Philippe le Bon, par le traité d'Arras, moyennant une somme de quatre cent mille écus. Les Croy tenaient à se ménager en Louis XI un protecteur puissant : ils se laissèrent séduire par les promesses du roi, par sa conversation insinuante et par les charmes de son esprit; et comme ils menaient à peu près toutes les affaires, ils décidèrent le duc à recevoir la visite du roi dans son château d'Hesdin pour conclure définitivement l'affaire. Louis s'y rendit, après s'être procuré avec la plus grande peine la somme de quatre cent mille

écus. Philippe vieillissait, et n'avait plus la même force de volonté; il ne fut donc pas difficile au roi de le gagner par de belles paroles et d'obtenir de lui qu'il signât sa renonciation aux villes de la Somme moyennant un rachat (1463).

On ne pouvait faire une plus vive injure au comte de Charolais. Ce prince, irrité d'un accord qu'il regardait comme une spoliation, ne put s'empêcher de faire des remontrances à son père. Avec Amiens, Abbeville, Saint-Quentin, on lui enlevait les frontières et les limites de son duché; il y perdait un grand nombre de ses sujets et ses meilleurs gens de guerre. Charles, voyant que le démembrement de la puissance bourguignonne était le véritable but des caresses que le roi lui avait prodiguées à Tours, n'attendit plus que l'occasion de se venger d'une conduite aussi déloyale: dès lors il chercha à rattacher à sa cause les grands du royaume, froissés par le gouvernement de Louis; il se lia secrètement avec le duc de Bretagne, et se réconcilia du mieux qu'il put avec son père.

Louis, instruit de ces intrigues, ne se déconcerta pas; il n'en fut, au contraire, que plus ardent à convoiter la Bourgogne. Il protégea ouvertement le comte d'Étampes et le sire de Croy, accusés d'avoir conspiré contre la vie du duc et de son fils. Il envoya des agents secrets dans la

Flandre, pour y semer la révolte et promettre son assistance en cas de revers. Un de ses serviteurs, le sire de Rubempré, fut même arrêté en Hollande, soupçonné, non sans motif, d'être chargé de l'odieuse mission d'assassiner le comte de Charolais. Le vieux duc était bon et indulgent; mais son fils, qui venait de s'emparer du gouvernement pendant une longue maladie de son père, était « un jeune taureau qu'il ne fallait pas trop harceler pour le faire bondir dans l'arène. » Animé par le désir de la vengeance, il ne cacha plus son intention de faire la guerre à la France, et lorsque Louis envoya des ambassadeurs à la cour de Bourgogne pour réclamer la mise en liberté de sire de Rubempré, il leur répondit avec colère qu'ils eussent à faire savoir à leur maître qu'avant un an il se repentirait de sa conduite. Aussitôt, par l'entremise du comte de Saint-Pol, seigneur turbulent et ambitieux, il pactisa avec tous les princes à qui le roi était odieux à cause de son mépris pour la noblesse, de la rigueur des lois sur la chasse, de la pesanteur des impôts et de l'emploi honteux qu'il en faisait pour gagner des traitres. Une fois la première étincelle lancée, l'incendie se propagea rapidement. Malgré la finesse du roi, un complot formidable se forma contre lui sous le nom de *ligue du Bien public*. Plus de cinq cents princes

ou barons, et même des dames, entrèrent dans cette confédération. Dans le mois de décembre 1465, les conspirateurs se réunirent à Notre-Dame de Paris; ils portaient pour signe de ralliement une aiguillette de soie rouge; les princes et seigneurs eurent leurs représentants à cette assemblée. Peu de temps après, le jeune frère du roi, Charles, duc de Berry, chef nominal de l'entreprise, s'enfuit auprès du duc de Bretagne, et de là appela la comte de Charolais au secours de la noblesse et du royaume de France. Dammartin, évadé de la Bastille, s'était réfugié auprès du duc de Bourbon. Celui-ci publia un manifeste dans lequel il exposa l'intention des princes de réformer les abus, d'abolir les impôts, et commença les hostilités. Le duc Jean de Calabre, le duc de Nemours, les comtes d'Armagnac, de Dunois, et le sire d'Albret accédèrent aussi à cette alliance formidable.

Louis fut le dernier à connaître le complot : mais lorsqu'il en fut instruit, il s'effraya de compter pour ennemis tant de princes, tant de seigneurs, et les plus braves capitaines du royaume. Dans cet imminent danger, il déploya une activité et une sagesse extraordinaires. Il avertit ses alliés, mit une armée sur pied, et, pensant qu'il pouvait battre ses ennemis du Midi avant que ceux du Nord fussent arrivés, il

marcha contre les princes de Bourbon et d'Armagnac, les força par l'habileté de ses manœuvres et la vigueur de ses attaques à conclure une trêve, et ramena à une soumission complète les provinces du Berry et du Bourbonnais. Pendant ce temps-là le comte de Charolais, qui avait obtenu de son vieux père une armée, et des états de Flandre un subside pour secourir le duc de Bretagne, s'avancait avec quatorze cents hommes d'armes et huit mille archers, s'emparant de plusieurs places sans éprouver de résistance. De son côté, le duc de Bretagne avait traversé l'Anjou, et marchait pour se joindre à son allié. Paris était le point central où se dirigeaient les deux armées. Cette ville, mal gardée, remplie de partisans secrets gagnés par les brillantes promesses du comte de Charolais et par les idées populaires qu'il mettait en avant, devait tomber au pouvoir de celui qui arriverait le premier. A la nouvelle du danger qui menaçait sa capitale, Louis marcha sans s'arrêter pour venir à son secours. Royalistes et Bourguignons se rencontrèrent près du château de Montlhéry, à sept lieues de Paris, les premiers commandés par le comte du Maine et le roi en personne, les seconds par le comte de Saint-Pol et le comte de Charolais (16 juillet 1465). Un engagement d'avant-garde rendit la bataille indispensable.

Le résultat resta incertain. Tandis que le comte de Charolais, avec cette ardeur bouillante et irréfléchie qui enflamme le soldat, forçait le comte du Maine à la retraite, le roi, brave pour la première et peut-être la seule fois de sa vie, mettait en déroute Saint-Pol et une grande partie de l'armée bourguignonne. Des deux côtés il y eut du sang répandu à flots; des deux côtés l'épouvante fut telle, qu'il y eut des fuyards qui coururent cinquante lieues sans s'arrêter, publiant des deux parts qu'ils avaient perdu la bataille. Enfin les chefs rallièrent leurs soldats et reprirent leurs positions. La nuit se passa dans l'anxiété. Le comte de Charolais, qui avait couru de grands dangers, délibérait s'il ne devait pas songer à la fuite, lorsqu'on vint lui apprendre que Louis avait pris l'initiative de la retraite, démentant ainsi son courage de la veille. Le champ de bataille resta donc par le fait aux Bourguignons. Cette circonstance exalta l'orgueil de leur jeune chef, et lui inspira cette haute estime de lui-même, cette confiance aveugle dans sa fortune, qui devaient plus tard lui être si fatales.

L'armée royale se retira à Paris, où le roi, pour regagner sa popularité, caressa les bourgeois, confirma leurs privilèges, les admit à son conseil, se fit inscrire dans leur grande con-

frérie, se montra comme l'un d'eux, bonhomme et simple, et fit sur les impôts des réductions qui furent reçues avec acclamations. Le Bourguignon passa la Seine, fut rejoint en route par les ducs de Bretagne et de Berry, par le duc de Lorraine (de Calabre), avec ses bandes étrangères, et vint à Conflans mettre devant Paris un siège qui dura trois semaines, et où il n'y eut que des escarmouches insignifiantes. Louis, malgré un renfort de cinq mille hommes, reçu de son allié Francesco Sforza, le plus habile des condottieri italiens, celui qui prit Milan aux Visconti et qui leur succéda, ne voulut pas risquer une seconde bataille; il savait que les princes manquaient d'argent, et que la discorde s'était déjà mise parmi eux. Mettant à profit les conseils pleins de l'astuce et de la perfidie italiennes, que ne cessait de lui donner son ami Sforza, il aima mieux négocier. Après quelques conférences avec le comte de Charolais, tenues à la Grange-aux-Merciers, à l'endroit où est maintenant Bercy, Louis, jouant la confiance, se rendit presque sans escorte dans le camp des Bourguignons, et conclut à Conflans un traité par lequel il consentit à tout ce qu'on lui demandait, bien assuré qu'après la dispersion de la ligue il trouverait moyen de regagner le terrain qu'il était obligé de céder. Il s'engagea à

réformer les abus dont on se plaignait, à céder à son frère la Normandie en échange du Berry, à restituer au comte de Charolais les villes de la Somme, fit des concessions à tous les seigneurs mécontents, rendit l'épée de connétable au comte de Saint-Pol, reçut en grâce Dammartin, et lui rendit même ses biens confisqués. Quant au bien public, sous le prétexte duquel la guerre avait été entreprise, il n'en fut nullement question. Tout se fit au profit des seigneurs, et le peuple continua à être victime.

Louis, vaincu pour avoir imprudemment dévoilé ses projets de gouvernement, se promit bien de ne plus retomber dans la même faute. Dès que la dissolution de cette ligue redoutable de cent mille hommes, qui s'était formée contre son autorité, lui eut rendu la liberté, il revint à ses premiers projets ; mais cette fois, mettant en pratique sa fameuse maxime : « Qui ne sait dissimuler ne sait régner, » il procéda par des voies plus sourdes et plus tortueuses. Il se débarrassa des gens qui l'avaient trahi, prit pour conseillers et familiers des gens obscurs, qui firent de ses mauvais penchants l'instrument de leur élévation. Ce fut d'abord son barbier, Olivier le Daim, homme souple et rampant ; puis Tristan l'Ermite, le grand prévôt de l'hôtel, c'est-à-dire le bourreau en chef, celui qui présidait aux noyades et

aux exécutions que Louis savait si bien ordonner ; enfin le cardinal la Balue, fils d'un tailleur du Poitou, homme adroit, spirituel et insinuant, que le roi honorait de toute sa confiance, et pour lequel il avait obtenu le cardinalat, après l'avoir fait évêque d'Évreux et d'Angers. Par ses conseils et son entremise, Louis acheta les membres de la ligue du bien public l'un après l'autre. Il profita d'une brouillerie survenue entre son frère Charles et le duc de Bretagne, pour reprendre au premier la Normandie, qu'il lui avait abandonnée. A cette violation du traité de Conflans, tous les princes s'émurent. Louis s'excusa auprès du comte de Charolais, en disant que les ordonnances des rois Charles V et Charles VII s'opposaient à ce que la Normandie, qui supportait le tiers des charges du royaume, fût donnée en apanage. Le comte de Charolais, voyant l'impossibilité de former de nouveau la ligue, et entièrement occupé de la guerre contre les Liégeois, fut obligé de se contenter de cette raison.

Liège avait alors pour évêque et pour prince Jean de Bourbon, neveu du duc de Bourgogne ; et celui-ci, à cette occasion, s'était donné un droit de protection sur le pays. Cette ville, dépouillée de ses anciennes franchises, prenait à tout moment les armes pour les reconquérir. A

la nouvelle de la bataille de Monthéry, les agents secrets de Louis XI, ayant répandu le bruit que le comte de Charolais avait été battu et fait prisonnier, poussèrent de nouveau les Liégeois à la révolte, en leur promettant le secours de leur souverain. Le vieux duc, affaibli par l'âge et les infirmités, n'était guère en état d'arrêter les progrès de cette insurrection. Aussi les rebelles portèrent-ils librement dans le Brabant et le comté de Namur le ravage et la dévastation. Ils avaient pris pour enseigne l'effigie du comte de Charolais attachée à une potence, car c'était à lui particulièrement que s'adressait leur haine. Aussitôt après la signature du traité de Conflans, ce prince, instruit d'une pareille audace, se mit en marche pour en aller tirer vengeance. Il amena avec lui toute son armée, à laquelle se joignirent plusieurs seigneurs sujets du duc, et ses alliés des Marches d'Allemagne. Effrayée de ces préparatifs, Liège se soumit sous condition qu'elle paierait six mille riddes d'or, et qu'elle reconnaîtrait à perpétuité Charles et ses héritiers pour ses *maimbourgs*. Ce titre conférait au duc de Bourgogne la principale magistrature à Liège et dans toutes les communes du diocèse. Mais Dinant, ville célèbre par son commerce et son industrie, persista dans sa révolte, et prodigua l'insulte au duc Philippe et à son fils. Charolais

vint l'assiéger avec trente mille hommes. Après une résistance désespérée, les habitants, voyant leurs murailles renversées en plusieurs endroits par les canons et les bombardes ennemies, demandèrent à capituler; mais le vieux duc et son fils, irrités de l'obstination des révoltés, qui avaient massacré les messagers qu'on leur avait envoyés, avaient résolu de détruire Dinant de fond en comble; cette résolution ne fut que trop bien réalisée. La malheureuse ville fut livrée au pillage pendant quatre jours, les hommes furent vendus comme esclaves, les femmes et les enfants chassés presque nus hors des murailles et dirigés vers Liége. Le feu éclata par hasard ou fut mis à dessein dans divers quartiers, et réduisit en cendres cette ville opulente, célèbre surtout à cette époque par ses immenses fabriques de chaudronnerie et d'ustensiles de cuivre. Pour rendre cette destruction plus complète encore, le comte de Charolais fit abattre et raser toutes les murailles qui restaient debout après les ravages de l'incendie, de telle sorte que l'emplacement occupé par la ville ne présentait plus qu'une horrible confusion de cendres et de décombres (août 1466).

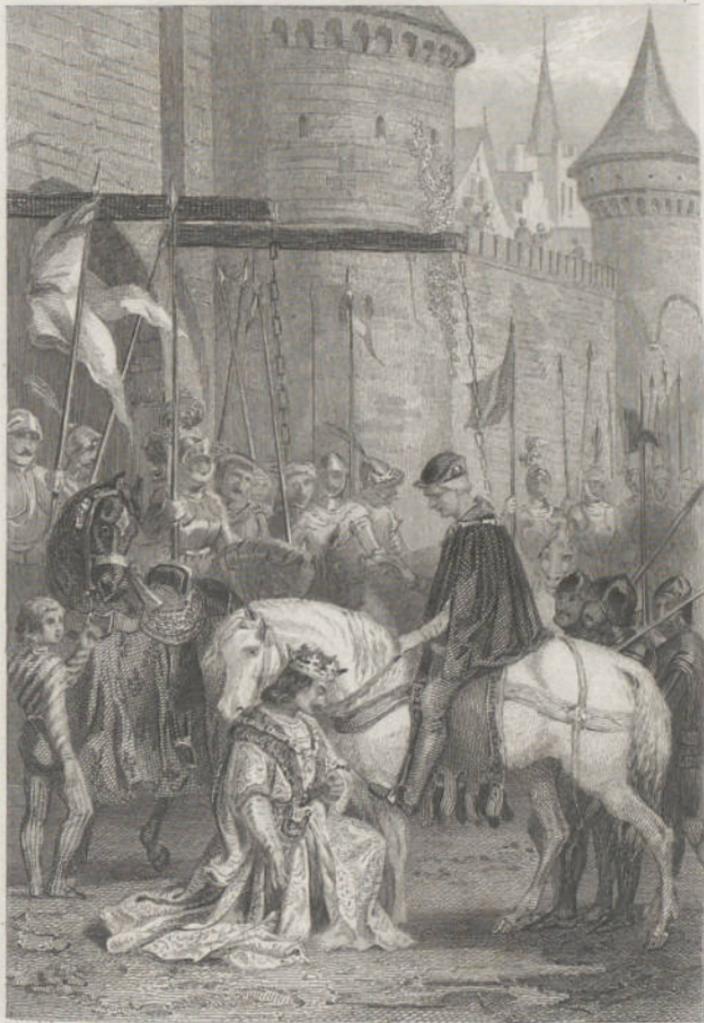
L'année suivante, le duc éprouva à Bruges une attaque d'apoplexie qui parut aussitôt mortelle. Le comte de Charolais, au premier bruit

de cet événement, accourut de Gand pour recevoir la bénédiction de son père; mais déjà Philippe avait perdu connaissance, et ne put que lui serrer la main. Il expira le 15 juin 1467. Son fils, qui lui avait causé les plus vifs chagrins par son caractère emporté, témoigna un violent désespoir, et lui fit faire des obsèques dignes de sa mémoire et de sa grandeur. Son corps resta exposé deux jours; il y eut parmi ceux qui vinrent le voir plus de larmes que de paroles, car il semblait que chacun eût perdu son père. Ainsi mourut, à l'âge de soixante-douze ans, après un règne glorieux de cinquante, le duc Philippe, devant qui s'étaient inclinées tant de têtes royales. Il laissait la cour la plus noble et la plus magnifique. On trouva dans son épargne des trésors immenses en argent monnayé, en pierreries, en étoffes précieuses, et pourtant il ne s'était pas enrichi aux dépens de ses provinces; car, dit un historien du temps, « il mit ses pays en si haute paix et tranquillité, qu'il n'y avait si petite maison bourgeoise et de ville où on ne bût et mangeât en vaisselle d'argent. » Jamais, après lui, la Flandre ne fut aussi riche et aussi heureuse qu'elle l'avait été sous son règne. Philippe aimait et protégeait les lettres et les sciences; il n'épargnait rien pour attirer ceux qui les cultivaient et pour les retenir dans

les pays de sa domination; il avait réuni dans son palais une précieuse collection de manuscrits. Jaloux de répandre l'instruction parmi ses sujets, il fonda pour la Bourgogne proprement dite une université à Dôle, et augmenta pour ses États du nord les privilèges et les dotations de celle de Louvain. Ce prince était d'une taille élevée, et avait un port majestueux, bien que ses traits ne fussent pas régulièrement beaux. Il avait épousé successivement Michelle de France, fille de Charles VI; Bonne d'Artois, veuve du comte de Nevers, et Isabelle de Portugal, mère de son successeur. Son corps fut, en 1474, transporté à la Chartreuse de Dijon, où il reposa auprès de ses aïeux et de ses prédécesseurs.

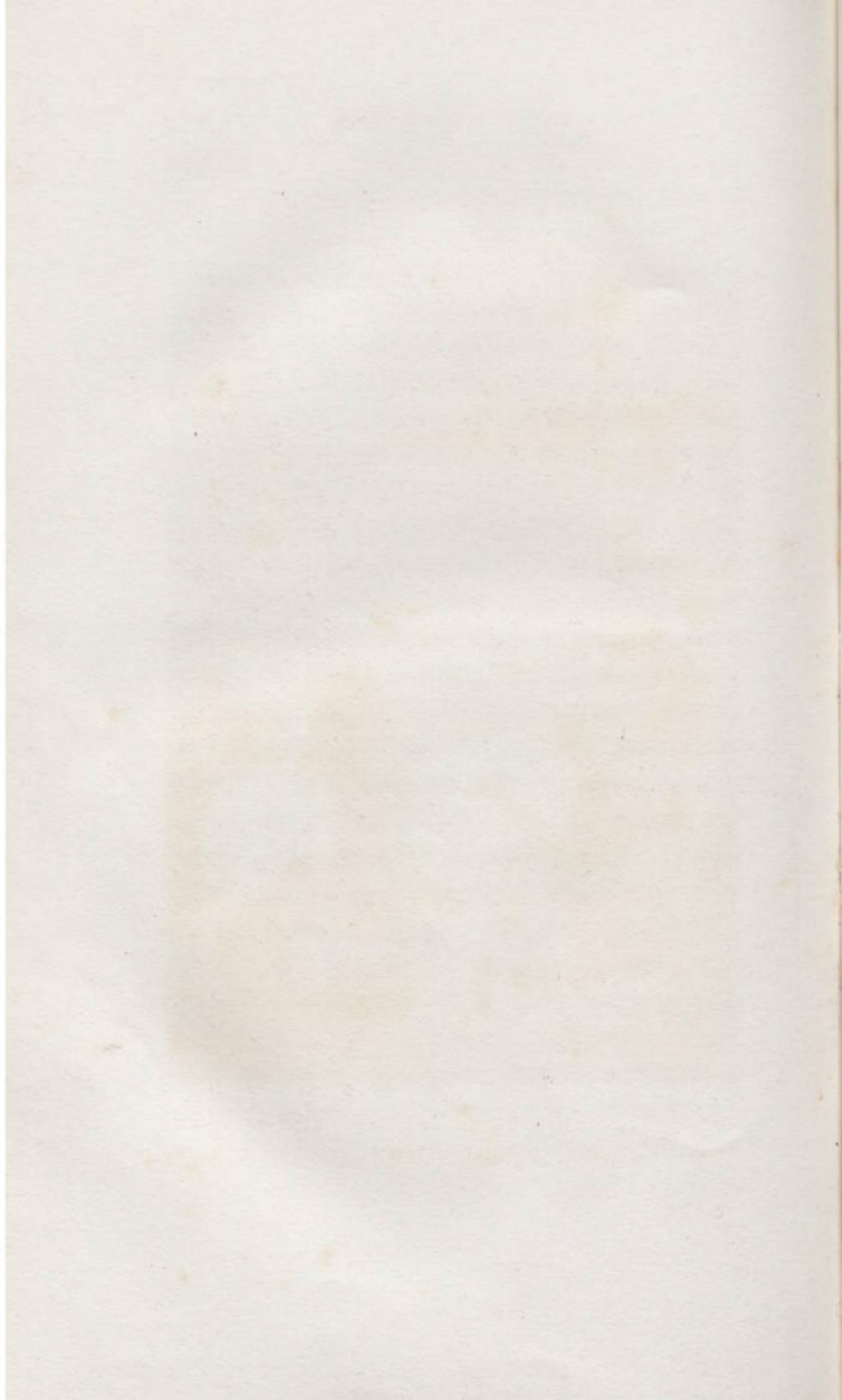
Tant que son père avait vécu, Charles, dit le Terrible et le Téméraire, s'était contraint; mais, devenu maître de ses actions, il s'abandonna à toute la fougue de son caractère, et ne pensa qu'à donner un libre cours à ses passions. Dès son avènement, de violentes séditions éclatèrent en Flandre, dans le Brabant et à Liège. Les Gantois, qu'il avait voulu visiter les premiers, l'assiégèrent dans sa demeure; et, pour sauver sa vie menacée par la populace, il fut obligé d'accorder les abolitions de taxe et les restitutions de privilèges qu'on exigea de lui. Quant au pays de Liège, le roi ne cessait d'y entretenir de secrètes intelli-

gences. Charles étouffa promptement les révoltes de Gand et de Bruxelles ; il n'en fut pas de même de celle de Liège ; il fut obligé de rassembler une armée formidable pour marcher contre cette ville. Louis, joyeux des embarras de son rival, négocia en faveur des Liégeois ses alliés ; mais les ducs de Berry et de Bretagne, qui, avec l'aide du duc d'Alençon, venaient d'envahir la Normandie, l'empêchèrent de faire marcher son armée à leur secours. Charles délivra d'abord l'archevêque de Liège, Louis de Bourbon, prince débonnaire jusqu'à la faiblesse, que les rebelles assiégeaient dans Huy ; ensuite il les attaqua au village de Bruestin, et les battit complètement. Après avoir pris Tongres et Saint-Tron, il se présenta devant Liège (novembre 1467). Le souvenir de Dinant et la sévérité que le duc manifestait dans cette campagne effrayèrent les habitants. Trois cents des premiers citoyens se présentèrent en suppliants devant Charles, et la ville se rendit sans autres conditions que d'être garantie du pillage. Charles voulut entrer dans la ville en triomphe et avec l'appareil d'un conquérant : on abattit vingt brasses des murs et on combla le fossé pour que le duc passât par la brèche avec son cortège. Les habitants de chaque maison furent obligés de se tenir devant leur porte dans une attitude de soumission et une torche à la main. Cinq ou



*Benard del.*

Arrivée de Louis XI à Péronne



six personnes furent mises à mort; les fortifications de la ville furent rasées; les habitants, privés de leurs armes et bannières, et soumis à une amende de cent vingt mille florins; les privilèges de la commune furent presque tous abolis. Après avoir réinstallé l'évêque Louis de Bourbon, Charles, exalté par la victoire, disposa tout pour aller se venger des perfidies du roi de France.

Louis, de son côté, ne négligeait pas les préparatifs de guerre. Après avoir forcé le duc d'Alençon à rentrer dans le devoir, et confisqué de nouveau son duché au profit de la couronne, il convoqua les états généraux à Tours, en ayant soin de n'y faire nommer que des députés de son choix. Cette assemblée décida que la Normandie était inaliénable, déclara que, le duc de Bretagne ayant forfait à ses serments, il devait être contraint par les armes à la soumission, et vota les subsides nécessaires à l'entretien de deux armées qui devaient être envoyées l'une en Normandie, l'autre en Bretagne. Pendant ce temps, ses ennemis cherchaient à se fortifier par des alliances étrangères; le duc de Bretagne signait un traité avec l'Angleterre, et Charles le Téméraire épousait en troisièmes noces Marguerite d'York, sœur d'Édouard IV. Ce mariage fut célébré à Bruges, le 2 juillet 1468, avec cette pompe et cette magnificence connues seulement à la cour de Bourgo-

gne. Il y eut des fêtes et des jeux de chevalerie dans lesquels figura le célèbre annaliste Philippe de Comines. Il était le premier des vaillants combattants, chevaliers et seigneurs, qui, au nombre de vingt et conduits par le prince d'Orange, livrèrent un assaut général à un nombre égal de champions sous les ordres du prodigue Adolphe de Clèves, qui porta le défi sous le nom romanesque de chevalier de l'Arbre-d'Or.

Louis profita du moment où Charles était retenu dans ses États par son mariage pour faire envahir la Bretagne par ses généraux. En vain le duc François, effrayé, appela son allié à son aide : il fut obligé de signer à Ancenis une paix séparée, par laquelle il s'engagea à abandonner l'alliance du duc de Bourgogne et à servir le roi envers et contre tous. Le duc de Berry fut réduit à une pension; et lorsque le Bourguignon vint rejoindre son armée, qui se réunissait à Péronne, sa colère fut grande en apprenant qu'il était abandonné par des alliés en faveur desquels il avait bravé la puissance du roi de France.

La défection du duc de Bretagne changeait complètement la position des deux princes rivaux : le duc de Bourgogne se trouvait réduit à ses propres forces contre l'armée victorieuse du roi. Ses hommes d'armes étaient à peine rassemblés, tandis que Louis avait sur les frontières de Bour-

gogne ses meilleures troupes et ses compagnies d'ordonnance, commandées par Dammartin, qui sollicitait vivement l'ordre de marcher en avant. Malgré tous ces avantages, qui semblaient lui garantir le succès, Louis craignit de confier sa cause au sort des armes. Sa prudence excessive et la haute idée qu'il avait de son talent pour les négociations lui firent préférer l'opinion du cardinal la Balue et du connétable de Saint-Pol, qui lui conseillaient de parlementer. Toutefois, s'il n'avait pas foi dans ses capitaines, il n'en avait guère plus en ses ambassadeurs, et s'imaginait toujours qu'ils manquaient de présence d'esprit et d'habileté; c'est pourquoi, ne s'en rapportant qu'à lui-même pour traiter une affaire si délicate, il fit proposer au Bourguignon une entrevue à Péronne. Celui-ci, qui craignait toujours quelque perfidie de la part du roi, hésita d'abord; mais enfin il accepta, et, sans autre garantie qu'un sauf-conduit signé du duc de Bourgogne, Louis, malgré les représentations de tous les siens, alla, presque sans escorte, trouver son rival au milieu de son armée, qui se grossissait de tous les mécontents et de tous les exilés de la France.

Charles, le plus impétueux, le plus impatient des princes, ne put se dispenser d'observer la déférence que lui prescrivait l'étiquette à l'égard de Louis, son suzerain, qui lui faisait l'honneur

de venir le visiter. Revêtu de son manteau ducal, il monta à cheval, à la tête des plus distingués de ses nobles et de ses chevaliers, et alla au-devant du roi. Le cortège de Louis, au contraire, était peu nombreux et mesquin comparativement à celui du duc. Le costume du roi lui-même rendait le contraste encore plus frappant; il portait un pourpoint de futaine et un grand chapeau garni d'images de plomb. L'effet qu'il produisait devint presque ridicule lorsque le duc, richement vêtu, sa couronne ducal sur la tête, descendit de son noble coursier, mit un genou en terre, et se disposa à tenir l'étrier pour aider Louis à descendre de son pacifique petit palefroi.

L'accueil que se firent les deux souverains fut aussi rempli de démonstrations affectées qu'il était vide de sincérité. Après s'être embrassés, ils se rendirent ensemble dans la ville, s'entretenant familièrement, et le roi appuyant sa main sur l'épaule du duc. A la vue des nombreuses troupes bourguignonnes campées sous les murs, Louis commença à reconnaître son imprudence, et conçut des craintes. Se voyant entouré de ses mortels ennemis, dans une maison ouverte et sans défense, il demanda à se loger dans le vieux château, et alla s'y établir avec sa maison et quatre-vingts archers écossais qui composaient toute sa garde. Les deux princes commencèrent aussitôt

à traiter des différends qui les divisaient. Louis fit les plus grands efforts pour décider le duc à abandonner ses alliés, les ducs de Bretagne et de Berry; mais Charles, malgré leur défection, ne voulut jamais y consentir, et persista à s'en tenir à une exécution pure et simple du traité de Conflans. Ces négociations duraient depuis plusieurs jours, lorsque arriva tout à coup la nouvelle que les Liégeois étaient de nouveau en pleine révolte, qu'ils s'étaient emparés de la personne de leur évêque après l'avoir menacé et insulté, et qu'ils avaient massacré une quinzaine de ses chanoines.

A ce récit, le duc entra dans une fureur épouvantable. « C'est le roi, s'écria-t-il, qui a poussé ces méchantes gens à la révolte; mais je saurai bien l'en faire repentir. » En effet, à l'époque où Louis était décidé à la guerre, il avait envoyé de nouveaux agents dans le pays de Liège pour y souffler le feu de la sédition, et n'avait pas eu le temps d'y faire connaître son changement subit de résolution. Charles, profondément offensé de cette trahison du roi au moment même où il lui exprimait l'affection la plus dévouée, plaça des gardes autour du château, et délibéra s'il respecterait ou non la vie de Louis.

Le roi passa trois jours dans la situation la plus précaire. Livré à un ennemi fougueux et

irréfléchi, il se trouvait prisonnier dans cette même tour où un des rois de France, Charles le Simple, avait été assassiné autrefois par Hébert, comte de Vermandois. A chaque instant on venait lui rapporter les menaces du duc et ses résolutions violentes; on disait même qu'il voulait envoyer chercher le jeune duc de Berry pour le proclamer roi. Dans cette extrémité, l'adresse et la présence d'esprit du roi ne lui firent pas défaut. Il employa son or et ses paroles flatteuses à se faire des amis parmi les serviteurs du duc. De ce nombre fut Philippe de Comines, chambellan de Bourgogne, et l'un des conseillers les plus écoutés de Charles. Louis vanta en lui l'historien, l'homme d'État, et parvint à l'intéresser en sa faveur. Comines usa auprès de son maître de cette influence que la réflexion et la pensée exercent sur les intelligences grossières. Charles ne voulut d'abord rien entendre. En proie à la plus violente fureur, il ne se déshabillait pas et ne dormait pas un seul instant; tantôt il se jetait quelques minutes sur son lit, tantôt il courait dans ses appartements comme un insensé. Bien des heures se passèrent avant que son caractère fougueux fût devenu plus traitable. A la fin cependant il prêta l'oreille aux avis de son conseiller; il consentit à rendre à Louis sa liberté, à condition que toutes les difficultés qui

existaient entre eux seraient réglées à son avantage, que le roi marcherait avec lui en personne contre les Liégeois ses alliés, et qu'il emploierait ses troupes à soumettre ces rebelles. C'était une amère et dégradante nécessité; mais Louis, ne voyant aucun autre moyen d'échapper aux conséquences de son imprudence, non-seulement se soumit à ce traité humiliant, mais encore jura de l'exécuter, sur une relique vénérée de la vraie croix qui passait pour avoir appartenu à Charlemagne.

On partit aussitôt, et on alla mettre le siège devant Liège. La rage des habitants fut au comble lorsqu'ils virent s'avancer en ennemi l'allié à l'instigation duquel ils s'étaient révoltés. Ils n'avaient ni murailles, ni portes, ni armes, pas un canon, pas un gendarme; et pourtant pendant huit jours ils tinrent en échec les forces imposantes qui les attaquaient. Le 30 octobre 1468 fut choisi pour donner l'assaut général. Les Liégeois, informés de ce projet, résolurent de le prévenir, et se décidèrent à faire une sortie désespérée en passant par-dessus les brèches de leurs murailles; ils s'élancèrent hors de la ville, et surprirent le quartier du duc de Bourgogne avant que ses gardes eussent le temps de reprendre leurs armures, qu'ils avaient déposées pour se livrer quelques instants au repos. Les

logements du roi de France furent aussi attaqués et coururent quelque danger. Une grande confusion s'ensuivit, accrue par la rivalité et la défiance mutuelle qui divisaient les Français et les Bourguignons. Mais lorsque les hommes d'armes du roi et du duc furent revenus de leur surprise, les assaillants se trouvèrent incapables de résister; ils furent forcés de se retirer dans leur ville, après avoir été sur le point de s'emparer des deux plus puissants princes de leur temps.

Au point du jour l'assaut fut donné, et les bourgeois, découragés et fatigués, n'opposèrent aucune résistance. Liège fut pillée et incendiée en présence de Louis, cause de cette ruine. La population périt presque tout entière. Mille à douze cents des assiégés furent noyés par ordre du duc. D'autres qui s'étaient réfugiés dans les bois succombèrent aux horreurs de la faim et de la misère. Quand il ne resta plus de cette ville que des cendres et quelques maisons qu'on avait épargnées, quand l'humiliation de Louis fut complète, le Bourguignon permit à son prisonnier de retourner en France.

Louis partit, heureux de n'avoir pas payé plus cher la plus grande imprudence que le plus fin des rois eût jamais commise. A son retour en France, les Parisiens firent pleuvoir les railleries

sur celui que précédemment ils avaient appelé leur *compère*. Louis ne s'en rebuta pas, et reprit ses projets avec plus d'opiniâtreté que jamais. De toutes les conditions qui lui avaient été imposées à Péronne, celle qui l'affligeait le plus, c'était la nécessité où il allait se trouver de céder à son frère, non pas fictivement, mais en réalité, le duché de Normandie, avec la Brie et la Champagne. Cette dernière province étant contiguë à la Bourgogne, Louis hésita à s'en dessaisir. Il offrit à son frère la Guyenne, apanage plus important, mais qui l'isolait de ses alliés. Le jeune prince résista, et des lettres surprises révélèrent au roi que le plus intime de ses confidents, le cardinal la Balue, livrait tous ses secrets au duc de Bourgogne. Louis fut très-irrité; il fit saisir le cardinal, séquestra ses biens, et le livra à une commission qui le déclara criminel de lèse-majesté. Son caractère de prélat sauva la Balue de la mort; mais il fut condamné à être renfermé pendant dix ans dans une cage de fer de huit pieds carrés. Le prince Charles n'étant plus influencé, il fut facile de traiter avec lui : il accepta la Guyenne, se réconcilia avec son frère dans une entrevue qu'ils eurent ensemble sur la rivière de Sèvres, et renonça à l'alliance du duc de Bourgogne, dont il refusa la fille et l'ordre de la Toison d'or (1469).

Pendant toutes ces intrigues, Charles le Téméraire se livrait dans Arras au luxe et au plaisir, recevait avec magnificence le duc Sigismond d'Autriche, et traitait avec lui dans le but ambitieux d'ajouter à ses possessions. Depuis deux siècles, la maison d'Autriche soutenait avec des revers presque continuels une lutte acharnée contre la ligue des communes suisses. Récemment encore, Sigismond, cousin germain de l'empereur Frédéric III, avait été obligé, pour ne pas voir plusieurs de ses villes du Tyrol et de la Souabe tomber au pouvoir des intrépides montagnards, d'acheter la paix en consentant à payer dix mille florins pour les frais de la guerre. Mais ses finances étaient en si mauvais état, qu'il lui était impossible de s'acquitter. Il était donc venu trouver Charles le Téméraire dans le but de lui offrir en gage quelque-une de ses seigneuries, s'il voulait lui avancer la somme dont il avait besoin et protéger le reste de ses domaines contre les courses des Suisses. Cette proposition devait sourire au duc, qui était plus prompt à concevoir de vastes plans qu'habile à les mener à bonne fin, et qui ne croyait pas qu'aucune entreprise fût au-dessus de son courage et de sa puissance. Les amis de Sigismond surent encore le déterminer en s'adressant à sa vanité, et en lui montrant la gloire et l'influence

que cette nouvelle position lui acquerrait dans toute l'Allemagne. Le traité fut conclu au mois de mai 1469 ; Charles prêta quatre-vingt mille florins à Sigismond, qui lui céda le landgraviat d'Alsace et le comté de Ferrette, se réservant toutefois la faculté de racheter ces domaines, en rendant la somme prêtée. Le duc de Bourgogne espérait bien que cette dernière clause ne recevrait jamais son exécution. Pierre de Hagenbach, son maître d'hôtel, partit avec quinze cents chevaux et quatre mille hommes de pied pour aller prendre possession de cette contrée, où il était appelé à jouer un rôle sanglant et d'exécration mémoire.

Depuis la prise de Liège, Louis observait son adversaire, n'attendant qu'une occasion pour se venger de sa mésaventure de Péronne. Les affaires d'Angleterre furent le prétexte dont il se servit pour agir ouvertement contre Charles. Le comte de Warwick, celui que l'histoire a surnommé le *faiseur de rois*, avait, avec les secours du roi de France, détrôné Édouard IV, que Charles soutenait de sa marine et de son argent. Louis, satisfait de voir son rival dans l'embarras par suite de cette révolution, crut le moment arrivé de l'attaquer avec avantage. Il convoqua une grande assemblée des notables à Tours. Là il se plaignit pour la première fois de la contrainte

injurieuse exercée sur lui à Péronne et des attentats de Charles contre la France. Les notables décidèrent que tant de griefs ne pouvaient rester plus longtemps impunis, dégagèrent Louis du serment qu'il avait prêté à Péronne, et déclarèrent Charles convaincu de lèse-majesté. Le duc de Bourgogne fut cité à comparaître en personne devant le parlement, et l'on s'empara de ses seigneuries de Vimeu et de Beauvoisis.

Dès que Charles, qui en ce moment dirigeait ses vues et ses efforts vers l'Allemagne, apprit tout ce que le roi tramait contre lui, il se livra à tout l'emportement de son caractère ; mais il n'était pas en mesure pour répondre avec éclat à ses attaques : ses forces n'étaient pas concentrées ; ses chevaliers, ses serviteurs, irrités de sa tyrannie, l'abandonnaient ou le trahissaient les uns après les autres. Aussi le connétable de Saint-Pol n'eut-il pas de peine à s'emparer de Saint-Quentin, tandis que Dammartin occupait Amiens. Charles, effrayé de tous ces échecs, quitta Doulens, où il réunissait ses gens d'armes, et regagna Arras, suivi par les troupes royales. En même temps le duc de Lorraine attaquait les deux Bourgognes ; le duc de Bretagne envoyait cent lances de son duché se joindre à l'armée du roi, et le duc de Guyenne, paraissant plus que jamais soumis à l'autorité de son frère, était entré en campagne avec lui (1471).

Cependant le duc de Bourgogne n'était pas sans ressources; il eut bientôt réuni une puissante armée, et, passant la Somme à Pecquigny, il vint camper témérairement entre l'armée de Louis et les villes qui venaient de lui être enlevées. Il se serait trouvé dans une position critique, si le roi eût consenti à hasarder une bataille que ses capitaines lui conseillaient; mais Louis préféra de continuer à harceler son ennemi, que la famine commençait à miner. Les chefs de l'armée française se récriaient hautement contre l'excès de prudence que le roi montrait en cette occasion; mais ce prince avait, pour agir avec circonspection, des motifs secrets et très-puissants. Il venait, en effet, de découvrir une intrigue que le connétable avait formée dans le but de se rendre indépendant des deux princes à la faveur de leurs divisions. Saint-Pol, vassal du duc de Bourgogne et commandant les armées du roi, s'efforçait de ruiner l'un par l'autre ces deux puissants adversaires; il avait trouvé moyen de renouer les négociations entre Charles le Téméraire et le duc de Guyenne et d'inspirer à ce dernier le désir d'épouser Marie de Bourgogne, que son père lui avait vainement offerte un an auparavant. Dès qu'il fut instruit de ces menées, le roi pensa qu'il fallait à tout prix empêcher son frère d'aller fonder une deuxième dynastie en Bourgogne; ce

fut ainsi que, pour déjouer les menées du connétable, il sentit la nécessité de se rapprocher de son rival. Charles, de son côté, se voyant inférieur en forces, trompé par les uns, attaqué par les autres, enfin menacé de ruine, alla au-devant des négociations. Le 14 avril 1471, fut conclue une trêve en vertu de laquelle chaque parti resta en possession des villes et pays dont il se trouvait le maître.

Charles ne tarda pas à reprendre l'avantage sur son adversaire; Louis vit successivement ses alliés extérieurs l'abandonner et ses ennemis du dedans devenir plus audacieux. Une nouvelle ligue, beaucoup plus redoutable que celle du *Bien public*, se forma. Le duc de Bretagne se créa en France de nouvelles intelligences. Le duc de Guyenne se retira dans son apanage, y leva des troupes et en donna le commandement au comte d'Armagnac, déclaré coupable de lèse-majesté. Édouard IV, qui venait de rentrer triomphant à Londres, après avoir gagné la bataille de Barnet sur Warwick, promit de débarquer à Calais avec une armée; le roi d'Aragon, vainqueur en Catalogne, était à la veille d'envahir le Roussillon; enfin le duc de Bourgogne, chef de la ligue, se tenait sur les marches de Picardie avec une armée formidable, attendant l'expiration de la trêve pour recommencer la guerre. En présence d'un

pareil danger, abandonné de tous, même du peuple, même des Parisiens, qui ne cessaient de couvrir leurs murs de chansons satiriques sur sa *couardise*, Louis ne s'effraya pas, et recourut à ses pratiques favorites : il redoubla ses négociations, ses corruptions. Lettres, présents, promesses, humiliations, rien ne lui coûta. Il attendait d'ailleurs un événement qui devait le tirer d'embarras. Depuis huit mois la santé de son frère était languissante. Cette langueur s'était fait remarquer depuis un jour qu'il avait partagé, avec la dame de Montsoreau, une pêche qui avait été pelée avec un couteau qu'on disait empoisonné. Quoi qu'il en fût, le prince, dévoré par une fièvre quarte, s'affaiblissait de jour en jour; mais il ne voulait pas s'avouer qu'il allait mourir, et envoyait courrier sur courrier pour hâter son mariage avec la princesse Marie; enfin ce malheureux prince rendit le dernier soupir en tendant la main, de son lit de mort, à sa belle et jeune fiancée, qui lui arrivait de Bourgogne. Les preuves manquent à l'histoire pour accuser directement Louis d'être l'auteur de la mort de son frère; ce qui est assez avéré, c'est que, lorsqu'il apprit ce triste événement, il ne fut pas assez maître de lui pour dissimuler sa joie, et jetant un traité qu'il était sur le point de conclure avec le duc, il s'écria : « Le gibier est pris, il n'y a plus de serment à jurer. »

Il congédia l'ambassadeur du duc de Bourgogne, et donna sur-le-champ l'ordre aux compagnies d'entrer en Guyenne. Toutes les villes de l'apanage se soumirent sans résistance.

Cette mort, qui venait si à propos que personne ne la crut naturelle, devint le signal de la guerre. Le duc de Bourgogne, honteux d'avoir été joué au moment où il cherchait lui-même à tromper le roi en se faisant restituer les villes de la Somme sans renoncer pour cela à ses alliances avec les ennemis de la France, entra en Picardie, une épée dans une main et une torche dans l'autre. La rage avec laquelle il brûla et renversa tout sur son passage lui fit donner le surnom de *Terrible*. Nesle fut une des villes qui eurent le plus à souffrir de sa vengeance; l'église où s'étaient réfugiés les habitants devint le théâtre du plus affreux carnage, et le duc de Bourgogne se plut à faire marcher son cheval dans les ruisseaux de sang qui couvraient les dalles du lieu saint.

Après s'être emparé de Roye, qui ne fut pas plus épargnée que Nesle, Charles se présenta devant Beauvais avec quatre-vingt-mille hommes. Cette ville était sans garnison; mais ses habitants se défendirent avec un courage héroïque, et repoussèrent toutes les attaques des forces bourguignonnes. Leur énergique résistance excita l'en-

thousiasme de la France ; bientôt les plus grands capitaines accoururent à leur secours avec des renforts, des munitions et des vivres ; les femmes mêmes de la ville, merveilleusement excitées par Jeanne Lainé, que la tradition a surnommée Hachette \*, se distinguèrent par leur dévouement. Dans une des nombreuses attaques tentées par le duc, Jeanne monta sur la muraille, arracha un étendard des mains d'un Bourguignon, précipita le soldat au bas de l'échelle, et porta son trophée à l'église des Jacobins, où il resta déposé. Le duc, plein d'orgueil et d'opiniâtreté, renouvela vainement les assauts ; après un siège de trois semaines, pendant lequel son artillerie ne cessa de tonner, il se replia sur le pays de Caux, qu'il livra à la dévastation la plus cruelle. Louis, pour honorer le courage des femmes et des filles de Beauvais qui avaient si miraculeusement sauvé cette cité importante, ordonna qu'elles marcheraient dorénavant les premières, immédiatement après le clergé, à la procession et à l'offrande de sainte Angadrème, patronne de la ville.

Charles, enfin lassé de vengeances, mécontent de son incursion en France et de l'abandon du duc de Bretagne, qui venait de traiter avec le roi,

\* Ce surnom de *Hachette* vient probablement de la petite hache d'armes dont elle se servit pour combattre.

occupé d'ailleurs de nouveaux projets qui remplissaient son imagination bouillante et capricieuse, quitta la Normandie pour se retirer sur Abbeville ; puis, lorsqu'il vit Dammartin le poursuivre sans relâche, il se décida à conclure une trêve de plusieurs années. La levée du siège de Beauvais valut plus tard au duc de Bourgogne, de la part de son fou appelée le *Glorieux*, une leçon dont il ne profita guère. Un jour qu'il montrait avec orgueil à un ambassadeur son arsenal de Dijon, et lui disait : « Voilà les clefs de toutes les capitales de l'Europe, » le Glorieux se mit aussitôt à fureter parmi ce vaste amas d'armes, en disant : « J'ai beau chercher, je ne trouve pas les clefs de Beauvais. »

## CHAPITRE X

Projet du duc sur la Gaule-Belgique. — Entrevue de l'Empereur et du duc. — Tyrannie du sire de Hagenbach. — Le duc en Alsace. — Supplice du sire de Hagenbach. — Siège de Neuss. — Traité de Pecquigny. — Conquête de la Lorraine. — Guerre contre les Suisses. — Bataille de Granson.

Depuis l'acquisition du landgraviat d'Alsace, du comté de Ferrette et des villes forestières, Charles le Téméraire ne songeait plus qu'à l'Allemagne. Toujours préoccupé de l'idée de s'affranchir de sa vassalité envers l'Empereur et le roi de France, il avait conçu le projet de faire du pays qui comprend tout le bassin du Rhin un royaume unique, qui succéderait à l'ancien royaume de Lorraine sous le nom de Gaule-Belgique, et dont il serait le protecteur. Pour arriver à l'accomplissement de cette grande entreprise, il commença par intervenir dans la que-

relle d'Arnould, duc de Gueldre, avec son fils Adolphe. Depuis six ans, ce fils dénaturé retenait son vieux père dans la plus dure captivité; il poussait la cruauté jusqu'à venir, à travers la lucarne de sa prison, menacer et injurier l'auteur de ses jours. Plusieurs fois le pape et l'Empereur avaient essayé de faire cesser ce scandale, sans pouvoir y réussir. Le duc de Bourgogne résolut enfin d'interposer son autorité, et somma le duc Adolphe de rendre la liberté à son père. Le père et le fils vinrent donc plaider leur cause devant Charles, qui fit tous ses efforts pour les amener à un arrangement; mais Adolphe ne voulut faire aucune concession, ni se prêter à aucun accommodement. Voyant son obstination, le duc, qui d'abord lui avait semblé assez favorable, commença à traiter avec le père; ils conclurent un traité par lequel Arnould, déshéritant son fils, légua toutes ses seigneuries à Charles de Bourgogne. Adolphe, ayant voulu s'enfuir, fut arrêté et renfermé dans le château de Namur, où il fut longtemps captif. Trois mois s'étaient à peine écoulés depuis la signature du traité, que le vieux duc mourut; Charles s'empressa d'ajouter les duchés de Gueldre et de Zutphen à ses vastes possessions; toutefois il eut à triompher de la résistance de Nimègue, qui pendant trois semaines repoussa les efforts de l'armée bour-

guignonne, et lui fit éprouver des pertes considérables.

Au moment où le duc prenait possession du duché de Gueldre, un nouvel événement venait augmenter ses espérances. Le duc Nicolas de Calabre, dernier héritier mâle du bon roi René, mourut subitement à Nancy, à l'âge de vingt-cinq ans. La principauté de Lorraine revenait ainsi à René II, fils de Ferry, comte de Vaudemont, et d'Yolande, fille du roi René et d'Isabelle, héritière de Lorraine. Le duc de Bourgogne, voulant encore s'agrandir de ce côté, fit une irruption en Lorraine, et enleva le jeune prince. En même temps il demandait aux habitants de Metz de lui livrer une de leurs portes, voulant, disait-il, choisir leur ville pour l'entrevue qu'il se proposait d'avoir avec l'empereur d'Allemagne. Mais les bourgeois de Metz connaissaient toute l'ambition du prince, et refusèrent de le recevoir dans leurs murs. De son côté, Louis XI, attentif à tout ce qui se passait, fit avancer des troupes et enlever aussi un seigneur allemand proche parent de l'empereur Frédéric, offrant de le rendre si le duc de Bourgogne relâchait le prince lorrain. Ce moyen réussit; car René II fut rendu à la liberté, et la Lorraine cessa d'être menacée.

Le Bourguignon, obligé de donner un autre

cours à ses idées, reprit la négociation qu'il avait entamée précédemment avec l'empereur Frédéric III, pour se faire nommer *roi des Romains*, c'est-à-dire héritier présomptif de l'Empire, car c'était là le titre que prenaient les empereurs entre leur élection et leur couronnement. Afin d'obtenir cette faveur, il promettait sa protection armée contre les Suisses, et la main de sa fille Marie à Maximilien, fils de Frédéric. Ce fut la ville de Trèves qui fut choisie par les deux princes pour l'entrevue dont Metz n'avait pas voulu être le théâtre. L'Empereur y arriva le premier, et le lendemain Charles le Téméraire fit son entrée solennelle, à la tête de huit cents chevaux, de six mille fantassins et de sa garde, au milieu de laquelle il parut magnifiquement vêtu. Près de lui était la princesse Marie, ravissante de beauté et couverte de diamants; sa cour avait enchéri sur sa magnificence accoutumée. Pendant plusieurs jours les deux souverains rivalisèrent d'égards et de courtoisie; la multitude, témoin de cette apparente amitié, accueillit le bruit répandu par les partisans du duc, qu'il allait être créé un royaume de Bourgogne, dont le siège serait à Besançon, et qui, de l'embouchure du Rhin, s'étendrait jusqu'à la Méditerranée; on alla même jusqu'à fixer le jour du couronnement. Mais Charles ne tarda pas à déployer l'orgueil

de plus hautain. Ses prétentions étaient exorbitantes, et il promettait toujours sans intention de tenir. L'Empereur conçut des défiances ; il pensa que Charles, une fois qu'il aurait atteint son but, ne voudrait plus donner sa fille à Maximilien. Pressé par ses conseillers, que mécontentaient le faste et l'insolence des Bourguignons, il déclara qu'il n'accorderait rien avant la conclusion du mariage. Le duc, qui ne pouvait se soumettre à la nécessité d'avoir un gendre, trouvait toujours quelque prétexte pour différer. Enfin la patience de l'Empereur se lassa. La veille du jour où devait avoir lieu le couronnement du nouveau roi de la Gaule-Belgique, il quitta furtivement Trèves, sans prendre congé de Charles, et le laissant tout confus de sa marche inutile, au milieu de ses pompeux préparatifs. Cette conférence n'eut d'autre résultat que la jalousie et la haine, et il ne fut plus question du vicariat de l'Empire, que Charles voulait s'attribuer.

Le duc, irrité de cet outrage, mais ne pouvant s'en venger, vint avec la plus grande partie de son armée visiter les domaines qu'il tenait en gage de l'archiduc Sigismond, et où son gouvernement était détesté. Le sire de Hagenbach, qu'il avait envoyé comme landvogt (gouverneur), s'était rendu odieux, non moins qu'autrefois Gessler aux cantons d'Uri et de Schwytz.

C'était, en effet, un des hommes les plus injustes, les plus violents et les plus débauchés que l'on eût jamais vus. Sans respect pour les libertés des villes, que son maître s'était engagé à conserver, il établissait des impôts de toute nature, faisait mettre à mort ceux qui osaient se permettre des remontrances, ou qui ne se soumettaient pas aveuglément à ses caprices ; accablait les paysans de corvées, les bourgeois de logements militaires, et poussait l'oppression envers les nobles jusqu'à leur interdire tout droit de chasse. Les droits des villes libres et des seigneuries qui relevaient de l'Empire n'étaient pas plus respectés par cet homme, dont la cruauté et la rapacité ne connaissaient aucun frein. Il n'avait pas même craint de provoquer le mécontentement et la vengeance des ligues suisses, en s'emparant, au nom de son maître, d'une forteresse qui appartenait aux habitants de Berne. Ceux-ci, irrités d'un pareil acte d'hostilité, envoyèrent un ambassadeur à la cour de Louis XI pour resserrer leurs liens avec la France, et obtinrent de la confédération la promesse que nul des cantons ne se joindrait au duc de Bourgogne (1470). Hagenbach renonça à son entreprise. Peu de temps après, il donna aux ligues suisses un nouveau grief contre lui, en laissant le seigneur de Howdorf, qui s'était mis au service de Bourgogne,

saisir et rançonner les marchands suisses; mais les habitants de Strasbourg, ayant connaissance de ces exactions commises près de leur territoire, prirent les armes, coururent sus au sire de Howdorf, et rasèrent son château. Charles, qui ne manifestait encore aucune intention hostile contre la Suisse, se contenta de désavouer Howdorf.

Tel était l'état des choses lorsque le duc arriva en Alsace avec une armée de huit mille hommes, dont l'avant-garde était conduite par le sire de Hagenbach et composée d'aventuriers italiens qui ne connaissaient que le pillage et la rapine. A son approche la terreur se répandit dans tout le pays désolé par les excès du cruel landvogt. Le peuple prit la fuite, les paysans se réfugièrent dans les villes impériales; Colmar, sommée d'avoir à loger le duc, ferma ses portes; Brisach fut épuisée par le séjour du prince et par les exactions de ses gens. A Ensisheim, Charles passa en revue les gentilshommes de ces contrées, qui lui devaient le service militaire. A Thann, il reçut l'électeur de Cologne et les ambassadeurs de plusieurs puissances. Ensuite se présentèrent deux anciens avoyers de Berne, qui se plaignirent de la conduite de Howdorf, des injures et des menaces de Pierre de Hagenbach et de ses attentats au commerce de Mulhausen. Ils conjurèrent le duc d'in-

terdire à son landvogt de renouveler ses outrages envers une république qui s'était toujours montrée amie de la Bourgogne. Selon l'étiquette de la cour, ils furent obligés de parler à genoux. Le duc les reçut froidement, et leur ordonna de le suivre à Dijon pour avoir sa réponse.

Charles vint étaler son faste dans les deux Bourgognes. De magnifiques cérémonies signalèrent sa première entrée dans la capitale de son duché (1474). Le clergé et le chapitre de Saint-Bénigne vinrent le recevoir à la porte de la ville, et lui offrirent les saintes reliques à baiser. Ensuite il monta à cheval et s'avança sous un dais de drap d'or soutenu par quatre seigneurs. Dans les rues que suivit le cortège, on avait élevé de nombreux échafauds sur lesquels on voyait des personnages allégoriques et des devises toutes relatives à la circonstance, toutes à la louange du duc. Charles se rendit à Saint-Bénigne, où il confirma les privilèges de la ville, et reçut du vieil abbé l'anneau gage d'union entre lui et ses sujets. Le lendemain il fit l'ouverture de ses états, et donna aux députés de la ville et des communautés de la province un festin où il étala sa riche vaisselle d'or et d'argent. On remarqua dans les discours qu'il tint après ce repas, qu'il rappela souvent l'ancien royaume de Bourgogne, que les rois de France avaient saisi contre toute justice,

pour le réduire à un simple duché héréditaire.

Ainsi, s'il n'avouait pas hautement ses projets ambitieux, il les laissait au moins deviner, et ses actes étaient, en ce point, d'accord avec ses discours. Il s'occupait à entretenir l'humeur belliqueuse de ses hommes d'armes par de fréquentes fêtes guerrières, à compléter l'organisation de son armée, et à s'attacher les meilleurs capitaines de l'époque. Il appela auprès de lui deux de ces fameux chefs d'aventuriers nommés en Italie *condottieri* ou conducteurs, qui se mettaient, eux et leurs hommes, à la solde du prince ou du parti qui voulait acheter leurs services : c'était le comte de Campo-Basso et le seigneur Galeotto, qui avaient été amenés en Lorraine par les princes de la maison d'Anjou. Tous deux reçurent de fortes sommes pour faire venir des soldats aguerris de leur pays.

Charles profita encore de son séjour à Dijon pour faire célébrer un service funèbre en l'honneur du feu duc Philippe et de sa mère la duchesse Isabelle.

Après avoir renvoyé les avoyers de Berne sans faire droit à leurs doléances, Charles reprit la route de ses États du nord, pour aller rétablir sur son siège l'archevêque de Cologne, que le chapitre avait déposé. Pendant ce temps, Louis XI, heureux de voir son rival se heurter contre la

puissance redoutable de l'Allemagne, conclut un traité d'alliance avec les Suisses, et s'engagea à leur fournir des subsides. Il sut aussi déterminer les princes autrichiens, lassés de la tyrannie de Hagenbach, à se rapprocher de plus en plus des ligues helvétiques. Bientôt fut conclue une alliance qui confirmait les conquêtes des Suisses, assurait la liberté du commerce, et réglait les diverses juridictions. Strasbourg et Bâle avancèrent à Sigismond le prix du rachat de ses domaines; et pendant que cet archiduc parcourait la Suisse aux acclamations universelles, pendant que Diesbach, l'avoyer de Berne, rapportait le traité de Louis XI, on signifiait au duc de Bourgogne que le comte de Tyrol était en mesure de solder sa dette, et qu'il réclamait, en conséquence, les domaines remis en gage.

A la nouvelle de la ligue formée contre son maître, Pierre Hagenbach comprit tout le danger de sa position. Après avoir fortifié Thann, il se rendit à Brisach, place inaccessible, située sur la cime d'un rocher, et où il espérait pouvoir attendre les secours du duc de Bourgogne. Quelque critiques que fussent les circonstances, il n'avait rien perdu de son audace et de son insolence : il blasphémait et se livrait à la débauche comme dans le temps de sa plus grande prospérité; sans respect pour le saint jour de Pâques, il ordonna que tous les

habitants, sans distinction d'âge ni de sexe, sortissent de la ville pour aller creuser des fossés et construire des retranchements. Ces malheureux, craignant que le gouverneur ne les laissât plus rentrer dans la place quand une fois ils en seraient sortis, étaient dans les plus vives alarmes, lorsqu'un capitaine allemand au service de Bourgogne résolut d'affranchir la ville de cette cruelle tyrannie. Après s'être concerté avec les bourgeois, il se rendit chez le gouverneur et lui demanda la solde de ses soldats. Hagenbach le reçut grossièrement et le menaça de le faire jeter à la rivière s'il lui parlait davantage d'argent. Alors le capitaine descendit et fit battre le tambour. A ce signal, les soldats allemands, les habitants de Brisach et même leurs femmes, s'armant de tout ce qui leur tombait sous la main, se réunirent en grand tumulte sur la place. Le gouverneur lui-même y parut l'épée à la main : on se précipita sur lui, et le capitaine allemand ne put qu'avec beaucoup de peine l'arracher à ce peuple furieux. Enfin on le traîna devant le bourgmestre, qui ordonna de le conduire en prison. Les soldats wallons et lombards s'estimèrent fort heureux qu'on leur permît de quitter la ville (1474).

Dès que le bruit de cette révolution se fut répandu dans le pays, l'élan devint universel ; toutes les villes engagées au Bourguignon relevèrent la

banuière de leur ancien seigneur, et chassèrent les garnisons étrangères. Hermann d'Eptingen, nommé gouverneur par l'archiduc Sigismond, parcourut toutes les villes de l'Alsace, recevant partout, au milieu de la joie générale, les serments des habitants et des magistrats. Sigismond arriva bientôt à Brisach, et s'empessa de faire procéder au jugement de Pierre de Hagenbach. Ce terrible capitaine comparut devant une sorte de jury national composé de députés de la noblesse et des bonnes villes de l'Alsace et du Brisgau, de Bâle, Berne et Soleure. La haine et la curiosité attirèrent à Brisach plus de huit mille personnes. Le tribunal, composé de vingt-six juges, siégeait sur la place publique. L'accusation reprochait à Hagenbach d'avoir versé le sang innocent, écrasé le pays par ses gens de guerre et ses taxes, violé les lois des villes impériales et porté atteinte à la morale publique. Le défenseur de l'accusé était un avocat de Bâle, qui soutint que son client ne devait compte de son administration qu'au duc de Bourgogne, dont il n'avait fait qu'exécuter les ordres. Hagenbach parla lui-même fort longtemps avec calme, dignité, et en homme qui ne craint pas la mort. Après une audience qui ne dura pas moins de douze heures, les juges rendirent enfin leur sentence, qui condamnait l'accusé à mort. L'arrêt fut exécuté

immédiatement, après que Hagenbach eut été dégradé de la chevalerie. Les juges se rendirent à cheval sur le lieu du supplice. Il était nuit, et des torches éclairaient le funèbre cortège. Hagenbach marchait entre deux prêtres et au milieu d'une foule innombrable. L'échafaud s'élevait dans une prairie voisine de la ville; le condamné y monta sans aucune marque de faiblesse; puis, s'adressant à la multitude : « Je ne crains pas la mort, dit-il; ce que je plains, c'est tout le sang que fera verser cette journée; mon maître me vengera. Vous tous, que j'ai gouvernés pendant quatre années, pardonnez-moi le mal que j'ai pu vous faire : j'étais homme; priez pour moi! » Ensuite il demanda que sa chaîne d'or et seize beaux chevaux qu'il avait fustes vendus au profit de l'église de Brisach. Un instant après, il avait subi la punition de ses crimes. Des acclamations générales, des battements de mains accueillirent l'exécuteur lorsqu'il présenta au public son sanglant trophée.

A la nouvelle de cette exécution, Charles tomba dans un accès de colère furieuse. Il aimait beaucoup le sire de Hagenbach, qui partageait toutes les passions de son maître, et qui lui était complètement dévoué. Il jura de sacrifier plutôt sa vie que sa vengeance. Toutefois il était trop occupé d'un autre côté pour donner immé-

diatement suite à cette affaire. Il se borna pour le moment d'envoyer en Alsace, sous les ordres d'Étienne, frère de Pierre de Hagenbach, une armée qui commit d'affreux ravages. En même temps il fit retomber sa rage sur un jeune seigneur bien innocent de tout ce qui s'était passé, Henri de Wurtemberg. Charles fit arrêter ce jeune prince à Luxembourg, où il se trouvait alors, et déclara qu'il ne lui rendrait la liberté que lorsque son père, Ulric de Wurtemberg, lui aurait remis la ville et le château de Montbéliard, qui lui appartenaient. Depuis longtemps le duc convoitait cette place importante, qui devait lui être très-utile dans la guerre qu'il méditait contre les Suisses. Les Bâlois, instruits de l'intention du duc, envoyèrent des renforts à la garnison de Montbéliard; il en vint aussi de Berne. Bientôt on vit paraître devant la ville Olivier de la Marche, lieutenant de Charles, conduisant le jeune comte, qui tremblait sous le poids de ses chaînes; il menaçait de le mettre à mort si Montbéliard n'était à l'instant rendu à son maître. Les Bourguignons ne recevant pas de réponse, ordonnèrent au jeune prince de se mettre à genoux; le bourreau leva sur lui son épée nue, et on renouvela la sommation. Alors le sire de Stein, gouverneur de la place, s'écria du haut des remparts : « Monseigneur est entre vos

mains contre le droit des gens; vous le tuerez si vous voulez, mais vous ne tuerez pas la noble maison de Wurtemberg. Je lui resterai fidèle, et ses comtes vengeront un jour celui que vous menacez de la mort. » Ces paroles, prononcées avec fermeté, firent impression sur les Bourguignons. Le jeune Henri ne fut point décapité; on le traîna encore pendant plusieurs mois à la suite des troupes; mais, rendu à la liberté, il conserva toute sa vie un caractère timide, suite de la terrible émotion qu'il avait éprouvée.

Tandis qu'Étienne de Hagenbach, fidèle aux ordres impitoyables de son maître, ravageait l'Alsace, brûlant et pillant tout sur son passage, massacrant hommes et femmes, répandant sur le sol les saintes hosties, et faisant pendre aux arbres des enfants de trois à quatre ans, l'imagination vagabonde de Charles méditait une nouvelle entreprise : c'était une ligue contre la France, formée entre lui, le duc de Bretagne et les rois d'Angleterre et d'Aragon. Il s'agissait de placer Édouard sur le trône de France et d'affranchir le *grand-duc* d'Occident de toute vassalité; les Aragonais devaient attaquer le Roussillon, et le duc de Bretagne la Normandie. Louis XI apprit la conclusion de ce traité sans en être effrayé. Édouard n'était point ami de la guerre; mais il était poussé par son parlement,

qui ne rêvait que la conquête de la France. Comme il n'avait pas de compagnies d'ordonnance qu'on pût réunir en quelques jours, ses préparatifs furent longs. En l'attendant, Charles, dont l'esprit ne pouvait rester en repos, et qui avait déjà assemblé l'armée la plus belle, la plus nombreuse, la plus aguerrie qu'on eût vue depuis les Romains, résolut de trancher par les armes la question relative à l'archevêché de Cologne. Il entra dans l'électorat, et conduisit toutes ses forces contre la forteresse de Neuss, près du Rhin, défendue par Hermann de Hesse, le nouvel archevêque, que le duc prétendait chasser de son siège. Toute l'Allemagne, redoutant l'ambition et le despotisme du Bourguignon, s'intéressa au sort de cette petite place, qui n'avait que dix-huit cents hommes de garnison. L'Empereur lui-même s'avança à son secours avec tous les princes de l'Empire et une armée de soixante mille hommes.

Louis XI, qui suivait attentivement cette affaire, renforça son alliance avec les Suisses, et se fit, par ses largesses, de nombreux amis dans leurs conseils; les deux parties convinrent d'avoir toujours et les mêmes amis et les mêmes ennemis. Aussitôt les cantons unis aux Autrichiens déclarèrent la guerre à Charles. Le défi fut porté au duc par un héraut à son camp

devant Neuss. Le duc ne donna aucune réponse, mais ses traits contractés exprimaient assez sa fureur. Peu de jours après, dix-huit mille confédérés entrèrent en Franche-Comté, et se présentèrent devant Héricourt, forteresse située entre Montbéliard et Bedford. Le maréchal de Bourgogne et Jacques de Savoie, comte de Romont, s'avancèrent contre eux avec des forces considérables. Une bataille se livra le 13 novembre 1474; la cavalerie italienne ne put tenir contre l'impétuosité de la jeunesse bernoise et des arquebusiers des cantons. Les chefs bourguignons, vaincus, profitèrent de la nuit pour s'enfuir, abandonnant beaucoup de drapeaux et de pièces d'artillerie. Trois jours après, Héricourt se rendit.

D'un autre côté, René, duc de Lorraine, déterminé par les instances de l'Empereur, du roi de France, des princes allemands, accéda à la ligue des Suisses et des pays du Rhin; puis, après avoir envoyé défier le duc de Bourgogne, il envahit le Luxembourg; pendant ce temps, les Suisses ravageaient la Franche-Comté, et avaient emporté Pontarlier. Enfin le roi de France lui-même se tenait sur les marches de la Picardie, avec une puissante armée, attendant que la trêve fût expirée pour agir. Aussitôt que le moment fut arrivé, il proposa à Charles de la

renouveler ; mais celui-ci s'y refusa ; malgré les représentations du roi Édouard, malgré les avis de ses plus sages conseillers, il s'opiniâtra à assiéger Neuss. Depuis onze mois il avait tenté cinquante-six assauts et perdu quinze mille hommes ; mais ni la faim, ni la destruction des maisons, ni l'éboulement de dix-sept tours n'avaient pu ébranler la constance des assiégés. Enfin, lorsque cette ville, devant laquelle il avait perdu tant de temps et sacrifié tant d'hommes, allait se voir forcée à subir sa loi ; lorsqu'il lui fallait attendre seulement quelques jours pour y entrer, il se montra tout à coup impatient de lever le siège et de voler à la défense de ses États envahis de toutes parts. Il conclut avec l'Empereur une trêve de neuf mois, abandonna l'affaire de Cologne au jugement du pape, et quitta son camp, après avoir montré toute la pompe et tout le luxe de sa maison dans un banquet qu'il offrit aux principaux capitaines de l'armée impériale.

Cependant, le 5 juillet 1475, le roi d'Angleterre avait débarqué à Calais à la tête d'une armée imposante ; à sa grande surprise, il ne trouva ni les renforts ni les approvisionnements de vivres qui lui avaient été promis. Le duc de Bourgogne arriva au camp anglais le 14 juillet, mais il n'avait pas avec lui une seule compagnie

bourguignonne : il était honteux de montrer à ses alliés son armée affaiblie et désorganisée; aussi ne voulait-il pas réunir ses forces aux troupes anglaises, et voulait-il aller guerroyer séparément en Lorraine; il accompagna cependant les Anglais dans leur marche à travers l'Artois et la Picardie, sans toutefois leur permettre de pénétrer dans les places devant lesquelles ils passaient. Il conduisait ainsi ses alliés dans le Vermandois; le roi d'Angleterre comptait au moins entrer dans Saint-Quentin, que le connétable de Saint-Pol s'était engagé à livrer; mais lorsqu'il approcha des portes, il fut reçu à coups de canon, et la garnison sortit pour le repousser. Alors la discorde éclata entre les Anglais et les Bourguignons. Édouard accusa hautement Charles de trahison; celui-ci, dont toutes les pensées étaient tournées vers la Lorraine et les bords du Rhin, se hâta d'aller rejoindre son armée sur les marches de Lorraine.

C'était plutôt pour satisfaire le vœu national que par un désir personnel qu'Édouard était arrivé en ennemi sur la terre de France. Les membres du parlement qui avaient le plus poussé à la guerre, et que le roi Édouard avait amenés avec lui, étaient déjà rebutés des fatigues de la campagne : les officiers ne se trouvaient pas non

plus à l'aise sur le continent : la saison commençait à être mauvaise ; ils voyaient que les provinces françaises étaient défendues par des troupes nombreuses et aguerries ; la moindre place ne pouvait être emportée sans de grands sacrifices ; et ils craignaient d'être contraints à passer tout l'hiver sous la tente. Louis XI aurait pu profiter de cet esprit d'indolence qui travaillait l'armée anglaise ; mais il n'aimait pas courir les chances de la guerre, quoiqu'il s'y montrât habile et même brave à l'occasion. Il avait l'habitude de dire, sinon par humanité, du moins par système politique, qu'il « aimait mieux sacrifier dix mille écus que la vie d'un archer. » D'ailleurs les inquiétudes que lui donnaient d'un côté les fréquentes insubordinations de son connétable, le comte de Saint-Pol, et de l'autre le duc du Bourgogne, ceignant toutes les frontières de la France avec une armée formidable, le forçaient à être circonspect. Il se détermina à tenter une négociation. Le traité fut facilement accepté par les Anglais. Une trêve de sept ans fut conclue, par laquelle Louis s'engagea à payer 75,000 écus d'or, et promit à Édouard que le Dauphin épouserait sa fille. Les deux rois eurent une entrevue au pont de Pecquigny (sur la Somme) ; le traité y fut ratifié. Cette paix coûtait cher au roi Louis ; car, outre la somme

portée au traité, il offrit de magnifiques présents et assura de riches pensions aux principaux lords du conseil, et fit aux troupes anglaises de grandes largesses en vins et en provisions de toute espèce.

Quand le duc de Bourgogne apprit la conclusion du traité de Pecquigny, il accourut furieux, et reprocha à Édouard sa lâcheté; mais, pressé qu'il était d'exécuter ses projets sur la Lorraine, il revint bientôt de son courroux et résolut de traiter aussi de son côté avec le roi de France. Le 13 septembre fut signée au château de Soleure, entre Luxembourg et Montmédy, une trêve de neuf années, connue sous le nom de *trêve marchande*, par laquelle les offenses mutuelles furent mises en oubli; seulement Louis abandonna les Suisses ses alliés, et le duc de Bourgogne cessa de soutenir le roi d'Aragon. Tous deux repoussèrent de leur alliance le connétable de Saint-Pol, dont la duplicité et la trahison ne méritaient plus de grâce. L'Empereur et le roi de France ayant abandonné le duc René, Charles envahit la Lorraine, incapable de se défendre seule. Les villes d'Alsace ne manquèrent point à leur allié; mais les Suisses, occupés à contenir sur un autre point les soldats du duc de Milan, qui menaçaient sans cesse leurs frontières, ne purent venir au secours de la malheureuse province. Les chevaliers bourguignons

se flattaient d'enlever à la course tout le duché de Lorraine. Charles y pénétra par le duché du Luxembourg. Il avait avec lui Campo-Basso, qui jouissait de plus en plus de toute la confiance de son maître. Rien ne fut épargné dans cette marche. Depuis que la fortune lui était contraire, Charles était devenu cruel : il brûlait les villes, il égorgait les habitants, il violait sa parole ; abandonné des hommes droits, il se livrait sans réserve aux conseils perfides de courtisans étrangers, toujours prêts à approuver ses desseins et à flatter ses passions. René se bornait à défendre ses places. Dans sa détresse, il implora les secours et la protection du roi de France ; celui-ci envoya huit cents lances ; mais des instructions secrètes prescrivait de ne rien entreprendre. Enfin Louis sacrifia René au désir d'obtenir l'extradition du connétable de Saint-Pol, qui s'était réfugié sur le territoire de Bourgogne. Charles ne se fit pas scrupule de livrer un prince avec lequel il avait autrefois vécu dans une étroite amitié \*, et put achever paisiblement la conquête de la Lorraine. Le 30 novembre 1475, il

\* Aussitôt après que le connétable de Saint-Pol eut été remis au roi de France, son jugement commença devant le parlement. Ses trahisons étaient si évidentes, qu'il ne put rien désavouer. Il fut condamné à mort, et exécuté en place de Grève le 19 décembre 1475, comme criminel de lèse-majesté.

fit une entrée triomphale dans Nancy, et se fit reconnaître par les états de Lorraine. Cette prise de possession ne fit qu'augmenter ses rêves de puissance et de grandeur : il annonça aux états que leur ville, embellie par ses soins, deviendrait bientôt la capitale d'où il dicterait des lois aux Allemands et aux Français, et où il établirait le siège principal de sa puissance.

La conquête de la Lorraine ne pouvait satisfaire l'inquiète ambition de Charles; depuis longtemps il méditait des projets de vengeance contre les Suisses; l'attaque heureuse que ces hardis montagnards venaient de diriger contre la Savoie l'excitait encore contre eux. Il réunit donc son armée au cœur de l'hiver pour marcher contre ces paysans des ligues helvétiques, qu'il affectait de mépriser autant qu'il les détestait. La conquête de la Suisse, qu'il espérait terminer en peu de temps, n'était d'ailleurs pour lui qu'un acheminement à la réalisation de ses immenses projets. Il prenait en ce moment Annibal pour son modèle et pour son héros; il se voyait déjà franchissant les Alpes comme le général carthaginois, et humiliant les Allemands et les Italiens du spectacle de sa puissance et de son luxe. Il pressait en même temps le vieux roi René \* de le

\* René était doué d'un amour enthousiaste pour les beaux-arts,

reconnaître pour héritier de la Provence, dernier reste de ses nombreux domaines; il se flattait d'entourer ainsi le royaume de France de toutes parts, et de lui enlever ses communications avec le reste du continent.

Vainement les Suisses, effrayés de l'orage qui se formait contre eux, envoyèrent auprès de Charles des ambassadeurs pour le faire changer de résolution, lui offrant d'abandonner l'alliance du roi de France, de se mettre à sa solde, de lui faire des réparations pour leurs incursions dans le Comté, les pays de Vaud et de Neuchâtel; vainement les ambassadeurs lui représentèrent la pauvreté de leur pays, en lui disant que les éperons de ses chevaliers et les mors de ses chevaux valaient plus d'argent que tous les hommes de leur

d'une humeur calme et enjouée qui ne lui permettait jamais de se dépiter contre la mauvaise fortune. Son caractère doux, léger, gai et insouciant, le mit à l'abri de toutes les passions qui remplissent la vie d'amertume, et le conduisit à une vieillesse pleine de santé et de joie. Aussi, tandis que le roi de France et le duc de Bourgogne se disputaient à qui succéderait à la portion de la Provence qui était encore en sa possession, René donnait des festins, réunissait des convives, dansait, chantait avec les troubadours, dont il s'était fait le roi, composait des vers, maniait le crayon et le pinceau avec une adresse peu commune, dressait des plans de fêtes et de processions, les faisait exécuter, et cherchait à entretenir, autant qu'il était en lui, la gaieté et la bonne humeur de ses sujets, s'il ne pouvait assurer matériellement leur bonheur permanent. Ce furent ces excellentes qualités du cœur qui lui firent donner le surnom de *Bon roi René*, que l'histoire lui a conservé.

territoire n'en pouvaient donner pour leur rançon, s'ils étaient tous pris ; vainement encore ses plus sages conseillers, les communes de Flandre, Louis XI lui-même, qui avait intérêt à ne pas voir les Suisses écrasés, essayèrent de le dissuader : rien ne put vaincre sa volonté de fer. Il résolut d'entrer immédiatement en campagne, et d'aller animer de sa présence le terrible drame auquel jusqu'ici ses lieutenants et ses alliés avaient seuls pris part. Toute l'Europe se montra attentive à la guerre qu'il allait commencer. Louis XI vint à Lyon pour l'observer de plus près.

Dans les premiers jours de l'an 1476, Charles passa près de Nancy la revue d'une armée de quarante mille hommes bien choisis, bien équipés, et pourvus de tout jusqu'à l'abondance. Le 14 janvier il se mit en route, et se dirigea vers Besançon, où se trouvait la formidable artillerie qui avait si longtemps tenu les Pays-Bas en respect, et devant laquelle s'étaient soumises Liège et toute la Lorraine. Le duc n'avait jamais étalé plus de magnificence ; il traînait avec lui tous les vases précieux de sa chapelle, sa vaisselle d'or et d'argent, et cet immense trésor de pierreries, d'armures, d'ameublements uniques, qui rappelait la splendeur des monarques asiatiques. Il quitta Besançon accompagné d'un grand nombre de puissants seigneurs, parmi lesquels on remarquait

Frédéric de Tarente, fils du roi de Naples, qui lui avait amené quinze mille hommes, dans l'espoir de se distinguer et d'obtenir la main de Marie.

Bientôt on entra dans l'Helvétie par le Jura. Qu'on se figure l'étonnement et l'effroi des habitants de ces montagnes à la vue de tant de guerriers si richement vêtus, qu'accompagnait une multitude de valets et de marchands. De si grandes démonstrations n'intimidèrent cependant point le vieux margrave de Bade, comte de Neufchâtel. Cet homme de cœur, qui avait plus d'une fois vu combattre ce peuple rude et grossier que Charles traitait avec tant de mépris, courut mettre ses États sous la protection de Berne. Berne remercia le comte de sa fidélité, et appela tous les confédérés aux armes. Strasbourg, Colmar, Schelestadt, les villes frontières, envoyèrent leur contingent. Mais avant que ces paysans, animés du noble désir de sauver leur pays, eussent eu le temps de s'assembler en nombre suffisant pour attaquer l'ennemi, l'avant-garde de Charles entra dans Yverdun, que sa garnison livra aux flammes en se retirant au château de Granson. Le duc arriva devant cette forteresse, le 19 février, avec toute son armée, et fit aussitôt donner l'assaut, qui fut vaillamment repoussé. Pendant cinq jours, Georges Stein, n'ayant que huit cents hommes sous ses ordres, brava le feu continu de l'artillerie

bourguignonne, et rejeta avec indignation les sommations qui lui furent faites d'ouvrir les portes de la ville. Mais un gentilhomme allemand qui servait dans l'armée de Charles vint parlementer avec cette poignée de braves, et l'effraya sur les suites de sa résistance, en lui annonçant que Fribourg, Berne et Soleure, réduites en cendre, étaient au pouvoir des ennemis; Stein, qui voyait ses murs écroulés, ses soldats épuisés, se décida à capituler, malgré les protestations du jeune Müller, l'un des chefs, qui connaissait le peu de cas qu'il fallait faire des promesses du duc. Müller n'avait que trop bien jugé cette ruse. Quand les soldats de Stein arrivèrent au camp de Charles, ils furent aussitôt liés les mains derrière le dos, livrés au prévôt et pendus à des arbres; d'autres, Jean Müller, par exemple, furent noyés dans le grand lac de Neuchâtel. Ils moururent avec un calme, une fermeté qui épouvanta l'ennemi. Ce fut le dernier jour de la fortune de Charles.

Le duc avait cru que l'effroi de cette exécution lui soumettrait la Suisse : il se trompait. Les confédérés, n'ayant pu secourir à temps les soldats de Granson, se promirent au moins une prompte vengeance. Leur armée grossissait tous les jours; elle devint bientôt formidable. Au 1<sup>er</sup> mars, elle se composait d'environ vingt mille hommes.

Ce jour-là même, l'armée suisse marcha en avant; le lendemain, le duc, instruit, de son approche, résolu, par une folle vanité, de ne pas laisser aux confédérés l'honneur de l'attaque. Il eut donc l'imprudence de sortir du camp qu'il avait placé dans une position très-forte, devant une vaste plaine favorable aux manœuvres de la cavalerie, et s'aventura dans des chemins étroits qui côtoient le lac. Il commandait en personne l'avant-garde, composée de ses meilleurs chevaliers et hommes d'armes, mais qui manquait d'un nombre suffisant d'archers et d'arquebusiers. A la vue des brillants escadrons qu'ils allaient avoir à combattre, les Suisses se jetèrent à genoux, selon leur antique coutume, pour invoquer le Dieu des batailles. La gendarmerie bourguignonne crut d'abord qu'ils demandaient grâce et merci, puis elle se précipita sur les bataillons carrés de l'infanterie suisse. Le choc fut terrible, mais toute la vaillance des chevaliers vint se briser contre la muraille de fer que leur opposaient les longues piques et les hallebardes helvétiennes. Un grand nombre de seigneurs périrent dans ce premier engagement, après avoir fait d'inutiles prodiges de valeur.

Le premier corps de bataille se trouvant ainsi repoussé vers le camp, le duc de Bourgogne s'efforçait de rétablir l'ordre parmi ses gens alar-

més, lorsque, le brouillard s'étant dissipé, on vit toutes les montagnes environnantes couvertes de nombreux bataillons suisses qui s'avançaient en bon ordre, et avec une résolution que rien ne semblait devoir ébranler. En même temps se fit entendre le son terrible des trompes d'Uri et d'Unterwald, énormes cornes d'aurochs dans lesquelles soufflaient de vigoureux montagnards, et qu'on appelait vulgairement le *taureau d'Uri* et la *vache d'Unterwald*. En approchant du camp, les Suisses répétaient le cri de *Granson! Granson!* comme pour annoncer qu'ils venaient venger le massacre de la garnison de cette place. Ces cris sauvages, cette manière nouvelle de combattre, ces ennemis dont rien ne pouvait arrêter l'élan furieux, et qui ne faisaient aucun quartier, tout cet appareil inusité portait le trouble et la consternation dans les rangs des Bourguignons; bientôt les décharges des coulevrines que les Suisses amenaient avec eux mirent le comble à la confusion. Ce fut en vain que le duc de Bourgogne employa, pour rallier ses gens, les promesses, les prières, les menaces, et même les coups; tout son monde l'abandonna, les uns s'embarquant sur le lac, les autres allant se cacher dans les montagnes du Jura, ou retournant vers Granson. Enfin Charles, resté le dernier dans son camp, jeta un douloureux regard sur ces quatre cents pièces d'ar-

tillerie, sur tout cet attirail d'armes et de munitions, sur toutes ces richesses qu'il lui fallait abandonner; puis, suivi de cinq cavaliers seulement, il s'enfuit et ne s'arrêta qu'à Nozeroy, de l'autre côté des montagnes et à huit lieues du champ de bataille. Il trouva dans cette ville le prince de Tarente, qui, le premier, lui donna quelques consolations.

Les vainqueurs passèrent trois jours dans le camp bourguignon, occupés à se partager l'immense butin dont ils ne connaissaient pas toute la valeur. En effet, ils ne distinguaient point, dans leur simplicité, la vaisselle d'or et d'argent de celle de cuivre et d'étain. Les magnifiques dentelles de Flandre, les tapisseries d'Arras, les étoffes d'or et de damas qui formaient les pavillons du duc et de ses principaux officiers furent coupées et partagées à l'aune; les diamants, les perles et les rubis, dont quelques-uns n'avaient pas leurs pareils pour la grosseur et la beauté, étaient dédaignés comme des morceaux de verre. Un Suisse ramassa dans la poussière le plus beau diamant du duc, celui qui avait autrefois brillé à la couronne du Grand Mogol; après l'avoir jeté d'abord, il le ramassa par réflexion et le donna à un prêtre pour un florin; celui-ci le vendit un écu; depuis ce temps il a été évalué près de deux millions. L'artillerie, les armes nombreuses et la

poudre que l'on trouva dans le camp furent distribuées entre les villes et les cantons; les bannières, étendards et pennons, dont il y avait un nombre infini, allèrent orner les voûtes des églises de Suisse et d'Alsace.

Louis XI reçut la nouvelle de la déroute de Granson avec des transports de joie; la regardant comme une victoire remportée par lui, il s'en fit raconter les détails à plusieurs reprises, et ne se plaignit que de ce qu'il eût péri un trop petit nombre de Bourguignons. Il recommença dès lors à traiter les Suisses avec ménagement, à leur faire de riches présents et les plus vives protestations.

## CHAPITRE XI

Bataille de Morat. — Siège de Nancy. — Mort de Charles le Téméraire. — Marie de Bourgogne. — Démembrement de la succession de Charles. — Révolte des Gantois. — Supplice du chancelier Hugonet et du sire d'Himbercourt. — Prise d'Arras. — Guerre de Flandre. — Mariage de la duchesse Marie.

L'orgueil de Charles souffrit cruellement de sa défaite. Détesté, à cause de sa tyrannie, par ceux mêmes qui l'approchaient le plus près, il n'avait point de confidants intimes dans le sein desquels il pût épancher ses douleurs. Il fut en proie à une sombre mélancolie, mêlée d'éclairs de fureur, et son chagrin s'accrut tellement, qu'il tomba malade, et devint comme insensé. Il refusa de voir qui que ce fût, laissa croître sa barbe, et entre tint son exaspération en buvant en abondance les vins les plus généreux. Cet état dura quinze jours, après lesquels il retrouva son activité or-

dinaire, et ne songea plus qu'à la vengeance. Plus absolu que jamais dans ses volontés, il poussa à l'extrême toutes les mesures qu'il prit pour une nouvelle attaque : il leva un homme sur six, un denier sur six ; s'empara des cloches des églises de la comté de Bourgogne pour les convertir en canons, et fit rechercher les métaux propres à la guerre jusque dans les maisons de ses sujets. Bientôt, à force d'argent et de violences, il eut une nouvelle armée de trente à quarante mille hommes, bourguignons, anglais, brabançons, flamands, picards, lombards et liégeois. Ces nombreuses ressources, l'activité de ces préparatifs imposèrent aux ennemis cachés de Charles. Louis XI n'osa pas bouger.

Cependant les Suisses, qui s'étaient dispersés après la bataille de Granson, se réunissaient encore pour repousser les nouveaux efforts de leur fougueux ennemi. Berne, que menaçait plus immédiatement l'invasion bourguignonne, se conduisit comme aux jours glorieux de sa résistance à la maison d'Autriche : chaque famille qui comptait deux adultes en arma un pour combattre l'étranger. La petite ville de Morat, située à cinq lieues en avant de Berne, fut mise en état de défense et reçut une garnison nombreuse sous les ordres d'Adrien de Bubenberg, que son patriotisme arracha à la retraite où

il vivait depuis longtemps. Depuis les chalets voisins des glaces éternelles jusqu'à l'embouchure de l'Aar, tout se mit en mouvement. Trente mille guerriers se rassemblèrent sur la rive droite de la Sane. Le duc René de Lorraine, dépouillé de ses États et ennemi implacable de Charles, vint se réunir aux montagnards. Ce jeune prince avait en vain compté sur les promesses de Louis XI; et maintenant il accourait pour combattre l'ennemi commun, à la tête de trois cents chevaliers lorrains et des troupes levées dans sa ville de Strasbourg.

Charles, sombre, pensif, et toujours sous la terrible impression de Granson, partit de Lausanne après avoir passé son armée en revue et l'avoir excitée à se venger des Suisses, en promettant de magnifiques récompenses aux chefs et le pillage des villes et des campagnes aux soldats. Il se dirigea d'abord vers le lac de Neuchâtel, espérant attirer les confédérés dans un pays qui lui fût plus favorable. Mais l'impatience l'emporta : il résolut de marcher sur Berne et Fribourg. A peine arrivé devant Morat, il fit sommation au brave Adrien de Bubenbergh de rendre la ville; mais celui-ci répondit fièrement que tant qu'il y aurait du sang dans ses veines, il n'abandonnerait pas le poste qui lui avait été confié. Charles, qui ne respirait que haine et dépit, vou-

lut donner un assaut avec toutes ses forces. Les Bourguignons renversèrent facilement les murailles de pierres, mais ils vinrent se briser contre la muraille vivante que leur opposa la garnison. Ils perdirent là sept cents hommes et le maître qui manœuvrait la principale pièce de leur artillerie, appelée la *Grande-Duchesse de Bourgogne*. Depuis huit jours, Charles s'opiniâtrait à foudroyer ces remparts démantelés, lorsque, dans la soirée du 20 juin, il apprit que trente-quatre mille confédérés s'avançaient sous la conduite du Zurichois Jean Waldmann, et de Jean Hallwyl, de la noblesse d'Argovie, qui avait acquis une grande expérience de la guerre dans les armées du fameux Huniade, le vainqueur des Turcs en Hongrie. Le duc se réjouit de se trouver près de l'ennemi qu'il était venu chercher, et attendit le lendemain avec la plus vive impatience.

Dès qu'il fit jour, Charles, ne consultant que son esprit audacieux, marcha à la rencontre de l'ennemi, abandonnant l'avantage de ses batteries et de sa position. Les Bourguignons n'avaient encore fait que peu de chemin quand ils aperçurent comme une forêt hérissée de piques, de hallebardes et de lourdes épées à deux mains. Le ciel ajouta ses terreurs à celles qui travaillaient l'armée bourguignonne : une de ces tempêtes furieuses qui sont fréquentes dans les pays monta-

gneux , éclata sur les deux armées. En un instant la pluie gonfla les ruisseaux qui descendaient des montagnes , et les changea en torrents. L'eau pénétra dans les fourgons de l'armée bourguignonne , y mouilla la poudre et détendit les arcs des archers. Le duc vit qu'il était nécessaire de revenir sur la décision qu'il avait prise de livrer bataille sur-le-champ ; il donna l'ordre de battre en retraite. Mais ce mouvement inspira une nouvelle ardeur à un ennemi déjà assez audacieux. A l'instant même toute l'armée suisse se jeta à genoux pour prier ; dans ce moment le soleil , pénétrant soudainement les nuages , répandit des torrents de lumière sur les confédérés. Hallwyl , tirant son épée , s'écria : « Braves gens , levez-vous , et songez à vos femmes et à vos enfants. Dieu éclaire notre route ; allons , en avant ! » Aussitôt ils commencèrent à s'avancer rapidement , en sonnant de leurs terribles trompes et en rugissant le cri de *Granson ! Granson !* Charles ordonna de pointer ses canons contre ces masses compactes , et une première décharge fit tomber bien des hommes et des bannières ; mais avant que les pièces fussent rechargées , les Suisses s'étaient précipités sur les Bourguignons , les chargeant à la bouche même du canon , avec le mépris le plus complet de leur vie. Les canoniers furent massacrés , et les canons pris. Le feu

de ces pièces tournées contre les Bourguignons les força à se replier sur le corps de réserve. Le duc soutint son armée avec bravoure, à la tête de ses vaillants Flamands et de ses gardes wallonnes. Mais un millier de mercenaires italiens lâcha pied et prit la fuite. Alors le découragement se mit dans tous les rangs, et la retraite devint une déroute complète. En arrivant près de leur arrière-garde, qu'ils avaient laissée campée dans une forte position, les Bourguignons virent les bannières suisses flotter sur leurs batteries. L'arrière-garde des Suisses, qui avait fait un circuit à travers les montagnes, était tombée sur le camp et avait été vigoureusement secondée par Adrien de Bubenberg, sorti de Morat au même instant. A la vue de tous ces désastres, à la vue de son armée en désordre et dispersée, Charles comprit sa destinée. Il s'enfuit du champ de bataille avec trois mille cavaliers, qui ne tardèrent pas à l'abandonner. Enfin il parvint, suivi de douze de ses serviteurs seulement, à Morges, sur les bords du lac de Genève, à douze lieues du champ de bataille.

Dans leur fuite, ces Bourguignons naguère si fiers se laissèrent égorger comme des daims timides, sans opposer la moindre résistance. On évalue à plus de quinze mille le nombre de ceux qui périrent par le fer ou noyés dans le lac. Le reste, em-

porté par la frayeur, se sauva à travers le pays de Vaud. Redoutant le Saint-Bernard, les Lombards coururent à Genève, où ils furent massacrés dans une émeute populaire. Quand les confédérés furent fatigués de tuer, ils cessèrent leur poursuite et revinrent sur le champ de bataille. Ce fut alors un majestueux spectacle de voir, au milieu de ces morts innombrables, les vainqueurs à genoux rendre grâces à Dieu au bruit des instruments et des fanfares. Des cavaliers portant de longues branches d'arbres coururent à Berne, à Fribourg, à Soleure, pour annoncer le résultat de cette grande journée. Partout les cloches retentirent, et jusque dans les glaciers les échos répétèrent les accents de l'allégresse publique. Louis XI ne tarda pas à être instruit de cette seconde défaite, car il avait disposé des estafettes depuis la frontière jusqu'à Lyon. Quand Dubouchage et Philippe de Comines \* lui annon-

\* Depuis l'entrevue de Péronne, Louis XI n'avait cessé de témoigner à l'historien futur de son règne la plus haute estime pour son jugement profond, ses connaissances littéraires et son habileté politique. Après avoir, pendant quatre ans, résisté à tous les genres de séduction mis en usage pour ébranler sa fidélité, Philippe de Comines finit, en 1472, par céder aux mobiles puissants de la vanité et de l'intérêt personnel, et par se donner sans réserve au roi de France. Parmi les nombreuses causes assignées à cette défection, l'anecdote de la *Tête-Bottée*, dont Walter Scott a tiré si bon parti dans son *Quentin Durward*, ne doit pas être passée sous silence, parce qu'elle sert à faire connaître le caractère brutal de Charles le Téméraire. On rap-

cèrent cette bonne nouvelle, il les gratifia chacun de deux cents mares d'argent.

Les Suisses se trouvaient encore une fois maîtres des richesses de Charles; mais le butin de Morat ne valut pas celui de Granson : il n'y avait d'abondance que dans les munitions et les provisions. On rendit au duc René les canons enlevés en Lorraine, et il eut pour sa part de butin la tente du duc, où se trouvaient encore beaucoup d'objets précieux.

porte qu'un jour ce prince, revenant de la chasse avec son chambellan, lui ordonna de le débotter. Le gentilhomme fit avec une répugnance assez marquée cet acte de domesticité. Le duc de Bourgogne, craignant de l'avoir humilié, lui rendit le même service; puis après, honteux de cet oubli de sa dignité, et dans un de ces accès de fureur qui lui étaient si fréquents, il donna à Comines des coups de talons de bottes, ce qui lui valut le sobriquet de *Tête-Bottée*. Il est donc assez naturel de supposer que ce fut le souvenir de cette injure qui porta Comines à abandonner le service de la maison de Bourgogne. Quoi qu'il en soit, dès son arrivée à la cour de France, il devint un des conseillers les plus intimes et les plus précieux du roi, parce qu'indépendamment de son habileté dans les affaires, la connaissance personnelle qu'il avait des secrets de son ancien maître le mettait continuellement à même de donner les avis les plus utiles. Louis XI, pour récompenser ses services, le fit successivement conseiller et chambellan, prince de Talmont, seigneur d'Argenton, le gratifia de terres, de pensions, et lui fit épouser une riche héritière du Poitou. Il est pénible d'avoir à dire que celui que l'on a souvent comparé au vertueux Tacite ne s'en tint pas à ces marques de la munificence royale; il ne craignit pas de prendre part à la dépouille de plusieurs seigneurs proscrits par le nouveau Tibère, et siégea parmi les commissaires qui condamnèrent par ordre l'infortuné duc de Nemours, Jacques d'Armagnac.

Les Suisses restèrent trois jours sur le champ de bataille, suivant la coutume du temps, pour bien constater leur victoire et pour enterrer les morts. On les jeta dans une grande fosse, et on les recouvrit de chaux vive. Quatre ans plus tard, quand ils furent consumés, on recueillit les ossements, qu'on réunit dans une chapelle monumentale. Cette place reçut le nom d'Ossuaire des Bourguignons; on y lisait cette simple inscription latine :

D. O. M. CAROLI INCLYTI ET FORTISSIMI BURGUNDIÆ  
 DUCIS, EXERCITUS MORATUM OBSIDENS, AB  
 HELVETHIS CÆSUS, HOC SUI MONUMENTUM  
 RELIQUIT. ANNO 1476 \*.

Charles, après avoir passé quatre jours à Gex, s'en alla cacher sa honte dans son château de la Rivière, près de Pontarlier. Tantôt il se livrait à

\* « A Dieu très-bon et très-grand. L'armée de Charles, très-célèbre et très-vaillant duc de Bourgogne, assiégeant Morat, taillée en pièces par les Suisses, a laissé ici ce monument. L'an 1476. »

Cet Ossuaire avait été conservé jusqu'en 1798. A cette époque, une armée française marchant à la conquête de la Suisse passa par Morat. Trompée par ce nom de Bourguignons, qui lui fit croire que la victoire des paysans helvétiques était une défaite nationale, elle renversa l'Ossuaire, qu'elle regardait comme une insulte à notre gloire. Le sénat de Fribourg a fait élever depuis une colonne sur l'emplacement de la chapelle.

des accès de rage, tantôt il tombait dans un profond abattement. Négligé dans ses vêtements, il ne prenait plus de nourriture ; souvent il s'élançait de son siège, grinçait des dents, s'arrachait les cheveux, et s'abandonnait aux plus violents emportements contre ses serviteurs, qui ne l'approchaient qu'en tremblant. Pour rafraîchir son sang, ses médecins eurent recours à des potions calmantes, et à la conserve de rose mêlée au peu d'aliments qu'il prenait. Ses actions n'en continuèrent pas moins à porter l'empreinte de la colère. Il fit saisir Yolande de Savoie, sœur de Louis XI, qui avait toujours été dévouée à son parti, et qui, dans cet excès d'infortune, était venue le voir pour le consoler. Dans sa farouche mélancolie, Charles regardait son alliance avec cette princesse comme l'origine de tous ses malheurs : il l'accusait d'ailleurs de négociier contre lui avec le roi de France. Elle fut enveloppée avec toute sa suite ; et l'aîné de ses fils, au nom duquel elle gouvernait le duché de Savoie, n'échappa que par la prudence de son précepteur. Yolande, forcée de monter en croupe derrière Olivier de la Marche, ministre de la colère de son maître, fut conduite dans un château près de Dijon ; mais elle en fut bientôt enlevée par Chaumont d'Amboise, que Louis XI envoya avec cent lances pour la délivrer.

Après être resté quelques jours à Pontarlier, Charles partit pour Salins : il y rassembla les états de la comté de Bourgogne, comptant en obtenir des subsides. La réunion eut lieu dans la principale église, où le duc parla deux heures. Il énuméra tous ses griefs contre les Suisses, représenta quelle honte il y aurait à céder, et rappela l'exemple des anciens Romains, qui, battus à Cannes, n'avaient pas désespéré du salut de la patrie, et n'en étaient devenus que plus puissants. Il conclut en demandant quarante mille hommes et le quart de la fortune de chacun de ses sujets. Les états, épouvantés des extrémités auxquelles le duc voulait les entraîner, répondirent qu'il leur était indispensable d'ajourner la séance, afin de pouvoir délibérer mûrement sur un pareil sujet. Dès lors le duc prévint un refus. Le lendemain il eut recours à l'intimidation : il menaça de transférer sa résidence dans les Pays-Bas, et donna à entendre qu'il abandonnerait les Bourguignons sans défense aux incursions des Suisses. L'orateur des états lui fit une réponse ferme et digne, et insista sur la nécessité de faire la paix. Pour toute consolation, on offrit à Charles un corps de trois mille hommes, afin de défendre la frontière en cas d'attaque.

Les états du duché réunis à Dijon, ainsi

que ceux de Flandre et de Brabant réunis à Bruxelles, montrèrent encore plus d'opposition aux volontés impérieuses de leur seigneur : ils déclarèrent qu'ils n'accorderaient ni hommes ni argent pour une guerre injuste et inutile, et rappelèrent sans aucun ménagement les sacrifices qu'ils avaient déjà faits, et qu'ils ne voulaient pas renouveler. L'irritation était universelle : nobles, clercs et bourgeois se montraient également fatigués de ce maître dur et tyrannique qui faisait si peu de cas du bien-être et de la vie de ses sujets ; ils cessèrent de lui obéir dès qu'ils cessèrent de le craindre. Se voyant ainsi abandonné de ses sujets, Charles devint fou de colère : il parla plus que jamais de supplices et de vengeances, et retourna s'enfermer dans le château de la Rivière, où il vécut silencieux et solitaire comme un ermite. A peines ses domestiques les plus nécessaires avaient-ils permission de l'approcher. Pendant ce temps tous ses alliés se détachaient de lui, et Louis XI poursuivait l'achèvement de sa ruine. Une députation des héros de Morat se rendit auprès du roi dans son château de Plessis-lez-Tours. Ils y furent accueillis splendidement, et Louis les proclama les plus braves et les plus chers alliés de la France. Il leur parla longuement de la bataille de Morat, s'informa des moindres détails, et se

les fit répéter avec complaisance. Toute la cour crut devoir suivre l'exemple du maître et combler ces guerriers modestes de politesses et d'éloges. Ils reçurent de riches présents, et Adrien de Bubenberg fut décoré de l'ordre de Saint-Michel. Louis les pressa de profiter de leurs avantages, et de coopérer avec lui au rétablissement du duc de Lorraine dans ses États.

Déjà ce jeune prince, animé d'une ardeur toute chevaleresque, avait, au moyen des subsides fournis par Louis XI, rassemblé quatorze cents hommes de milice alsacienne, et était entré en Lorraine, où sa présence excitait des transports de joie. Les garnisons bourguignonnes, attaquées par les habitants et ne recevant aucun secours, aucune nouvelle du duc, se retiraient de toutes parts, et Nancy, assiégée par René, fut obligée de capituler (octobre 1476). A cette nouvelle, le duc de Bourgogne, sortant tout à coup de son apathie, rassembla environ six mille hommes, tristes débris de ses armées, accourut à marches forcées pour défendre la Lorraine, et vint mettre le siège devant Nancy. René, hors d'état de livrer bataille, promit aux habitants de les secourir sous deux mois, leur laissa une bonne garnison, et s'en alla presque seul chercher des secours chez les Suisses, ses alliés. Bientôt il put passer huit mille hommes en re-

vue sous les murs de Bâle. Le jour de Noël 1476, cette armée se mit en mouvement, ayant à sa tête le jeune duc, qui, la hallebarde sur l'épaule, fit la route à pied, malgré le froid le plus intense, comme le dernier soldat, à travers les sentiers escarpés de la Suisse et des Voges. Parvenu à Lunéville, René trouva de nouveaux renforts de Français et d'Alsaciens, et reçut de l'argent, dont il manquait beaucoup. Rien n'était comparable au dévouement que montraient ses sujets et à la haine que leur inspiraient les Bourguignons. On rapporte qu'un jour, comme il entendait la messe dans une église, une pauvre vieille lui jeta une bourse remplie d'or sur les genoux, en disant : « Monseigneur, voilà pour aider à notre délivrance. »

Le 5 janvier 1477, jour de la fête des Rois, le duc de Lorraine arriva avec vingt mille hommes devant le camp bourguignon. L'armée de Charles était mal disposée; elle souffrait de la faim, du froid, et manquait de tout. Les officiers furent d'avis de lever le siège et de se retirer devant des forces triples des leurs, pour attendre le printemps. A cette proposition, Charles écuma de rage et répondit, en jurant et en vomissant des imprécations, qu'il ne fuirait jamais devant un enfant, qu'il fallait s'emparer de Nancy coûte que coûte, et que l'on

verrait qui de lui ou d'un jeune chevalier errant trouverait la fève dans le gâteau des Rois. Le soir même un nouvel assaut fut donné à Nancy ; la garnison, bien que réduite aux dernières extrémités, le soutint avec héroïsme, et les Bourguignons épuisèrent en vain contre elle tout ce qu'ils avaient de projectiles. René, qui n'était qu'à une petite distance, remarqua les signaux de détresse des assiégés, et fit dans la nuit ses dispositions pour attaquer l'ennemi le lendemain.

Dès la pointe du jour, il se mit en marche. Charles, de son côté, monté sur un beau cheval noir, s'avança à sa rencontre. Déjà les deux armées étaient en présence et sur le point d'en venir aux mains, lorsque le comte de Campo-Basso, arrachant son écharpe rouge et sa croix de Saint-André, passa dans le camp de René avec ses Italiens et les Stradiotes, espèce de cavalerie venue du territoire de Venise et ressemblant à celle des Turcs. Le perfide étranger se vengeait en ce moment de la violente brutalité de Charles, qui, dans une discussion, l'avait, quelques jours auparavant, frappé de son gantelet au visage. Les confédérés ne voulurent point qu'un traître combattît dans leurs rangs. La trahison, dirent-ils, était inconnue à leurs pères, et il ne convenait pas à l'honneur de

leurs armes de s'en servir. Campo-Basso fut obligé d'aller se poster au pont de Bouxières, assez loin de l'armée lorraine. Cette défection réduisit l'armée de Charles à quatre mille combattants; ils n'abandonnèrent pourtant pas le champ de bataille.

Les Suisses, au moment d'attaquer, firent, suivant leur coutume, leur prière à genoux. Bientôt retentit le terrible cor d'Uri, qui répandit une mortelle angoisse dans le cœur de Charles, car c'était le même qu'il avait entendu à Granson et à Morat. Tout à coup, et au milieu d'épais tourbillons de neige, l'infanterie helvétique se précipita sur les Bourguignons comme les vagues d'une mer en furie; tua tous les artilleurs qui desservaient les pièces, et pénétra au milieu de l'armée ennemie, où elle sema le désordre et l'épouvante. En même temps, la garnison de Nancy ayant fait une sortie, une lueur vive et rougeâtre apprit aux Bourguignons que leur camp était incendié. Rien ne put alors les retenir. Charles, combattant en soldat intrépide et tout couvert de sang, s'efforçait d'arrêter les fuyards en les haranguant et en les excitant; mais il n'avait plus d'autorité sur ses soldats découragés. « A Luxembourg! à Luxembourg! » s'écria-t-on de toutes parts. L'armée trouva le pont de Bouxières occupé par

Campo-Basso, qui put satisfaire amplement sa vengeance. Il tua un grand nombre de fuyards et en força beaucoup d'autres à se jeter dans la Meurthe. Ceux qui lui échappèrent furent massacrés par les paysans. Tant que dura la bataille et la poursuite des vaincus, le carillon de toutes les cloches de Nancy ne cessa de se mêler aux cris des blessés et des mourants. René fit son entrée dans sa ville fidèle.

On trouva sur le champ de bataille les corps des plus vaillants serviteurs de Charles ; mais on ignorait ce qu'il était devenu lui-même. Pendant deux jours, toutes les recherches faites pour découvrir son corps furent infructueuses. Enfin, le troisième jour, une blanchisseuse qui avait été au service du prince, parcourant le champ de bataille pour enlever les anneaux que portaient les tués, découvrit près d'un marais un cadavre à demi enfoncé dans la vase, gonflé par la gelée et couvert de sang caillé, qu'elle crut être celui de Charles. Elle en donna aussitôt avis. Olivier de la Marche et plusieurs serviteurs du duc, amenés sur le terrain, ne tardèrent pas à se convaincre de la triste vérité. Le corps ayant été lavé, on reconnut son anneau, plusieurs signes particuliers et une blessure qu'il avait reçue à Montlhéry. Qu'on se figure la douleur de ses serviteurs fidèles à la vue des restes mutilés d'un maître qui

possédait naguère un pouvoir si absolu et tant de richesses ! Le tronc et les cuisses étaient traversés de grands coups de lance, et la tête, fendue jusqu'aux dents, était à demi dévorée par les animaux carnassiers. Ses ennemis mêmes furent émus d'un si cruel spectacle. On le transporta à Nancy, où il fut exposé solennellement pendant six jours dans une chapelle ardente tendue en velours noir, et déposé ensuite dans l'église Saint-Georges. René, revêtu de sa cotte de mailles, traînant un long manteau de deuil, et portant pour marque de sa victoire une longue barbe d'or descendant jusqu'à la ceinture, selon la coutume des anciens preux, assista aux funérailles de son ennemi.

Ainsi périt le dernier duc de Bourgogne et le dernier défenseur de la féodalité chevaleresque. Celui qui l'avait vaincu par la main des Suisses et du jeune duc René, c'était le fondateur de la royauté bourgeoise, Louis XI, son implacable et astucieux ennemi, qui, se tenant éloigné du champ de bataille, n'avait cessé de l'observer et de l'épier. Charles le Téméraire mourut à quarante-quatre ans, après neuf ans et demi de règne. Il était de taille moyenne et de constitution robuste ; il avait le teint basané, les cheveux et les yeux noirs, le nez aquilin : sa physionomie était d'une expression mâle et guerrière. Il tenait

beaucoup de son aïeul Jean sans Peur. Infatigable au travail et à l'étude, il se levait de grand matin et lisait les anciens, admirant surtout Alexandre, Annibal et César, dont il rêvait la gloire. Son esprit concevait les plus vastes plans, et il mettait à les exécuter une ardeur qui ne se rebutait d'aucun obstacle. Charles se montrait assez assidu aux exercices de piété, et se faisait suivre de reliques magnifiquement enchâssées; il savait jeûner et pratiquer les aumônes; il avait trop d'estime de lui-même pour s'abandonner aux excès de table. Ses plaisirs favoris étaient la musique, la chasse et le jeu d'échecs. Il avait été, comme son père, marié trois fois : en 1439, à Catherine de France, fille de Charles VII, morte en 1446; à Isabelle de Bourbon, morte en 1465; enfin à Marguerite d'York, sœur d'Édouard IV, roi d'Angleterre, qui lui survécut. De sa seconde femme il avait eu Marie de Bourgogne, sa fille unique, dont l'héritage allait éveiller tant d'ambitions. Son corps, enseveli dans l'église Saint-Gorges de Nancy, fut, en 1550, transporté par Charles-Quint, son petit-fils, à Bruges, où il fut inhumé dans un magnifique tombeau.

Au moyen des postes, dont il était l'inventeur, Louis reçut promptement au château de Plessis-lez-Tours la nouvelle de la mort de Charles et de la destruction de son armée. La joie qu'il en res-

sentit fut si grande et si subite, qu'il ne put la dissimuler à ses capitaines et à ses principaux serviteurs, qui s'effrayèrent de son allégresse; car ils n'ignoraient pas que le moment où il n'avait plus rien à craindre était celui où l'on devait redouter sa colère et sa vengeance. Aussitôt ordre fut donné à ses lieutenants d'entrer dans le duché et dans la comté de Bourgogne, et de s'en mettre en possession, comme de fiefs masculins qui devaient revenir à la couronne de France, suivant la clause stipulée par le roi Jean et par Charles V lorsqu'ils avaient concédé cet apanage à Philippe le Hardi. D'autres eurent commandement d'obtenir la soumission de la Picardie et de l'Artois. De toutes parts de grands préparatifs se firent pour une guerre prochaine.

Cependant les états du duché de Bourgogne, qui s'étaient rassemblés spontanément à la première nouvelle de la mort de Charles, avaient reçu du roi la demande de réunion. Ils répondirent à ses commissaires qu'il ne pouvait se prévaloir de la clause de réversibilité insérée dans la donation du roi Jean, puisque la descendance masculine n'était pas éteinte, et qu'il existait encore un héritier dans la personne de Jean, comte de Nemours, descendant en ligne directe de Philippe le Hardi. Mais que pouvaient toutes ces raisons contre la volonté et la puissance du roi? Les

états furent obligés de céder ; ils votèrent la réunion, dans l'espérance que Louis tiendrait sa promesse de marier son fils le Dauphin avec la princesse Marie, et se placèrent provisoirement sous sa protection. Les états de la comté suivirent l'exemple de ceux du duché ; ils autorisèrent le prince d'Orange, l'un des plus fougueux partisans du roi, à mettre garnison française à Dôle, à Gray et à Salins. Dans le nord, la soumission fut encore plus prompte. Par les soins de Philippe de Comines, ministre habile et tout dévoué aux intérêts de son nouveau maître, toutes les villes de la Somme ouvrirent volontairement leurs portes aux troupes françaises. Il n'y eut que l'Artois qui résista.

La princesse Marie, jeune et ignorante, était hors d'état de se défendre contre les entreprises du roi de France. D'ailleurs elle se trouvait en Flandre, au milieu d'un peuple qui s'agitait comme dans les anciens jours, et qui ne lui avait pas même laissé un jour de repos pour pleurer la mort de son père. Ce triste événement avait été accueilli par les Flamands avec des transports de joie. Chaque ville, Gand surtout, songeait à ses franchises qu'elle espérait recouvrer, aux impôts arbitraires qu'elle ne serait plus obligée de payer. Partout on se montrait résolu à secouer le joug de ces Bourguignons orgueilleux qui avaient si

longtemps opprimé le pays, soit comme ministres, soit comme soldats du dernier duc. Le chancelier Hugonet et le sire d'Himbercourt étaient principalement l'objet de la haine générale. Ces deux fidèles serviteurs du duc Charles, qui composaient tout le conseil de sa fille, désiraient la voir se marier avec le Dauphin. C'était dans ce but qu'ils s'étaient rendus auprès de Louis XI, avec une lettre de créance écrite de la main de la duchesse. La jeune princesse se montrait disposée aux plus larges concessions pour obtenir du roi qu'il la laissât en possession de ses États héréditaires. Louis renvoya les ambassadeurs en protestant qu'il n'avait jamais eu le dessein de dépouiller sa parente et sa filleule ; qu'il demandait seulement, en attendant la conclusion du mariage, que sa vassale mineure se mît, elle et ses États, sous la protection qu'il lui devait comme suzerain.

Cependant la ville de Gand était dans une grande fermentation, et les habitants craignaient surtout de tomber sous la domination de Louis XI, dont ils redoutaient la tyrannie et la cruauté. Marie avait convoqué l'assemblée des États de Flandre, espérant se concilier ainsi l'affection de ses sujets. Ils lui promirent, en effet, de la défendre si elle était attaquée, mais ils la mirent sous la puissance d'un conseil de régence qui s'empara du gouvernement. Ce conseil, qui tenait Marie

dans une espèce de captivité, obligea la princesse d'envoyer au roi une ambassade dont il désigna les membres. Louis XI, qui aimait beaucoup à traiter avec les bourgeois, et qui se plaisait à les jouer par la finesse de sa politique, fit un très-bon accueil aux députés de Gand, et se montra parfaitement disposé à leur égard : il n'avait pas d'autre intention cependant que d'augmenter le désordre qui agitait déjà leur ville. En effet, lorsque les ambassadeurs réclamèrent l'exécution de la trêve de Soleure, au nom de leur jeune souveraine, qui, disaient-ils, ne voulait se conduire que par les conseils des états, Louis leur répondit qu'ils ne connaissaient pas les véritables intentions de la princesse, et qu'elle s'était formé un conseil secret composé d'anciens serviteurs du duc Charles, ennemis des libertés flamandes. Pour preuve de ce qu'il avançait, il leur remit la lettre que Marie lui avait adressée précédemment par Himbercourt et Hugonet.

Les députés retournèrent à Gand pleins de dépit; ils assemblent le conseil de la ville, y font comparaître la princesse, l'accusant durement et sans aucun ménagement d'insulter la nation et d'avoir exposé, par ses menées sourdes et par ses lettres, les ambassadeurs des états à recevoir un affront. La princesse veut nier; mais les députés produisent alors la lettre que Louis leur a

livrée, et en donnent publiquement lecture devant le peuple en fureur.

Cette nouvelle complication redoubla l'exaspération des Gantois contre les deux ministres. Tous les ennemis d'Hugonet et d'Himbercourt soufflèrent en même temps le désordre et la sédition. Dans ce nombre se faisaient remarquer le comte de Saint-Pol, fils du connétable, qui avait à se venger de deux hommes auxquels il reprochait d'avoir livré son père au roi de France, et le sire de la Marck, surnommé le *Sanglier des Ardennes*, un des princes les plus cruels de l'époque, qui accusait le sire d'Himbercourt d'avoir provoqué les mesures rigoureuses dont les Liégeois avaient été victimes. Rien ne pouvait donc arrêter la fureur de ce peuple en révolte. Les deux ministres furent saisis dans un couvent où ils avaient cherché un asilé. On les tortura avec la plus horrible cruauté, et, après six jours d'un procès inique, on les condamna à avoir la tête tranchée, en ne leur laissant que trois heures pour se préparer à la mort.

Marie, profitant de ce court intervalle, essaya d'arrêter l'exécution. Elle sortit à pied de son logis, et, vêtue de deuil, avec un simple voile sur la tête, elle vint à l'hôtel de ville demander grâce pour ces deux loyaux serviteurs du duc son père, qui s'étaient dévoués pour elle. Ses prières ne

furent point écoutées. Alors elle courut sur la place du Marché, où l'échafaud était dressé, et où tout le peuple était réuni ; le chancelier et d'Himbercourt y avaient déjà été amenés. La jeune princesse, sanglotant et tout échevelée, se précipite au milieu de cette foule grossière et armée ; elle renouvelle ses supplications avec tant d'insistance, qu'une partie de l'assemblée sympathise à ses douleurs et veut qu'on lui accorde sa requête. Mais les magistrats entourent l'échafaud et pressent l'exécution. Le peuple se montre divisé, des cris opposés se font entendre ; on allait en venir aux mains, et déjà les piques se croisaient, lorsque le signal fatal est donné ; les deux têtes tombent, et le sang jaillit jusqu'auprès de l'infortunée Marie. Dès ce moment elle éprouva la plus grande horreur pour Louis XI, et jura de tout endurer plutôt que de tomber au pouvoir d'un prince cause de tous ses malheurs.

Louis XI n'avait pas d'autre but que d'exciter des divisions entre les Flamands ; il déclara les Gantois criminels de lèse-majesté, pour avoir insulté sa filleule, leur souveraine, ce qui souleva le reste de la Flandre contre eux ; et pendant leurs démêlés il s'empara, presque sans coup férir, du reste de l'Artois ; la capitale même, Arras, malgré son éloignement pour la France, consentit à faire serment au roi et à lui remettre ses clefs,

jusqu'à ce que la duchesse Marie eût rendu hommage à son suzerain pour la comté. Mais dès que Louis se fut éloigné, les bourgeois conçurent des soupçons sur la franchise de ses promesses, renoncèrent à la capitulation et se mirent en état de défense. S'apercevant bientôt qu'ils étaient hors d'état de résister, ils demandèrent au roi un sauf-conduit pour les députés qu'ils voulaient envoyer à la princesse pour l'informer de leur détresse et obtenir d'elle l'autorisation de se rendre. Le roi répondit d'une manière évasive qu'ils devaient savoir ce qu'ils avaient à faire. Confians dans cette espèce de consentement, vingt-trois députés se mirent en route pour la Flandre ; mais ils furent arrêtés par ordre du roi, et livrés au prévôt Tristan, qui fit trancher la tête à douze d'entre eux. A cette nouvelle, les habitants d'Arras recommencèrent à se battre avec fureur et à insulter les Français du haut de leurs murailles. Toute leur résolution ne put tenir cependant contre les forces supérieures des assiégeants, et la ville obtint une nouvelle capitulation, malgré laquelle le roi la traita avec une extrême rigueur : tous les citoyens qui s'étaient prononcés pour la princesse Marie furent mis à mort ; les autres furent chassés de la ville, dont toutes les fortifications furent démolies.

Cependant les deux Bourgognes, revenues de

leur première surprise, reconnurent bientôt la faute qu'elles avaient commise en recevant les Français dans leurs villes. L'insolente rapacité du sire de Craon, leur gouverneur, et l'exécution infidèle des promesses du roi, provoquèrent un mécontentement général, auquel s'associèrent les principaux seigneurs, surtout le prince d'Orange, à qui Louis XI était redevable de la soumission des deux provinces, et qui était mécontent qu'on en eût confié le gouvernement à un autre que lui. La révolte commença, et devint menaçante. A la nouvelle de ces démonstrations hostiles, Louis, déjà inquiet de la résistance de l'Artois et de l'attitude des Flamands, comprit qu'il devait renoncer à s'emparer des États bourguignons par la force. Dans ces circonstances il revint à ses premières ruses, et remit en avant le mariage du Dauphin avec mademoiselle de Bourgogne. Maître Olivier le Daim, son ancien barbier-médecin, qu'il avait fait comte de Meulan, fut chargé de cette négociation. Les Gantois regardèrent comme une insulte qu'on leur envoyât un ambassadeur de si basse condition, et ce fut pour eux un grand sujet de risée de le voir paraître devant la duchesse en habit d'apparat. Mais la colère prit la place de la moquerie, lorsque ce messenger, au lieu d'expliquer publiquement l'objet de sa mission, demanda à entretenir la princesse en par-

ticulien. Une pareille audace excita une grande rumeur parmi le peuple : on parla de jeter le comte de Meulan à la rivière, et il fut obligé de se sauver en toute hâte. Aussitôt les Flamands coururent aux armes et se mirent en campagne.

Pendant ce temps Louis XI était allé, avec le comte de Dammartin, envahir le Hainault. Sur sa route il s'assura de Cambrai, ville libre relevant de l'Empire, et y laissa une garnison. Bouchain et le Quesnoy, foudroyés par sa grosse artillerie, furent forcés de se rendre. Le roi conduisit ensuite toutes ses forces devant Avesne, qui se défendait avec obstination contre les attaques du comte de Dammartin. Mais, après deux assauts vaillamment repoussés, ces braves gens, se voyant abandonnés par leur gouverneur, qui était passé dans le camp français, reconnurent l'inutilité de leur résistance et ouvrirent leurs portes. Louis XI, redevenu cruel, abandonna cette malheureuse ville à toute la fureur de ses soldats : combattants et gens sans armes, jeunes et vieux, hommes, vieillards, femmes et enfants, tout fut passé par les armes. Pour trouver l'or et l'argent dont ils étaient avides, ces sauvages vainqueurs fouillèrent partout, et n'épargnèrent même pas les églises ; après quoi ils mirent le feu aux quatre coins de la ville, qui devint toute entière la proie des flammes.

Tant de massacres et de dévastations, loin de produire l'abattement et la soumission, redoublèrent en Flandre l'horreur qu'on avait pour le roi et pour les Français. Les paysans, dont les champs étaient ravagés, se réunirent par bandes qui attaquaient les convois et massacraient les soldats isolés : les garnisons firent des sorties continuelles. Louis, après avoir échoué devant Valenciennes, alla mettre le siège devant Saint-Omer; mais cette ville résista à toutes ses attaques. Lorsqu'il vit qu'il ne pouvait se rendre maître de places si importantes, il n'osa pas s'avancer sur Bruges ou Bruxelles, et la conquête de la Flandre fut manquée. Dès lors les sujets de Marie, qui venaient de voir leur indépendance menacée, pressèrent la jeune princesse de choisir un mari puissant, qui pût les protéger en même temps qu'elle contre l'ambition du roi de France. Le duc de Gueldre, Adolphe le Parricide, que les états lui avaient précédemment offert pour époux, après l'avoir délivré de la prison où l'avait enfermé Charles, ayant été tué en combattant les Français, il ne restait plus d'autre ressource à la duchesse que de se jeter vers l'Allemagne. On reprit les négociations entamées du vivant de Charles avec l'Empereur pour le mariage de son fils Maximilien avec Marie. De tous les prétendants à la main de la noble héritière, c'était

celui qui lui était le plus agréable. Maximilien était si pauvre, et son père si avare, que sa fiancée fut obligée de lui envoyer de l'argent pour faire son voyage. Il arriva à Gand le 18 août 1477, au milieu des transports de joie des peuples de la Flandre, du Brabant et de la Hollande, qui le reçurent comme un libérateur. Le jour même eut lieu la première entrevue des deux futurs, qui ne pouvaient s'entretenir que par interprètes, car ils ignoraient la langue l'un de l'autre. Tous les deux semblaient également heureux de cette alliance. Marie ne pouvait voir d'un œil défavorable un jeune prince d'un extérieur noble et distingué, grâce auquel elle espérait échapper à l'espèce de captivité dans laquelle l'avaient tenue les états de Flandre depuis la mort de son père. Dès le lendemain le mariage fut célébré sans nulle pompe, à cause du deuil de la princesse; et ce jour fut le premier de la grandeur de la maison d'Autriche.

---

## CHAPITRE XII

Maximilien d'Autriche. — Guerre en Bourgogne. — Négociations pour la paix. — Reprise des hostilités. — Bataille de Guinegate. — Nouvelles négociations. — Mort de la duchesse Marie. — Meurtre de l'évêque de Liège. — Traité d'Arras. — Fin de la puissance bourguignonne.

Presque aussitôt après son mariage, Maximilien avait envoyé des ambassadeurs au roi, pour se plaindre des hostilités commises dans les États de son épouse, protester contre l'usurpation d'une partie de ses domaines, et demander l'exécution du traité de Soleure. Il disait, dans la lettre dont il avait chargé ses envoyés, qu'il désirait terminer toute cette affaire par des voies pacifiques, mais qu'il saurait, si on l'y contraignait, faire valoir ses droits les armes à la main. Louis XI avait besoin de repos pour démêler la situation nouvelle où le plaçait le mariage de Marie, pour

apprécier le cas qu'il devait faire des menaces de Maximilien, et pour tâcher de découvrir les ressources de cette Allemagne si peu connue, avec laquelle la France n'avait eu jusque-là aucune querelle sérieuse. Il répondit donc qu'il n'avait recouru à la force que pour ne pas laisser porter atteinte aux privilèges de la couronne, et pour exiger l'hommage que mademoiselle de Bourgogne lui devait comme à son suzerain. En même temps il déclara que son unique désir était de voir ses justes griefs soumis à une délibération. Des commissaires français et bourguignons se réunirent à Lens; ils convinrent d'une trêve indéterminée, qui devait durer quatre jours après que l'une des deux puissances aurait prévenu l'autre qu'elle y renonçait. Les deux princes continuèrent de s'observer, et s'occupèrent activement à s'assurer de puissants alliés, dans la prévision d'une guerre prochaine.

L'état des deux Bourgognes appelait d'ailleurs toute l'attention de Louis XI. Ces provinces étaient en pleine révolte, grâce à trois mille Suisses revenus de la Lorraine, qui combattaient sous les ordres du prince d'Orange et des sires de Vaudrey. La comté avait été promptement débarrassée des troupes françaises; il ne restait plus au roi que la petite ville de Gray; le duché allait aussi lui échapper. Le prince d'Orange,

de plus en plus irrité de l'ingratitude et de la déloyauté du monarque, avait fait insurger Beaune, Semur, Verdun et d'autres villes. A Dijon, quoique l'assemblée des états se fût déclarée pour Louis XI, le peuple se souleva en faveur de Marie, et massacra Jean Jouard, premier président du parlement, nommé par le roi. Les deux Bourgognes devinrent le théâtre d'une guerre d'extermination. La ville de Châlons paya cher sa fidélité à la princesse : elle fut prise par Craon, ruinée et saccagée. Le prince d'Orange, continuellement occupé à entretenir l'esprit de révolte et à appeler les Suisses au secours des Francs-Comtois leurs voisins, fut condamné par le grand bailli de Mâcon et pendu en effigie ; ses domaines furent dévastés, ses châteaux démolis. Enfin le sire de Craon se conduisit avec tant de cruauté et commit tant d'exactions, que Louis XI résolut de le rappeler : les revers qu'il éprouva en Franche-Comté furent l'occasion que le monarque saisit pour lui retirer le commandement de la Bourgogne. Il lui donna pour successeur Charles d'Amboise, frère du cardinal de ce nom, et déjà gouverneur de la Champagne. Charles d'Amboise, par sa sagesse, sa douceur et sa probité, parvint à apaiser les Bourguignons justement irrités, et commença la soumission des deux provinces.

Cependant le duc Maximilien déployait en Flandre une grande activité. Docile aux avis de ses conseillers, il parcourait les villes, il fortifiait les garnisons, et se conciliait l'affection des habitants par son affabilité. Après avoir tenu à Bruges (avril 1478) le chapitre de la Toison d'or, et s'être fait solennellement reconnaître en qualité de chef de cet ordre, il partit pour le Hainault, où, depuis l'expiration de la trêve, la guerre avait pris une grande vivacité. A la tête de plus de vingt mille combattants, il força les Français à abandonner Condé, dont ils s'étaient emparés, s'approcha de Valenciennes, et voulut livrer la bataille. Mais Louis XI, fidèle à son système de ne jamais confier sa fortune aux hasards d'une grande mêlée, craignant d'ailleurs d'être attaqué du côté des Pyrénées par le roi d'Aragon, qui le menaçait, eut recours aux négociations. Il conclut une nouvelle trêve d'une année, par laquelle il s'engagea à évacuer le Hainault, Cambrai et la comté de Bourgogne, et garda le duché, la Picardie et l'Artois. Des conférences pour la paix furent ensuite ouvertes sous la médiation du pape.

Avant la conclusion de cette trêve, le roi, voulant couvrir d'une apparence de justice les mesures violentes qu'il avait prises contre la famille et contre les États de Charles le Téméraire de-

puis sa défaite de Nancy, avait fait intenter un procès à ce prince ou plutôt à sa mémoire. Ce fut devant la cour des pairs que fut portée cette singulière procédure, dans laquelle Marie de Bourgogne partageait avec son père l'accusation de félonie. On avait envoyé des saufs-conduits à Maximilien et à sa femme, pour qu'ils vissent défendre leur père, ou envoyassent des procureurs. A leur défaut, on donna des avocats au prince défunt. Ceux du roi reprirent dans leur plaidoyer toute la vie de l'accusé, et remontèrent jusqu'à celle de ses pères : l'assassinat du duc d'Orléans, crime qui avait inondé la France de sang; les alliances perpétuelles de cette maison avec les Anglais; l'introduction de ces étrangers dans le royaume; enfin la guerre du Bien public. Tous ces griefs et beaucoup d'autres furent invoqués et plaidés avec le plus grand appareil. La suspension des hostilités fit toutefois abandonner et tomber en oubli ces poursuites judiciaires.

Vers le même temps, le 22 juin 1478, la duchesse Marie, se trouvant à Bruges, donna le jour à un fils qui fut nommé Philippe en mémoire de son aïeul, et dont la naissance fut célébrée par de grandes fêtes.

Louis usa du répit que lui laissa la trêve pour augmenter le nombre de ses troupes mercenaires. Par le conseil du sire d'Amboise, il fit avorter le

traité que les Suisses étaient sur le point de conclure avec les Francs-Comtois, se fit déclarer bourgeois et premier allié de la confédération helvétique, et en obtint, moyennant un subside annuel de 20,000 francs, un corps de six mille hommes, qui remplaça près de sa personne les francs archers. Cependant les conférences pour la paix n'amènèrent aucun résultat; le pape Sixte IV se déclara même en faveur de Maximilien; mais Louis XI se vengea de cette décision en embrassant la cause des Florentins, alors en guerre avec le saint-siège à cause de la fameuse conjuration des Pazzi contre les Médicis. Enfin, lorsqu'il eut conclu avec le vieux roi Ferdinand d'Aragon un traité qui lui abandonnait le Roussillon, Louis, qui n'avait jamais songé sérieusement à la paix, s'occupa activement de recommencer la guerre contre la maison de Bourgogne. Au printemps de 1479, après la rupture de la trêve, le sire d'Amboise reprit l'œuvre de la soumission de la comté. Ce général, usant de toute la prudence dont avait manqué le sire de Craon, commença par s'emparer de tous les châteaux qui avoisinaient la place et qui auraient pu la secourir, puis se présenta devant Dôle. La garnison était peu nombreuse; elle ne se composait que des bourgeois et du peuple de la ville, auxquels s'étaient joints les étudiants de l'université;

mais ils furent trahis par des Allemands d'Alsace et du pays de Férette, qui, au mépris du serment qu'ils avaient fait de les défendre loyalement, les livrèrent lâchement au sire d'Amboise dès qu'ils eurent pénétré dans la ville. Tous les habitants furent massacrés ou forcés à chercher un refuge dans les bois ; la ville fut pillée, brûlée et complètement détruite. Cette cruelle punition, infligée au chef-lieu de la comté, frappa les esprits de terreur. Le prince d'Orange, dénué de toutes ressources, était hors d'état de continuer la lutte ; les Suisses, ces nouveaux alliés du roi de France, se conduisaient partout avec une cruauté insigne. Toutes les places se soumirent sans résistance, pour éviter le sort de Dôle. La grande cité archiépiscopale de Besançon, ville libre, relevant immédiatement de l'Empire, reconnut le roi pour son gardien et protecteur, titre qu'elle donnait précédemment aux ducs de Bourgogne.

Toute la comté se trouvant ainsi conquise, Louis voulut visiter cette province. Le lendemain de son entrée à Dijon (juillet 1479), il jura, dans l'église cathédrale de Saint-Bénigne, le maintien des franchises et libertés de cette capitale, et fit beaucoup d'efforts pour se concilier l'affection de ses nouveaux sujets, par ses témoignages de bienveillance et par les familiarités qui lui étaient ordinaires en de telles occasions. Puis, après

avoir mis tous ses soins à l'organisation politique du duché, il donna l'ordre au sire d'Amboise de diriger son armée vers le nord, d'où il avait reçu de fâcheuses nouvelles. L'Artois, toujours impatient de la domination française, s'était de nouveau révolté. Louis, irrité de ces insurrections continuelles, quitta Dijon, jurant d'aller se venger d'une manière éclatante. Il ne tint que trop parole. Les murs d'Arras furent rasés, et les malheureux habitants, chassés sans pitié de leur ville, furent contraints de s'en aller à l'aventure avec leurs femmes et leurs enfants, sans rien emporter de leur fortune. Toutes les maisons furent abandonnées; enfin des Normands et autres étrangers vinrent repeupler la ville déserte, qui avait dû même perdre son nom, et l'échanger contre celui de *Franchise*.

Aux cris de détresse poussés par les Artésiens, Maximilien s'avança à la tête de vingt-sept mille combattants, parmi lesquels figuraient des mercenaires anglais et des lansquenets, infanterie allemande armée de piques et d'arquebuses, qui commençait à jouer un rôle important dans les guerres de l'époque. Maximilien vint assiéger Théroouanne; mais ayant appris que les Français s'avançaient au nombre de dix-huit cents lances et de quatorze mille archers, avec une forte artillerie, il marcha à leur rencontre. Les gens du roi étaient

commandés par le sire d'Esquerdes, qui avait abandonné la cause de Marie de Bourgogne pour passer au parti de Louis XI. Les deux armées se trouvèrent en présence sur la colline de Guinegate; cette journée rappela par ses circonstances et par son issue la bataille de Montlhéry : les gens d'armes français, plus nombreux et plus aguerris, mirent en fuite les chevaliers flamands; mais ils commirent la faute de se laisser emporter à la suite des seigneurs belges, dont ils espéraient tirer de riches rançons, s'ils parvenaient à les prendre; le comte d'Esquerdes lui-même abandonna le champ de bataille pour suivre les fuyards jusque auprès de Saint-Omer. Pendant ce temps la fortune du combat avait changé : l'infanterie flamande avait mis en déroute les francs archers de l'armée française. Ainsi, des deux côtés il y eut une partie de l'armée mise en déroute; les deux camps furent pillés, les bagages détruits et brûlés des deux parts. On fit, dans l'une et l'autre armée, des pertes considérables, ce qui n'empêcha pas les deux partis de s'attribuer la victoire et de faire chanter des *Te Deum*. Toutefois le duc Maximilien resta maître du champ de bataille; mais sa victoire l'avait tellement épuisé, qu'il ne put poursuivre ses avantages; il ne prit pas même Théroouanne, et se borna à rester sur la défensive.

Le roi se montra fort irrité contre le sire d'Esquerdes, qui avait, malgré ses ordres, engagé une bataille générale. Déplorant surtout que l'avidité de ses gens et le désir de faire des prisonniers eussent compromis le succès de la bataille, il ordonna que désormais les prisonniers et le butin seraient mis en commun et vendus aux enchères, pour le prix en être également partagé entre tous. Il augmenta en même temps le nombre des Suisses mercenaires qu'il avait dans ses armées, et remplaça peu à peu les corps des francs archers par ces troupes soldées.

La guerre continua pendant un an (1480-1481), sans amener d'autre événement que de fréquentes escarmouches et des surprises de forts et de châteaux. De part et d'autre on commit les plus épouvantables ravages et l'on exerça sur les prisonniers les plus cruelles représailles. Tristan l'Ermite surtout, à la tête de huit cents lances et de six mille francs archers, répandait la terreur partout où il passait, en faisant pendre aux portes des villes les seigneurs flamands qui tombaient entre ses mains. Mais ces courses et ces ravages ruinaient le pays sans amener aucun résultat.

Les contrées voisines des embouchures du Rhin étaient en même temps ravagées par une guerre cruelle : la Gueldre, insurgée, avait pro-

clamé pour son seigneur le jeune fils du duc Adolphe, bien que cet enfant fût entre les mains de Maximilien ; la Hollande était de nouveau agitée par les interminables querelles des *Hocks* et des *Kabeljaws*; les états de Flandre et de Brabant se refusaient à tout nouveau subside pour soutenir la guerre contre le roi de France. Édouard d'Angleterre faisait depuis longtemps espérer des secours qu'il ne se décidait jamais à envoyer, dans la crainte de troubler sa tranquillité et de perdre les pensions que lui faisait Louis XI, et l'empereur d'Autriche était trop avare pour que l'on pût compter sur son aide.

Dans cette position critique, Maximilien se voyait hors d'état de continuer la guerre ; de son côté, Louis, qui avait enlevé à la maison de Bourgogne tout ce qu'il pouvait lui prendre, qui craignait d'allumer une guerre générale en Europe en osant davantage, et qui, d'ailleurs, sentait chaque jour sa santé décliner, résolut de s'arrêter, et borna désormais son ambition à s'assurer la jouissance paisible de tout ce qu'il avait conquis. Il entama donc de nouvelles négociations pour la paix ; comme il avait l'intention d'invoquer l'arbitrage du saint-siège pour l'arrangement à intervenir, il se hâta de donner à Sixte IV pleine satisfaction sur tous les différends qui existaient entre le saint-siège et la France.

A sa sollicitation, le saint-père envoya comme légat en France Julien de la Rovère, cardinal de Saint-Pierre-ès-Liens ; outre la mission qu'il avait reçue de rétablir la paix entre les deux princes, l'envoyé pontifical devait encore tâcher de réunir toutes les forces de la chrétienté contre Mahomet II, qui assiégeait Rhodes et venait de débarquer dans la Pouille. Louis avait d'autant plus besoin de se hâter, qu'il savait qu'en ce moment Madame Marguerite, duchesse douairière de Bourgogne, était en Angleterre, où elle s'efforçait de conclure une alliance entre le roi Édouard son frère et le duc Maximilien. Cette femme, douée d'une capacité remarquable, ennemie déclarée du roi de France, avait toute la confiance de son gendre, qui, dominé par le goût des fêtes, de la chasse et des divertissements de toute sorte, ne possédait aucune des qualités qui font le politique et l'homme d'État. Usant de toute l'influence qu'elle avait sur son frère, elle le détermina facilement à renoncer aux propositions que lui faisait le roi de France, et lui fit promettre de passer la mer avec une armée pour sauver la Flandre et l'Artois. Mais Louis mit tant d'empressement à négocier avec les conseillers de la cour de Bourgogne, qu'il parvint à conclure une trêve au moment même où ces promesses allaient recevoir leur exécution.

Après la conclusion de la trêve, les négociations pour la paix continuèrent; mais les soins que le roi de France avait mis à se concilier la faveur du légat du saint-siège inspirèrent des défiances au conseil de Bourgogne; et lorsque le cardinal de Saint-Pierre voulut passer en Flandre pour traiter de la paix, Maximilien tarda tant à le recevoir, que le légat dut prendre ces interminables délais pour un refus déguisé. Les deux princes travaillèrent alors à se créer de nouveaux alliés et à se préparer à la guerre. Louis traita avec le roi de Bohême, qui devait attaquer le Luxembourg. De son côté, Maximilien resserra son alliance avec l'Angleterre, et s'assura de l'appui du duc de Bretagne. Quand Louis XI vit renaître une ligue à l'extinction de laquelle il avait consacré sa vie entière, et qu'il avait à plusieurs reprises noyée dans le sang, il s'indigna et résolut de s'en débarrasser à tout prix. Tout miné qu'il était par la maladie, il mit sur pied une brillante armée, composée en grande partie de Suisses, dans laquelle se trouvaient quinze cents hommes d'armes prêts à combattre soit à pied, soit à cheval, et la fit entrer dans le Luxembourg, en même temps qu'il recommença ses intrigues avec les villes de Flandre, dont les murmures et l'esprit séditieux lui donnaient bonne espérance.

Ce peuple changeant était déjà mécontent de son nouveau comte, à cause de sa légèreté et de son insouciance. Maximilien, en effet, uniquement occupé de ses bruyants plaisirs, était sans cesse entouré de jeunes chevaliers qui partageaient ses goûts, et s'occupaient fort peu de se concilier l'affection des gens des communes. Sans cesse aux expédients pour satisfaire à ses dissipations, il se procurait l'argent que lui refusait l'avarice de son père en levant de nouveaux impôts ou en contractant des emprunts onéreux, pour sûreté desquels il mettait ses pierreries en gage ; une pareille façon d'agir ne pouvait plaire à une population laborieuse et économe. Les Flamands ne lui restaient soumis que par considération pour la princesse Marie, envers laquelle ils s'étaient montrés d'abord sujets turbulents et indociles, mais à laquelle ils avaient toujours témoigné un vif attachement depuis qu'elle était mariée. Cette malheureuse princesse, modèle de douceur et de bonté, ne se mêlant en rien des affaires du gouvernement, était uniquement dévouée à son mari et à ses enfants. Après avoir fait avec le duc un voyage en Hainault, où son cœur s'était attristé à la vue des ravages causés par la guerre, elle était revenue dans la riche ville de Bruges, lorsqu'un événement inattendu vint prématurément mettre un terme à sa car-

rière. La princesse suivait à cheval une chasse à l'oiseau dans les environs de la ville; elle voulut faire franchir à sa hanquenée un tronc d'arbre abattu; mais les sangles se rompirent, la selle tourna, et la duchesse tomba rudement sur la pièce de bois. On la rapporta dangereusement blessée; pour ne pas inquiéter son mari, elle refusa de se laisser soigner; le mal fit de tels progrès, qu'elle mourut au bout de trois semaines, à l'âge de vingt-cinq ans (23 mars 1482). Cette fin tragique d'une existence si courte et si pure causa des regrets universels en Flandre. Marie laissait deux enfants, un fils qui fut plus tard le père de Charles-Quint, et une fille nommée Marguerite.

A la nouvelle de cette mort, Louis, qui était malade au château de Beaujeu, sembla retrouver ses forces : il ne songea plus qu'au parti qu'il pourrait tirer de la situation critique où se trouvait Maximilien. Déjà il était en grande intelligence avec les Flamands. Excités par ses secrètes pratiques, les états assemblés à Gand refusèrent à Maximilien la tutelle de ses enfants, qu'ils avaient entre leurs mains, et lui imposèrent à lui-même un conseil de régence. Le prince, irrité d'un tel outrage, voulut s'en venger par la violence : il fit prendre et mettre à mort quelques-uns des bourgeois les plus influents qui s'étaient

prononcés contre lui. Cet acte de colère et de cruauté ne pouvait qu'exaspérer davantage les communes flamandes; partout on se mit en révolte contre lui pour le contraindre à la paix.

Un sanglant épisode vint encore à cette époque ajouter aux désordres qui troublaient la Flandre. Guillaume d'Aremberg, surnommé le Sanglier des Ardennes, exerçait un grand pouvoir auprès de Louis de Bourbon, évêque de Liège. Profitant de la faiblesse du prélat, il s'était fait donner le titre de maimbourg ou gouverneur du pays, dont il abusait pour commettre mille excès et continuer le métier de brigand qu'il avait exercé toute sa vie. Son insolence et sa cruauté devinrent enfin tellement insupportables, que l'évêque se résolut à chasser de ses domaines ce dangereux lieutenant. De cet instant, le terrible chef de bande ne songea plus qu'à la vengeance, et ne réussit que trop bien dans ses criminels desseins. Lorsque éclata la révolte des États de Flandre, cet homme de boue et de sang, secrètement favorisé par Louis XI, à qui Louis de Bourbon était suspect parce qu'il n'avait pas abandonné la cause de Maximilien, se fit le chef d'une conspiration tramée contre l'évêque par quelques Liégeois turbulents. Avec les sommes considérables qu'il reçut de France et l'assistance de plusieurs assassins et bandits qui se réunirent à lui, le Sanglier des

Ardennes rassembla une bande d'environ trois mille hommes qu'il revêtit d'un uniforme écarlate, avec une hure de sanglier brodée sur la manche, et vint menacer Liége. En apprenant l'approche de ce redoutable ennemi, les bourgeois qui étaient dans le complot vinrent trouver l'évêque, lui jurèrent fidélité jusqu'à la mort, et l'exhortèrent à marcher contre ces brigands. Le vertueux prélat, se confiant en leurs promesses, ordonna de lever les bannières des métiers, et se mit à la tête du peu de combattants qu'il put réunir. Mais dès qu'on fut en présence de l'ennemi, les Liégeois, comme ils en étaient convenus avec Guillaume d'Aremberg, abandonnèrent la bannière du malheureux évêque, qui fut laissé à la défense de quelques cavaliers seulement. Le Sanglier attaqua au même instant, et eut tout le succès qu'il avait espéré. Louis de Bourbon, arrêté dans un chemin étroit, fut amené devant le chevalier félon, qui d'abord le frappa au visage, puis de sa hache lui fendit la tête et l'abattit à ses pieds. Non content de l'avoir ainsi massacré, il fit exposer son corps dans un état complet de nudité, sur la grande place de Liége, devant la cathédrale Saint-Lambert, et ordonna ensuite de le jeter dans la Meuse. Ces atrocités accomplies, le Sanglier força tout le pays de Liége à reconnaître son autorité.

Le meurtre d'un évêque aussi grand dans la noblesse que dans l'Église répandit l'épouvante dans toutes les provinces voisines. Tous les gentilshommes du Brabant et du comté de Namur se réunirent pour le venger et pour chasser l'usurpateur. Il s'emparèrent, sans éprouver de résistance, de plusieurs places d'une importance secondaire ; mais Liège étant bien fortifié et vaillamment défendu, il fallut en faire le siège.

Lorsque Louis vit la plus grande partie des forces de Maximilien occupées contre le Sanglier des Ardennes, il conçut l'espoir de terminer la guerre par un profitable traité ; il était d'ailleurs pressé d'en finir par le déclin rapide de ses forces, qui l'avertissait que sa fin pourrait bien être prochaine.

Retiré au Plessis-lez-Tours, dont il avait fait une espèce de forteresse, ce prince devenait plus défiant à mesure que son âge avancé et ses infirmités toujours croissantes lui montraient la mort de plus près. Redoutant les intrigues de tous ceux à qui leur naissance, leurs fonctions ou leurs talents donnaient un haut rang dans le royaume, il vivait dans l'isolement, loin de sa femme, qu'il avait depuis longtemps reléguée dans le Dauphiné ; de son fils, qu'il tenait à Amboise dans l'inaction et dans l'obscurité ; de tous ses parents, qu'il ne laissait que rarement approcher

de sa personne. Il ne se confiait qu'à quelques serviteurs d'un rang subalterne, indignes confidents et vils courtisans que ses craintes et ses caprices lui faisaient changer à tout moment. Cependant son esprit n'avait rien perdu de sa pénétration et de son activité; il attachait surtout une grande importance aux négociations entamées avec les communes de Flandre, et il regardait comme son plus beau titre de gloire l'anéantissement de cette puissance bourguignonne contre laquelle il avait lutté pendant toute sa vie, par adresse et par force.

Les Gantois, qui ne pensaient aussi qu'à se délivrer du joug qui les avait si longtemps opprimés, ne se montrèrent pas moins empressés. Décidés à se donner un souverain peu puissant, ils choisirent le jeune Philippe, fils de Maximilien, et entrèrent ouvertement en négociation avec le roi de France pour faire épouser au Dauphin la jeune Marguerite, en lui donnant pour dot les provinces de langue française. Par ces propositions, Louis voyait se réaliser ses premiers projets sur les États bourguignons : il n'eut donc garde de les refuser, et se mit promptement d'accord avec les députés des états qui vinrent le trouver au Plessis. Les états de Flandre, de Brabant, de Hainault, assemblés à Alost, signifièrent à Maximilien la volonté de ses

sujets, à laquelle il dut se soumettre, quelque rigoureuses que fussent les conditions qu'on lui imposait. Les états lui désignèrent quarante-huit députés, qu'il envoya à Arras pour traiter de la paix avec le roi de France sur les bases qui avaient déjà été préalablement arrêtées. Aux termes de ce traité, qui fut signé le 23 décembre 1483, Marguerite, fille de Marie et de Maximilien, devait épouser le Dauphin et lui apporter en dot les comtés d'Artois, de Bourgogne, les seigneuries de Mâcon, d'Auxerre, Salins, Barsur-Seine, etc. La Bourgogne et la Picardie étaient définitivement réunies à la couronne; la Flandre reconnaissait la haute souveraineté du roi et lui rendait hommage; le Brabant, le Hainaut, Namur, le Luxembourg, la Gueldre, la Zélande, la Hollande, la Frise, restaient à Maximilien, qui devait les gouverner au nom de son fils Philippe, et qui prit dès lors le titre d'archiduc. Les pays ruinés par la guerre obtinrent une remise des aides et impôts pendant six ans; Arras put recevoir ses anciens habitants, et une amnistie complète fut accordée à ceux qui avaient servi la cause bourguignonne.

Telle fut la paix avantageuse que conclut Louis XI avant de descendre dans la tombe. Cette paix, qui portait le dernier coup à la grande féodalité et consommait le démembrement des États

de la maison de Bourgogne, séparait à jamais des contrées qui n'avaient été que facticement réunies, et qui prirent dès lors une position nette et tranchée vis-à-vis les unes des autres. Les quatre ducs de la branche des Valois ont joué, comme nous l'avons vu, un rôle important dans les événements de leur époque, et la grandeur de leur puissance fit croire un moment à l'existence d'un nouveau royaume entre la France et l'Allemagne. Leur succession, en passant dans une famille étrangère, créa une dynastie et une puissance nouvelles, et devint la cause ou le prétexte des guerres sanglantes qui ont agité l'Europe pendant trois siècles.

FIN

## TABLE

### CHAPITRE I

Établissement des Bourguignons dans la Gaule. — Gouvernement de la Bourgogne jusqu'aux ducs de la maison de Valois. — Le duché donné par le roi Jean à son fils Philippe le Hardi. — Prise de possession du duché. — Mariage du duc. — Son goût pour la dépense. — Schisme de l'Occident. — Troubles en Flandre. — Mort de Charles V. — Nouvelle insurrection en Flandre. — Philippe Arteveld. — Bataille de Bruges. — Bataille de Rosbecque. — Le duc hérite de la Flandre. — Paix avec les Gantois. — Projet d'une descente en Angleterre. — Guerre de Gueldre. — Le roi s'affranchit de la tutelle de ses oncles. — Fêtes à la cour. — Voyage du roi dans le Midi. 5

### CHAPITRE II

Conférences d'Amiens. — Premiers actes de dévotion du roi. — Assassinat du connétable de Clisson et guerre de Bretagne. —

Démence de Charles. — Le duc de Bourgogne déclaré régent. — Procès du connétable. — Bal masqué. — Nouveaux actes de démence. — Tentative pour terminer le schisme. — Paix avec les Anglais. — Croisade contre les Turcs. — Bataille de Nicopolis. — Rachat des captifs. — Le pape assiégé dans Avignon. — Commencement des querelles entre les maisons d'Orléans et de Bourgogne. — Mort de Philippe le Hardi. 44

### CHAPITRE III

Avènement de Jean sans Peur. — Murmures contre la reine et le duc d'Orléans. — Continuation du désordre. — Préparatifs de guerre. — Assassinat du duc d'Orléans. — Le duc Jean revient à Paris. — Guerre contre les Liégeois. — Réconciliation. — Faction des Armagnacs et des Bourguignons. — Bouchers de Paris. — Siège de Bourges. — Cabochiens. — Réactions contre les Bourguignons. — Traité d'Arras. 77

### CHAPITRE IV

Entrée des Anglais en France. — Bataille d'Azincourt. — Tyrannie du comte d'Armagnac. — Exil de la reine. — Le duc de Bourgogne la délivre. — Perrinet Leclerc. — Massacre des Armagnacs. — Rentrée du duc et de la reine à Paris. — Prise de Rouen et de Pontoise par les Anglais. — Assassinat de Jean sans Peur. 109

### CHAPITRE V

Traité de Troyes. — Guerre contre le Dauphin. — Henri V à Paris. — Continuation de la guerre entre le Dauphin, les Anglais et les Bourguignons. — Mort de Henri V. — Mort de Charles VI. — Le

Dauphin proclamé roi. — Batailles de Cravant et de Verneuil. — Aventures de Jacqueline de Hainault. — Intrigues à la cour de Charles VII. — Richemont, le sire de Giac, Beaulieu et la Trémoille. — Commencement du siège d'Orléans. — Journée des Harengs. 134

## CHAPITRE VI

Jeanne d'Arc. — Délivrance d'Orléans. — Sacre de Charles VII. — Prise de Jeanne. — Revers des Anglais et des Bourguignons. — Procès de Jeanne. — Son supplice. — Bataille de Bulligneville. — René d'Anjou, prisonnier du duc de Bourgogne. — Entrée de Henri VI à Paris. — Déclin de la puissance des Anglais. — Disgrâce de la Trémoille. — Entrevue de Nevers. — Congrès et traité d'Arras. — Mort d'Isabeau de Bavière. 160

## CHAPITRE VII

Le duc Philippe déclare la guerre aux Anglais. — Paris se soumet au roi. — Entreprise sur Calais. — Révoltes à Bruges et à Gand. — René d'Anjou mis en liberté. — Entrée de Charles VII à Paris. — Changement de roi. — Praguerie. — Délivrance du duc d'Orléans. — Siège de Pontoise. — Assemblée et remontrances de Nevers. — Succession du Luxembourg. 189

## CHAPITRE VIII

Les compagnies en Suisse. — Bataille de Saint-Jacques. — Joutes et tournois à la cour de Bourgogne. — Conquête de la Normandie et de la Guyenne par l'armée royale. — Grande révolte des Gantois. — Batailles d'Audénarde et de Rupelmonde. — Soumission des

Gantois. — Vœux du Faisan. — Guerre pour l'évêché d'Utrecht.  
 — Discordes entre le roi et le Dauphin. — Procès de Jacques  
 Cœur, du comte d'Alençon et du comte d'Armagnac. — Négocia-  
 tions au sujet de la fuite du Dauphin. — Discorde entre le roi et  
 le duc. — Concile de Mantoue. — Mort de Charles VII. 217

#### CHAPITRE IX

Avènement de Louis XI. — Rachat des villes de la Somme. — Ligue  
 du *Bien public*. — Bataille de Monthéry. — Traité de Conflans.  
 — Guerre contre les Liégeois. — Mort de Philippe le Bon. —  
 Charles le Téméraire. — Entrevue de Péronne. — Prise de Liège.  
 — Acquisition du comté de Ferrette par le duc de Bourgogne. —  
 Louis répare la faute de Péronne. — Troisième et quatrième guerre  
 de Bourgogne. — Siège de Beauvais. 252

#### CHAPITRE X

Projet du duc sur la Gaule-Belgique. — Entrevue de l'Empereur  
 et du duc. — Tyrannie du sire de Hagenbach. — Le duc en Alsace.  
 — Supplice du sire de Hagenbach. — Siège de Neuss. — Traité  
 de Pecquigny. — Conquête de la Lorraine. — Guerre contre les  
 Suisses. — Bataille de Granson. 289

#### CHAPITRE XI

Bataille de Morat. — Siège de Nancy. — Mort de Charles le Témé-  
 raire. — Marie de Bourgogne. — Démembrement de la succession  
 de Charles. — Révolte des Gantois. — Supplice du chancelier  
 Hugonet et du sire d'Himbercourt. — Prise d'Arras. — Guerre  
 de Flandre. — Mariage de la duchesse Marie. 320

## CHAPITRE XII

Maximilien d'Autriche. — Guerre en Bourgogne. — Négociations pour la paix. — Reprise des hostilités. — Bataille de Guinegate. — Nouvelles négociations. — Mort de la duchesse Marie. — Meurtre de l'évêque de Liège. — Traité d'Arras. — Fin de la puissance bourguignonne. 350





